



Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

- - - - -

**Séance publique du
Jeudi 31 juillet 2014**

- - - - -

PROCES-VERBAL

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARIION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSOUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

Je vous propose de nommer, comme secrétaire de séance, Mademoiselle Maud BODKIN. Y a-t-il des avis contraires ? Des abstentions ?

Mademoiselle BODKIN est désignée secrétaire de séance, vous pouvez procéder à l'appel.

Mademoiselle BODKIN procède à l'appel. L'appel est clos.

Monsieur le Président

Merci Mademoiselle BODKIN. Le quorum est largement atteint. Nous pouvons donc valablement délibérer.

Je vais également demander à Max Lévida de prendre la place à côté de Maud Bodkin. Et je vais demander à Catherine Dardé de me rejoindre à la tribune.

Avant d'aborder la première affaire, je vais passer à une série de questions diverses qui sont importantes à vous communiquer.

Vous avez plusieurs documents d'information sur vos pupitres. D'abord, les différentes dates des conseils d'agglomération, ceux du mois d'octobre, les 1^{er} et 30 octobre. Vous avez également un guide des vins 2014-2015. Vous avez le programme de « l'Agglo fait son cinéma ». Et grâce à l'action conjuguée des services de la ville et de l'agglomération, nous avons réinstallé, comme cela était à l'origine, une séance sur Antigone. Toutes les villes qui l'ont souhaité ont été intégrées dans le programme. Enfin, vous avez le 8e festival de la tomate auquel vous êtes chaleureusement invités.

Par ailleurs, je voudrai vous faire part de la volonté que nous avons exprimée, et qui va se traduire par une série d'actes administratifs, de valoriser le patrimoine de l'agglomération vers l'obtention d'un label de métropole d'art et d'histoire. Il s'agit d'une demande très forte liée au tourisme et à l'économie et qui met en valeur l'ensemble des sites de l'agglomération, de Maguelone au château de Castries, des chantiers de fouilles et des sites archéologiques du Castellàs à Murviel jusqu'à Lattara à Lattes et toutes les églises romanes. Mais nous n'allons pas faire le descriptif de tous les lieux patrimoniaux qui sont dans le territoire de l'agglomération, qui permettent d'envisager ce classement très important pour la valorisation touristique du territoire métropolitain.

La deuxième information a trait au football. Vous avez vu que nous avons eu quelques discussions avec l'Olympique de Marseille, parce que les négociations avec le stade Vélodrome étaient assez compliquées, qui devait utiliser le stade la Mosson. Le maire de Marseille a fini par revenir un peu sur ce qu'il avait dit et l'OM aussi, ils ont donc

trouvé un accord. Donc, le premier match aura bien lieu à Marseille et ce sera donc OM/Montpellier et pas Montpellier/OM.

La troisième information c'est que j'ai donné mon accord pour le soutien, pour cette année et les années suivantes au Tambourin à Cournonterral. Tambourin que nous avons essayé avec les messieurs Jean-Luc Meissonnier, maire de Baillargues et Thierry Breysse, maire de Cournonterral, où nous avons rencontré une tripléte formidable. Nous nous sommes donc essayés à ce sport qui est un très beau sport traditionnel que nous allons soutenir comme il a déjà été fait sur le territoire de l'agglomération. Parce que Cournonterral, Cournonsec, Pignan, le Causse-de-la-Selle, Gignac, Clermont, Saint Georges d'Orques et toute une série de villages sont ancrés dans cette tradition de sports populaires. Et nous devons la soutenir, au même titre que la Bouvine et que la course camarguaise, qui l'an prochain donnera lieu à la création du Trophée taurin des arènes de l'agglomération de Montpellier.

Ensuite, je voudrai vous dire un mot, et je profite de la présence de la presse, sur le festival électro de Grammont, Piknik Family. Je vais donc vous donner le bilan : 25 000 euros de dégradation à Grammont, 25 interventions de la Croix-Rouge dont 4 hospitalisations en urgence par les pompiers. Je veux bien faire de l'électro, mais je n'ai pas vocation à soutenir les raves parties. La vocation de la ville et de l'agglomération, ce n'est pas de donner et de cautionner des événements qui ont cette forme. Après, qu'il y ait des festivals d'électro, très bien, je suis d'accord, mais pas ça. Moi, j'y étais, dimanche matin et par surprise. Et j'ai demandé à ma directrice de cabinet, qui est ici présente, de faire le bilan de l'ensemble des prédatons qui avaient eu lieu sur le site et de faire le bilan avec les services de la Croix-Rouge des problèmes physiques inhérents à une telle manifestation. Ce n'est pas le rôle de la ville de faire ça ni celui de l'agglo.

Monsieur le maire de Lattes.

Monsieur MEUNIER

Si vous y avez été par surprise, nous, on y a été toute la nuit, les habitants du quartier de Boirargues et une partie du nord de Lattes. Et je ne serai pas étonné que Jean-Pierre Rico, pour Pérols, dise à peu près la même chose, à moins que vous ne l'ayez pas entendu à Pérols et que les vents étaient plus favorables. Mais moi, ça s'est passé dans ma chambre à coucher. Alors, je ne parle pas de la fumette et du Coca-cola bizarre, je parle du bruit. Nous avons été inondés, la police municipale de Lattes a été inondée d'appels toute la nuit, de personnes qui se sont étonnées de ce qui nous arrivait parce que le vent n'était peut-être pas favorable cette année, mais c'était à trembler, au moins dans le quartier de Boirargues où je vis.

Monsieur le Président

Monsieur le Maire, la décision avait été donnée par l'équipe précédente et les frais avaient été engagés, j'ai donc dû suivre en augmentant le taux de la location de Grammont pour que ce soit dissuasif, mais rien n'y a fait. Je n'ai pas pu faire autrement. C'est pour ça que j'y suis allé le dimanche et croyez-moi, c'est la dernière fois que nous organisons ça. La ville de Montpellier et l'agglomération de Montpellier n'ont pas vocation à cautionner ce type de pratiques. C'est bien clair.

Concernant les Restos du cœur, vous avez vu ça dans la presse, avec Madame Miralles, nous avons fait une proposition pour un entrepôt qui pourrait leur servir de réserve, puisqu'ils ont des soucis avec celui qu'ils ont actuellement. La balle est dans leur camp. De notre côté, la porte est ouverte. Je les ai rencontrés hier en urgence parce que je pensais que c'était urgent, après, ils sont libres de leur destin, ils font comme ils veulent. Mais la ville de Montpellier et l'agglomération, puisque ça traite un site géré par l'agglomération et par la ville, ont proposé une solution aux Restos du cœur, c'est à eux de choisir leur destin.

Enfin, je voudrai répondre gentiment aux élus du Gard, dans le cadre du pôle métropolitain, qui se sont exprimé dans le Midi libre, version Petite Camargue, où messieurs Jean-Paul Franc, Président de la communauté de communes de Petite Camargue, Jean-Baptiste Estève, Président de la communauté Rhony-Vistres-Vidourle et Laurent Pellissier, Président de la Communauté de communes Terre de Camargue, ont regretté que je n'aie pas les voir. Ça m'a fait plaisir parce que des présidents de communautés de communes du Gard qui, dans le cadre de la discussion sur le pôle métropolitain, se plaignent que je ne les rencontre pas, ça me fait plaisir quelque part. Mais moi, je n'ai pas l'habitude de forcer les portes des mairies et des communautés de communes et d'agglomération. S'ils souhaitent me rencontrer, ma porte est ouverte et mon téléphone et mon chef de cabinet, Monsieur Delacroix est à leur disposition et je les rencontrerai, mais encore faut-il qu'ils me le demandent, ce n'est pas dans le sens inverse. Nous, nous n'annexons pas les territoires, il ne faut donc pas se tromper de sens. Je suis donc à leur disposition très gentiment, affectueusement, fraternellement.

Dernier point, je voudrai quand même dire un petit mot sur la journée que nous venons de vivre. Aujourd'hui, nous célébrons le centième anniversaire de l'assassinat de Jean Jaurès. Dans beaucoup de communes de l'agglomération, et je remercie les maires de Saint-Brès où nous étions ce matin à 10h, le maire de Baillargues chez qui nous étions à 11h, le maire et les élus de la ville de Montpellier à 14h et puis à 15h, le maire de Grabels, nous avons célébré ensemble cet événement historique. Je voulais que ce soir à l'agglomération, nous ayons une petite pensée pour cet homme qui a quelque part prêché pour la paix et est allé au bout de ses idées, dans une conception humaniste de la politique. Quelqu'un qui a mis très haut les couleurs de la liberté, de l'éthique et du Midi de la France, avec les coopératives viticoles, avec cette République sociale qu'il décrivait à la fois en occitan et en français, cette façon de partager et de partager non seulement les projets de territoire, mais aussi les projets sociétaux.

Jean Jaurès, pour nous à Montpellier, a rythmé et scandé toute notre campagne. Nous nous sommes réclamés de lui par opposition aux partis politiques d'aujourd'hui. Jaurès n'appartient pas à un parti politique, ce n'est pas l'apanage du PS, ni la propriété de l'UMP, il appartient à l'histoire de France, à l'histoire des idées et à celle des philosophies. C'est en cela que nous nous sommes réclamés de lui. Et à écouter les élus et les citoyens que j'ai rencontrés tout au long de la journée, je crois qu'aujourd'hui encore il drainerait dans son sillage de nombreux habitants des villes, des villages et des communautés d'agglomérations.

Jaurès mettait en avant les idées plus que les appartenances, il mettait en avant l'humanité comme bien précieux à conserver et sur lequel il faut veiller. Il mettait également en exergue ce pacte social qu'il souhaitait pour l'ensemble des partis intégrés dans les différentes gouvernances. C'était un grand homme qui a éclairé la politique par son courage et par la dignité de ses sentiments. Jaurès disait « le courage en politique, c'est chercher la vérité et la dire ». Et puis, il rajoutait, « ne jamais céder au mensonge triomphant ».

Eh bien, je crois que dans notre époque aujourd'hui, nous qui devons prendre des décisions au quotidien, nous avons besoin de cette liberté de ton, de cette liberté de pensée et d'être en capacité de proposer des schémas politiques, où au-delà des partis, on est capable de gérer l'intérêt général des populations qui nous ont élus. C'est en cela que le message de Jaurès est aujourd'hui totalement vivant, quelles que soient ses appartenances politiques, nos appartenances politiques respectives, parce qu'il existe encore et heureusement des élus responsables. Ce que nous faisons aujourd'hui au travers de Jaurès et que nous essayons de faire au travers de la conception de ce pôle métropolitain qui est en chantier, c'est aussi de redorer un peu la politique, parce que nous en discutons, parce que nous partageons, parce que nous écoutons, parce que nous n'imposons pas une vérité déjà prémâchée. C'est pour ça que je dis toujours aux maires, « votez comme vous voulez » j'aime bien quand chacun vote en son âme et conscience et tous les avis sont respectables.

Je voudrai donc vous proposer, à sa mémoire, de faire une minute de silence.

Monsieur Larue, je vous en prie.

Monsieur LARUE

Je ne comprends pas pourquoi Monsieur Boumaaz lève un drapeau palestinien pendant la minute de silence pour Jean Jaurès. Je suis désolé, mais un peu de respect.

Monsieur le Président

Ce n'est pas le lieu, Monsieur Boumaaz. Si vous voulez que je dise un mot sur le conflit israélo-palestinien et la guerre, je le dis avec plaisir parce que je suis clair dans ma tête. Nous, à Montpellier, nous avons deux jumelages, le premier avec Tibériade en Israël, le deuxième avec Bethléem en Palestine. Je garderai les deux jumelages, voilà. Et je ne souhaite pas que ce conflit vienne perturber la vie municipale parce que le pacte social que nous avons ensemble est primordial. Monsieur Boumaaz, il y a des limites et je me suis exprimé sur ce sujet. Vous savez qu'après les indications du Président, il n'y a pas de débat, c'est la loi des assemblées publiques. Donc, si vous voulez que l'on parle de ça, vous présentez un vœu à l'ordre du jour et nous en débattons en réunion des présidents ou présentez-le à la ville.

Je vous propose de passer à l'ordre du jour.

AFFAIRE 1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 127 affaires.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE 2 : APPROBATION DES PROCES-VERBAUX DU 13 ET DU 19 JUIN 2014

Monsieur le Président

Vous avez pris connaissance des procès-verbaux de nos séances passées. Avez-vous des observations à formuler sur leur rédaction ?

Je mets aux voix.

Les procès-verbaux sont adoptés à l'unanimité.

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L .5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Avez-vous des observations à formuler sur l'affaire numéro 3 ?

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE 4 : VŒU EN FAVEUR DU CONTOURNEMENT OUEST DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER.

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le Contournement Ouest de Montpellier (COM) constitue un maillon essentiel du réseau « armature » tel que défini dans le Plan de Déplacement Urbain (PDU) 2010-2020 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il s'y

inscrit en tant qu'élément d'un contournement routier complet intégré à un système multimodal de déplacement articulant modes doux, transports collectifs routiers et ferroviaires.

Le COM est en premier lieu destiné à assurer la continuité de l'itinéraire autoroutier national depuis l'A750 jusqu'à son raccordement à l'autoroute A9. Il est à ce titre reconnu faisant partie intégrante du réseau routier national depuis le décret paru le 5 décembre 2005. En second lieu, il doit permettre aux trafics nationaux, régionaux et métropolitains d'être canalisés hors des voiries et des quartiers urbains aujourd'hui engorgés et de faciliter les liaisons entre les communes de l'Agglomération et la desserte des quartiers de Montpellier. De plus, ce report de trafic se fera au bénéfice des transports collectifs et des modes de déplacement actifs.

Or, compte tenu de l'évolution de son environnement, des projets d'aménagement urbains, du déplacement de l'autoroute A9 dont la mise en service est prévue en 2017, la réalisation du COM devient plus que jamais indispensable. A cet égard, l'opération doit désormais prendre en compte le raccordement de la RD 612 sur le COM et l'Autoroute A9.

Des études ayant déjà été menées sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat au titre du Contrat de Plan Etat Région 2000 – 2006 avec la participation des collectivités locales, il convient à présent de mettre en œuvre la procédure d'enquête publique, après mise à jour de ces études afin de tenir compte du nouveau contexte et de la réglementation en vigueur.

L'opération pourrait être réalisée dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2014 – 2020 ; les études et l'enquête publique au cours de la première phase 2014 – 2017, la réalisation de l'opération lors de la seconde phase 2018 – 2020 du CPER.

Compte tenu de l'urgence à réaliser le Contournement Ouest de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier demande son inscription dans le Contrat de Plan Etat Région 2014 – 2020 et se tient prête à poursuivre son engagement aux côtés de l'ensemble des partenaires pour y parvenir.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- se prononcer en faveur de la réalisation du Contournement Ouest de Montpellier (COM) ;
- autoriser Monsieur le Président à porter ce vœu à la connaissance des autorités compétentes et à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Il s'agit là d'un souhait de l'agglomération et de nombreux maires de l'agglomération de voir se réaliser le contournement Ouest de l'agglomération de Montpellier. Nous avons dernièrement voté un vœu sur le lien. Nous n'avons pas indiqué les trajets du lien possible, parce que nous ne voulons pas entrer dans la dynamique politique de chaque commune et des collectivités territoriales voisines. Mais nous savons que pour l'agglomération de Montpellier le lien est important parce qu'il permet un désenclavement Nord de l'ensemble de l'agglomération. Bientôt nous proposerons un vœu pour le contournement Est, parce qu'il faut les deux pour pouvoir accélérer la connexion des deux zones Est et Ouest de l'agglomération avec le doublement de l'autoroute A9 qui va servir à la fois de boulevard de ceinture et de boulevard de transit pour ce qui est de l'autoroute, notamment pour le trafic des camions et du flux de transit lié à ceux qui utilisent ces infrastructures.

Pour ce qui est du contournement Ouest, il est à gouvernance départementale. Il a été un temps à l'Etat puis dans le plan pluriannuel du département de l'Hérault avec une responsabilité financière de l'Etat et de la Région. J'ai dit aux maires de l'Ouest, avec leur accord et celui des vice-présidents, que l'agglomération participerait à la création du contournement Ouest. Ce contournement Ouest est d'autant plus important que la ligne 5 de tramway marque le pas pour cause de non-financement. Il est d'autant plus important que les connexions avec le secteur autoroutier, A750 et A75, déversent sur cette zone un flux incroyable d'automobiles venant encombrer le flux circulaire à la fois des communes et de la ville de Montpellier. Et les communes du Nord, jusqu'en Pays Viganais et en Lodévois, sont également demandeuses de ce contournement Ouest. Vous savez que dans ces communautés de communes, une grande partie des chefs de famille travaillent à Montpellier et qu'ils prennent leur voiture tous les jours et les connexions sont difficiles parce que la circulation est intense et elle crée de nombreuses contraintes à la fois pour les usagers, mais aussi pour les maires des communes.

Donc, ce que nous demandons c'est que ce contournement Ouest soit intégré dans le plan Etat Région pour lequel nous avons entamé une discussion très précise avec la Région. Cela fait deux séances de travail que nous faisons, avec Christian Fina, à la Région Languedoc-Roussillon, nous passons en revue l'ensemble des dossiers susceptibles d'être pris en compte par la Région Languedoc-Roussillon.

Je vais maintenant ouvrir le débat parce qu'il s'agit d'un gros sujet et il est fondamental que nous puissions émettre ce vœu. Un vœu, ça a toujours la valeur d'un vœu, mais je connais le Préfet et pour en avoir discuté avec lui, il est très conscient de l'utilité du contournement Ouest.

Monsieur le maire de Saint Georges d'Orques, en vous remerciant pour votre invitation, hier soir, au conseil municipal de Saint Georges d'Orques.

Monsieur AUDRIN

Je vous remercie surtout d'être venu et de nous avoir donné de votre temps. Ça a été fructueux et productif, je crois, c'est en tout cas ce que j'ai entendu dire.

Je voudrai juste vous dire combien nous sommes satisfaits, à Saint Georges d'Orques, de savoir que nous allons pouvoir envisager ce contournement Ouest de Montpellier. Nous le vivons tous les matins, il est indispensable de déboucher ces voies. Je pense que les Pignanaï et les habitants de Laverune sont aussi de mon avis. Il est très important que ce projet aboutisse et qu'aboutisse également le contournement Est, avec un lien qui nous permettra de pouvoir tourner autour de Montpellier sans embouteillage.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Audrin. Monsieur Moure.

Monsieur MOURE

Monsieur le Président, chers collègues. Ce dossier est un dossier majeur en ce qui concerne l'aménagement routier du grand Montpellier, il impacte le périurbain et surtout, il relie la partie Nord, avec toute la descente du Lodévois et de Gignac, avec le Sud. Il a toute sa pertinence dans le cadre des aménagements en cours concernant l'autoroute avec le doublement de l'autoroute et le raccordement depuis Juvignac jusqu'à Saint-Jean-de-Védas. C'est un dossier sur lequel les discussions avec Monsieur le Préfet ont également beaucoup avancé au niveau de l'accord qu'il y avait entre l'agglomération de Montpellier, les services préfectoraux, dans l'optique du contrat de région. Et c'est vrai qu'à un moment, le montant a posé question puisqu'il s'agissait d'une voirie de niveau national, mais l'État a considéré que c'était une voirie de niveau local ou périurbain. Et nous avons, à l'issue de différents échanges et communications réunissant les quatre collectivités – le département, l'agglo, la ville et la Région – sollicité les services de l'État pour considérer que c'était une opération prioritaire. La donne financière représente à peu près 150 à 170 millions et non pas les 200 millions qui avaient été évoqués au départ.

Il avait été évoqué aussi, dans le cadre de la réalisation au titre du contrat de plan, que l'État intervienne à 30 % environ et que le reste, à défaut d'un financement complet de l'État, puisse donner lieu à une coparticipation des collectivités directement concernées : l'agglo, la ville, la région bien sûr et le département. Je crois que le vœu que vous présentez aujourd'hui ne fait qu'accentuer l'intérêt de voir réaliser cette opération dans les meilleurs délais, car elle est un élément de désenclavement et des modalités d'amélioration de la circulation pour les Montpelliérains.

Vous avez évoqué la ligne 5, elle était concernée aussi parce qu'au niveau du giratoire Genevoux, la ligne 5 qui allait vers Laverune, était l'un des premiers aménagements concertés entre l'agglo et le département pour amorcer la pompe sur le financement de ce contournement Ouest.

Je voterai donc ce vœu avec beaucoup d'intensité quant à le voir se réaliser dans les meilleurs délais. Et c'est vrai aussi, vous l'avez évoqué, que du côté de l'Est, la déviation doit bénéficier d'un vœu du même type.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur Moure. Monsieur Petit, ensuite Monsieur Grand, Monsieur Martin, Monsieur Caizergues, Monsieur Pellet, Monsieur Revol, et Monsieur Jaoul.

Monsieur PETIT

Je vais prendre rapidement la parole, c'est seulement pour multiplier le vœu. En ce qui concerne Saint-Jean-de-Védas, ce n'est pas un vœu que l'on voudrait, c'est 3 vœux, 20 vœux, 1 000 vœux. Le non COM (Contournement Ouest Montpellier) aujourd'hui impacte énormément Saint-Jean-de-Védas en ce qui concerne le trafic de transit à l'intérieur du village parce que la plupart des voitures essayent d'éviter le pseudo COM actuel qui existe et principalement au niveau de la place Maurice Genevoux qui pose des problèmes, comme le disait Monsieur Moure et qui posera des problèmes au niveau de la ligne 5 du tramway. Il est donc clair que du côté de Saint-Jean-de-Védas, nous allons bien sûr appuyer ce vœu.

Nous avons déjà eu des réunions de travail avec la DREAL qui est à priori maître d'œuvre au niveau de l'aménagement de ce futur COM.

Au niveau des financements, j'espère que nous pourrons y arriver. Je suis ravi de savoir que l'agglo a décidé ou prendra la décision de mettre de l'argent, puisque si mes infos sont bonnes, nous sommes aujourd'hui à environ 50 % financé par l'État, le tiers restant par la Région, il reste donc les deux tiers de 50 % à financer, mais je pense que nous pouvons y arriver. Après, comme l'ont dit déjà certains, je suis relativement pressé que ça se fasse. Il est clair qu'avec une mise en service du futur boulevard urbain en 2017, il serait quand même intéressant que l'on puisse tout de suite pouvoir se rabattre sur ce boulevard urbain au niveau de l'existant.

Donc, je préconiserai, dans mon vœu, le fait que l'on puisse phaser au maximum ce projet sans faire un COM à 100 % dans les 2-3 ans à venir, mais éventuellement de pouvoir au moins faire les infrastructures nécessaires à un meilleur trafic entre le Nord et le Sud, principalement au niveau de Genevoux. Deuxièmement, au niveau de la traversée, donc de la RD132 et du tramway au niveau de la Condamine à Saint-Jean-de-Védas. Et bien sûr, récupérer le flux de Sète, donc sur la RD612 et pouvoir le rabattre sur le boulevard urbain. J'oubliais un dessus-dessous au niveau du Rieucoulon. Une fois que nous aurons réalisé ces infrastructures, je pense que le trafic pseudo COM sera déjà très intéressant et permettra de soulager le trafic de transit sur Saint-Jean-de-Védas.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Petit. Monsieur Grand.

Monsieur GRAND

Bien sûr que la déviation Ouest est nécessaire et ce vœu arrive à point. Concernant la déviation Est, je rappelle qu'elle est en trois tronçons, deux tronçons fonctionnent et le troisième est en panne depuis 4 Préfets. Donc, aujourd'hui, il y a urgence. L'urgence c'est de décider, avec la ville de Montpellier qui est directement concernée, comme la commune de Castelnau, d'un des trois tracés. Le département a le dossier qui est techniquement ficelé, il va falloir choisir l'un des trois dossiers. Les trois variantes posent naturellement des problèmes, mais je crois que si on veut avancer, il faut assez vite qu'il y ait une réunion département, ville de Montpellier, agglomération, ville de Castelnau. Le Président Vézhinet m'a fait savoir, lors d'une conversation informelle, que la réticence à avancer sur ce dossier était liée à l'évolution des lois et textes régissant les compétences. Je ne suis pas certain qu'il faille tout bloquer parce que d'abord, les lois ne sont pas encore votées et les compétences ne sont pas encore clairement établies. Donc, si on bloque tout, nous prenons quand même le risque de retarder dangereusement un ouvrage qui est indispensable. Et puis, un jour une télévision nationale viendra et montrera un ouvrage qui finit dans les vignes et à ce moment-là, tout le monde se précipitera dans tous les sens pour trouver une solution. Je pense donc qu'il faut reprendre ce dossier très vite et je vous remercie de nous aider à avancer. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Grand. Monsieur Martin.

Monsieur MARTIN

Vu le nombre de demandes de prise de parole, je vais très largement élaguer ce que je voulais dire. Bien entendu, je vais soutenir ce vœu avec beaucoup de conviction. Je pense que c'est typique de la façon dont l'État a traité à la fois la ville de Montpellier et la Région Languedoc-Roussillon. Nous avons une autoroute qui arrive au Nord de Montpellier, Juvignac, Saint George d'Orques et qui s'arrête là comme un cheveu sur la soupe et puis la circulation est censée partir de façon très diffuse dans la ville et autour de la ville pour rejoindre l'autoroute A9, c'est totalement anormal. De la même façon que nous avons, et nous avons encore pour quelque temps, un TGV qui arrive à pleine vitesse jusqu'à l'entrée de la Région, qui tire le frein à main, qui traverse la région en vitesse plan-plan pour réaccélérer ensuite. C'est-à-dire que, que ce soit la ville ou la Région, l'État nous a toujours « shunté » de ce type de grandes structures importantes et cela est totalement anormal. Je pense que nous sommes là sur un fait vraiment symptomatique de cet état de fait. Donc, bien entendu, je soutiendrai tout à fait ce vœu.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Martin. Monsieur Caizergues, maire de Laverune.

Monsieur CAIZERGUES

Monsieur le Président, chers collègues. Je voudrai souligner, pour l'avoir déjà dit dans plusieurs instances, nous sommes au bord de l'apoplexie. C'est-à-dire qu'en matière de circulation, c'est bloqué, bloqué, bloqué. Il faut donc que l'on arrive à trouver des solutions qui ont été déjà plus ou moins vues, mais il faut effectivement les concrétiser maintenant. J'engage donc tous les décideurs politiques à se réunir et vous êtes parmi ceux-là, un appui particulièrement efficace pour que des décisions soient prises et qu'on arrive à réaliser. Pas seulement s'arrêter au niveau de discussions, mais que l'on puisse arriver à réaliser ces aménagements. Si nous ne pouvons pas le faire dans une totalité, il y a quand même des points particulièrement chauds à aménager rapidement. Je ne peux donc qu'inciter tous mes collègues à voter ce vœu qui devient indispensable pour les populations de ce secteur.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Caizergues. Monsieur Pellet.

Monsieur PELLET

Je voterai bien sûr aussi ce vœu des deux mains, puisque vous l'avez dit, c'est un vœu. Je crois qu'il est important de s'occuper aujourd'hui des populations qui travaillent parce que nous sommes, à l'Ouest comme à l'Est, au bord de l'asphyxie. Le tram, les transports en commun, toutes ces choses-là sont très bien, mais il y a des gens qui vont bosser le matin et qui sont obligés de prendre la voiture. Et j'espère, Monsieur le Président, que le vœu pour l'Est sera au prochain conseil et je n'en doute pas, mais sur notre côté Est, nous avons mené des études avec la déviation, le doublement de l'autoroute. La Région, le Président Bourquin, dans le cadre du contrat plan État/Région, se sont engagés lors d'une visite au pôle multimodal de Baillargues pour participer aussi. Je crois qu'aujourd'hui, d'après les chiffres que l'on a, la déviation Est représente un huitième de la déviation Ouest, puisque toutes les infrastructures sont en place. Nous avons le pôle multimodal de Baillargues qui rend la gare de Baillargues à 8 minutes de celle de Montpellier, mais il faut 45 minutes pour venir de Saint Geniès des Mourges à Baillargues ou de Sussargues. Nous sommes donc aujourd'hui à l'asphyxie. Il est donc important de s'occuper des populations qui travaillent. Vous avez dit que l'on arrêtaient les PIC et nous avons tous été d'accord, mais je crois qu'il faut que l'on mette le paquet sur les infrastructures et il faut que l'on use de vos relations en haut lieu au gouvernement pour faire bouger les choses, parce que le temps passe et il faut aller vite. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Pellet. Je ferai un petit point sur mes relations en haut lieu à la fin. Monsieur Revol.

Monsieur REVOL

Très rapidement. Au-delà de ce vœu, ça peut être le moment du déclenchement d'une véritable planification de l'infrastructure au niveau de la réalisation d'un contournement total de Montpellier, car c'est la seule agglomération ou bassin de vie qui rassemble 600 000 habitants qui n'a pas ce type de contournement quand on le compare à d'autres agglomérations similaires en France. Il faut donc vraiment arriver à cette planification collective, car l'une des erreurs par exemple consistait à finir l'A750, ce qui était une très bonne chose, mais qui débouche sur cette thrombose Ouest sans que l'on ait pu finir l'ensemble du processus. C'est pour ça que nous, au niveau de la ville de Grabels, si nous sommes en désaccord avec le tracé du lien qui nous a été proposé, nous sommes absolument favorables à la réalisation de ce lien. Et nous avons posé sur la table du Préfet, comme sur la table du Président du conseil général, un projet de réalisation qui pourrait faire consensus entre toutes les parties prenantes pour que le lien se termine. Mais le lien, une fois terminé, il se termine sur l'A750, ça n'a donc aucun sens de finir le lien si on ne programme pas en même temps le contournement Ouest. Il faudrait donc arriver à avoir cette vision collective et planificatrice des investissements pour les années qui viennent.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Revol. Monsieur Jaoul.

Monsieur JAOUL

Monsieur le Président, mes chers collègues. Effectivement, je voterai ce vœu et je pense qu'il fera l'unanimité, mais je profite de ce point de l'ordre du jour pour rebondir, comme l'ont fait mes collègues, sur le projet de déviation de la RN113. Il y a 40 ans que nous attendons cette déviation, nous ne voyons toujours rien venir. Ce matin, vous l'avez constaté, puisque vous avez visité une partie de notre village et notamment le nouveau quartier Cantausse dans lequel 750 logements doivent sortir d'ici une dizaine d'années, ce qui représente entre 2 et 3 000 véhicules par jour qui vont se rendre sur la ville de Montpellier. Nous avons un très bel outil qui s'appelle le pôle d'échange multimodal de Baillargues et comme le disait mon collègue de Saint Geniès des Mourgues, pour s'y rendre, il faut 45 minutes et pour s'y rendre de Saint-Brès, il faut une grosse demi-heure. Je le dis donc très clairement aujourd'hui, je pense que je réunirai prochainement un conseil municipal extraordinaire à Saint-Brès, je l'ai dit dernièrement en conseil d'administration de la SERM et je prendrai certainement la décision de bloquer tous mes permis de construire s'il n'y a pas un signal fort pour cette déviation de la RN113. Je ne suis pas un élu irresponsable qui va continuer à délivrer des permis de construire si on n'aménage pas durablement notre territoire. Donc, nous avons obtenu nos logements sociaux pour nos populations, à partir du moment où j'ai délivré 250 permis de construire pour la première tranche, si je ne vois rien venir, je serais sur une position de blocage total. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Jaoul. Nous sommes tous d'accord sur ce vœu puisqu'il s'agit d'une infrastructure qui est nécessaire pour l'ensemble du territoire, mais aussi pour les territoires adjacents. Que ce soit le Lodévois, que ce soit les cantons Nord de l'Hérault. Nous allons en discuter et faire valoir nos positions auprès de la Région dans le cadre de la discussion du contrat plan et du plan État/Région. Nous avons déjà eu deux réunions avec l'ensemble des services de la Région, auxquelles j'ai participé et je vais, dès septembre, faire des propositions de financement sur l'ensemble de ces infrastructures. Ensuite, nous verrons bien ce qui se passe et en fonction de ce qui se passe, nous dirons la vérité, comme Jaurès. On dira qui paye, qui ne paye pas, qui ne veut pas payer, qui aurait dû payer et ne l'a pas fait. Et là, il faudra que chacun s'y mette, parce que vous le savez, au bout d'un moment, il n'y a que ça qui marche, il n'y a que le rapport de force. La politique, c'est du rapport de force. Surtout lorsque l'on est dans des institutions qui sont quelque part, avec la réforme territoriale et les échéances à venir, en compétition. Comptez en tout cas sur moi pour défendre tous les dossiers de l'agglomération et des communes de l'agglo parce qu'en défendant les communes de l'agglo, on défend aussi Montpellier, notamment sur les contournements Est et Ouest et leur connexion avec le doublement de l'A9. Arriver à connecter tout ça dans le temps et à fabriquer un agenda d'infrastructures, c'est primordial et je rejoins ce que dit René Revol, il faudra prévoir à la rentrée, avec Madame Jannin, avec les maires de l'agglomération, et ça on peut le faire en conférence des maires, essayer d'anticiper l'ensemble des connexions pour faire la lettre de demande à toutes les autres institutions et à l'État, mais qui dépasse largement, au niveau des connexions, les besoins de l'agglo, parce que sinon ça ne veut rien dire.

Sur mes amitiés personnelles avec certains ministres, tout va bien. J'ai encore eu Madame Filipetti au téléphone tout à l'heure et je la remercie de s'occuper de Montpellier avec autant de ténacité et avec autant de précision dans les dossiers. Je n'ai rien à dire, si ce n'est merci.

Je mets aux voix l'affaire numéro 4, le vœu en faveur de la réalisation du contournement Ouest de Montpellier 'COM'.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Avant de passer à l'affaire numéro 5, je voudrai dire à Julie Frêche qui vient d'arriver, ce que j'ai dit tout à l'heure concernant Piknik Family. 25 000 euros de dégradation à Grammont et surtout 25 interventions de la Croix-Rouge, dont 4 évacuations à l'hôpital.

Les affaires 5 à 10 concernant les finances, les affectations de résultat, Je passe la parole à Max Lévida.

AFFAIRE N°5 : FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2013 - BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ADOPTION

Monsieur LEVITA

Monsieur le Président merci. En ce qui concerne l'affaire 5, il s'agit simplement d'affecter le résultat de l'exercice 2013 sur le budget principal de la communauté d'agglomération. C'est ce que vous avez voté au compte administratif.

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M14 (article L.2311-5 al 1 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2013 du budget principal de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2013 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter : 101 002 966,71 €
- résultat d'investissement hors reports : - 83 556 687,91 €
- solde des reports d'investissement : 3 290,08 €
- besoin de financement de la section d'investissement : 83 553 397,83 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

Par ailleurs, le receveur nous a saisi d'une demande d'apurement de solde du compte 1069. Le compte a été utilisé, conformément à la réglementation, dans le cadre de la réforme de la M14 pour la mise en œuvre de la procédure de rattachement des Intérêts Courus Non Echus (ICNE).

Cette procédure devant être temporaire, il est demandé à présent à l'ensemble des collectivités d'apurer ce compte.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce solde porte sur un montant de 4 356 926,46 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement à la section d'investissement pour un montant de 83 553 397,83 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 17 449 568,88 €.
- autoriser le comptable public à procéder à l'apurement du compte 1069 par opération d'ordre non budgétaire.
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :

001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : - 83 556 687,91 €

1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 83 553 397,83 002 (recette) résultat de fonctionnement reporté : 17 449 568,88 €

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

AFFAIRE N°6 : FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2013 - BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNÉRAIRES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ADOPTION

Monsieur LEVITA

Il en est de même de l'affaire 6, en ce qui concerne le budget annexe des services funéraires. On tient simplement compte des résultats du compte administratif.

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M4 (article R.2221-48 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2013 du budget annexe des Services Funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2013 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter:.....3 864 654,75 €
- résultat d'investissement hors reports :.....299 542,78 €
- solde des reports d'investissement :- 83 158,09 €
- excédent de financement de la section d'investissement : 216 384,69 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement à la section de fonctionnement pour un montant de 3 864 654,75 €

- procéder aux opérations budgétaires suivantes :

001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 299 542,78 €

002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 3 864 654,75 €

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

AFFAIRE N°7 : FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2013 - BUDGET ANNEXE DU SERVICE ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2013 du budget annexe du service assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2013 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter : 16 071 331,18 €

- résultat d'investissement hors reports : - 1 102 387,50 €

- solde des reports d'investissement : - 2 373 593,20 €

- besoin de financement de la section d'investissement : 3 475 980,70 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2013 à la section d'investissement pour un montant de 3 475 980,70 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 12 595 350,48 €

- procéder aux opérations budgétaires suivantes :

001 (dépense): Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : - 1 102 387,50 €

1068 (recette): Excédents de fonctionnement capitalisés : 3 475 980,70 €

002 (recette): Résultat de fonctionnement reporté : 12 595 350,48 €

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Monsieur LEVITA

Pour l'affaire 7 concernant le service assainissement de la communauté d'agglomération. Nous tenons compte des résultats du compte administratif.

AFFAIRE N°8 : FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2013 - BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M4 (article R.2221-48 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2013 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2013 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter:.....36 140,50 €

- résultat d'investissement hors reports :.....6 281,72 €

- solde des reports d'investissement :.....0,00 €

- excédent de financement de la section d'investissement : 6 281,72 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement à la section de fonctionnement pour un montant de 36 140,50€

- et de procéder aux opérations budgétaires suivantes :

001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 6 281,72 €

002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 36 140,50 €

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Monsieur LEVITA

Il en est de même pour le budget annexe du service public d'assainissement non collectif.

AFFAIRE N°9 : FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2013 - BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M4 (article R.2221-48 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2013 du budget annexe de l'eau brute de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2013 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter:.....119 376,87 €
- résultat d'investissement hors reports :7 000,00 €
- solde des reports d'investissement :- 17 369,89 €
- besoin de financement de la section d'investissement : 10 369,89€

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2013 à la section d'investissement pour un montant de 10 369,89 €, et à la section de fonctionnement pour un montant de 109 006,98 €
- et de procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 7 000,00 €
 - 1068 (recette): Excédents de fonctionnement capitalisés : 10 369,89 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 109 006,98 €
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Monsieur LEVITA

Il en est de même pour le budget annexe de l'eau brute de la communauté d'agglomération.

AFFAIRE N°10 : FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2013 - BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2013 du budget annexe de l'Eau Potable de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2013 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter : 3 234 087,11 €
- résultat d'investissement hors reports : 4 121,03 €
- solde des reports d'investissement : - 1 081 945,78 €
- besoin de financement de la section d'investissement : 1 077 824,75 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement à la section d'investissement pour un montant de 1 077 824,75 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 2 156 262,36 €
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 4 121,03 €
 - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 1 077 824,75 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 2 156 262,36 €
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Monsieur LEVITA

Il en est de même du budget annexe de l'eau potable.

Monsieur le Président

Nous allons voter les affaires que vous venez d'indiquer.

Souhaitez-vous vous exprimer sur l'affaire 5 ? Monsieur Lannelongue.

Monsieur LANNELONGUE

Monsieur le Président, chers collègues. Concernant ces affaires, Monsieur Lévit, vient de le rappeler, les affaires 5, 6, 7, 8, 9 et 10, toutes ces affaires recommandent de valider l'affectation des résultats 2013 qui sont des résultats

pour lesquels nous n'avons pas eu à nous prononcer. Et d'ailleurs, si nous avions dû le faire, peut-être ne les aurions-nous pas votés. Donc, nous nous abstiendrons sur ces affaires.

Monsieur le Président

C'est logique.

Je mets donc aux voix l'affaire 5.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (sept abstentions).

Se sont abstenus : Mme Anne BRISSAUD, Mme Perla DANAN, Mme Véronique DEMON, M. Jacques DOMERGUE, M. Gérard. LANNELONGUE, M. Alex LARUE, M. Eric PETIT.

Je mets donc aux voix l'affaire numéro 6, affectation du résultat de l'exercice 2013, budget annexe des services funéraires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (sept abstentions). Se sont abstenus : Mme A. BRISSAUD, Mme P. DANAN, Mme V. DEMON, M. J. DOMERGUE, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. E. PETIT

Concernant l'affaire 7, affectation des résultats de l'exercice 2013, budget annexe du service d'assainissement de la communauté d'agglomération de Montpellier. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (sept abstentions). Se sont abstenus : Mme A. BRISSAUD, Mme P. DANAN, Mme V. DEMON, M. J. DOMERGUE, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. E. PETIT

Je mets aux voix l'affaire 8, affectation du résultat concernant l'assainissement non collectif de la communauté d'agglomération.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (sept abstentions). Se sont abstenus : Mme A. BRISSAUD, Mme P. DANAN, Mme V. DEMON, M. J. DOMERGUE, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. E. PETIT

Concernant l'affaire 9, affectation du résultat concernant le budget annexe de l'eau brute. Qui est contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (sept abstentions). Se sont abstenus : Mme A. BRISSAUD, Mme P. DANAN, Mme V. DEMON, M. J. DOMERGUE, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. E. PETIT

Je mets aux voix l'affaire 10, affectation du résultat 2013 concernant l'eau potable de l'agglomération. A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (sept abstentions). Se sont abstenus : Mme A. BRISSAUD, Mme P. DANAN, Mme V. DEMON, M. J. DOMERGUE, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. E. PETIT

AFFAIRE N°11 : FINANCES – BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2014 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Depuis le vote du Budget Primitif 2014 adopté à l'unanimité le 19 décembre 2013, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles.

Par ailleurs, ce Budget Supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2013 ainsi que l'affectation du résultat constaté au Compte Administratif 2013.

Ce Budget Supplémentaire 2014 se présente de la façon suivante :

I - BUDGET PRINCIPAL

Le Budget Supplémentaire 2014 du Budget Principal s'équilibre à **19 534 192,52 euros en section de fonctionnement** et à **152 340 374,54 euros en section d'investissement**.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

SECTION DE FONCTIONNEMENT DE-PENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	1 444 972,04	0,00	1 444 972,04
Crédits nouveaux	4 814 358,15	13 274 862,33	18 089 220,48
dont 920 – Administration générale	21 811,00		21 811,00

dont 923 – Culture	102 510,00		102 510,00
dont 924 – Sport et jeunesse	441 200,00		441 200,00
dont 927 – Logement	50 300,00		50 300,00
dont 928 – Aménagement et services urbains, environnement	2 477 355,15		2 477 355,15
dont 929 – Action économique	-683 000,00		-683 000,00
dont 931 – Opérations financières	1 885 000,00		1 885 000,00
dont 933 – Impôts et taxes non affectés	519 182,00		519 182,00
dont 939 – Virement à la section d'investissement		13 274 862,33	13 274 862,33
Total général	6 259 330,19	13 274 862,33	19 534 192,52

SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	17 449 568,88	0,00	17 449 568,88
Crédits nouveaux	2 084 623,64	0,00	2 084 623,64
dont 920 – Administration générale	20 500,00		20 500,00
dont 923 – Culture	50 704,15		50 704,15
dont 924 – Sport et jeunesse	1 330,35		1 330,35
dont 928 – Aménagement et services urbains, environnement	198 751,00		198 751,00
dont 929 – Action économique	276 065,14		276 065,14
dont 932 – Dotations, participations non affectées	122 215,00		122 215,00
dont 933 – Impôts et taxes non affectés	1 415 058,00		1 415 058,00
Total général	19 534 192,52	0,00	19 534 192,52

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	83 556 687,91	0,00	83 556 687,91
Crédits reportés	36 350 562,03	0,00	36 350 562,03
Crédits nouveaux	-4 217 782,40	36 650 907,00	32 433 124,60
dont 900 – Administration générale	-691 842,23		-691 842,23
dont 903 – Culture	-800 846,47		-800 846,47
dont 904 – Sport et jeunesse	-2 965 000,00		-2 965 000,00
dont 907 – Logement	-20 000,00		-20 000,00
dont 908 – Aménagement et services urbains, environnement	4 251 329,30		4 251 329,30
dont 909 – Action économique	-3 991 423,00		-3 991 423,00
dont 910 – Opérations patrimoniales		36 650 907,00	36 650 907,00
Total général	115 689 467,54	36 650 907,00	152 340 374,54

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	36 353 852,11	0,00	36 353 852,11
Crédits nouveaux	66 060 753,10	49 925 769,33	115 986 522,43
dont 900 – Administration Générale	362 465,12		362 465,12
dont 903 – Culture	56 188,60		56 188,60
dont 904 – Sports	258 766,06		258 766,06
dont 908 – Aménagement et services urbains, environnement	106 778,48		106 778,48
dont 909 – Action économique	-343 500,00		-343 500,00
dont 910 – Opérations patrimoniales		36 650 907,00	36 650 907,00
dont 911 – Dettes et autres opérations	-12 965 342,99		-12 965 342,99
dont 912 – Dotations, subventions et participations non affectées	83 553 397,83		83 553 397,83
dont 919 – Virement de la section de fonctionnement		13 274 862,33	13 274 862,33
dont 95 – Produit de cession d'immobilisations	-4 968 000,00		-4 968 000,00
Total général	102 414 605,21	49 925 769,33	152 340 374,54

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2014 du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et d'investissement,
- confirmer l'octroi de certaines subventions reportées et décider de l'affectation de subventions nouvelles dont l'état est annexé au présent budget, sous réserve de la signature d'une convention avec les structures bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

II – BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNERAIRES

Le Budget Supplémentaire 2014 du Budget annexe des services funéraires s'équilibre à **3 864 654,75 euros en section d'exploitation** et à **3 934 197,53 euros en section d'investissement**.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	230 000,00	3 634 654,75	3 864 654,75
dont 011 – Charges à caractère général	230 000,00		230 000,00
dont 023 – Virement à la section d'investissement		3 634 654,75	3 634 654,75
Total général	230 000,00	3 634 654,75	3 864 654,75

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	3 864 654,75	0,00	3 864 654,75
Crédits nouveaux	0,00	0,00	0,00
Total général	3 864 654,75	0,00	3 864 654,75

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	83 158,09	0,00	83 158,09
Crédits nouveaux	3 851 039,44	0,00	3 851 039,44
dont 20 – Immobilisations incorporelles	1 000 000,00		1 000 000,00
dont 21 – Immobilisations corporelles	1 300 000,00		1 300 000,00
dont 23 – Immobilisations en cours	1 551 039,44		1 551 039,44
Total général	3 934 197,53	0,00	3 934 197,53

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat d'investissement reporté	299 542,78	0,00	299 542,78
Crédits nouveaux		3 634 654,75	3 634 654,75
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		3 634 654,75	3 634 654,75
Total général	299 542,78	3 634 654,75	3 934 197,53

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2014 du Budget annexe des Services Funéraires par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

III – BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Le Budget Supplémentaire 2014 du Budget annexe de l'Assainissement s'équilibre à **12 595 350,48 euros en section d'exploitation** et à **8 475 980,70 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	7 595 350,48	5 000 000,00	12 595 350,48
dont 011 – Charges à caractère général	7 577 250,48		7 577 250,48
dont 65 – Autres charges de gestion courante	38 100,00		38 100,00
dont 67 – Charges exceptionnelles	-20 000,00		-20 000,00
dont 023 – Virement à la section d'investissement		5 000 000,00	5 000 000,00
Total général	7 595 350,48	5 000 000,00	12 595 350,48

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	12 595 350,48	0,00	12 595 350,48
Crédits nouveaux	0,00	0,00	0,00
Total général	12 595 350,48	0,00	12 595 350,48

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
--	---------------------------	---------------------------	--------------

Résultat reporté	1 102 387,50	0,00	1 102 387,50
Crédits reportés	2 373 593,20	0,00	2 373 593,20
Crédits nouveaux	5 000 000,00	0,00	5 000 000,00
dont 20 – Immobilisations incorporelles	3 300 000,00		3 300 000,00
dont 21 – Immobilisations corporelles	3 000 000,00		3 000 000,00
dont 23 – Immobilisations en cours	-1 300 000,00		-1 300 000,00
Total général	8 475 980,70	0,00	8 475 980,70

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	0,00	0,00	0,00
Crédits nouveaux	3 475 980,70	5 000 000,00	8 475 980,70
dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves	3 475 980,70		3 475 980,70
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		5 000 000,00	5 000 000,00
Total général	3 475 980,70	5 000 000,00	8 475 980,70

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2014 du Budget annexe de l'assainissement par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

IV – BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le Budget Supplémentaire 2014 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif s'équilibre à **36 140, 50 euros en section d'exploitation** et à **6 281,72 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	36 140,50	0,00	36 140,50
dont 65 – Autres charges de gestion courante	36 140,50		36 140,50
Total général	36 140,50	0,00	36 140,50

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	36 140,50	0,00	36 140,50
Crédits nouveaux	0,00	0,00	0,00
Total général	36 140,50	0,00	36 140,50

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	6 281,72	0,00	6 281,72
dont 21 – Immobilisations corporelles	6 281,72		6 281,72
Total général	6 281,72	0,00	6 281,72

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	6 281,72	0,00	6 281,72
Crédits nouveaux	0,00	0,00	0,00
Total général	6 281,72	0,00	6 281,72

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2014 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

V – BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE

Le Budget Supplémentaire 2014 du budget annexe de l'eau brute s'équilibre à **151 006,98 euros en section d'exploitation** et à **- 198 730,11 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	108 006,98	43 000,00	151 006,98
dont 011 – Charges à caractère général	46 937,00		46 937,00
dont 65 – Autres charges de gestion courante	61 069,98		61 069,98
dont 042 - Opérations d'ordre transfert entre sections		43 000,00	43 000,00
Total général	108 006,98	43 000,00	151 006,98

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	109 006,98	0,00	109 006,98
Crédits nouveaux	42 000 €	0	42 000 €
dont 042 - Opérations d'ordre transfert entre sections	42 000,00		42 000,00
Total général	151 006,98	0,00	151 006,98

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	17 369,89	0,00	17 369,89
Crédits nouveaux	-258 100,00	42 000,00	-216 100,00
dont 21 – Immobilisations corporelles	11 900,00		11 900,00
dont 23 – Immobilisations en cours	-270 000,00		-270 000,00
dont 040 - Opérations d'ordre transfert entre sections		42 000,00	42 000,00
Total général	-240 730,11	42 000,00	-198 730,11

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	7 000,00		7 000,00
Crédits nouveaux	-248 730,11	43 000,00	-205 730,11
dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves	10 369,89		10 369,89
dont 13 – Subventions d'investissement	-80 000,00		-80 000,00
dont 16 – Emprunts et dettes assimilées	-179 100,00		-179 100,00
dont 040 - Opérations d'ordre transfert entre sections		43 000,00	43 000,00
Total général	-241 730,11	43 000,00	-198 730,11

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2014 du budget annexe de l'eau brute par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rap-

portant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

VI – BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE

Le Budget Supplémentaire 2014 du budget annexe de l'eau potable s'équilibre à **2 164 762,36 euros en section d'exploitation** et à **1 105 445,78 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	2 100 862,36	63 900,00	2 164 762,36
dont 011 – Charges à caractère général	428 500,00		428 500,00
dont 65 – Autres charges de gestion courante	1 672 362,36		1 672 362,36
dont 023 – Virement à la section d'investissement		63 900,00	63 900,00
Total général	2 100 862,36	63 900,00	2 164 762,36

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	2 156 262,36	0,00	2 156 262,36
Crédits nouveaux	0,00	8 500,00	8 500,00
dont 042 - Opérations d'ordre transfert entre sections		8 500,00	8 500,00
Total général	2 156 262,36	8 500,00	2 164 762,36

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	1 081 945,78	0,00	1 081 945,78
Crédits nouveaux	15 000,00	8 500,00	23 500,00
dont 13 – Subventions d'investissement	456 400,00		456 400,00
dont 16 – Emprunts et dettes assimilées	15 000,00		15 000,00
dont 20 – Immobilisations incorporelles	-45 000,00		-45 000,00
dont 23 – Immobilisations en cours	-411 400,00		-411 400,00
dont 040 - Opérations d'ordre transfert entre sections		8 500,00	8 500,00
Total général	1 096 945,78	8 500,00	1 105 445,78

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	4 121,03	0,00	4 121,03
Crédits nouveaux	1 037 424,75	63 900,00	1 101 324,75
dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves	1 077 824,75		1 077 824,75
dont 13 – Subventions d'investissement	-40 400,00		-40 400,00
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		63 900,00	63 900,00
Total général	1 041 545,78	63 900,00	1 105 445,78

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2014 du budget annexe de l'eau potable par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Monsieur LEVITA

Ce budget supplémentaire, Monsieur le Président, se marque simplement dans les opérations suivantes. Si on re-

garde en fonctionnement, au BP 2014, il avait été prévu 363 798 000 euros. Nous ajoutons, au budget supplémentaire, comme opération nouvelle, 4 814 000 euros.

En ce qui concerne les recettes, il y avait 440 378 000 euros. S'ajoutent au budget supplémentaire 2 084 000 euros de recettes supplémentaires.

Les résultats antérieurs reportés, vous venez de les voter. Simplement, ces deux nouveautés d'opérations nouvelles en dépenses et en recettes font que nous pouvons virer, à la section d'investissement, 13 275 000 euros, qui viennent donc s'ajouter aux 52 880 000 euros initialement prévus au budget d'investissement.

Si je passe au budget d'investissement, en dépenses, il était prévu 182 874 000 euros, je vais vous proposer 4 218 000 euros en diminution de ces dépenses. Il va en être de même pour les recettes, 37 852 000 euros de recettes auxquels nous allons retrancher 4 527 000 euros. Cela va nous permettre de diminuer l'emprunt de 12 965 000 euros.

Voilà les opérations qui marquent ce budget supplémentaire.

Nous allons pouvoir entrer dans le détail. Dans les dépenses d'investissement, les principales mesures concernent :

- une diminution des crédits sur le stade de la Mosson de 2,5 millions d'euros qui sont liés à l'abandon des travaux de couverture du stade.
- Une réduction de 1,2 million des crédits du conservatoire à rayonnement régional. Une nouvelle étude est nécessaire pour positionner ce projet.
- 1 860 000 euros pour des études de travaux et avances dans les différents parcs d'activité de l'agglomération.
- 6,2 millions d'acquisitions foncières pour des opérations d'aménagement.

Monsieur le Président

Je t'interromps pour dire un petit mot, en m'associant à Bernard Travier, sur le conservatoire. Nous proposerons, d'ici la fin de l'année, un projet d'installation du conservatoire si les voyants sont au vert, parce que ça ne dépend pas que de nous. Je ne peux pas en dire plus aujourd'hui, mais je suis certain que ce lieu donnera toute satisfaction, à la fois aux parents et aux enseignants. Il s'agit d'un lieu qui incite à la rêverie et donc à la musique.

Monsieur LEVITA

En recettes :

- diminution de 4 960 000 euros, puisque nous reportons la cession à la SERM du parc Dassault à Saint-Jean-de-Védas. Cela ne se fera pas en 2014, mais ultérieurement.
- Il y a des notifications de subventions complémentaires pour les travaux d'accessibilité d'un montant de 350 000 euros. Ainsi que pour la piscine des Néréides.
- 1,2 million de recettes relatives au remboursement des travaux d'eaux usées.

En ce qui concerne le fonctionnement, je vous ai dit 4,8 millions de dépenses nouvelles qui s'accompagnent d'une diminution de 2 millions des crédits liés à la communication. C'est une décision du Président conforme à ses engagements. Il y a la mise en place d'une nouvelle grille tarifaire en matière de transports en commun à hauteur de 1,5 million d'euros.

Quant aux recettes de fonctionnement, elles s'élèvent à 2 millions, il s'agit d'ajustements liés à nos contributions. La Direction générale des finances publiques nous a donné ses derniers chiffres.

Enfin, les encaissements de recettes sont mieux qu'espérés et donc, nous augmentons nos prévisions de 500 000 €. Voilà le contenu de ce budget supplémentaire.

Ensuite, en ce qui concerne les autres budgets, je n'entrerai pas dans le détail. En ce qui concerne les services funéraires, il n'y a pas d'opération nouvelle. En ce qui concerne le budget d'assainissement, il s'agit simplement d'intégrer les reports de l'année 2014. Il en est de même pour le budget annexe de l'assainissement non collectif. Il en est de même pour le budget annexe de l'eau brute et le budget annexe de l'eau potable.

Il s'agit donc d'un budget qui montre qu'une nouvelle équipe est aux affaires, les modifications essentielles se feront lors du budget primitif 2015.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Lévit, merci à vous et merci aux services de l'agglomération, Monsieur Fina, Madame Celié. Merci parce que ce budget est un budget de bon sens. Et comme nous nous y étions engagés, nous avons fait ce que nous avons dit et cela se traduit dans le budget.

Vous avez la parole. Dans l'ordre : Monsieur Lannelongue. Ensuite, Madame Jamet.

Monsieur LANNELONGUE

Là encore, Monsieur le Président, chers collègues, on voit qu'avec ce budget supplémentaire, le problème majeur de l'agglomération de Montpellier, c'est son endettement qui s'ajoute à des taux d'imposition très élevés. Il y a donc un phénomène de ciseaux. Ce que l'on voit dans ce budget supplémentaire, c'est que les premiers arbitrages ne vont pas dans le sens d'un désendettement. Il faut tout de même rappeler quelques ratios, la dette de la population par habitant est de 2 012 euros. Sur les autres communes de l'agglomération, la dette représente 296 euros par habitant. C'est un problème qui sera récurrent, mais nous sommes face à une problématique qui est liée à cet effet de ciseaux entre

l'endettement et les taux d'imposition élevés. Par contre, le point de satisfaction, c'est la baisse du recours à l'emprunt de 12,9 millions d'euros et donc de l'augmentation du virement de la section de fonctionnement. Forts de ces deux constats, là encore, nous nous abstiendrons.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Lannelongue, je prends ça comme un compliment. Madame Jamet, vous avez la parole.

Madame JAMET

Merci Monsieur le Président, mes chers collègues. Je ne vais pas vous décevoir, je serai quand même tentée de dire qu'il n'y a pas grand-chose à dire sur ce budget supplémentaire, d'autant qu'il n'est que le rectificatif du budget primitif de votre prédécesseur. Donc, une grande partie des reproches qu'on pourrait lui faire devraient lui incomber sans que l'on puisse vous en tenir totalement responsable, quoi que. Vous avez dit de bon sens, je dirai quand même modeste. Une chose cependant a retenu notre attention, ce sont les économies envisagées.

Monsieur le Président

Madame Jamet, le mot « bon sens » ne m'appartient pas au Front national. C'est comme Jeanne d'Arc, elle appartient à l'histoire de France. Et comme Jaurès.

Madame JAMET

Jaurès aurait voté Front national.

Monsieur le Président

Son assassin était un nationaliste, c'est faux.

Madame JAMET

Monsieur le Président, si vous me permettez de terminer, je disais qu'une chose a retenu notre attention, ce sont les économies que vous envisagez. Économie qui est au demeurant un mot assez vulgaire et finalement totalement désuet. C'est un concept que nous faisons fort de remettre à la mode et j'espère qu'effectivement vous suivrez cette mode. C'est un fait assez exceptionnel pour le relever, que ce soit dans l'investissement ou le fonctionnement. Dans l'investissement, il y a des économies faites sur le stade de la Mosson, sur le conservatoire à rayonnement régional, quoi que certaines dépenses, nous le verrons à l'occasion de prochains rapports qui suivent, s'imposent encore. Les parcs d'activité, dont d'ailleurs je tiens à vous dire que le Président Bourquin lui n'a pas su se résoudre à faire l'économie, ce sont de véritables gouffres financiers. Ou bien dans le fonctionnement comme la communication. Il s'agit donc d'un effort méritoire, mais il reste beaucoup à faire encore, selon nous, dans ces domaines.

Je terminerai par ces mots, que l'on attribue peut-être à Jean Jaurès puisque c'est le mot du jour, « dans le domaine de la justice, ce ne sont pas les intentions qui comptent, mais les faits ». En politique, il paraît que ce ne sont pas les faits, mais les intentions. Je vous laisse donc juger de l'immanence de ces deux principes, nous serons en tout cas attentifs au respect des préoccupations de nos compatriotes, à savoir lutter contre la fiscalité galopante que nous impose l'Union européenne et le gouvernement qui plombe leur quotidien et leur avenir et surtout lutter contre les dépenses et les gaspillages de l'État et des collectivités qui doivent définitivement en prendre la mesure. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Et vous votez contre ou pour ? Vous laissez la surprise. Je mets aux voix le budget supplémentaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (sept abstentions). Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme V. DEMON, M. J. DOMERGUE, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE, M. J.-P. MOURE

AFFAIRE N°12 : FINANCES – AFFECTATION DES SUBVENTIONS 2014 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Dans le cadre du Budget Supplémentaire 2014, il est proposé l'annulation de subventions, l'affectation des subventions déjà délibérées ainsi que l'affectation des subventions d'investissement et de fonctionnement nouvelles telles que décrites dans les tableaux ci-dessous :

INVESTISSEMENT		
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant
204181	THEATRE DES TREIZE VENTS - CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL	296 000
204172	UNIVERSITE DE MONTPELLIER 2 (UM2) - MISE EN SECURITE - PISCINE DE LA MOTTE ROUGE	-150 000

20421	AIDE A L'ACHAT DE LOMBRICOMPOSTEURS	-2 000
204131	CONSEIL GENERAL 34 - CONTRATS TERRITORIAUX - CAR HAUT NIVEAU DE SERVICE (CHNS)	-250 000
204122	REGION - FONDS DE CONCOURS - PEM BAILLARGUES	64 000
204132	CONSEIL GENERAL 34 - FONDS DE CONCOURS - PEM BAILLARGUES - ROUTE DEPARTEMENTALE 26	-60 000
2041412	FONDS DE CONCOURS - BAILLARGUES - OUVRAGES HYDRAULIQUES	-900 000
204181	RESEAU FERRE DE France (RFF) - PEM BAILLARGUES - SUPPRESSION PASSAGE A NIVEAU N°33	-87 131
204132	CONSEIL GENERAL 34 - FONDS DE CONCOURS - ZAC SALAISON - GIRATOIRE	-250 000
204183	RESEAU FERRE DE France (RFF) – NOUVELLE CONVENTION ACQUISITIONS FONCIERES - LIGNE CONTOURNEMENT MONTPELLIER PERPIGNAN (LNMP)	189 000
204183	RESEAU FERRE DE France (RFF) - CONTOURNEMENT NÎMES MONTPELLIER (CNM) - ACTUALISATION ICAPEX	- 490 000
20421	SOCIETE KAWNEER - D12301 du 19/06/14	70 000
20421	SOCIETE D'ACCELERATION DU TRANSFERT DE TECHNOLOGIES (SATT AxLR) - D12300 du 19/06/14	20 000
20421	CAMPUS DE L'ARTISANAT	-1 500 000
204132	CONSEIL GENERAL 34 - FONDS DE CONCOURS - ECOPARC FABREGUES	-362 053

FONCTIONNEMENT		
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant
6574	COMITE D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE (CASSC)	7 000
6574	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE (ALE) - FONCTIONNEMENT	5 000
6574	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE (ALE) - CONVENTIONS CONSEIL EN ENERGIE PARTAGE (CEP) – ANNULATION DU REPORT	-7 414
6574	COMITE FEMININ DE L'HERAULT POUR LA PREVENTION ET LE DEPISTAGE	2 000
65738	CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS)	-25 000
6574	OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON	100 000
6574	COMPAGNIE GARAGE ELECTRIQUE	5 000
FONCTIONNEMENT		
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant
6574	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART DRAMATIQUE DE MONTPELLIER LR (ENSAD)	56 000
6574	OPERA JUNIOR - D12160 du 06/02/14	-100 000
6574	OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON - D12160 du 06/02/14	100 000
6574	COMMUNE DE SAINT BRES - D12162 du 06/02/14	1 160
6574	LEZART DU - D12162 du 06/02/14	2 000
6574	BRAS OC - D12162 du 06/02/14	6 000
6574	BRAS OC - ANNULATION DE LA MANIFESTATION	-6 000
6574	COMMUNE DE SAUSSAN - D12162 du 06/02/14	490
6574	FEDERATION FRANCAISE DE VOLLEY	30 000
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION NATATION UC	30 000
6574	MONTPELLIER BIKE POLO (MBP)	2 000

6574	MONTPELLIER RUGBY CLUB (SASP)	300 000
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION HOCKEY CLUB - D12162 du 06/02/14	-50 000
6574	SAOS MONTPELLIER VIPERS - D12162 du 06/02/14	50 000
6574	LA MONTPELLIER REINE - D12288 du 19/05/14	10 000
6574	AGENCE DEPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT (ADIL)	20 000
6574	MAISON DE L'ARCHITECTURE (M'ALR)	-1 000
6574	ARCHITECTURE ET MAÎTRE D'OUVRAGE (AMO)	-3 000
6574	CENTRE RESSOURCES REGIONAL POLITIQUE DE LA VILLE ET COHESION SOCIALE – D12306 du 16/06/2014	8 000
6574	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN (APIEU) D12309 du 19/06/2014 (10 000€ affectés au BP 2014)	10 000
6574	ACADEMIE DE MANAGEMENT ET MARKETING EUROPEENS DE MONTPELLIER (AMME) - D12248 du 19/05/14	1 000
6574	UNIVERSITE MONTPELLIER 2 (UM2) - ECOLE POLYTECHNIQUE UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER - D12248 du 19/05/14	1 000
6574	ASSOCIATION VAINCRE LA MUCOVISCIDOSE - D12248 du 19/05/14	5 000
6574	ALLIANCE FRANCOPHONE DES ACTEURS DE SANTE CONTRE LE VIH (AFRAVIH) - D12248 du 19/05/14	12 000
6574	CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE AGRONOMIQUE - ENVIRONNEMENT ET SOCIETE (CIRAD-ES) - D12248 du 19/05/14	10 000
6574	UNIVERSITE MONTPELLIER 2 (UM2) - D12248 du 19/05/14	5 000
6574	LABORATOIRE MONTPELLIER RECHERCHE EN MANAGEMENT (MRM) - UNIVERSITE MONTPELLIER 2 (UM2) - D12248 du 19/05/14	1 000
6574	LABORATOIRE MONTPELLIER RECHERCHE EN MANAGEMENT (MRM) - UNIVERSITE MONTPELLIER 2 (UM2)	-1 000
6574	CLUB LANGUEDOC ROUSSILLON CŒUR ET SPORT (CLaRCS) - D12248 du 19/05/14	2 000
6574	ASSOCIATION DES RENCONTRES ECOLOGY AND BEHAVIOUR (AREB) - D12248 du 19/05/14	1 000
6574	LABORATOIRE D'INFORMATIQUE, DE BUREAUTIQUE ET DE MICRO-ELECTRONIQUE DE MONTPELLIER (LIRMM) - D12248 du 19/05/14	1 000
6574	CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE AGRONOMIQUE (CIRAD) - D12248 du 19/05/14	5 000
6574	CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS) - D12248 du 19/05/14	1 000
6574	ALZHEIMER MONTPELLIER 2014 - HOPITAL GUY DE CHAULIAC - D12248 du 19/05/14	2 000
6574	SOCIETE FRANCAISE D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SOINS PALLIATIFS (SFAP) - D12248 du 19/05/14	8 000
6574	RESEAU IDEAL - D12248 du 19/05/14	40 000
6574	CONVENTION NATIONALE DES AVOCATS - D12248 du 19/05/14	75 000
FONCTIONNEMENT		
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant
6574	FEDERATION FRANCAISE POUR LES SCIENCES DE LA CHIMIE (FFC) - D12248 du 19/05/14	40 000
6574	CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE AGRONOMIQUE (CIRAD) - PHOSPHORUS IN SOILS AND PLANTS (PSP5)- Conseil du 31/07/14	1 000

6574	CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE AGRONOMIQUE (CIRAD) - SUSTAINABLE PHOSPHORUS SUMMIT 2014 (SPS)- Conseil du 31/07/14	1 000
6574	CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE AGRONOMIQUE (CIRAD) - EURO FED LIPID CONGRESS - Conseil du 31/07/14	5 000
6574	UNIVERSITE MONTPELLIER 2 (UM2) -CONFERENCE SUR L'OPTOELECTRONIQUE MOYEN INFRAROUGE - MID-IR OPTOELECTRONICS MATERIALS AND DEVICES (MIOMD) 2014 - Conseil du 31/07/14	2 000
6574	ASSOCIATION DE PREVENTION ET D'ETUDES DES MALADIES MOLECULAIRES (APEMM) - Conseil du 31/07/14	1 000
6574	SOCIETE EUROPEENNE DE NEUROLOGIE PEDIATRIQUE (SENP CONGRES) - Conseil du 31/07/14	1 000
6574	UNIVERSITE MONTPELLIER 2 (UM2) - D12299 du 19/06/14	6 000
6574	CENTRE D'ANIMATION ET DE RECHERCHE SUR LES DOULEURS (CARD) - Conseil du 31/07/14	2 000
6574	CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE AGRONOMIQUE (CIRAD) - UMR QUALISUD - Conseil du 31/07/14	1 000
6574	CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE AGRONOMIQUE (CIRAD-ES) - Conseil du 31/07/14	2 000
6574	FACULTE DES SCIENCES DE L'UNIVERSITE MONTPELLIER 2 (UM2) - Conseil du 31/07/14	750
6574	UNIVERSITE DE MONTPELLIER 1 (UM1) - Conseil du 31/07/14	2 000
6574	ASSOCIATION OTOFORUM MONTPELLIER 2014 - Conseil du 31/07/14	5 000
6574	INFORMATIQUE PLUS - D12302 du 19/06/14	15 000
6574	PASSERELLES INSERTION - D12303 du 19/06/14	15 000
6574	BGE MONTPELLIER - AEDE - D12304 du 19/06/14	14 500
6574	ASSOCIATION EURO MEDITERRANEENNE POUR LE TRAVAIL ET L'ECHANGE (AETE) - D12304 du 19/06/14	7 500
6574	ASSOCIATION EURO MEDITERRANEENNE POUR LE TRAVAIL ET L'ECHANGE (AETE) - D12304 du 19/06/14	3 000
6574	FACE HERAULT - D12304 du 19/06/14	10 000
6574	FACE HERAULT - D12304 du 19/06/14	2 500
6574	PIL'EMPLOI - D12304 du 19/06/14	2 000
6574	CREALEAD	30 000
6574	ASSOCIATION EURO MEDITERRANEENNE POUR LE TRAVAIL ET L'ECHANGE (AETE)	10 000
6574	AIRDIE	10 000
6574	HANDJOB	6 000
6574	MARKETHON	2 000
6574	HAUTS DE MASSANE (H2M) - CONTRATS URBAINS DE COHESION SOCIALE (CUCS)	5 000
6574	PIL'EMPLOI	30 000

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions d'équipement et des subventions de fonctionnement, telles que décrites dans les tableaux ci-dessus et dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec les structures bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur LEVITA

Sur l'affaire 12, un certain nombre de modifications vous sont proposées. Il faut que vous sachiez que dans les nou-

velles subventions au titre du budget supplémentaire en 2014 en investissements, ce que je vous propose c'est une diminution de 3 165 000 euros. Il y a 90 000 euros de subventions qui ont déjà été délibérées.

Dans le budget de fonctionnement, les nouvelles subventions votées au titre du BS s'élèvent à 588 586 euros. Les subventions déjà délibérées s'élèvent à 345 000 euros. Vous en avez le détail sous les yeux, nous pouvons le passer rapidement pour les opérations les plus importantes.

- La mise en sécurité de la piscine de la Motte rouge qui était inscrite au titre de l'année 2014 est reportée à une date ultérieure, peut-être en 2015.
- Les contrats territoriaux avec le conseil général, pour le quart, l'opération est retardée.
- Pour les ouvrages hydrauliques sur Baillargues, ils ne seront pas payés au titre de l'année 2014.
- Pour la ZAC de Salaison, le giratoire, il ne sera pas réalisé cette année, il ne sera donc pas payé cette année non plus.
- Ensuite, en ce qui concerne RFF, le contournement Nîmes-Montpellier, la somme de 490 000 euros ne nous sera pas demandée en 2014. C'est la raison pour laquelle je vous propose de la supprimer.
- Il en est de même pour le campus de l'artisanat, 1,5 million était prévu, pour le moment, je vous demande de ne pas l'inscrire.

Voilà les opérations concernant l'investissement.

Pour les opérations de fonctionnement, vous l'avez sous les yeux. Si nous prenons les grandes opérations, comme vous l'avez vu, il s'agit d'opérations concernant l'opéra et l'orchestre, avant le passage en EPCC. De la même manière, il y a une subvention à Montpellier rugby à hauteur de 300 000 euros. Voilà les opérations les plus représentatives et je suis prêt à répondre à des questions plus précises.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Léviata. Qui souhaite s'exprimer ? Monsieur Moure, ensuite Madame Jamet et Monsieur Lussert.

Monsieur MOURE

Juste une précision concernant le retrait de la subvention pour le campus de l'artisanat. C'est un décalage dans le temps ou une remise en cause du dossier tel qu'il avait été conçu au départ ?

Monsieur le Président

C'est à la fois une remise en cause et je veux avoir avec eux une discussion parce que beaucoup d'accords ont été passés avec la ville, avec l'agglomération et le département. Je veux discuter du fond des choses sur ce dossier. Je rencontrerai donc, à la rentrée, Monsieur Lopez et nous verrons de quoi il en retourne.

Tant qu'on y est, vous avez vu, Monsieur Moure, que sur les contrats, nous avons répondu sur le rugby ainsi que sur l'EPCC. Sur le rugby et sur l'EPCC, nous avons abondé les engagements qui avaient été pris.

Madame Jamet.

Madame JAMET

Une question brève, sur l'opération de mise en sécurité de la piscine de la Motte rouge. Est-elle reportée ou annulée ? Et quelles en sont les raisons ?

Monsieur le Président

Nous attendons un certain nombre de décisions qui nous échappent. Pour le moment, ce n'est pas annulé, c'est reporté. Il y a un certain nombre de dossiers sur lesquels je veux y voir clair, ça en fait partie.

Monsieur le Maire de Prades-le-Lez.

Monsieur LUSSERT

Merci Monsieur le Président. Juste pour expliquer mon vote, pas mal de ces subventions sont à destination de l'université de Montpellier 2 et de laboratoires. Par conséquent, je ne prendrai pas part au vote.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire numéro 12.

Ne prend pas part au vote : Jean-Marc LUSSERT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°13 : HORS COMMISSION – PROJETS D'INTÉRÊT COMMUN 2014 - ADOPTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Dans le cadre du financement des Projets d'Intérêt Commun et de l'exécution budgétaire de l'exercice 2014, il est proposé au Conseil d'Agglomération de retenir les projets ci-dessous :

COMMUNES	PROJETS	MONTANT PAR PROJET
----------	---------	-----------------------

BAILLARGUES	Création d'une aire de jeux multi-activités	27 000 €
	Création de voirie desservant établissements sociaux et complexe sportif	23 000 €
BEAULIEU	Aménagement de l'avenue de Restinclières	50 000 €
CASTELNAU LE LEZ	Réaménagement de l'avenue du 8 mai 1945	50 000 €
CASTRIES	Aménagement des abords du stade Emile Granier	50 000 €
CLAPIERS	Aménagement de la Montée de la Fiole	50 000 €
COURNONSEC	Aménagement d'une voie piétonnière et cyclable rue de la Billière	14 250 €
	Reprise partielle de voirie secteur des Maseliers	11 000 €
	Aménagement de sécurité rue des terrasses et rue des genévriers	2 500 €
	Aménagement signalétique ZA Cresse Saint-Martin	1 460 €
COURNONTERRAL	Réhabilitation de toiture Château Mallet (Phase 1 et 2)	34 800 €
	Réhabilitation de voirie rue Bastide de l'Oulieu	8 700 €
	Réhabilitation de trottoirs route de Fabrègues	6 500 €
FABREGUES	Transformation d'un terrain de football stabilisé en pelouse synthétique	50 000 €
GRABELS	Aménagement de l'Esplanade de la Cave Coopérative - Maison Commune	50 000 €
JACOU	Travaux de voirie : Réfection rue des Iris	50 000 €
JUVIGNAC	Aménagement de la rue des Hauts de Foncaude	50 000 €
LATTES	Création du Parc des 4 saisons	50 000 €
LAVERUNE	Aménagement d'un local à vocation associative	50 000 €
LE CRES	Réhabilitation de la salle à vocation associative Jean Moulin	50 000 €
COMMUNES	PROJETS	MONTANT PAR PROJET
MONTAUD	Aménagement du Domaine Robert	22 500 €
MONTFERRIER-SUR-LEZ	Aménagement du "Cœur du Village"	50 000 €
MURVIEL LES MONTPELLIER	Construction de salles multi-activités à vocation associative	50 000 €
PEROLS	Aménagement du Cœur de Ville	50 000 €
PIGNAN	Travaux de réfection du pluvial de l'axe centre (RE-PLACE) (Séquence 2 / Phase 2) Tranche conditionnelle	50 000 €
PRADES LE LEZ	Aménagement Urbain (Phase 5)	50 000 €
RESTINCLIERES	Acquisition d'une parcelle dans le cadre d'une restructuration du cœur du village	30 000 €
	Réalisation de cheminements piétons et pistes cyclables entre le groupe scolaire et la commune de Beaulieu	20 000 €
SAINT-BRES	Extension du centre de loisirs	47 000 €
	Réfection de l'impasse rue du micocoulier	3 000 €
SAINT-DREZERY	Travaux de mise en valeur du centre du village / rénovation de l'Eglise (Phase 1)	12 500 €
	Création d'un skate park	12 500 €
	Chemin des Cowels et allée de la Liberté	9 000 €

	Aménagement de la maison des associations (Phase 1)	6 500 €
	Aménagement de la salle annexe à la salle Bagnara	6 250 €
	Chemin piétonnier : Lou Miradou	3 250 €
SAINT GENIES DES MOURGUES	Réfection des voiries et de réseaux : quartier des Mourguettes et rue de l'égalité	50 000 €
SAINT GEORGES D'ORQUES	Réaménagement de la maison des vendangeurs, bâtiment à vocation associative	50 000 €
SAINT-JEAN-DE-VEDAS	Travaux d'aménagement de l'avenue Clémenceau et des espaces publics attenants	50 000 €
SAUSSAN	Construction d'une Maison des Jeunes	30 300 €
	Rénovation et réaménagement de la place de l'Eglise et du monument aux morts	19 700 €
SUSSARGUES	Mise en discrétion des réseaux secs rue des arbousiers	40 000 €
	Création d'une salle à vocation associative	10 000 €
VENDARGUES	Construction d'une Médiathèque	50 000 €
VILLENEUVE-LES-MAGUELONE	Aménagement du carrefour du Mas Crespy et des bassins de rétention d'eaux pluviales	50 000 €

Il est précisé que la Commune de Montpellier ne bénéficie d'aucun fonds de concours au titre des PIC 2014.

Par ailleurs, il est également proposé au Conseil d'Agglomération de modifier les affectations de crédits attribués dans le cadre des Projets d'Intérêt Communs suivants :

- 11 600 euros accordés à la Commune de Baillargues par délibération n°11086 du 19 juillet 2012 portant sur le projet de « restauration d'une vieille porte » sont affectés à la « restructuration du complexe sportif : réalisation d'un terrain de football synthétique et construction de 4 courts de tennis » ;
- 3 600 euros accordés à la Commune de Castelnau le Lez par délibération n°8912 du 26 mai 2009 portant sur le projet d' « acquisition d'une partie de parcelle et aménagement en parc urbain » sont affectés à la « création d'un terrain de football synthétique sur le complexe sportif Jean Fournier » ;
- 16 200 euros accordés à la Commune de Cournonterral par délibération n°11388 du 12 février 2013 portant sur le projet de « travaux de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics (PAVE) » sont affectés à la « réhabilitation de toiture Château Mallet (Phase 1 et 2) » ;
- 34 200 euros accordés à la Commune de Fabrègues par délibération n°11086 du 19 juillet 2012 portant sur le projet d' « Aménagement de l'entrée de ville » sont affectés à la « transformation d'un terrain de football stabilisé en pelouse synthétique » ;
- 4 900 euros accordés à la Commune de Lattes par délibération n°8236 du 26 juin 2008 portant sur le projet d' « extension de l'Oustal des Vendanges » ainsi que 2 200 euros accordés par délibération n°11086 du 19 juillet 2012 portant sur le projet de « création d'un arrosage intégré sur le stade Roger Andrieu » sont affectés à la « création du Parc des quatre saisons » ;
- 16 120 euros accordés à la Commune de Montferrier-sur-Lez par délibération n°10111 du 21 avril 2011 portant sur le projet de « création d'une piste cyclable Chemin des Cardonilles » sont affectés à l' « aménagement du "Cœur du village" » ;
- 50 000 euros accordés à la Commune de Pérols par délibération n°11656 du 26 juin 2013 portant sur le projet de « création d'un espace culturel (Agrandissement de la Maison des Arts) » ainsi que 30 000 euros accordés par délibération n°11086 du 19 juillet 2012 portant sur le projet de « réalisation d'un skate-park » sont affectés à l' « aménagement du Cœur de Ville » ;
- 20 990 euros accordés à la Commune de Saint-Brès par délibération n°10111 du 21 avril 2011 portant sur le projet de « rénovation de l'impasse Biscan Pas » sont affectés pour 6 400 euros au « programme de voirie des traversettes », pour 5 500 euros au « travaux de voiries place de la Tour Ronde », pour 5 300 euros à la « réfection de la verrière de la bibliothèque », pour 2 490 euros au « programme de voirie de la ruelle du four » et pour 1 300 euros à la « réfection d'un local sportif ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modifications d'affectations relatives aux Projets d'Intérêt Commun sus mentionnés (Communes de Baillargues, Castelnau le Lez, Cournonterral, Fabrègues, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Pérols et Saint-Brès),
- dire que les projets retenus relèvent de la compétence de la Commune et dépassent manifestement l'intérêt communal,

- approuver le versement des fonds de concours relatifs aux Projets d'Intérêt Commun présentés ci-dessus,
- dire que le versement des fonds de concours au titre des Projets d'Intérêt Commun sus indiqués est conditionné à la signature d'une convention à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, cette convention reprenant les principes du règlement de participation aux Projets d'Intérêt Commun,
- dire que les crédits sont ouverts au chapitre 908 du Budget de l'exercice 2014,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Prédésent

Les PIC sont des crédits qui ont été affectés historiquement aux projets des communes. Je pense que lorsque l'on veut aménager le territoire de façon durable et de façon pérenne, il convient de raisonner sur 6 ans, le temps d'un mandat, pour pouvoir avoir une réflexion cohérente sur toutes les infrastructures qui pèsent lourd dans les finances de l'agglomération. Donc, les PIC, qui ont eu leur intérêt, d'un commun accord avec les 31 maires de l'agglomération, nous avons décidé de les stopper. Cela évitera aussi ce qui s'est passé un temps, c'est-à-dire de distribuer les subventions, 10 000 à l'un, 20 000 à l'autre comme sur le marché. Je n'ai rien contre ceux qui travaillent sur les marchés, mais je préfère que l'on aménage le territoire de l'agglomération de façon plus claire et plus puissante aussi et c'est l'avis de beaucoup de maires. Donc, ensemble, nous avons choisi d'arrêter cette politique de PIC. Et pour montrer la bonne volonté de la ville, la ville a accepté de ne pas recevoir les 50 000 euros auxquels elle a droit et de les répartir sur les autres communes de l'agglomération, stoppant ainsi le phénomène cette année et à partir de l'an prochain, pouvant réagir sur un investissement sur la durée du mandat. Les subventions ont été affectées aux communes qui ont présenté des projets, évidemment.

Souhaitez-vous vous exprimer sur ce sujet? Monsieur Lussert.

Monsieur LUSSERT

Je ne reviens pas sur ce qui a été dit par vous-même et à la conférence des maires sur la suppression des PIC, je voulais parler du futur, vous venez d'y faire allusion. Nous avons dit l'année prochaine, mais nous n'avons rien dit sur la façon de faire, sur un appel à projet ou autre, ou en tout cas un guichet auquel il faudra s'adresser pour remettre ces projets dans un certain cadre. Et tout ce cadre-là n'a pas été du tout évoqué. Pourriez-vous donner quelques précisions ?

Monsieur le Président

Il s'agit simplement d'envisager la gouvernance de l'agglomération dans le cadre des décisions que nous avons prises ensemble sur la future métropole. C'est-à-dire de donner, si j'ose dire, les pleins pouvoirs à la conférence des 31 maires, parce que c'est là que tout va se faire et nous établirons un schéma de gouvernance pour les 6 ans à venir. Je peux parler du schéma de voirie prioritaire par exemple, qui peut être établi dans le cadre de cette conférence des maires. Mais nous pouvons également parler de toute une série d'aménagements structurants pour l'ensemble du territoire de l'agglomération. Ce sont les 31 maires, une voix par maire, qui vont décider de cela.

Je mets aux voix l'affaire 13.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°14 : FINANCES – RÉAMÉNAGEMENT DE DETTE - DÉLÉGATION DE POUVOIR - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a conclu en 2001 avec Dexia Crédit Local un contrat de prêt pour un montant de 18.139 millions d'euros pour refinancer trois contrats de prêts, en taux fixe, libellé en francs suisses. La banque Dexia Crédit Local a transféré une part importante de ses contrats de prêts à la nouvelle structure publique, la Société de Financement Local (SFIL), détenue à 75% par l'Etat Français, 20% par la Caisse des Dépôts et Consignations, et 5% par la Banque Postale. La SFIL et son entité de refinancement, la Caisse Française de Financement Local (CAFFIL), sont aujourd'hui titulaires de ce contrat de prêt.

La crise financière a augmenté la variabilité du cours de change. Dans le souci d'optimiser la gestion de son exposition, la Communauté d'agglomération entend aujourd'hui sécuriser son risque en lui appliquant un taux fixe en euro. Compte tenu des conditions actuelles de marché, cette stratégie permet d'anticiper et d'éviter toute augmentation du risque d'évolution défavorable desdites conditions de taux.

Afin de répartir la charge des coûts induits par cette stratégie, dans les conditions les moins préjudiciables à la Communauté d'agglomération, celle-ci a demandé à la CAFFIL de procéder au réaménagement de ce crédit dans les conditions définies ci-dessous, conformément à l'offre de financement de la Caisse Française de Financement Local et des conditions générales version CG-CAFFIL-2014-02 du 23 juillet 2014 y attachées.

Le Président procède à ces réaménagements, par délégation du Conseil de communauté, dans les limites et conditions définies ci-dessous.

Le Président rendra compte au Conseil de Communauté des décisions prises en application de cette délibération.

Article 1 : Principales caractéristiques des contrats de prêts

L'opération globale de refinancement contient deux prêts : un emprunt de refinancement du capital restant dû de l'emprunt refinancé, et un emprunt nouveau qui constituent deux opérations liées et indissociables.

L'opération de refinancement ne sera réalisée que si le cours de change EUR/CHF publié par la Banque Centrale Européenne sur l'écran Reuters, page ECB 37 (ci-après « dernier cours de change EUR/CHF ») connu au moment de la conclusion définitive de l'opération est supérieur ou égal au cours de change EUR/CHF plancher de 1,20 francs suisses pour un euro (ci-après « cours de change EUR/CHF plancher »)

Prêteur : Caisse Française de Financement Local

Emprunteur : Communauté d'Agglomération de Montpellier

Score Gissler : 1A

Montant du contrat de prêt : contre-valeur en euro de 12 461 051,93 CHF, calculée sur la base du dernier cours de change EUR/CHF connu au moment de la conclusion définitive de l'opération. L'opération de refinancement ne se réalisera que si le cours de change EUR/CHF est supérieur ou égal au cours de change EUR/CHF plancher, si bien que cette contre-valeur en euro ne pourra pas dépasser le montant de 10 384 209,94 EUR.

Le montant en euros du contrat sera connu au moment de la conclusion définitive de l'opération.

Cours de change plancher : 1,20 CHF pour 1 EUR (EUR/CHF) pour le calcul de la contre-valeur maximale du montant du contrat en euro.

Durée du contrat de prêt : 7 ans

Objet du contrat de prêt : à hauteur de 12 461 051,93 CHF, refinancer, en date du 01/10/2014, le contrat de prêt ci-dessous :

Numéro du contrat de prêt	Numéro du prêt	Score Gissler	Capital refinancé
MON219356CHF	001	Hors charte	12 461 051,93 CHF

Une partie de l'indemnité compensatrice dérogatoire est autofinancée. Le montant de cette partie autofinancée sera déterminé en fonction des conditions de marché au moment de la conclusion définitive de l'opération, sans qu'il puisse excéder 360 000 CHF, soit une contre-valeur de 300 000€.

Le contrat de prêt de refinancement est autonome du contrat de prêt refinancé et est exclusivement régi par ses stipulations.

L'ensemble des sommes ci-dessus (capital refinancé, indemnité compensatrice dérogatoire, ..) sera converti en euros sur la base du cours de change EUR/CHF, publié par la Banque Centrale Européenne, au moment de la conclusion définitive de l'opération.

Ecart de change en capital (Gain ou perte)

L'écart de change en capital est déterminé par la différence entre le capital refinancé contre-valorisé au dernier cours de change EUR/CHF connu au moment de la conclusion définitive de l'opération et le capital refinancé contre-valorisé au cours de change EUR/CHF initial pris en compte lors du versement des fonds.

L'opération de refinancement ferait apparaître une perte de change en capital si le dernier cours de change EUR/CHF connu au moment de la conclusion définitive de l'opération était inférieur au cours de change EUR/CHF initial pris en compte lors du versement des fonds.

L'opération de refinancement ferait apparaître un gain de change en capital si le dernier cours de change EUR/CHF connu au moment de la conclusion définitive de l'opération était supérieur au cours de change EUR/CHF initial pris en compte lors du versement des fonds.

A titre indicatif, l'écart de change en capital calculé sur la base du cours de change EUR/CHF publié par la Banque Centrale Européenne le 22/07/2014 serait de :

Numéro du contrat de prêt refinancé	Numéro de prêt	Cours de change EUR/CHF initial du versement des fonds	Ecart de change en capital indicatif (gain ou perte)
MON219356CHF	001	1,4795	Perte de change en capital de 1 832 690, 66 EUR

L'écart de change en capital définitif sera connu le jour de la conclusion définitive de l'opération.

PRET n°1 (Score Gissler 1A)

Tranche obligatoire à taux fixe du 01/10/2014 au 01/10/2021, mise en place lors du versement des fonds

Les principales caractéristiques de l'emprunt de refinancement sont les suivantes :

Prêteur : Caisse Française de Financement Local

Emprunteur : Communauté d'Agglomération de Montpellier

Score Gissler : 1A

Montant :	10 384 209,94 EUR (étant précisé que le montant de la tranche sera définitivement fixé selon les modalités décrites à la rubrique « Montant du contrat de prêt » ci-dessus)	
Objet :	refinancer, en date du 01/10/2014, le contrat de prêt MON219356CHF	
Versement des fonds :	10 384 209,94 EUR réputés versés automatiquement le 01/10/2014 (étant précisé que le montant des fonds réputés versés sera définitivement fixé selon les modalités décrites à la rubrique « Montant du contrat de prêt » ci-dessus)	
Durée d'amortissement :	7 ans	
Taux d'intérêt annuel :	taux fixe qui ne saurait être supérieur à 4,6%	
Echéances d'amortissement et d'intérêts	Périodicité annuelle	
Base de calcul des intérêts :	nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours Echéances d'amortissement et d'intérêts : périodicité annuelle	
Mode d'amortissement :	progressif	
Remboursement anticipé :	En fonction de la date d'échéance d'intérêts de la tranche	Remboursement anticipé
	jusqu'au 01/10/2019	autorisé pour le montant total du capital restant dû moyennant le paiement ou la réception d'une indemnité sur cotation de marché
	au-delà du 01/10/2019 et jusqu'au 01/10/2021	autorisé pour le montant total du capital restant dû sans indemnité

PRET n°2 (Score Gissler 1A)

Tranche obligatoire à taux fixe du 30/01/2015 au 01/02/2030, mise en place lors du versement des fonds

L'opération de financement décrite ci-après s'inscrit dans l'opération globale conclue avec la Caisse Française de Financement Local et constitue un tout indissociable avec l'opération de refinancement du prêt MON219356CHF.

Prêteur : Caisse Française de Financement Local

Emprunteur : Communauté d'Agglomération de Montpellier

Score Gissler : 1A

Montant :	10 000 000,00 EUR
Objet :	Financer les investissements de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
Versement des fonds :	10 000 000,00 EUR réputés versés automatiquement le 30/01/2015
Durée d'amortissement :	15 ans et 1 mois
Taux d'intérêt annuel :	taux fixe qui ne saurait être supérieur à 3,3 %
Base de calcul des intérêts :	nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
Echéances d'amortissement et d'intérêts	Périodicité annuelle
Mode d'amortissement :	progressif

Remboursement anticipé :	En fonction de la date d'échéance d'intérêts de la tranche	Remboursement anticipé
	jusqu'au 01/02/2028	autorisé pour le montant total du capital restant dû moyennant le paiement ou la réception d'une indemnité sur cotation de marché
	au-delà du 01/02/2028 et jusqu'au 01/02/2030	autorisé pour le montant total du capital restant dû sans indemnité

Article 2 : Etendue des pouvoirs du signataire

Le représentant légal de l'emprunteur est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative aux contrats de prêts décrits ci-dessus, qui s'inscrivent dans une opération globale comprenant le refinancement de l'emprunt MON29356CHF et également un financement d'un montant de dix millions d'euros, à intervenir avec la Caisse Française de Financement Local, sous réserve que le dernier cours de change EUR/CHF connu au moment de la conclusion définitive de l'opération soit supérieur ou égal au cours de change EUR/CHF plancher, et que les taux fixes soient inférieurs ou égaux aux taux définis précédemment, et est habilité à procéder ultérieurement, sans autre délibération et à son initiative, aux diverses opérations prévues dans les contrats de prêts et reçoit tous pouvoirs à cet effet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à procéder à ces réaménagements, par délégation du Conseil de Communauté, dans les limites et conditions ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur LEVITA

Il s'agit d'un dossier un peu compliqué dans lequel nous pouvons passer 5 minutes sans y passer 3 heures, mais c'est vraiment difficile. Vous regardez sur le plan historique d'abord, nous sommes en 2001, l'agglomération a trois contrats de prêt avec Dexia, qui sont des prêts à des taux tels qu'il est jugé nécessaire de les refinancer. Il est donc de bon ton de dire que les banques sont nos amis ou autre, en tout cas là, Dexia a joué le jeu et a accepté de refinancer. Je vous signale que nous avons eu signé des taux à 14-15 % d'intérêt. Les banques nous ont quand même accompagnées pour refinancer et là, il s'agissait de ça. Il y a donc eu un refinancement sur trois contrats de prêt pour un financement plus intéressant à hauteur de 18 139 000 euros. C'est le premier temps.

Deuxième temps, lorsque nous avons signé ce contrat, il était libellé en francs suisses. Contrairement à ce que vous pouvez penser, c'était une excellente décision, en 2001. Parce qu'en 2001, on va faire l'Euro, on ne sait pas exactement à quel taux il va se situer et personne ne pense que l'Euro va être une monnaie très solide. Je vous rappelle qu'au premier jour de l'inscription, l'Euro a été fixé à 0,75 dollar. Aujourd'hui, nous ne sommes pas dans cette configuration et je crois que ce matin, l'Euro valait 1,35 dollars. Pour le franc suisse, c'est pareil. En 2001, au moment où l'on signe, l'équivalent c'est 1 euro est à 1,4799. C'est une excellente décision que nous ne pouvons qu'approuver. Nous sommes gagnants dans ce genre d'opérations tant que le taux d'intérêt euro/franc suisse se situe dans ces parages. Nous sommes donc à 1,4799 quand l'on signe, 1,4725 quelque temps plus tard. Nous arrivons à 1,5579 en 2004. Nous arrivons à 1,6069 en 2007. Nous arrivons à 1,654 en 2008. Mal chance, les Suisses trouvent que leur monnaie est trop élevée et ils ont les moyens de la manipuler. Ils font donc baisser une première fois en 2009 à 1,485 où l'on reste en 2009 et en 2010. En 2011, ils trouvent que ça n'est pas assez. Jusque là, nous gagnions beaucoup d'argent, c'est une excellente opération. Mais ils dévaluent par une opération de manipulation que la banque suisse peut faire et depuis 2011, nous sommes à 1,25, et depuis 2012 aux environs de 1,21.

Donc, l'opération devient moins intéressante et nous commençons à perdre de l'argent par rapport à la situation antérieure.

Donc, ce que je vous demande ce soir, c'est de pouvoir renégocier cet emprunt. Nous avons pris contact avec la SFIL pour cette opération. Ce n'est pas aujourd'hui que nous allons signer ces nouveaux emprunts. Vous en avez l'architecture générale dans le dossier qui vous est soumis. Je vous propose simplement, avec les contraintes qui figurent à l'intérieur du rapport, de donner délégation soit au Président, soit à moi-même, pour signer le contrat avec les contraintes que nous avons mises à l'intérieur de ce réaménagement de dettes.

J'espère avoir été clair. Si vous voulez, nous pouvons entrer dans le détail, mais ça risque d'être long.

Monsieur le Président

C'est extrêmement clair, Monsieur Lévit. Qui souhaite la parole ? Monsieur Rouilleault.

Monsieur ROUILLEAULT

Monsieur le Président, chers collègues. Je voterai aussi cette délibération, mais avec des considérants assez diffé-

rents de ceux que vient de donner Max Lévitá à l'instant.

Le prêt libellé en 2001 en francs suisses et qu'il faut restructurer maintenant me paraît l'exemple de mauvaises pratiques du Groupe Dexia et d'autres banques vis-à-vis des collectivités territoriales. Gérer le risque de taux et à fortiori gérer le risque de change, c'est le métier des banques, ce n'est pas le métier des collectivités territoriales. Heureusement, nous allons en sortir. Heureusement aussi, en termes de montants comme en termes de type de risques, l'agglomération de Montpellier avait pris moins de risques que n'en a pris la mairie UMP de Saint-Étienne ou le conseil général de Seine-Saint-Denis à majorité communiste. Mais quand même, selon les chiffres fournis par le pré rapport, la perte de change en capital représente 1,8 million d'euros, c'est-à-dire 10 % du capital souscrit. Deuxièmement, l'emprunt de refinancement, qui nous est proposé et que je voterai parce que c'est nécessaire, est pour 7 ans à un taux de 4,6 %. Il s'agit d'un taux élevé, il suffit de le comparer au taux du deuxième emprunt qui est juste après, qui est sur 15 ans et à 3,3 % et de se rappeler que la courbe des taux, en fonction de leur durée, est normalement croissante. On voit donc bien que pour sortir de ce mauvais pas, il va falloir payer un taux élevé.

Morale de l'histoire pour l'avenir, je pense qu'il faut que nos collectivités territoriales n'empruntent qu'en euro et le plus possible à taux fixe. Et il faut surtout qu'elles ne cèdent pas au mirage des emprunts en devises, même assorti de l'achat de couvertures de risque de change. C'est l'engagement que je souhaite que prennent l'agglomération et nos communes. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Est-ce que vous souhaitez vous exprimer sur cette affaire ? Monsieur Lévitá, un mot ?

Monsieur LEVITA

Je suis assez d'accord avec ce qu'indique notre collègue. Simplement, nous avons à peu près 220 emprunts. C'est sur la durée, on ne peut pas maîtriser les chances sur 20 ans. Sur 10 ans, c'eú été plus intéressant. Rassurez-vous, nous n'avons pas perdu d'argent.

Quant à la seconde observation, je suis en désaccord avec mon collègue. On emprunte en euro, pas de problème, mais je ne vois pas pourquoi nous n'emprunterions qu'à taux fixe. À l'heure actuelle, les taux variables sont extrêmement intéressants et donc, on fait très attention, on est très attentif à l'évolution. Mais on signe aux environs de 1 % par rapport à 3,3 %, cela nous paraît donc intéressant. Nous regardons et demandons aux meilleurs experts sur la place, tout le monde fait à peu près ça, nous sommes à 50/50, 50 en fixe et 50 en taux variable. Tout en étant attentif, et vous avez raison mon cher collègue, il y a un risque, mais il y a toujours des possibilités de réaménagement avec des pénalités bien entendu. Le jeu nous paraît en valoir la chandelle et nous allons le vivre dans les périodes qui viennent.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 14.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Avant de passer à l'affaire 15, je vous livre le SMS que je viens de recevoir du directeur général de l'OM :

« Monsieur le Président, je vous confirme que nous avons trouvé un accord avec la ville de Marseille pour la location du stade Vélodrome. Nous jouerons donc finalement OM/MHSC au stade Vélodrome le 17 août. Au nom du président et de l'équipe de direction de l'OM, je tiens à vous remercier personnellement, ainsi que vos équipes, pour avoir répondu favorablement, rapidement et avec dynamisme à notre demande de mise à disposition du stade de la Mosson. Vous avez prouvé encore une fois l'intérêt de Montpellier pour le sport en général et le football en particulier. Très cordialement, Cédric Dufoix ».

Ce sont nos amis, l'OM, nous on les aime.

AFFAIRE N°15 : FINANCES – VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT EN LIEN AVEC LE BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2014 - RÉVISIONS - MODIFICATIONS - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, le Code Général des Collectivités Territoriales (article L.2311-3 et R.2311-9) permet la mise en place d'une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP) en dérogation au principe de l'annualité budgétaire.

La procédure d'autorisations de programme et crédits de paiement est un mode de gestion et de planification du financement pluriannuel d'un équipement ou d'un grand projet communautaire.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements et incluent l'actualisation prévisionnelle des prix.

Elles définissent l'évaluation financière globale du projet et permettent une gestion des dépenses sur plusieurs exer-

cices à travers un échéancier de crédits de paiement représentant la répartition des dépenses prévisionnelles. Les tableaux ci-dessous présentent les modifications proposées dans le cadre du budget supplémentaire relatives soit au montant global de l'autorisation de programme, soit à la répartition des crédits de paiement. Pour mémoire, les clôtures d'autorisations de programme seront proposées, dans le cadre du bilan de clôture des opérations, lors de prochaines sessions budgétaires (décision modificative ou budget primitif)

Autorisations de programme et crédits de paiement dont le montant est révisé dans le cadre du BS 2014 : La révision de ces autorisations de programme intègre l'actualisation des coûts.

BUDGET PRINCIPAL

Direction des Ressources Informatiques : Ecocité / ville intelligente

Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets : Plateforme de Grammont

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014	Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)
Initial	Révisé			
1 100 000	1 130 262,45	27 471,57	1 102 790,88	0

Direction des Sports : Piscine Héraclès

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
10 296 000	11 398 980	323 659,45	550 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice			
	2015	2016	2017	2018
10 525 320,55	771 971	2 250 000	4 770 000	2 733 349,24

Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel : Acquisitions Foncières (Réserves)

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
32 000 000	54 098 586,00	38 904 032,58	15 194 553,42

I- Autorisations de programme dont les crédits de paiement sont modifiés dans le cadre du BS 2014 sans que le montant global pluriannuel de l'AP soit modifié, seul un ajustement annuel est nécessaire :

BUDGET PRINCIPAL

Direction des Ressources Informatiques : Schéma Directeur d'Aménagement Numérique (SDAN)

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
8 289 600	8 289 600	1 447 886,61	1 700 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice)	Reste à financer - Répartition par exercice
--	---

cice 2014)	2015	2016
5 141 713,39	1 850 000	3 291 713,39

Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments : Accessibilité aux équipements

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
1 155 000	1 155 000	465 761,92	258 057

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2015	2016
431 181,08	255 000	176 181,08

Direction des transports : Accessibilité Transports

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
9 180 000	10 283 700	1 985 635,97	1 050 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice		
	2015	2016	2017
7 248 064,03	1 815 404,10	1 652 000	3 780 659,93

Direction des transports : Investissements DSP Transports

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
41 355 000	45 513 455	12 815 949,16	1 542 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice		
	2015	2016	2017
31 155 505,84	8 562 500	8 906 000	13 687 005,84

Direction des transports : Ligne 5 de tramway (montants en Millions d'euros)

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
388,4	388,4	13,550	22,705

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice			
	2015	2016	2017	2018
352,145	120,235	60,000	57,000	114,910

Direction des transports : Pôle d'échange multimodal Montpellier Saint-Roch

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
6 000 000	6 645 100	3 338 691	2 100 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice
	2015
1 206 409	1 206 409

Direction des transports: Contournement Nîmes-Montpellier

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
99 075 000	99 075 000	21 201 137,50	24 899 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice		
	2015	2016	2017
52 974 862,50	27 064 000	20 175 000	5 735 862,50

Direction des Sports : Accessibilité aux équipements

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
2 900 000	2 900 000	0	160 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2015	2016
2 740 000	1 400 000	1 340 000

Direction des Sports : Réhabilitation du Stade de la Mosson

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
56 000 000	56 000 000	2 902 944	1 050 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice		
	2015	2016	2017
52 047 056,25	12 540 000	37 007 056,25	2 500 000

Direction de la Culture : Accessibilité aux équipements

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
2 929 000		0	735 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2015	2016
2 194 000	1 530 000	664 000

Direction de la Culture : MHFA

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
19 360 000	19 360 000	10 379 234,05	8 427 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice
	2015
553 765,95	553 765,95

Direction de la Culture : Cité de la musique et des arts (Conservatoire à Rayonnement Régional)

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
37 562 000	37 562 000	0	0

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice			
	2015	2016	2017	2018
37 562 000	13 948 000	16 051 000	6 475 000	1 088 000

Direction de la Culture : Cag de scène Opéra Comédie

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
14 000 000	18 291 470,40	18 154 666,87	136 803,53

Direction de la Culture : Médiathèque de Castelnau le Lez

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
3 882 000	3 882 000	0	110 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice			
	2015	2016	2017	2018
3 772 000	2 230 000	1 248 000	244 000	50 000

Direction de la Culture : Restauration des œuvres d'art du musée Henri Prades

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
107 012	107 012	0	47 012

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice		
	2015	2016	2017
60 000	30 000	20 000	10 000

Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel : Opérations d'Aménagement à Vocation Économique

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
13 733 000	20 358 000	9 802 014,30	5 542 000

Reste à financer de (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice
	2015
5 013 985,70	5 013 985,70

Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel : Route de la Mer / Avenue Georges Frêche

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
10 000 000	10 000 000	6 421 327	2 000 000

Reste à financer de (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice
	2015
1 578 673	1 578 673

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Direction de l'Eau et de l'Assainissement : Station d'épuration Baillargues-Saint-Brès

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
14 000 000	14 599 250,26	14 330 017,51	50 000

Reste à financer de (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice
	2015
219 232,75	219 232,75

Direction de l'Eau et de l'Assainissement : Stations d'épuration

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
10 660 000	10 660 000	677 834,79	5 525 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice 2015
4 457 165,21	4 457 165,21

Direction de l'Eau et de l'Assainissement : Réseaux

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
13 530 000	13 530 000	1 734 105,32	4 520 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice 2015
7 275 894,68	7 275 894,68

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de la révision du montant des autorisations de programmes précitées,
- décider des modifications des crédits de paiement figurant ci-dessus,
- retenir comme échéancier des crédits de paiements les tableaux susmentionnés,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur LEVITA

Sur l'affaire 15, vous voyez mes chers collègues, les bienfaits de la procédure en autorisation de programme et en crédit de paiement puisque cette procédure nous oblige à faire passer en conseil toute modification concernant les opérations. Un certain nombre d'opérations ne figurent pas ici à l'heure actuelle, par exemple l'opération sur la couverture du stade de la Mosson, parce qu'elles figureront soit à la DM, soit ultérieurement lors du vote du budget primitif. Il y a encore des dépenses qui sont engagées, comme nous l'avons vu dans le budget précédent. Donc, vous avez ici toutes les opérations. Il y a deux types d'opérations, des modifications qui sont proposées dans le cadre du budget supplémentaire, soit quant au montant global de l'autorisation de programme parce qu'il peut y avoir des modifications – c'est ce que vous avez au début – soit à la répartition des crédits de paiement dans le temps.

Les clôtures d'autorisation de programmes seront proposées dans le cadre du bilan de clôture de ces opérations. Nous en tiendrons compte quand elles seront vraiment clôturées en dépenses. Vous avez donc les modifications concernant l'Eco cité, ville intelligente, concernant la plate-forme de Grammont, la piscine Héraclès, les acquisitions foncières. La deuxième partie concerne les opérations pour lesquelles les crédits de paiement sont modifiés. Donc, le schéma directeur d'aménagement numérique, le problème d'accessibilité aux équipements, l'accessibilité aux transports, les investissements en DSP transport. La ligne 5 de tramway, elle n'est pas supprimée parce qu'il y a des opérations en cours qui ne sont pas encore soldées, elles seront soldées ultérieurement et quand elles seront soldées, elles passeront bien entendu en conseil. Le pôle d'échange multimodal Montpellier-Saint Roch, le contournement Nîmes-Montpellier, l'accessibilité aux équipements, la réhabilitation du stade de la Mosson. Elle figure toujours parce qu'il y a des opérations en cours qui ne sont pas terminées. Mais le Président l'a indiqué, cette réhabilitation sera annulée à la fin des opérations en cours. Le musée d'histoire de la France en Algérie, dont l'objectif est changé, mais les opérations de construction sont toujours en cours. La cité de la musique, le conservatoire du rayonnement régional. La scène Opéra, la médiathèque, la restauration des œuvres d'art du musée Henri Prades. La direction du foncier, les opérations d'aménagement à vocation économique. Les opérations en ce qui concerne Oz route de la mer avenue Georges Frêche.

Pour le budget annexe de l'assainissement, il y a des modifications sur la station d'épuration de Baillargues Saint-Bès. Et pour l'eau et l'assainissement, les stations d'épuration ainsi que sur les réseaux.

Si vous voulez des renseignements complémentaires, je suis à votre disposition.

Monsieur le Président

Demandez-vous la parole ? Monsieur Moure.

Monsieur MOURE

Juste une remarque. Ce dossier est intéressant à analyser, si tant est que les opérations se réalisent dans le temps, c'est une première partie de modifications qui est intervenue aujourd'hui, parce qu'il permet de voir comment le lissage permet de réaliser une opération. Et je constate notamment que, entre autres sur le musée France Algérie, par rapport à ce qui avait été évoqué, globalement l'ensemble des investissements qui avaient été prévus, avec les crédits de paiement de l'exercice 2014, bouclait l'opération. Il ne reste que 553 765 euros pour clôturer complètement l'opération. Ça veut donc dire que cette opération de 19 360 000 permettra de livrer un équipement terminé, fini et dont le délai était apprécié quant à la mise à disposition. Moi, je considérais que c'était plutôt 2015, pas deux ans.

Mais enfin, ce dossier est intéressant à analyser, parce que ça permet de voir le lissage dans le temps des opérations pluriannuelles qu'après il faudra, en termes de choix, mettre en inscription budgétaire. Mais ça, ce sera le BP 2015 ou les DM qui interviendront par la suite.

Monsieur le Président

Merci. Je mets l'affaire 15 aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°16 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – PROJET DE ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ CHARLES MARTEL EXTENSION - VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - DOSSIER DE DEMANDE DE DÉROGATION AUPRÈS DU CONSEIL NATIONAL POUR LA PROTECTION DE LA NATURE - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Le schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, approuvé en 2006, identifie un périmètre d'extension urbaine situé entre la zone d'activités du Larzat et le secteur d'habitat du Pont de Villeneuve (commune de Villeneuve-lès-Maguelone). La poursuite de l'urbanisation permettra de renforcer un pôle d'activités économiques mais également de donner de la cohérence urbaine à un secteur caractérisé par le mitage. Ainsi, sur 7 hectares, une première opération d'activités économiques, dénommée « Parc Charles Martel », a été réalisée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (concessionnaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier).

Au regard de la réponse aux besoins des entreprises effectivement constatés, apportée par ce parc d'activités et afin de continuer à répondre à la demande d'implantation d'entreprises dans ce secteur géographique, des études ont été menées afin de prolonger cette urbanisation. Ainsi, la révision simplifiée du Plan d'Occupation des Sols de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone prévoyait, dès 2009, l'extension des parcs d'activités économiques existant (Larzat et parc Charles Martel) vers le Nord-Est. Dans le cadre de la procédure d'élaboration du dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté « Charles Martel Extension », les études qu'a fait mener la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont révélé un important intérêt écologique sur un vaste ensemble compris entre plusieurs infrastructures (RD 612, RD 185 et RD 185 E).

Ainsi, depuis 2012, en lien avec les services de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Languedoc Roussillon (DREAL LR), la Communauté d'Agglomération de Montpellier et ses prestataires (cabinet Antoine Garcia Diaz et Cabinet Barbanson Environnement) ont réalisé un important travail d'adaptation et de réduction du périmètre de ZAC (mesure d'évitement) afin de prendre en compte l'intérêt écologique du site. Au lieu des 13 hectares initialement envisagés, le nouveau périmètre est ainsi ramené à 10.6 ha dont une partie a déjà été anthropisée par des urbanisations antérieures (phénomène de mitage).

Par ailleurs, afin de limiter les impacts sur les habitats, la faune et la flore, des mesures de réduction d'impact préconisent le respect d'un calendrier d'intervention pour le démarrage des travaux, mais également, le déplacement des gîtes à reptiles de la zone impactée, le balisage durant le chantier ainsi que la création de haies en bordure sud du périmètre de ZAC.

Toutes ces mesures permettront de réduire considérablement les impacts sur le milieu. Néanmoins, des impacts résiduels persisteront sur plusieurs espèces protégées appartenant à trois groupes biologiques : les insectes (Proserpine et Magicienne Dentelée), les reptiles (Lézard Ocellé, Psammodrome d'Edwards et Psammodrome Algire pour les plus significatifs) et l'avi-faune (Pie-Grièche à tête rousse et Coucou Geai notamment).

Au regard des impacts résiduels du projet sur l'environnement et conformément à l'article L411-1 du code de l'Environnement un dossier de demande de dérogation doit être déposé auprès du Conseil National pour la Protection de la Nature (CNPN). Ce dossier, objet de la présente délibération, reprend en partie les éléments figurant dans l'étude d'impact de la ZAC Charles Martel Extension. A noter que, par son avis du 13 mai 2014, l'autorité environnementale a notamment relevé « la bonne qualité de l'étude d'impact, ainsi que la prise en compte satisfaisante par le projet des différents enjeux environnementaux ».

Outre les mesures d'évitement et de réduction d'impact, le dossier de demande de dérogation décrit les mesures compensatoires à mettre en œuvre. Des accords ont été trouvés avec des propriétaires fonciers afin de mettre en place des mesures compensatoires pendant une période de 30 ans sur 14 hectares situés à proximité immédiate du

projet de ZAC. Ces mesures compensatoires consisteront au maintien d'un milieu favorable aux espèces citées ci-avant. Ainsi, par des actions de débroussaillage (de préférence par PASTORalisme), les milieux ouverts seront conservés. Le suivi écologique réalisé pendant cette période de 30 ans permettra d'observer les évolutions environnementales et d'ajuster, au besoin, les plans d'actions. Ils pourront se faire en cohérence avec les autres actions appliquées localement par d'autres maîtres d'ouvrage.

La mise en œuvre des mesures décrites ci-avant a été estimée par le Cabinet Barbanson Environnement à un montant compris entre 260 000 et 280 000 € H.T. soit un coût moyen annuel inférieur à 10 000 € H.T. Leur mise en œuvre permettra de maintenir les populations d'espèces protégées dans un bon état de conservation malgré la création de la ZAC Charles Martel Extension. Elles apporteront même une réelle plus-value pour les populations locales de ces espèces.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de demande de dérogation lié à la réalisation de la ZAC Charles Martel Extension à Ville-neuve-lès-Maguelone,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Madame MARION

Au niveau du développement économique, l'économie n'était pas une mode, mais une réalité, je suis ravie de commencer par cette affaire. Pour rebondir sur ce que je présenterai par la suite sur les concessions d'aménagement des parcs d'activités, il est important de savoir ce que fait l'agglomération. Le schéma de cohérence territoriale de la communauté d'agglomération de Montpellier, approuvé en 2006, a effectivement créé un périmètre d'extension urbaine au niveau de ZAC Charles Martel. Au regard du succès du parc d'activités et afin de répondre à la demande d'implantation d'entreprises dans ce secteur géographique, des études ont été menées afin de prolonger cette urbanisation. Nous nous sommes rendu compte, en 2012, que la Direction régionale de l'environnement et de l'aménagement du Languedoc-Roussillon a réalisé un important travail d'adaptation et de réduction afin de prendre en compte l'intérêt écologique de cet endroit. Au lieu des 13 hectares initialement envisagés, un nouveau périmètre de 10,6 hectares a été créé.

Par ailleurs, afin de limiter les impacts sur les habitats, la faune et la flore, des mesures de réduction d'impact ont été préconisées flore en autre inscrite à l'annexe 2 de la convention de Berne, donc quelque chose qu'il fallait protéger. Vous voyez donc que le travail de l'agglomération quand il s'agit d'accroître une zone tient évidemment compte des effets écologiques. Sachant que nous avons en ce lieu des plantes et des insectes uniques qui sont protégés.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Madame Marion. C'est l'occasion pour moi de vous remercier pour tout le travail que vous menez à la tête du secteur économique de l'agglomération de Montpellier. Qui demande la parole ? Monsieur Segura.

Monsieur SEGURA

Monsieur le Président, mes chers collègues. Je voulais remercier à mon tour Chantal Marion qui m'a fait part de ce projet et de l'attention qu'elle y porte. C'est un projet qui dure maintenant, mais il porte aujourd'hui ses fruits. Merci, Chantal d'avoir fait tout ce travail et d'avoir pris en considération la faune et la flore qui entourait ce projet. Merci encore.

Monsieur le Président

Moi je dis merci aux deux, au maire parce qu'il est élu par la population et à Chantal Marion parce qu'elle est aussi élue par la population et qu'elle mène sa thématique avec précaution, avec soin et précision.

Je mets aux voix l'affaire 16.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°17 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET LES COMMUNES MEMBRES POUR L'ACQUISITION DE LOGICIELS - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Par délibération n°12249 du 19 mai 2014, le Conseil d'Agglomération a acté la constitution d'un groupement de commandes entre la Communauté d'Agglomération et 8 de ses Communes membres en vue du lancement d'une consultation pour l'acquisition d'un logiciel de gestion des temps scolaires et périscolaires.

Considérant que la modification du groupement n'est pas autorisé en cours d'exécution du marché, sauf défaillance d'un des membres, et qu'il est donc préférable d'associer, dès la constitution du groupement, l'ensemble des Communes susceptibles de participer à son exécution, il est proposé de modifier la liste des membres du groupement comme

suit :

- Communauté d'Agglomération de Montpellier
- Commune de Castelnau le Lez
- Commune de Clapiers
- Commune de Pérois
- Commune de Lavérune
- Commune de Grabels
- Commune du Crès
- Commune de Villeneuve-lès-Maguelone
- Commune de Saint Georges d'Orques
- Commune de Juvignac
- Commune de Pignan
- Commune de Prades le Lez
- Commune de Saint-Brès
- Commune de Sussargues
- Commune de Vendargues
- Commune de Fabrègues
- Commune de Baillargues
- Commune de Cournonterral
- Commune de Murviel lès Montpellier

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 à la convention constitutive du groupement de commandes portant le nombre des communes membres à 18 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant à la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Chantal Marion ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°18 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – MONTPELLIER IN GAME 2014 - PARTENARIAT AVEC L'INSTITUT DE L'AUDIOVISUEL ET DES TÉLÉCOM EN EUROPE (IDATE) POUR LE MIG 2014 - CONVENTION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a engagé en 2009 une politique forte de soutien aux entreprises de la création numérique et du jeu vidéo. Ce soutien s'est traduit par la constitution d'une association dont l'objet est de structurer cette filière, Pix'LR. Cette association regroupe aujourd'hui plus de 30 entreprises de l'Agglomération de Montpellier et de la Région Languedoc-Roussillon, dont plusieurs sont accompagnées par les structures du développement économique de l'Agglomération.

Plus largement, l'Agglomération de Montpellier accueille sur son territoire une soixantaine d'acteurs du secteur du Jeu Vidéo et de la création numérique :

- Studios et éditeurs : Ubisoft, l'un des leaders mondiaux du secteur (plus d'un milliard d'Euros de chiffre d'affaires), Feerik, Actiplay, Swing Swing Submarine, etc.
- Start up accompagnées par le BIC de Montpellier Agglomération dans les domaines du jeu vidéo ou de l'imagerie 3D : Virdys, Isotropix, Alt Shift, Imagygame,
- Acteurs de la création numérique et de la création 3D : 3DVF, Dwarf Labs, Pixtim, Immersia Productions, 3D studio, etc.
- Ecoles formant des informaticiens ou des créateurs numériques : Polytech, Supinfo, ESMA, Art'FX, Studio M, ACFA Multimedia, Objectif 3D,
- Formations de licences et masters en génie logiciel, développement web et jeu vidéo dispensées par l'Université de Montpellier 3,
- Recherche en jeux vidéo au sein du Laboratoire d'Informatique de Robotique et de Microélectronique de Montpellier (LIRMM).

L'industrie du Jeu vidéo est en train de connaître de profondes mutations. Au-delà du marché structuré par des grands groupes, d'autres segments de marchés liés aux jeux vidéo sur internet, « dans le cloud » ou sur mobile, ainsi qu'aux jeux vidéo, advergames ou Serious Games développés pour le compte de grandes entreprises de tous secteurs, connaissent une croissance rapide. Les acteurs locaux sont prêts à ces mutations et sont positionnés sur ces segments récents, avec des approches souvent originales et innovantes. Par ailleurs, le nombre élevé de formations

locales va permettre de positionner le territoire comme l'un des leaders au niveau national.

Pour aider au développement des entreprises locales, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a lancé en juin 2010 le salon Montpellier In Game (MIG), qui a très rapidement connu le succès, avec 13 000 visiteurs sur 2 jours pour sa première édition, puis 34 000 et 47 000 visiteurs pour les éditions 2011 et 2012. En 2013, le MIG s'est concentré sur son volet professionnel et académique, avec :

- une conférence internationale du secteur du jeu vidéo, le Game Summit, organisé par l'Idate dans le cadre du Digiworld Summit-conférence internationale sur les Technologies de l'Information et de la Communication. Cette conférence est intégrée au programme du MIG,
- une soirée business permettant aux professionnels de se rencontrer,
- des présentations (pitches) et rencontres d'affaires entre des acteurs de la création numérique et leurs clients et partenaires potentiels,
- des pitches et rencontres entre des studios de jeux vidéo et des investisseurs,
- des masterclasses pour les étudiants,
- un concours pour les étudiants, au cours duquel des projets étudiants sont analysés en détail par des professionnels du secteur,
- l'accueil au sein du MIG d'un colloque scientifique organisé par l'Université de Montpellier 3.

Cette édition du MIG a permis aux professionnels d'établir des contacts fructueux et aux étudiants de bénéficier du retour d'expérience de grands noms du secteur du jeu vidéo. Ces apports, la satisfaction générale et la participation de 200 professionnels et 300 étudiants ont fait de cette édition un succès pour la filière locale du jeu vidéo et de la création numérique.

Compte tenu de ce succès, le MIG 2014 pour les professionnels et le monde académique se déroulera selon un programme enrichi par rapport à celui de 2013, les jeudi 20 et vendredi 21 novembre 2014, au cours de la même semaine que le Digiworld Summit pour créer des synergies entre les deux événements.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'appuiera sur des prestataires pour l'aider dans l'organisation du MIG.

Le budget prévisionnel du MIG professionnel s'élève à 140 000 euros. Dans ce budget prévisionnel, une subvention de 50 000 euros est prévue pour l'Idate, en soutien de l'organisation du séminaire Game Summit du Digiworld Summit. La Communauté d'Agglomération de Montpellier a soutenu ce séminaire depuis sa création il y a 12 ans. Cette subvention permet à l'Idate d'organiser une conférence d'envergure et d'inviter des personnalités prestigieuses du monde du jeu vidéo, venues d'Europe, Amérique et Asie. Une partie de ces intervenants restera et participera également aux événements constituant le MIG.

Cette proximité du MIG et du Digiworld Summit permet également une visibilité accrue de ces événements et valorise une partie de l'écosystème montpellierain du numérique, renforçant ainsi la candidature locale au label des métropoles French Tech.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à l'Idate d'une subvention de 50 000 euros pour le soutien à l'organisation du séminaire Jeux Vidéo du Digiworld Summit, qu'elle organise, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution de subvention,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2014, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Madame MARION

Juste quelques chiffres. Cette manifestation, en 2013 rassemblait 13 000 personnes, en 2011 il y avait 34 000 personnes et 47 000 en 2012. Ce qui est important ici est de cumuler ces deux événements ensemble, parce qu'à ces dates-là, le jeudi 20 et le vendredi 21, nous aurons le résultat de la French Tech, nous pourrions donc peut-être fêter un grand événement.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 18. A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°19 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ASSOCIATION NOVAE LR - ATTRIBUTION DE SUBVENTION ET HÉBERGEMENT DE LA MAISON DU NUMÉRIQUE À CAP OMÉGA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier soutient depuis de nombreuses années le développement économique de plusieurs filières d'excellence. Le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), représentant 1 100 entreprises sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, est l'un de ces secteurs clés. La pépinière Cap Omega du Business and Innovation Center est spécialisée dans le domaine des

TIC. Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises issues du secteur TIC et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation.

Compte tenu de la croissance soutenue de ce secteur au niveau national et international, il représente un enjeu important de croissance pour le territoire.

Des acteurs de poids sont présents sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier –IBM, Dell, Intel, Ubisoft, Sedit Marianne (Berger Levrault), Septeo, etc. De nombreuses startups ou entreprises en forte croissance sont le signe de la vitalité de l'écosystème du numérique : Awox, Aquafadas, Bime, Teads, Medtech en sont quelques exemples significatifs.

Cet écosystème se mobilise depuis le début de l'année 2014 pour porter un dossier de candidature à la labellisation des métropoles French Tech, aux côtés de l'Agglomération de Montpellier qui coordonne cette candidature. Cette mobilisation, la réussite des startups et des « tech champions », l'implication des grands groupes prouvent que l'écosystème est efficace.

Les groupements professionnels en sont des maillons essentiels: ils favorisent les rencontres entre acteurs économiques et accompagnent les entreprises dans leur développement, par des actions collaboratives.

Novae LR est l'un de ces groupements professionnels, une association qui a pour vocation de favoriser le développement des TIC en Languedoc Roussillon. Novae LR a lancé un programme ambitieux de développement des TIC selon plusieurs axes : promotion de la filière TIC, animation du réseau des entreprises TIC, présentation des offres des entreprises TIC à destination d'autres secteurs, accompagnement à des salons, aide au recrutement, formations et informations à destination des membres. Novae LR regroupe, début 2014, près de 150 membres représentant 2500 salariés et acteurs du secteur des TIC.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et Novae LR ont initié des actions en commun en 2010 puis ont signé des conventions de partenariat annuelles depuis 2011.

En 2014, le partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Novae LR a en particulier abouti à la création de la « Maison du Numérique by Novae LR », hébergée au sein de la pépinière Cap Omega. Lieu phare d'animation du secteur du numérique, favorisant les échanges et croisement entre acteurs économiques, favorisant l'accès à la connaissance et la maîtrise des outils et usages TIC, ce lieu permet aux acteurs privés, au grand public et aux universitaires et chercheurs de développer des projets, expérimenter et diffuser l'innovation. Avec plus de 80 événements par an (environ 2 par semaine) et 2500 participants cumulés, ce lieu est rapidement devenu un lieu incontournable des acteurs du secteur. Installé près de l'accueil de la pépinière Cap Omega, il bénéficie en particulier aux startups accompagnées par le BIC.

Lieu de bouillonnement de l'écosystème du numérique montpellierain, la Maison du Numérique constitue un élément important de la candidature Montpellieraine à la French Tech. La Maison du Numérique préfigure également un espace d'animation qui sera intégré et développé au sein du futur bâtiment totem du numérique, porté par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et qui doit voir le jour en 2018.

En 2014, la contribution globale de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'association Novae LR s'élève à 48 550 €. Cette contribution se décompose en une subvention de 35 000 euros à l'association et l'hébergement de la Maison du Numérique et des bureaux de l'Association dans les locaux de Cap Omega, valorisé à 13 550 € HT, sur un budget global de 172 289 euros de la Maison du Numérique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'hébergement de la Maison du Numérique au sein de la pépinière Cap Omega, sous réserve de la signature d'une convention d'occupation du domaine public,
- dire que la subvention de 35 000 euros affectée au chapitre 929 par délibération n°12027 du 19 décembre 2013 à la Maison du Numérique sera versée à l'association Novae LR,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°20 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ECOCITÉ/CITÉ INTELLIGENTE - PROGRAMME DÉDIÉ AUX ENTREPRISES INNOVANTES - RÈGLEMENT DE L'APPEL À IDÉES – APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Le projet Cité intelligente fait l'objet, dans sa phase de développement, d'expérimentations, de tests de solutions techniques urbaines en grande nature, d'un contrat de Recherche et Développement (R&D), autorisé par la délibération n°11298 du Conseil Communautaire du 20 décembre 2012, complété par 3 Projets de Recherche et Développement autorisés par délibération n°11 614, n° 11615 et n° 11616 du Conseil Communautaire du 25 juin 2013 et par la réalisation de deux thèses l'une à l'université Montpellier 1, l'autre à l'université Montpellier 2 autorisées par dé-

libération n° 11922 et n° 11923 du conseil du 29 octobre 2013.

Ce contrat de Recherche et Développement permet aux partenaires, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, IBM France, les Universités Montpellier 1 et Montpellier 2, l'IDATE ainsi que les entreprises Egis eau, Esecos Systems, Predict Services, M2OCITY, Veolia Eau, Citiway, et Mecatran de développer de nouveaux savoirs et techniques et de susciter l'intérêt des acteurs du territoire et de favoriser les collaborations autour de solutions urbaines intégrées.

En effet, les enjeux et les objectifs de l'EcoCité montpelliéraine résultent de la nécessité d'adapter la gestion urbaine aux évolutions sociétales, économiques et environnementales. Dans cette perspective, la Communauté d'agglomération de Montpellier utilise le territoire de l'EcoCité comme un véritable laboratoire urbain (living lab) pour revisiter l'ensemble des champs de la gestion urbaine dans des domaines aussi essentiels que sont la maîtrise de l'eau et la biodiversité, les mobilités, les ressources et les performances énergétiques, les nouvelles formes de distribution commerciales et les relations intergénérationnelles.

Dans ce contexte, le projet Cité intelligente consiste à développer une plateforme numérique à vocation collaborative, à faire converger des données de domaines divers et souvent cloisonnés, pour favoriser la mutualisation de leur exploitation, à restituer ensuite les données traitées aux exploitants, aux entreprises ainsi qu'aux usagers, et de promouvoir in fine l'innovation ouverte en favorisant le développement des PME et des start up du territoire qui développent de nouvelles applications et explorent de nouveaux modèles économiques.

Afin de favoriser le développement de l'économie locale, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite organiser un appel à idées, ouvert aux start up et PME innovantes, qui permettra aux entreprises, en accédant aux données collectées à l'occasion du programme de recherche et développement EcoCité, de proposer des applications innovantes. L'Appel à idées vise à la détection de services urbains à valeur ajoutée avec des composantes à expérimenter, un concept à éprouver, ou un(des) modèle(s) économique(s) à valider, ou des technologies à tester et ayant un impact sur les usages et comportements à évaluer.

Il associe les membres du consortium de la Cité intelligente, entreprises, universités et collectivité territoriale en mettant des jeux de données à disposition d'un écosystème d'acteurs innovants, afin de répondre à une problématique, comme par exemple, l'apport de solutions techniques innovantes ou de nouveaux cas d'usages et services. L'Appel à idées proposé permettra aux entreprises innovantes disposant de savoir-faire et de compétences technologiques d'amener leur créativité dans le cadre du projet partenarial Cité intelligente.

Les projets développés feront ensuite l'objet d'une sollicitation auprès des services de l'Etat et de la Banque Publique d'Investissement BPI France pour l'obtention d'un financement FSN (Fond national pour la Société Numérique), sous réserve d'acceptation de la réponse à l'Appel à Manifestation d'Intérêt « Challenges Big Data » déposée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès du Fonds national pour la Société Numérique (FSN) le 28 mai 2014.

Dans ce cadre, l'Appel à idée constituera un vivier de projets potentiellement éligibles au « Challenges Big Data » qui leur permettra ainsi de poursuivre le développement et la mise en œuvre de leur projet.

L'Appel à idées est organisé sous le pilotage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. En ce sens elle s'appuiera d'une part sur le Business and Innovation Center (BIC) dont la vocation est de faciliter l'émergence et la croissance d'entreprises génératrices de forte valeur ajoutée sur le territoire et d'autre part sur la Direction des Ressources Informatiques qui surveillera le bon fonctionnement de la plateforme d'innovation.

En outre, la collectivité mène une réflexion sur les données, qui sont l'élément central de la Cité intelligente. Il sera donc mis à disposition un ensemble de jeux de données portant sur :

- Les transports et la mobilité,
- La consommation en eau des ménages,
- Les conditions climatiques du territoire.

Ces données seront accessibles au travers d'un réseau privé virtuel, sous la forme de Web Services détaillés. Un contrôle d'accès est effectué au niveau de l'adresse IP de l'entreprise. Ainsi, seront précisées la nature des données, tant au regard des dispositions légales et réglementaires qu'au regard des stipulations contractuelles. Des licences encadrant la réutilisation des données seront annexées au présent règlement de l'Appel à idées.

Les dotations officielles de l'Appel à idées seront attribuées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au Lauréat de chacune des 3 catégories qui se partageront le budget de 50 K€, à savoir :

- 1er prix de 30K€ : alloué à une entreprise qui propose une offre de service innovante suffisamment mure pour une mise en œuvre R&D dans les 6 à 9 mois suivant la remise du prix.
- 2ème prix 15 K€ : alloué à une entreprise disposant d'une technologie à expérimenter sous forme de « Proof Of Concept » (POC) dans le contexte R&D de la Cité Intelligente.
- 3ème prix 5 K€ : alloué à une entreprise qui propose un concept innovant qui sera retenu pour valorisation.

Son objectif est de pré-qualifier une dizaine de projets susceptibles de participer au « Challenge Big Data » dans un second temps et de primer les 3 meilleurs.

La sélection des projets, s'opèrera au travers d'un jury composé des membres du Comité de Pilotage Cité Intelligente (la Communauté d'Agglomération de Montpellier, IBM, Universités, IDATE, Université de Montpellier 1, Université de Montpellier 2), et, sous réserve d'une réponse favorable à l'Appel à Manifestation d'intérêt « Challenges Big Data », de BPI France, de la Caisse des Dépôts et Consignation, et des services de l'Etat.

Le calendrier prévisionnel de l'Appel à idées est articulé autour de 3 jalons clés :

- septembre 2014 : ouverture de l'appel à idées ;
- mi-décembre 2014 : date limite de réponse;
- début janvier 2015 : sélection des projets.

Un règlement, joint en annexe et diffusé sur le site internet de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, fixe les modalités de cet Appel à idées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'organisation d'un Appel à idées Cité intelligente pour faciliter la création de services urbains innovants dans un contexte R&D,
- adopter le règlement de l'Appel à idées,
- approuver le versement de prix aux 3 lauréats de l'Appel à idées dans la limite de 50 000 €,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Madame MARION

Tout d'abord, afin de valoriser le développement de l'économie locale, la communauté d'agglomération de Montpellier souhaite organiser ce qu'on appelle un appel à idées ouvert aux start-up et aux entreprises innovantes. Ceci va enrichir l'idée de la cité intelligente que je vous ai présentée la dernière fois, au dernier conseil d'agglomération. Cet appel à idées permettra aux entreprises, en accédant aux données qui ont été collectées à l'occasion du programme de recherche et développement dont je vous ai parlé l'autre fois, de proposer des applications innovantes.

L'appel à idée vise à la détection des services urbains à valeur ajoutée avec des composantes à expérimenter. Le prix estimé à 50 000 euros sera attribué aux trois premiers lauréats de l'appel à idées. Le premier prix sera de 30 000 euros, le deuxième prix de 15 000 euros et le troisième prix de 5 000 euros.

Monsieur le Président

Merci Madame Marion. Souhaitez-vous d'autres explications après cet exposé très précis ? Madame Jamet.

Madame JAMET

Juste une remarque. C'est insupportable la rédaction des rapports, et même maintenant dans les discours, on parle de kilos. Mettez les zéros et parlez de millions, il s'agit d'argent. Je vous parle de monnaie réelle.

Monsieur PETIT

Nous avons vu, à l'affaire 18, que l'on arrivait à coupler deux salons entre eux, le salon Digital world et le MIG. Ne pourrions-nous pas le coupler l'appel à projets « open data » avec un salon que j'appelle le COB, le Connected object, qui permettrait aussi de dynamiser un peu le système ?

Monsieur le Président

La proposition que vous faites doit être étudiée par Madame Marion en commission.

Madame MARION

Comme vous faites partie de ma commission, Monsieur Petit, que vous venez régulièrement et que vous posez beaucoup de questions, vous auriez pu me le formuler lors de la commission. C'est avec plaisir que je le prendrai en note.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Je mets aux voix l'affaire 20.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°21 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ - ECOCITÉ/CITÉ INTELLIGENTE - PROGRAMME DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (PRD5') PORTANT SUR LE RISQUE INONDATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Le projet Cité intelligente fait l'objet, dans sa phase de développement, d'expérimentations, de tests de solutions techniques urbaines en grande nature, d'un contrat de Recherche et Développement (R&D), autorisé par la délibération n°11298 du Conseil Communautaire du 20 décembre 2012, complété par trois projets de Recherche et Développement (PRD) autorisés par délibération n°11 614, n° 11615 et n° 11616 du Conseil Communautaire du 25 juin 2013 et par la réalisation de deux thèses l'une à l'université Montpellier 1, l'autre à l'université Montpellier 2 autorisées par délibération n° 11922 et n° 11923 du conseil du 29 octobre 2013.

Ce contrat de Recherche et Développement permet aux partenaires, la Communauté d'Agglomération de Montpel-

lier, IBM France, les Universités Montpellier 1 et Montpellier 2, l'IDATE ainsi que les entreprises Egis eau, Esec Systems, Predict Services, M2OCITY, Veolia Eau, Citiway, et Mecatran de développer de nouveaux savoirs et techniques, de susciter l'intérêt des acteurs du territoire et de favoriser les collaborations autour de solutions urbaines intégrées.

En effet, les enjeux et les objectifs de l'EcoCité montpelliéraine résultent de la nécessité d'adapter la gestion urbaine aux évolutions sociétales, économiques et environnementales. Dans cette perspective, la Communauté d'agglomération de Montpellier utilise le territoire de l'EcoCité comme un véritable laboratoire urbain (living lab) pour revisiter l'ensemble des champs de la gestion urbaine dans des domaines aussi essentiels que sont la maîtrise de l'eau et la biodiversité, les mobilités, les ressources et les performances énergétiques, les nouvelles formes de distribution commerciales et les relations intergénérationnelles.

Dans ce contexte, le projet Cité intelligente consiste à développer une plateforme numérique à vocation collaborative, à faire converger des données de domaines divers et souvent cloisonnés, pour favoriser la mutualisation de leur exploitation, à restituer ensuite les données traitées aux exploitants, aux entreprises ainsi qu'aux usagers, et de promouvoir in fine l'innovation ouverte en favorisant le développement des PME et des start-up du territoire qui développent de nouvelles applications et explorent de nouveaux modèles économiques.

Il répond aux enjeux stratégiques de la Communauté d'Agglomération :

- Pour le citoyen, au cœur de la démarche, en offrant des solutions centrées sur l'amélioration des services urbains dans ces domaines :

- l'eau et la gestion des risques,
- la mobilité et la gestion dynamique des transports,
- l'énergie,
- les services aux citoyens...

- Pour l'économie locale en fixant des entreprises sur le territoire par des collaborations industrielles sur de nouvelles activités créatrices de valeur ajoutée et d'emplois et favorisant le développement de start-up ;

- Pour l'attractivité du territoire en améliorant les modes de vie tout en respectant mieux l'environnement dans le cadre d'un aménagement et d'une gestion durables du territoire ;

- Pour le positionnement international de Montpellier Agglomération en faisant de notre territoire une métropole de référence en matière d'innovations urbaines, de « smart cities »...

- Pour être partie prenante des changements profonds qui structurent le champ urbain en matière de numérique, en particulier avec les opérateurs privés (la maîtrise des exploitants de services urbains, propriété et gestion des données, etc.) ;

Le Projet de Recherche et Développement collaboratif intitulé «PRD5' GERIMU», réunissant Cereg Ingénierie, Predict Services et l'Université Montpellier 2 - laboratoire HydroSciences - et la Communauté d'Agglomération de Montpellier constitue un contrat d'application de R&D complémentaire au contrat de consortium et au Contrat d'application du PRD5 « Ville en alerte ».

Ce PRD5' qui se caractérise notamment par des apports de logiciels, de données, des développements de logiciels spécifiques, des services d'enrichissement de données et d'intégration, vise à développer un outil de calcul hydraulique adapté au milieu urbain permettant notamment la gestion de crise prévisionnelle en cas d'inondation.

Il développera un modèle hydraulique complexe du ruissellement urbain afin de caractériser précisément ce risque d'inondation peu connu à l'heure actuelle. Il s'agira de mettre en application « grandeur nature » les attendus de ce projet par la modélisation du secteur de la Pompignane et de la Route de la Mer concerné par le ruissellement urbain et de développer des outils pour l'exploitation des résultats des modélisations hydrauliques. Il intégrera aussi un module de calcul des dommages.

Un contrat d'application de R&D précise notamment la contribution des différents partenaires au PRD de la manière suivante :

- CEREG Ingénierie, de par ses connaissances et son long retour d'expérience acquise en matière d'hydrologie urbaine, est l'initiateur de ce projet collaboratif R&D.

- PREDICT Services a une expérience en exploitation de systèmes d'alertes et des savoirs spécifiques en matière de veille météorologique et hydrologique, d'analyse de la vulnérabilité en temps réel, d'alerte et de conseil aux communes.

- L'Université Montpellier 2, par le biais de l'UMR Hydro sciences, apporte le code de calcul « SW2D » et son expertise en hydraulique numérique.

- La Communauté d'Agglomération de Montpellier assure le pilotage du projet et la coordination des missions des partenaires. A cette fin, des réunions régulières du Comité technique seront tenues permettant d'organiser la collaboration et la concertation de l'ensemble des partenaires et de suivre l'avancement du PRD5'.

Le Centre d'Excellence sur l'Eau (CoE Water Management) d'IBM Montpellier s'est ici positionné en tant que sous-traitant potentiel, compte tenu des compétences qui sont présentes sur le site en matière de calcul intensif, de gestion de données relatives à la Cité intelligente et de mise en place de systèmes de gestion multirisques à travers des projets dans le monde.

Ces acteurs de spécialités ont décidé d'adhérer au PRD5', afin d'exécuter ensemble un programme de R&D spécifique, combinant recherche industrielle et développement expérimental sur le territoire géographique de l'EcoCité pour une durée totale de 24 mois.

Le montant total du PRD5' s'élève à 565 000 euros H.T. La participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'élève à 50 000 euros H.T., sur des fonds EcoCité - Ville de Demain.

Les partenaires, signataires du projet s'engagent à apporter leur contribution financière, leur expertise et les résultats de leurs outils métier tels que fixés dans les annexes techniques et financières du Contrat d'Application, et à supporter leurs propres coûts relatifs à l'exécution du projet.

Certains partenaires bénéficient individuellement d'aides complémentaires de l'Etat et/ou des collectivités territoriales et/ou BpiFrance Languedoc Roussillon et/ou la Région LR et/ou l'Agence de l'Eau RMC et/ou l'Europe, ayant accepté d'apporter un co-financement au Projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Contrat d'application du Projet de Recherche et Développement (PRD5' GERIMU) avec Cereg Ingénierie, Predict Services et l'Université Montpellier 2 - laboratoire HydroSciences,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le contrat d'application et ses annexes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président :

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°22 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ASSOCIATION DES VILLES ET COLLECTIVITÉS POUR LES COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES ET L'AUDIOVISUEL (AVICCA) - ADHÉSION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

L'expansion des nouvelles technologies de l'information et de la communication, en particulier de l'internet Très Haut Débit, constitue un des enjeux majeurs de ce début de siècle. Il conditionne l'aménagement et l'attractivité d'un territoire.

Les collectivités territoriales et leurs groupements jouent un rôle important dans le déploiement des réseaux numériques Très Haut Débit. D'une part, leur connaissance du terrain permet de mobiliser les infrastructures de génie civil dont elles disposent. D'autre part, elles exercent la compétence d'aménagement numérique de leurs territoires.

La prise de compétence « Très Haut Débit » le 1^{er} juin 2010 par arrêté préfectoral a marqué une étape importante pour le développement économique et territorial de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En ce sens, afin de bénéficier d'échanges d'expériences avec les autres collectivités mobilisées sur ces enjeux et avoir accès aux études et notes d'information pouvant alimenter la réflexion actuellement menée, il est proposé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier prolonge son adhésion à l'Association des Villes et Collectivités pour les Communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA) pour l'année 2014. Le montant de la cotisation s'élève à 2 900.00 € H.T. (TVA à 0%). A ce titre, la collectivité pourra à nouveau participer aux groupes de réflexion nationaux engagés par l'association ainsi qu'aux colloques et assemblées générales de l'AVICCA, journées d'échanges privilégiés entre acteurs de l'aménagement numérique des territoires. Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier pourra également interroger l'association, qui, en relation avec les différents acteurs économiques et les pouvoirs publics, représente et défend l'intérêt des collectivités, et, à travers elles, l'intérêt public local.

L'association AVICCA est un interlocuteur reconnu dans l'ensemble de la profession et par les pouvoirs publics (régulateurs, gouvernement, Parlement, etc.).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Association des Villes et Collectivités pour les Communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA),
- dire que les crédits correspondant à cette affaire sont prévus au budget communautaire 2014, chapitre 920,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président :

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°23 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – CONVENTION 2014 DE PARTENARIAT AVEC INVEST SUD DE FRANCE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit depuis plusieurs années une politique de développement

économique destinée à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire et à l'enrichir par des actions de prospection au niveau national et international.

Pour l'accompagner dans ses missions, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'appuie, entre autres, sur l'expertise d'Invest Sud de France, agence régionale de développement économique du Languedoc-Roussillon, pour identifier et attirer de nouvelles entreprises sur l'agglomération de Montpellier et renforcer l'attractivité et la lisibilité du territoire au-delà de ses frontières.

Invest Sud de France est une association régie par la loi de 1901. Créée en 1986, elle mène, en collaboration avec les acteurs publics et privés sur le territoire régional, des missions de promotion, prospection, accompagnement d'implantation et développement d'activités industrielles ou tertiaires. Elle est également le correspondant de l'AFII (Agence Française pour les Investissements Internationaux) et l'interface de la DATAR pour le territoire régional. L'AFII est un établissement public créé en 2001 et placé sous la double tutelle des ministres chargés de l'Economie et de l'Aménagement du territoire. Elle a pour rôle d'accompagner les investisseurs étrangers en France.

Invest Sud de France est régie par un conseil d'administration composé de membres de droit (Conseil régional du LR, Communauté d'Agglomération de Montpellier, Caisse d'Epargne LR, CCIR LR, Ceser, Chambre régionale d'agriculture, Chambre régionale des métiers et de l'artisanat, Comité régional des banques, Medef LR, Soridec, Université Montpellier 2) et d'un collège d'entreprises et adhérents (Bio UV, Cameron, Carayon, Délégation régionale EDF, Farmex, France Telecom, IBM, Kawneer, Labover Groupe Meridis, Medtech, NTN-SNR, RecFrance, Schneider Electric, Sigma Méditerranée, Urbasolar).

Après plusieurs années de coopération, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Invest Sud de France ont formalisé leur partenariat en 2013 sous forme de convention annuelle visant à promouvoir les atouts économiques du territoire et favoriser l'implantation d'entreprises exogènes. Une nouvelle convention est proposée pour 2014. Ses objectifs sont les suivants :

- renforcer la prospection nationale et internationale et la qualité de l'accueil des prospects et des délégations afin d'améliorer le rayonnement et les résultats d'implantation dans les domaines d'excellence de Montpellier Agglomération,
- identifier les projets stratégiques mobiles au niveau international afin de les attirer sur le territoire de l'agglomération de Montpellier, hors prospection endogène déjà couverte par les services de l'agglomération.

Pour formaliser le partenariat avec Invest Sud de France, une convention est signée tous les ans sur la base de ces objectifs et d'un programme d'actions précis élaboré chaque année par le comité de pilotage en charge du suivi et de l'évaluation des résultats.

Au titre de la convention 2014, une participation annuelle de 40 000 € sera versée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à Invest Sud de France.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter la convention de partenariat avec Invest Sud de France pour l'année 2014 et approuver l'affectation d'une subvention annuelle d'un montant de 40 000 €,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'exercice 2014, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions annuelles ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président :

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°24 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – PLATEFORME DE PROMOTION DES VINS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER À CHENGDU - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'ASSOCIATION EUPIC POUR 2014 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine (Shanghai, Chengdu), en Russie (Province de Kalouga) aux Etats-Unis (New Jersey) et au Canada (Québec) et est en outre active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

Les relations entre le territoire montpelliérain et la Chine s'inscrivent dans une histoire riche et fructueuse, avec par exemple la venue à l'université de Montpellier des futurs intellectuels et politiques de la Chine moderne dans le cadre du programme « travail-étude » au début du XX^{ème} siècle (1908-1927) et plus récemment avec le jumelage entre Montpellier et Chengdu en juin 1981.

Dans la continuité de ces relations privilégiées, la Communauté d'Agglomération de Montpellier poursuit depuis 2004 une stratégie de développement principalement dans le cadre de l'économie avec la Ville de Shanghai et le District du Yangpu, et a développé un volet très prometteur depuis 2010 avec la capitale du Sichuan, Chengdu et

douze Provinces centrales chinoises.

Depuis les vingt-cinq dernières années, la Chine a favorisé sa croissance économique par une stratégie de développement externe basée sur l'investissement étranger générant d'importantes disparités entre les provinces de la bande côtière et les provinces internes chinoises. Le 12ème plan quinquennal (2011-2016) axe la stratégie de développement économique sur un modèle de croissance interne avec notamment les 800 millions de consommateurs des provinces centrales, en permettant aux entreprises chinoises de se développer à l'international. Pour les cinq prochaines années, l'Etat chinois va investir 950 milliards de dollars pour développer la santé, la formation et les axes de communication de ces provinces centrales. La Province du Sichuan et sa Capitale Chengdu sont les portes d'entrées aux marchés que représente cette nouvelle stratégie de développement économique.

Le partenaire principal de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à Chengdu est l'organisme European-Union Project Innovation Centre (EUPIC). EUPIC est initialement un programme bilatéral entre l'Europe et la Chine créé en 2006 afin de permettre et de favoriser le développement économique entre les Etats Membres partenaires et les Provinces centrales chinoises.

A ce jour EUPIC a évolué sous la forme d'une organisation non gouvernementale chinoise supportée par les Ministères de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie côté chinois, et par l'Union Européenne représentée par 14 Etats (Belgique, République Tchèque, Danemark, Finlande, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Hongrie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Angleterre et France).

La partie chinoise est représentée par 12 provinces (Yunnan, Xingjiang, Shanxi, Tibet, Qinghai, Sichuan, Mongolie Intérieure, Ningxia, Ganso, Guanxi, Chongqing et Guizhou). L'opérateur est la Province du Sichuan et plus particulièrement la ville de Chengdu.

Depuis septembre 2011 et la tenue du Congrès EUPIC sur l'innovation à Montpellier, les partenaires de Chengdu souhaitent s'engager aux côtés de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans un nouvel axe de développement économique dédiée à la filière vin. Dans les provinces centrales le vin étant majoritairement un cadeau de prestige, plus de 60 % des achats se font pour les institutions et 20 à 30 % pour les grandes occasions (mariages...). La partie chinoise propose donc à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de développer une nouvelle approche économique en associant un partenaire chinois étatique, gage de qualité et de sécurité pour l'acheteur, qui promouvra cette offre.

La démarche mise en place, en rupture avec l'offre actuelle, vise à diminuer les intermédiaires et à réduire ainsi les possibilités de contrefaçon.

En septembre 2012, lors de la mission organisée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à Chengdu, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a signé avec notre partenaire EUPIC, une lettre d'intention pour la mise en place d'une plateforme de promotion des vins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à Chengdu et dans les neuf Provinces centrales chinoises.

Cette signature a été faite sous le haut patronage du Gouverneur de la Province du Sichuan, du Maire de Chengdu, de l'Ambassadrice de l'Union Européenne en Chine et du Consul Général de France à Chengdu.

Lors des délibérations en date du 17 janvier 2013 numéro 11 698 et du 25 juillet 2013 numéro 11 800, le Conseil d'Agglomération a acté la signature de la convention de coopération fixant les règles et résultats escomptés ainsi que la participation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (pour l'exercice 2013) sous les conditions ci-après rappelées :

Prévisionnel des Ventes

Année	Conteneurs	Bouteilles	CA généré (K€)	Coût moyen
2013	10	130 000	195 à 325	De 1,5 € à 2,5 €
2014	20	260 000	390 à 650	De 1,5 € à 2,5 €
2015	40	520 000	780 à 1 300	De 1,5 € à 2,5 €

Le soutien financier à cette action de promotion se fait de façon dégressive sur 3 ans et est soumis à validation bimensuelle ou annuelle du Conseil d'Agglomération.

Financement de l'action

Année	Communauté d'Agglomération de Montpellier	EUPIC
2013 acté	245 000 €	212 000 €
2014 proposé	120 000 €	100 000 €
2015 projet	60 000 €	50 000 €

Les axes majeurs du programme mis en place en commun avec nos partenaires chinois sont :

- des actions médiatiques de niveau national et local,
- des opérations de dégustations ciblées,
- le relationnel avec les autorités chinoises,

- des participations à des salons dédiés,
- des espaces de promotion,
- une partie formation au vin et à ses aspects culturel et historique.

Un an après le lancement de l'opération, le bilan qualitatif et quantitatif suivant peut être établi, validant la stratégie de l'engagement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier :

D'un point de vue opérationnel il est possible de citer :

- la mise en place de la plateforme de promotion à Qingdao,
- plusieurs articles dans les médias nationaux chinois (China Daily, Global Time, la Chine au Présent) diffusés à 5,2 millions d'exemplaires,
- la participation aux plus grandes foires sur les vins et spiritueux de Chine (mars 2013 et 2014 Chengdu et Pékin avec plus de 370 contacts professionnels établis),
- la participation au Gala de bienfaisance pour les victimes du tremblement de terre d'avril 2013 avec la mise aux enchères de 3 crus issus de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devant les plus importants décideurs politiques de la Province du Sichuan,
- une dégustation proposée au Président de l'association nationale : China Wine Club,
- dégustations ciblées pour plusieurs importateurs chinois à : Beijing, Canton, Shenzhen, Qingdao.....

D'un point de vue quantitatif sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier l'action mise en place concerne :

- 21 producteurs sur 52 (dont 3 caves coopératives) qui participent activement au projet,
- 18 producteurs qui ont déjà vendu du vin en chine,
- 9 producteurs qui ont réalisé un chiffre d'affaire compris entre 10 K€ et 120 K€,

Bilan 2013

Année	Bouteilles	CA généré (K€)	Prix moyen (€)	Ratio investisse- ment/CA
2013	130 000	195 à 325	1,5 à 2,5	1/1
2013 réalisé	133 826	470	3,51	1/2
	+ 3 %	+ 141 % à + 45 %	+ 135 % à + 40 %	

L'année 2013 a été la phase de lancement de l'action, majoritairement dédiée au marketing et à la mise en valeur des vins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les objectifs fixés ont été dépassés. Il est proposé de poursuivre le projet et d'allouer à EUPIC une subvention de 120 K€ en 2014.

Début 2015, il est proposé de faire un bilan sur la base des résultats attendus pour 2014, avant de poursuivre éventuellement l'opération en 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention « plateforme de promotion des vins » avec l'association EUPIC,
- approuver l'attribution d'une subvention de 120 000 € à EUPIC, sous réserve de la signature de la convention correspondante,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget fonctionnement 2014, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président :

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre). Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°25 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – CONVENTION DE FINANCEMENT ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET L'ASSOCIATION DE PROMOTION DES FLUX TOURISTIQUES ET ÉCONOMIQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

La CCIM (Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier) était jusqu'en juin 2009 gestionnaire de la concession de l'aéroport de Montpellier et portait juridiquement et financièrement les contrats de marketing online signés avec les compagnies aériennes low cost. Les collectivités partenaires versaient une subvention à la CCIM afin de participer au financement de ces actions qui contribuent à l'attractivité touristique et économique de leur territoire.

Les actions menées dans le cadre du marketing online ont généré un trafic de 130 000 passagers et représentent 10 % du trafic de l'aéroport permettant ainsi de générer un chiffre d'affaires important pour l'ensemble des profession-

nels du tourisme. L'ensemble du trafic généré par l'aéroport a, selon une étude menée par le cabinet de conseil BIPE, été évalué à plus de 120 millions d'euros de dépenses visiteurs sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Depuis le 1^{er} juillet 2009, une Société Aéroportuaire (SA Aéroport Montpellier Méditerranée - SAMM) a été créée reprenant la concession de la plateforme. La SAMM est détenue à 60% par l'Etat, 25% par la CCIM et 15% par les collectivités (7% Département de l'Hérault, 6,5% Région Languedoc-Roussillon, 1% communauté de Communes du Pays de l'Or et 0,5% Communauté d'Agglomération de Montpellier).

Compte tenu de l'évolution de la gestion de l'aéroport de Montpellier, la CCIM a travaillé à l'élaboration des statuts d'une association de promotion des flux touristiques et économiques afin de poursuivre les actions développées avec les compagnies desservant l'aéroport de Montpellier.

Cette structure associative a été créée et déclarée en préfecture le 12 juillet 2010. Les collectivités partenaires de la CCIM ont donné leur accord de principe à l'association pour la reprise des contrats de marketing online portés précédemment par la CCIM. La Région Languedoc-Roussillon, le Département de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Communauté de Communes du Pays de l'Or, devenue Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, et des professionnels du tourisme adhèrent à cette association depuis sa création.

L'association a pour objet dans ses statuts : « la promotion et le développement du tourisme, y compris d'affaires, sur le territoire par des marchés de promotion, l'achat de publicités sur internet et de prestation marketing ou tout autre support publicitaire tel que la participation à des foires et salons, pour attirer une clientèle internationale ».

Les collectivités adhérentes à cette association soutiennent en cofinancement la promotion des flux touristiques et économiques générant le trafic aérien sur l'aéroport.

La contribution de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre de l'année 2014 s'élève à 550 000 € maximum pour le fonctionnement de l'association et le programme de promotion vers les destinations entérinées par la dernière Assemblée Générale.

Cette contribution sera payée au prorata du nombre de mois pendant lesquels sont menées ces actions et sur présentation des factures correspondantes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention avec l'Association de Promotion des Flux Touristiques et Économiques,
- approuver le versement d'une contribution de 550 000 euros maximum pour l'année 2014 à l'Association de Promotion des Flux Touristiques et Économiques dans le cadre des actions menées,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2014, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Je donne la parole à Monsieur Martin.

Monsieur MARTIN

J'en fais sourire quelques-uns parce que c'est le vieux serpent de mer. Pour ceux qui n'ont pas suivi cette affaire-là depuis 5 ou 6 ans comme j'ai eu le plaisir de le faire, ce qui se cache en réalité derrière cette association pour la promotion des flux touristiques, c'est le financement des lignes low cost. Et plus que les lignes low cost, le financement par des subventions des compagnies low cost. Je vais essayer de la faire courte, mais je vous promets que si vous continuez malheureusement cette affaire, je me contenterai de voter contre, comme les fois précédentes. Je voudrais donner un brin d'explication sur cette première édition du nouveau mandat.

Ce genre de subventions est extrêmement grave, tout simplement parce que le jeu que jouent ces compagnies low cost, d'ailleurs si on passe par ce type d'associations maintenant, c'est parce que l'Europe avait déterminé que ces subventions étaient données de façon très limitée par rapport à la loi. Nous avons donc créé ces associations pour que les subventions transitent par ces associations. En réalité, les compagnies low cost mettent en concurrence les territoires, c'est d'actualité, mais ça, c'est la version politiquement correcte. En réalité, ils procèdent à un chantage entre les différents territoires en disant « si vous ne voulez pas que je m'installe à Montpellier et donc si vous ne payez pas, j'irai m'installer à Béziers. Si à Béziers vous ne voulez pas payer, j'irai m'installer à Nîmes », etc., etc. Et finalement, nous répondons à ce genre de chantage et quand on voit les montants, 550 000 euros, c'était déjà le même montant l'année dernière, ce chantage se traduit au final par un racket, dont en plus nous ne connaissons pas exactement les retombées sur deux plans.

D'abord, on ne m'a encore jamais prouvé que ça amenait effectivement des flux touristiques qui ne viendraient pas dans la Région si les gens pouvaient utiliser d'autres moyens de transport. Parce que quand une ligne est mise en place, la DGAC met en concurrence plusieurs compagnies et elle attribue la ligne à une compagnie. Si ce n'est pas Ryanair ou Easyjet, ce sera une autre compagnie. Et les gens qui décident de venir à Montpellier vont regarder comment ils veulent y venir. Est-ce que j'y vais en avion ? Est-ce que j'y vais en train ? En voiture ? Donc, ça ne veut pas dire que si les compagnies low cost ne sont pas là, ces trajets ne se feront pas.

Il y a très peu d'études sur le sujet. Les seules études que l'on a pu voir, mais malheureusement elles ne portent pas sur Montpellier, qui ont été faites par des scientifiques du CNRS – ce ne sont donc pas simplement des gauchistes anti-capitalistes qui s'énervent après Ryanair ou Easyjet – c'est qu'on peut observer un petit pic d'activité. C'est-à-

dire de remontée des nuits d'hébergement sur les territoires concernés après l'installation de la ligne, mais ça retombe par la suite à une situation normale. Nous ne sommes donc pas sûrs du tout que ça influe véritablement sur les flux touristiques.

En plus, c'est soi-disant pour payer des opérations de marketing. Allez voir sur le site de Ryanair, etc., ce que ça représente, 550 000 euros. En gros, toutes collectivités confondues, nous devons être à 2 millions d'euros environ. Quand on voit le travail qui est fait avec ces 2 millions d'euros, les publicités que ça représente sur le site de Ryanair ou autre, c'est une rigolade. C'est là que je parle de racket. D'autant plus que ce boulot de marketing est fait par des filiales de Ryanair installées dans l'île d'Oman. C'est-à-dire que notre argent public part directement dans des paradis fiscaux. Et croyez-moi, je ne fais pas la remarque que je vais faire dans un esprit polémique. Peut-on vraiment à la fois signer la charte Anticor et verser des subventions de ce type-là, dans ces conditions-là, à des entreprises de ce type-là ?

Dernier point, on dit souvent que c'est grâce à ces subventions que les billets d'avion sont moins chers pour les passagers. C'est absolument faux. Grosso modo, cela représente 7 ou 8 euros par billet. C'est-à-dire que sur le montant d'un billet, ce n'est pas ça qui va trancher la décision de prendre un billet d'avion ou un autre moyen de transport. Donc, nous sommes simplement sur des entreprises qui nous mettent en concurrence. Je prétends sans avoir le moyen de le prouver que tant qu'il y aura des passagers à transporter, si nous ne versons pas ces subventions, les compagnies seront intéressées pour venir transporter ces passages.

Monsieur le Président, je vous fais la proposition, que j'avais déjà formulée aux deux présidents qui vous ont précédé et c'est vraiment d'actualité en ce moment puisque nous parlons de coopération entre les territoires. Je crois que nous avons ici un cas d'école. Il faut vraiment que nous nous mettions autour de la table. L'agglomération de Montpellier, l'agglomération de Nîmes qu'apparemment vous avez déjà rencontré, l'ensemble des départements de la Région qui rentrent tous dans ce procédé-là, la Région Languedoc-Roussillon.

Monsieur le Président

Vous êtes pour la réforme territoriale alors ?

Monsieur MARTIN

Non, je vous l'ai dit l'autre jour à la mairie, je suis pour les coopérations entre les territoires. Et donc, nous avons là un cas d'école de coopération entre les territoires. Je pense d'ailleurs que si nous ne sommes pas capables de réaliser ce type de coopérations sur ce type d'affaires, je ne sais pas comment nous ferons la métropole. Je souhaiterais donc que nous nous mettions autour de la table de façon à refuser ensemble de rentrer dans ce chantage et je vous fais le pari que les compagnies continueront de transporter les passagers. Je vous remercie et vous aurez compris que je vote contre.

Monsieur le Président

Dites-moi, Monsieur Martin, quelle est la position du groupe communiste au conseil général ?

Monsieur MARTIN

Je vous ai déjà répondu là-dessus aussi.

Monsieur le Président

Ils votent pour ou contre ? Vous n'êtes pas d'accord avec eux. Au début, ils votaient contre, maintenant ils votent pour. Que se passe-t-il ?

Monsieur MARTIN

D'abord, si les patchs ne sont pas suffisants, il faut essayer la cigarette électronique, parce qu'il y a encore besoin d'une bouffée de politique politicienne. J'ai quand même le droit de faire remarquer que nous sommes en train de faire de la politique politicienne.

Monsieur le Président

Madame Dray-Fitoussi, vous qui venez d'arriver au conseil général, dites-nous ce qui s'y passe, vous qui avez un œil neuf sur les choses ? Le groupe communiste au conseil général vote pour les compagnies low cost. Il y a donc plusieurs tendances. Je dis ça pour rire parce que vous m'avez parlé de la charte Anticor, si vous n'en aviez pas parlé, je n'aurais rien dit sur la position du groupe communiste au conseil général.

Monsieur MARTIN

Monsieur le Président, j'ai bien précisé que je posais la chose sans esprit polémique, mais pour dire justement que je pense que ça va dans le sens de la charte Anticor que d'être très méfiants sur ce genre de dossiers. J'ai bien précisé qu'il n'y avait aucun esprit polémique derrière ma remarque.

Monsieur le Président

Mais vous ne l'avez pas signé, la charte Anticor, Monsieur Martin ?

Monsieur MARTIN

Non, pas du tout. Moi, j'estime que d'avoir un comportement honnête, c'est suffisant, si les électeurs ne sont pas contents, ils ne voteront plus pour nous.

Monsieur le Président

L'explication est suffisante. Monsieur Lannelongue, vous avez demandé la parole.

Monsieur LANNELONGUE

C'est un grand sujet. La différence entre la démonstration que vient de faire Monsieur Martin, que je respecte par ailleurs et celle que je peux faire, c'est qu'il y a au milieu, voyez-vous Monsieur Martin, des chefs d'entreprise. Et ces chefs d'entreprise vivent dans une économie mondialisée. Vous avez parlé tout à l'heure de mettre autour de la table Béziers, Montpellier, la Région Languedoc-Roussillon, mais il faudrait mettre aussi la Generalitat de Catalogne, car il y a un aéroport avec un Ryanair extrêmement important. Donc, ce que je veux dire c'est que cette économie mondialisée fait que les chefs d'entreprise de cette région, dont on connaît le chiffre d'affaires réalisé par le tourisme, seraient dans une grave difficulté. Et nous ne pouvons pas rêver d'un monde qui n'existe pas, nous ne pouvons pas rêver de ce monde.

Monsieur le Président

Monsieur Lannelongue, je ne peux pas vous donner raison, il faut rêver d'un monde meilleur.

Monsieur LANNELONGUE

Vous permettez que je termine, Monsieur le Président, je parle d'économie, ça intéresse tout le monde. Moi, je suis un chef d'entreprise, toute ma vie, j'ai travaillé pour essayer de gagner de l'argent, de faire des profits pour pouvoir créer des emplois. J'ai créé 500 emplois dans cette région, je ne demande pas de statut, mais ça veut dire que tous les gens que j'ai représentés pendant longtemps et qui font ce métier-là, je les respecte. Et quand on subventionne des lignes low cost, effectivement ce que dit Monsieur Martin, eh bien on fait de l'économie.

Monsieur le Président

Monsieur Moure.

Monsieur MOURE

Moi, je voterai cette délibération parce que je l'ai toujours votée avant, même si je ne suis pas en désaccord avec les réticences formulées par Monsieur Martin. Mais je vais en profiter pour élever un peu le débat en matière d'aéroport ou d'avion, ça peut se concevoir. Tout simplement pour dire qu'il y a quand même une certaine aberration sur laquelle il va falloir que l'on se positionne rapidement avec d'autres collectivités, sur le fait que l'agglomération de Montpellier émerge à demi pour cent dans le capital de la société, que l'État détient 60 % des parts, que chaque année, il récupère l'équivalent de 2 à 3 millions sur les taxes liées à l'aéroport. Et on nous demande à nous, chaque année, de verser 550 000 euros pour développer les flux, le tourisme, intéressant pour les entreprises et pour le commerce. Mais l'État est en train de rebattre les cartes pour les aéroports, ça a pris du temps depuis 2-3 ans. Je crois que la dernière opération les concernant, c'est l'aéroport de Bordeaux. Il serait intéressant qu'un tour de table soit fait avec la Région, le département et l'État, pour que l'on puisse discuter des modalités de concession de l'aéroport Montpellier Méditerranée. Parce que je crois qu'il est important qu'autour du grand Montpellier, il y ait un véritable aéroport correspondant à ce que vous évoquez, entre la métropole ou le pôle métropolitain. Ce n'est pas forcément en dissonance avec les autres aéroports présents, mais si Montpellier veut jouer dans la cour des grands, ça passe effectivement par une redistribution des cartes avec ceux qui payent étant en situation d'avoir à décider des stratégies par rapport à couvrir telle ou telle destination.

Monsieur le Président

Madame Jamet et ensuite Monsieur Dewintre.

Madame JAMET

Pour continuer dans la métaphore de Monsieur Moure, maintenant qu'il a pris son envol, je crois qu'il est temps d'atterrir et d'atterrir notamment sur le pays réel. Finalement, mon voisin a argumenté exactement dans le sens où je voulais aller et que je dénonce systématiquement au niveau de la Région. Je connais ce sujet puisque la Région abonde systématiquement et donne systématiquement des subventions rachetées sur le chantage de compagnies low cost que nous condamnons parfaitement. Ils le font chaque année à hauteur de 500 000 euros, imaginez donc ce que peut représenter les fonds de cette association qui ne se donne même pas la peine de justifier, ne serait-ce que par le site qu'ils ont sur Internet, l'argent qui leur est dévolu. On voit donc bien que c'est du grand n'importe quoi.

Je voudrai répondre à vos interrogations. Il est clair que, mon voisin en parlait tout à l'heure, racket, chantage, etc., évidemment. Il faut aussi savoir que Ryanair, ce sont des esclavagistes, que les gens travaillent dans des conditions scandaleuses, qu'ils sont payés à « l'arrache », que les cotisations sociales ne sont pas réglées. Ils travaillent sans statut social. Il y a un véritable dumping, une concurrence déloyale qui est faite à l'encontre de notre compagnie Air France, ce qui est parfaitement condamnable. Ce sont des compagnies qui ne paient ni les taxes ni leurs impôts en France, mais qui s'arrangent toujours pour être exemptées et exonérées de charges qui pèsent sur nos sociétés françaises. Pour exemple, j'ai un chiffre que je mets souvent en avant. Sur Rodez, une étude a été faite, chaque passager qui atterrissait sur l'aéroport de Rodez coûtait 49 euros aux *Ruthénois*.

Donc, tout ce que je veux dire c'est que le low cost coûte très cher et un jour ou l'autre, il faudra que vous l'acceptiez. C'est une concurrence parfaitement déloyale qui est faite à nos entreprises françaises. Et pour répondre à votre question, à la Région, l'UMP vote toutes ces subventions low cost, le parti communiste vote également pour systématiquement.

Monsieur le Président

Et le PS ?

Madame JAMET

C'est l'UMPS. On parle aujourd'hui de Jaurès, mais je peux vous assurer qu'aujourd'hui, si on dit que Jean Jaurès aurait voté Front national, c'est que croyez-moi, jamais le système politique UMP, PS, n'a été aussi loin des préoccupations des Français, des plus démunis. Nous subissons et nous engageons dans la ligne droite de l'UMP avec le PS aujourd'hui, une financiarisation et une ultra libéralisation de notre société qui devient parfaitement insupportable. C'est pour ça que je le répète, le PS est bien loin des préoccupations de Monsieur Jaurès et je pense effectivement qu'il aurait voté Front national.

Monsieur DEWINTRE

Je ne prendrai pas part au vote dans la mesure où je suis commissaire aux comptes de l'association des flux touristiques.

Monsieur le Président

Merci de votre précision. D'ailleurs, Monsieur Lévi ne peut pas prendre au vote non plus, ainsi que Monsieur Meunier et Madame Marion.

Je donne la parole à Monsieur Pastor.

Monsieur PASTOR

Monsieur le Président, chers collègues. Je voudrai simplement préciser, pour ceux qui se questionnaient, qu'une étude a été faite par la Région il y a environ 18 mois et qui montre l'impact des retombées économiques de ces flux sur la communauté d'agglomération de Montpellier, la communauté d'agglomération de l'étang de l'Or, etc. C'est dans les dossiers, Gérard Lannelongue la connaît aussi, et c'est loin d'être négligeable.

Monsieur le Président

C'est l'occasion pour moi, Monsieur Pastor, de vous remercier pour votre accueil à Castries hier matin où nous avons visité ensemble le château de Castries et notamment la salle des États du Languedoc qui est une merveille avec sa cheminée autrichienne. Et nous nous sommes engagés à poursuivre, au nom de l'agglomération, le partenariat que nous avons avec la ville de Castries, partenariat pour lequel, en tant que maire, je vous remercie, parce que les investissements sont partagés et nous avons, sur ce plan, des intérêts communs dont nous ferons part lors d'une séance future.

Je mets aux voix l'affaire 25.

Ne prennent pas part au vote : Max LEVITA, Chantal MARION, Cyril MEUNIER, Thierry DEWINTRE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (trois votes contre et trois abstentions). Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET, M. Hervé MARTIN. Se sont abstenus : M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, M. Henri ROUILLEAULT.

AFFAIRE N°26 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 305 € par jour (estimation de 2013).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2014, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

10^{ème} Symposium National du Réseau Inserm de Recherche sur la Douleur

L'Association Centre d'Animation et de Recherche sur les Douleurs, sous l'autorité de son Président, Monsieur Jean MALIZARD, a organisé du 21 au 22 mars 2014, à la Faculté de Médecine de Montpellier, une manifestation intitulée « 10^{ème} Symposium National du Réseau Inserm de Recherche sur la Douleur ».

Ce symposium a permis une réflexion entre chercheurs fondamentalistes et cliniciens spécialistes du domaine, afin de proposer des pistes d'innovations thérapeutiques dans la prise en compte, la prévention et le traitement des douleurs. Des représentants des pays européens comme l'Allemagne, la Suède, la Suisse et le Canada ont été invités tout en impliquant également les formations universitaires montpelliéraines. Environ 150 chercheurs, universitaires, médecins fondamentalistes et cliniciens ont participé.

Une subvention de 2 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Journées Mycotoxines 2014

Le CIRAD, département Persyst, UMR Qualisud, sous l'autorité du Directeur du département Persyst, Monsieur François Xavier COTE, a organisé du 5 au 6 juin 2014, à Polytech Montpellier, Université Montpellier 2, une manifestation intitulée « Journées Mycotoxines 2014 ».

Cette manifestation scientifique a eu pour objectif de faire émerger les dernières innovations en matière de maîtrise et de contrôle de la présence des mycotoxines dans les aliments que nous consommons tous les jours. Ces mycotoxines, problème récurrent de santé publique, sont des molécules toxiques secrétées par des moisissures qui contaminent de nombreuses denrées alimentaires d'origine végétale et notamment les raisins qui sont particulièrement touchés en Languedoc-Roussillon. Plus de 120 experts académiques, industriels nationaux et européens sont intervenus pendant 2 jours.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

NLDB'14 – 19^{ème} Conférence internationale autour des bases de données et du traitement du langage naturel

Le CIRAD de Montpellier, sous l'autorité du Directeur du Département ES, Monsieur Pierre FABRE, a organisé du 18 au 20 juin 2014, au CIRAD et à la Faculté de Médecine de Montpellier, une manifestation intitulée « NLDB'14 – 19^{ème} Conférence internationale autour des bases de données et du traitement du langage naturel ».

Cette conférence internationale dans le domaine du traitement automatique du langage naturel et des systèmes d'information, a réuni la communauté scientifique internationale tout en se rapprochant des acteurs scientifiques et industriels nationaux et régionaux, intéressés par les applications des méthodes de traitement du langage naturel aux systèmes d'information. Cette année une attention particulière a été portée aux travaux liés au concept de gros volume de données (Big Data). Environ 130 chercheurs académiques et industriels ont participé.

Une subvention de 2 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Colloque National Mathématiques CII TICE – COLLEGE et ADIREM

La Faculté des Sciences de l'Université Montpellier 2, sous l'autorité de son Directeur, Monsieur Gilles HALBOUT, a organisé du 19 au 21 juin 2014, à l'Université Montpellier 2, une manifestation intitulée « Colloque National Mathématiques CII TICE – COLLEGE et ADIREM ».

Ce colloque, organisé en collaboration avec l'Institut de Recherche sur l'Enseignement des mathématiques, s'est inscrit dans le cadre du transfert des techniques du numérique vers l'enseignement. Il a été l'occasion pour les enseignants de mathématiques d'échanger, de découvrir de nouvelles pratiques et de participer aux débats avec une mise en avant de Montpellier en tant que pôle de formation des enseignants du second degré en mathématique. Plus de 100 participants, professeurs, membres des commissions inter-IREM, ainsi que Directeurs d'IREM se sont déplacés.

Une subvention de 750 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

PSP5 2014 – Phosphorus in Soils and Plants – 5th International Symposium « Facing Phosphorus Scarcity »

Le CIRAD de Montpellier, Département Persyst UMR Eco&Sols, sous l'autorité du Directeur du département Persyst, Monsieur François-Xavier COTE, organisera du 26 au 29 août 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « PSP5 2014 – Phosphorus in Soils and Plants – 5th International Symposium – Facing Phosphorus Scarcity ».

Événement international organisé pour la première fois en Europe (après l'Asie, l'Océanie et l'Amérique du Sud), ce symposium va appréhender la problématique du phosphore, enjeux de la recherche agronomique, agro écologique et des sciences de l'environnement. L'impact sur la qualité des eaux de surface et la raréfaction de la ressource en phosphates naturels pour l'ensemble des pays du monde, ressource particulièrement préoccupante pour l'agriculture du 21^{ème} siècle, seront également abordés avec un accent particulier qui sera mis sur les pays du bassin méditerranéen.

néen. Plus de 250 participants, principalement des chercheurs et enseignants-chercheurs, des étudiants doctorants, mais aussi des acteurs du monde professionnel agricole sont attendus.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

SPS 2014 – 4th Sustainable Phosphorus Summit

Le CIRAD de Montpellier, Département Persyst UMR Eco&Sols, sous l'autorité du Directeur du département Persyst, Monsieur François-Xavier COTE, organisera du 1^{er} au 03 septembre 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « SPS 2014 – 4th Sustainable Phosphorus Summit ».

Organisé juste après l'événement PSP5 2014, ce sommet scientifique international va relater les principaux enjeux du phosphore, nutriment majeur dont la faible disponibilité dans la plupart des sols des régions méditerranéennes et tropicales, représente un des premiers facteurs limitant la productivité des cultures. Des collaborations existantes seront consolidées avec de nouvelles perspectives en matière de partenariat. Le domaine du recyclage de l'eau et des déchets sera également évoqué comme les secteurs de l'agro-alimentaire. Plus de 250 participants sont attendus, à la fois chercheurs et enseignants-chercheurs, étudiants doctorants, acteurs du monde professionnel agricole et agro-alimentaire, industriels du traitement de l'eau et des déchets.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

42^{ème} congrès de la Société Européenne de Neurologie Pédiatrique

L'Association SENP CONGRES, sous l'autorité de son Président, Monsieur Bernard ECHENNE, organisera du 03 au 06 septembre 2014, à la Faculté de Médecine de Montpellier, une manifestation intitulée « 42^{ème} congrès de la Société Européenne de Neurologie Pédiatrique ».

Ce congrès annuel va regrouper Pédiatres et Neurologues d'enfants de pays essentiellement francophones. Après un cours et des conférences sur « le handicap chez le petit enfant », deux thèmes principaux seront abordés, « l'épilepsie au cours des trois premières années de vie » et « la neuro-infectiologie ». Afin d'apporter les informations les plus récentes, des communications sur des thèmes et des sujets d'actualité se rapportant à la neurologie de l'enfant seront organisées. Environ 200 participants, pédiatres, médecins de réadaptation, chirurgiens orthopédistes et paramédicaux, kinésithérapeutes, infirmières, psychologues du Languedoc-Roussillon et de Catalogne sont attendus.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

12th Euro Fed Lipid Congress « Oils, Fats and Lipids : From Lipidomics to Industrial Innovation »

Le CIRAD, Département Persyst, sous l'autorité du Directeur Adjoint de la comptabilité et des affaires financières, Madame Brigitte NESIUS, organisera du 14 au 17 septembre 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 12th Euro Fed Lipid Congress – Oils, Fats and Lipids : From Lipidomics to Industrial Innovation ».

Ce congrès international de l'Euro Fed Lipid, association de recherche sur les lipides, va aborder des thématiques variées couvrant l'ensemble des sujets de recherches et de développements industriels liés aux lipides, huiles et corps gras. Des sessions sont programmées comme la nutrition lipidique, lipides et santé, huiles et corps gras d'origines méditerranéennes avec une approche sur l'innovation en industries, le métabolisme des plantes oléagineuses et les lipides d'origine microbienne. Entre 600 et 800 participants d'origine internationale, chercheurs des secteurs académiques et industriels sont attendus.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

JPRS – Journées Pratiques Respiration Sommeil

L'Association Observatoire du Sommeil Pneumologie Libérale (OSPL), sous l'autorité de son Président, Monsieur Marc SAPENE, organisera du 19 au 20 septembre 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « JPRS – Journées Pratiques Respiration Sommeil ».

Ce congrès francophone abordera le thème du Syndrome d'Apnée du Sommeil (SAS), qui touche près de 3 millions de personnes en France. Conférences scientifiques et ateliers pratiques seront développés, avec l'objectif de faire le point sur les actualités scientifiques, les avancées techniques et d'initier des collaborations autour des pathologies du sommeil et notamment le SAS. Environ 700 participants, de France, de Belgique et de pays tels que l'Algérie ou le Maroc, professionnels de santé (médecins pneumologues, cardiologues, médecins généralistes), mais aussi collaborateurs de professionnels de santé, étudiants, prestataires de services, fabricants de matériel médical et institutionnels sont attendus.

Une subvention de 4 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

12^{ème} Conférence sur l'Optoélectronique Moyen Infrarouge : Matériaux et Dispositifs

L'Université Montpellier 2, sous l'autorité de son Président, Monsieur Michel ROBERT, organisera du 5 au 9 octobre 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 12^{ème} Conférence sur l'Optoélectronique Moyen Infrarouge : Matériaux et Dispositifs ».

Cette conférence internationale va réunir les différents acteurs académiques, industriels ou organismes de recherche

travaillant sur les matériaux, les composants et les dispositifs du domaine spectral moyen infrarouge. Les dernières avancées scientifiques et technologiques en matière de conception et d'étude de ces matériaux et composants optoélectroniques seront présentées avec des applications couvrant des thèmes comme l'environnement, la médecine, les énergies renouvelables et la sécurité/défense. Environ 200 participants, chercheurs et industriels sont attendus. Une subvention de 2 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

3^{ème} édition du Congrès annuel du Groupement de Recherche 345 GRD

L'APEMM Gestion, sous l'autorité du Directeur de Recherche INSERM, Monsieur Ralf JOCKER, organisera du 20 au 22 octobre 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 3^{ème} édition du Congrès annuel du Groupement de Recherche 345 ».

Ce congrès scientifique, ouvert à la communauté internationale, abordera le thème des récepteurs couplés aux protéines G (RCPGs) qui constituent la plus vaste famille de protéines exprimées à la surface cellulaire. Ce domaine de recherche en évolution constante, intéresse les chercheurs de différents horizons (physiologie, endocrinologie, neurosciences, biologie moléculaire, biologie cellulaire, pharmacologie, biochimie). Ce congrès va permettre de favoriser les échanges entre la recherche académique et industrielle, de coordonner la recherche sur les RCPGs entre les différents organismes de recherche (CNRS, INSERM, Universités, CEA, INRA) et d'aider à décloisonner les projets en aidant les étudiants et les jeunes scientifiques. Environ 250 participants, médecins, chercheurs, étudiants, industriels sont attendus.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Colloque Environnement et Résidus de Médicaments – Enjeux présents et futurs : quelles réponses ?

L'Université Montpellier 1, sous l'autorité de son Président, Monsieur Philippe AUGÉ, organisera du 20 au 21 novembre 2014, au Centre Régional de Documentation Pédagogique de l'Académie de Montpellier, une manifestation intitulée « Colloque Environnement et Résidus de Médicaments – Enjeux présents et futurs : quelles réponses ? ».

Ce colloque scientifique, organisé par l'UMR Hydro sciences Montpellier, traitera la question des résidus de médicaments dans les eaux fluviales et maritimes et des risques environnementaux et sanitaires, liés à la présence de ces résidus de médicaments dans le milieu aquatique et dans les eaux potables. Cette problématique de l'eau est une des priorités en santé publique, tant en terme de ressources que de qualité. Ce congrès va réunir scientifiques, bureaux d'étude, partenaires industriels, industries pharmaceutiques, gestionnaires et décideurs publics. Environ 200 participants sont attendus.

Une subvention de 2 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

8^{ème} Congrès OTOFORUM

L'Association OTOFORUM MONTPELLIER 2014, sous l'autorité de son Président, Monsieur Alain UZIEL, organisera du 03 au 06 décembre 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 8^{ème} Congrès OTOFORUM ».

Ce congrès scientifique est organisé sous l'égide de la Société Française d'O.R.L. et de l'Association Française d'Otologie et de Neurotologie. Le programme scientifique permettra de faire le point sur les nouveautés diagnostiques, chirurgicales, technologiques ou thérapeutiques dans le domaine de l'Otologie et de l'Otoneurologie. De plus, un vaste espace d'exposition permettra la découverte des derniers développements technologiques et pharmaceutiques avec échanges entre les médecins et les professionnels. Plus de 400 spécialistes français et francophones, Oto-logistes, Audioprothésistes et professionnels de la surdité sont attendus.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2014, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Madame Marion.

Madame MARION

Monsieur le Président, je voulais quand même revenir sur le problème de l'aéroport. Les services y ayant travaillé jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à maintenant. Une décision a été rendue aujourd'hui, à la Commission européenne qui demande à la France de recouvrir des subventions accordées par trois aéroports régionaux français à Ryanair et Transavia. Il n'y a pas Montpellier dans ces aéroports parce que Montpellier n'est pas concerné à ce jour, car il n'y a pas de monopole de Ryanair et que plusieurs compagnies se partagent la totalité des voies.

Monsieur le Président

Si personne ne demande de précisions concernant l'affaire 26, je mets aux voix cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre). Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°27 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – CORUM, PALAIS DES CONGRÈS, OPÉRA ET ZÉNITH SUD - EXPLOITATION DES ÉQUIPEMENTS - AVENANT N°3 A LA CONVENTION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Par délibération n°8550 du 27 novembre 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé de confier l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud à la société anonyme d'économie mixte Enjoy Montpellier devenue Montpellier Events. La convention de Délégation de Service Public est entrée en vigueur le 1er janvier 2009 pour une durée de 10 ans.

Un premier avenant, approuvé par délibération n°10632 du 30 janvier 2012 est intervenu, incluant dans le périmètre de la DSP la passerelle piétonne située au-dessus de l'Allée de la Citadelle et la révision des modalités relatives à la redevance variable ainsi que l'évolution de l'occupation des équipements par la ville de Montpellier.

Cette convention de délégation de service public a fait l'objet d'un avenant n°2, déclinant trois obligations d'accueil distinctes pour les associations Opéra & Orchestre National de Montpellier, Montpellier Danse et Radio France, par délibération n°10805 en date de 29 mars 2012. En outre, l'avenant n°2 modifie l'annexe 5 « plan de renouvellement prévisionnel » et l'annexe 6 « liste des travaux d'extension ».

Dans un contexte économique de plus en plus difficile et concurrentiel, il semble essentiel pour le délégataire de pouvoir répondre sur le plan tarifaire à des demandes de réservation de plus en plus contraintes par les difficultés du marché. Un avenant n°3 est ainsi proposé, permettant notamment à l'usager de bénéficier d'une grande variété de prix et d'une offre plus adaptée à sa demande.

Le principe de construction de la nouvelle grille tarifaire se base sur une analyse rétrospective du taux d'occupation et de la recette unitaire par jour. Cette étude met en évidence les périodes de fortes et faibles activités. A partir de ce constat le délégataire propose une tarification pondérée visant à mettre en place des prix adaptés dans les périodes de faible activité et inversement plus élevée dans les périodes de forte activité. Cette plus grande variété de prix favorise le développement de l'activité de tourisme d'affaire au travers d'une accessibilité élargie au plus grand nombre.

En conséquence, les prévisions financières et de fréquentation doivent être révisées eu égard à la nouvelle offre tarifaire (annexe 1 « Fréquentation », annexe 2 « Grille tarifaire » ; annexe 3 « Comptes de résultats prévisionnels » modifiées). Le changement de grille tarifaire permet par exemple de baisser de 33% le coût en période creuse alors qu'il entraîne une hausse de 35% en période haute. Sur les cinq dernières années du contrat (2014-2018), le résultat cumulé progresse de + 2 780 K€ par rapport à la DSP d'origine, pour atteindre 4 884 K€, grâce à la hausse des produits d'exploitation (+13,8%) plus importante que celle des charges d'exploitation (+10%).

Par ailleurs, la recherche d'une modularité encore plus forte pour satisfaire les besoins de tous les clients amène le délégataire à proposer une nouvelle et toute petite jauge, la 7^{ème} jauge possible, pour l'utilisation du Zénith Sud en format spectacle. Cette jauge permettra d'accueillir 1 300 spectateurs assis. Dans la même volonté de favoriser la venue de productions nouvelles, un abaissement du barème du minimum garanti de recettes pour les jauges moyennes est proposé afin d'améliorer les conditions d'accès à la salle.

En outre, il est proposé de compléter les missions accessoires à la charge du délégataire (l'affichage informatif et publicitaire) et d'autoriser la subdélégation ou la conclusion de convention de mise à disposition du domaine public sous réserve d'accord préalable et express du délégant (article 5 modifié). Il s'agit dans le même temps de supprimer les articles 15 et 16 portant sur la subdélégation propre aux activités des bars du Corum et Zénith et de la brasserie du Corum de manière à éviter la référence aux titulaires des contrats, dont certains ne sont plus d'actualité.

Enfin, par instruction du 1^{er} août 2013, l'administration fiscale a profondément modifié les règles en matière de DSP et d'assujettissement à la TVA. Les redevances perçues par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre de la mise à disposition d'investissements au profit d'un délégataire sont désormais assujetties à la TVA à l'exception de la redevance pour frais de contrôle (article 23.1 / 23.2 et 24 modifiés), le délégant doit désormais soumettre l'activité déléguée dans le champ d'application de la TVA. Ces nouvelles dispositions proposées dans cet avenant, n'impactent pas l'équilibre financier de la délégation de service public.

Lors de sa séance du 10 juillet 2014, la Commission de Délégation de Service Public relative à l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud a émis à l'unanimité des membres présents un avis favorable pour la conclusion de cet avenant n°3.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°3 à la convention de délégation de service public relative à l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud ;
- autoriser Monsieur le Président à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne prennent pas part au vote : Bernard TRAVIER, Renaud CALVAT, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pascale KRZYZANSKI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre). Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°28 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ÉQUIPEMENTS CORUM, PALAIS DES CONGRÈS, OPÉRA ET ZÉNITH SUD - CONVENTION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE MONTPELLIER EVENTS - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Par délibération n° 8550 du 27 novembre 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé de confier l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud à la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) MONTPELLIER EVENTS.

La SAEML MONTPELLIER EVENTS a en charge le développement des activités sur les équipements du Corum-Palais des congrès-Opéra, du Zénith Sud, de la Park & Suites Aréna et du Parc des expositions. Les quatre sites, dédiés au tourisme d'affaires et culturel sur l'agglomération de Montpellier, affichent une forte ambition sous l'emblème d'une marque commune « Montpellier Events ».

Le capital de la société s'élève à hauteur de 35 368 881 €. La Communauté d'Agglomération de Montpellier reste aujourd'hui actionnaire principal avec 37,05% du capital, au côté de la Région Languedoc Roussillon notamment.

Dans le cadre de la bonne exécution du service public, et conformément à la convention de délégation de service public établie pour une durée de 10 ans jusqu'au 31 décembre 2018, le délégataire est en charge de la gestion et du développement des équipements Corum-Palais des congrès-Opéra et Zénith Sud; il doit, en outre, assurer l'entretien, la maintenance et le renouvellement de l'ensemble des biens mis à sa disposition contribuant à l'amélioration des installations existantes par l'acquisition de nouveaux investissements.

Dans le cadre du plan d'investissement pour 2014 présenté par le délégataire, des acquisitions et des travaux d'une valeur totale d'environ 600 000 € ont été recensés. Aussi, la prise en compte de ces nouveaux investissements conduit la SAEML MONTPELLIER EVENTS à contracter de nouveaux emprunts auprès de ses partenaires bancaires traditionnels.

Aussi, après avoir organisé une consultation des établissements bancaires concernés, la SAEML MONTPELLIER EVENTS sollicite la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur deux emprunts au titre du financement des investissements réalisés au sein des équipements délégués. Ces deux emprunts seront souscrits avec la Banque Populaire et la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon:

L'emprunt à contracter auprès de la Banque Populaire présente les caractéristiques suivantes :

- Montant : 200 000€
- Durée : 4 ans
- Périodicité : Trimestrielle
- Taux Fixe : 2.88%
- Amortissement Trimestriel et personnalisé
- Frais de dossier : 500€
- Clause de mise en force : Obtention de l'accord de la Caisse d'Epargne LR pour un cofinancement à hauteur de 2/3.
- Garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier : 50%

L'emprunt à contracter auprès de la Caisse d'Epargne présente les caractéristiques suivantes :

- Montant : 400 000€
- Durée : 4 ans
- Périodicité : Trimestrielle
- Taux Fixe : 2.80%
- Amortissement personnalisé : Différé d'amortissement d'un an, puis amortissement progressif la 2ème et 3ème année et Amortissement progressif avec remboursement du capital restant du au 25/11/2018 avant le terme de la Délégation de Service Public.
- Frais de dossier : 0€
- Commission d'engagement : 0.20%
- Clause de mise en force : Obtention de l'accord du Comité d'Engagement.
- Remboursement anticipé : Possible moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.
- Garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier : 50%

Le Conseil d'administration de la SAEML MONTPELLIER EVENTS, en date du 10 juin 2014, a autorisé le Directeur Général de la société à contracter les emprunts nécessaires dans le cadre du plan d'investissement présenté.

Au cas où la SAEML MONTPELLIER EVENTS pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, la communauté d'agglomération de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est demandé à l'Assemblée d'autoriser la mise en œuvre de cette garantie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 50% de l'emprunt de 200 000€ sollicité par la SAEML MONTPELLIER EVENTS auprès de la Banque Populaire, soit 100 000€ ;
- garantir 50% de l'emprunt de 400 000€ sollicité par la SAEML MONTPELLIER EVENTS auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon, soit 200 000€ ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Ne prennent pas part au vote : Bernard TRAVIER, Renaud Calvat, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pascal KRZYZANSKI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre). Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°29 : EMPLOI - TPE&PME - ARTISANAT ET AGRICULTURE – AVENANT À LA CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET PÔLE EMPLOI HÉRAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise toutes les énergies, afin de proposer un environnement favorable à l'implantation, la création et à la croissance des entreprises et de l'emploi sur son territoire.

Dans certains secteurs, les entreprises expriment des difficultés à recruter du personnel qualifié, particulièrement sur les métiers en tension. La croissance de ces entreprises, pourtant en capacité économique de créer des emplois, s'en trouve ralentie. Ces difficultés tiennent dans certains cas à une pénurie de compétences, ou encore, à la difficulté de rapprochement entre l'offre d'emploi et la demande existante. Enfin, lorsque les entreprises trouvent la compétence à l'extérieur du territoire, se pose le problème de l'emploi du conjoint de la personne recrutée.

C'est pour répondre à ces problématiques liées à l'emploi que la Communauté d'Agglomération de Montpellier tient à s'appuyer sur un partenariat fort avec Pôle emploi.

Par ailleurs, dans le cadre de sa stratégie globale de prospection d'entreprises, la Communauté d'Agglomération de Montpellier entend, grâce à ce partenariat, apporter un argument supplémentaire d'attractivité : celui du potentiel offert par le territoire en matière de ressources humaines, étudié au cas par cas, en fonction des besoins précis des entreprises.

Ce traitement très amont du volet ressources humaines peut constituer un critère de choix d'implantation supplémentaire pour les entreprises prospectées.

Les objectifs poursuivis dans la présente convention sont :

- de réussir à satisfaire les offres de recrutement des entreprises nouvelles ou en développement, connues de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- d'apporter aux entreprises, dans le cadre de leurs projets d'implantation sur le territoire de l'agglomération de Montpellier, des informations qui ont trait à leurs besoins de recrutement,
- de mobiliser les dispositifs d'aides à l'embauche et de formation pour la requalification et l'adaptation à l'emploi,
- de mobiliser l'offre de service de Pôle emploi en vue du placement des conjoints de salariés demandeurs d'emploi arrivant sur le territoire de l'agglomération de Montpellier,
- d'organiser les interventions respectives de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de Pôle emploi dans le cadre des Rencontres pour l'emploi, forums dédiés à la rencontre entre recruteurs et chercheurs d'emplois de Montpellier Agglomération,
- de mettre en œuvre des actions bilatérales ou multi-partenariales visant à répondre à des problématiques particulières de recrutement, jugées utiles par les deux parties, et d'une manière générale à toutes actions qui viseraient les objectifs définis (par exemple : une cellule AMO (Assistance à Maitrise d'Ouvrage) grands travaux du territoire ou des actions spécifiques liée à l'animation de la Zone Franche Urbaine).

Un suivi de ce partenariat sera mené et une évaluation réalisée pour chaque année civile. Ce suivi portera notamment sur les résultats des contributions de Pôle emploi aux dossiers des nouvelles implantations et de développement des entreprises transmis par la Direction du Développement Economique et de l'Emploi de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, sur l'efficacité du partenariat dans le cadre des Rencontres pour l'Emploi et toute autre action partenariale entrant dans le champs d'application du partenariat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant à la convention définissant les modalités de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Pôle emploi Hérault ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant à la convention cadre de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Pôle emploi Hérault, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°30 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 165 LOGEMENTS SOCIAUX À MONTPELLIER, VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE ET LATTES - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'OPH-ACM - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et aides à la création de logements sociaux telles que les subventions pour surcoût de charge foncière ou les garanties d'emprunt.

L'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin qu'elle apporte son concours à la construction de 165 logements sociaux correspondant à 4 opérations prenant place dans les communes de Montpellier, Villeneuve-lès-Maguelone et Lattes.

Le concours de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est proposé sur la base de 2 000 € par logement en zone 2 du financement du logement social, et 10 000 € par logement en zone 3, où les loyers plafonds réglementaires sont inférieurs alors que les coûts de production sont similaires, et ce afin de permettre d'atteindre l'équilibre des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des quatre opérations projetées sont détaillés dans le tableau suivant :

Opération	ZAC Parc Marianne lot 18b2 Montpellier	Résidence « l'Alba », Las Rébes, Rue Casseyrols Montpellier	Résidence « les Aires » Villeneuve-lès-Maguelone	Résidence, quartier de la Banquière lot2 à Lattes Boirargues
Caractéristiques				
Architecte	A+ Architecte	LEBUNETEL	KUBIK	BEVA SERAL
Collectif/Individuel	Collectif	Collectif	Collectif	Collectif
Surface habitable	2 598 m²	3 665 m²	1 733 m²	3 331 m²
Nombre de logement	38	55	26	46
Catégorie de financement	26 PLUS/ 12 PLAII	39 PLUS / 16 PLAII	19 PLUS / 7 PLAII	33 PLUS / 13 PLAII
Typologie	11 T2, 19 T3, 7 T4, 1 T5	11 T2, 33 T3, 11 T4	5 T2, 15 T3, 5T4, 1T5	9 T2, 28 T3, 8T4, 1T5

Plan de financement :				
Coût total de l'opération	4 906 248,23 € 69 500 €	6 547 121,03 € 93 750 €	2 826 829,71 € 80 852 €	5 810 853 € 76 500 €
Subvention Etat déléguée	156 600 €	142 000 €	109 350 €	189 000 €
Subvention Région	69 500 €	93 750 €	0 €	76 500 €
Subvention 1%	112 000 €	140 000 €	0 €	50 000 €
Prêt 1%	4 422 648,23 €	5 967 621,03 €	2 376 627,72 €	4 958 853 €
Prêt CDC	76 000 €	110 000 €	260 000€	460 000 €
Participation Montpellier Agglomération				

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 10 % des logements de chaque opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 76 000 € pour la réalisation de 38 logements locatifs sociaux, opération ZAC Parc Marianne lot 18b2 à Montpellier,
- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 110 000 € pour la réalisation de 55 logements locatifs sociaux, Résidence « l'Alba » Las Rébes, Rue Casseyrols à Montpellier,
- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 260 000 € pour la construction de 26 logements locatifs sociaux, Résidence "Les Aires" à Villeneuve-lès-Maguelone,
- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 460 000 € pour la construction de 46 logements locatifs sociaux, Quartier de la Banquière, Lot 2 à Lattes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907,
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant

notamment les modalités de leur versement ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne prennent pas part au vote Mesdames Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES et Messieurs Robert COTTE, Gérard CASTRE, Jean Luc SAVY et Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°31 : LOGEMENT – CRÉATION DE 20 LOGEMENTS SOCIAUX - QUARTIER FIGUEROLLES À MONTPELLIER - RUES DU GÉNÉRAL CLAPARÈDE, DU GÉNÉRAL VINCENT, SAINT-ETIENNE, DU PÈRE FABRE, DE METZ ET DU FAUBOURG FIGUEROLLES - GARANTIE D'EMPRUNT À L'OPH ACM - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et aides à la création de logements sociaux telles que les subventions pour surcoût de charge foncière ou les garanties d'emprunt.

L'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'il va contracter pour financer l'acquisition-amélioration de 20 logements locatifs sociaux, répartis sur 6 immeubles situés rues du Général Claparède, du Général Vincent, Saint-Etienne, du faubourg Figuerolles, du Père Fabre et de Metz à Montpellier. Ces opérations sont réalisées dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine (PRU) de Montpellier, quartier Centre. A ce titre, elles ont été financées par l'Agence de Rénovation Urbaine en 2012, pour 14 logements en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 6 logements en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Les projets ont été conçus par le cabinet Martin-Henck Architectures.

L'OPH-ACM demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 100 % les emprunts d'un montant total de 1 758 396 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer ces six opérations :

- 6 Prêts Locatifs à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 908 877 €.
- 6 Prêts Locatifs à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 378 414 €.
- 5 Prêts Locatifs Aidés d'Intégration (PLAI) construction d'un montant total de 325 963 €
- 5 Prêts Locatifs Aidés d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant total de 145 142 €

Adresse des opérations	Nbre lgts PLUS	Nbre lgts PLAI	PLUS Construction	PLUS Foncier	PLAI Construction	PLAI Foncier	TOTAL
16 rue de Metz	4	1	241 312 €	80 181 €	82 515 €	27 148 €	431 426 €
1 rue Saint Etienne	2	1	147 483 €	61 571 €	52 012 €	21 714 €	282 780 €
4 rue du Général Vincent	3	1	200 347 €	72 872 €	49 430 €	17 979 €	340 628 €
3 rue du Général Claparède	2	0	122 537 €	64 351 €	0 €	0 €	186 888 €
4 rue du Père Fabre	1	1	79 688 €	51 014 €	85 547 €	54 765 €	271 014 €
23 rue du Faubourg Figuerolles	3	1	117 510 €	48 425 €	56 459 €	23 266 €	245 660 €
TOTAL	15	5	908 877 €	378 414 €	325 963 €	145 142 €	1 758 396 €

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunt ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts PLUS et PLAI consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations, identiques pour chacune des opérations, sont mentionnées ci-après :

Désignations	PLUS Construction	PLUS Foncier	PLAI Construction	PLAI Foncier
TEG (Taux Effectif Global)	1,85%		1,05%	
Durées	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index	livret A			
Marge fixe sur index	0,60%		-0,20%	
Taux d'intérêt	livret A + 0,6%		livret A - 0,2%	
Périodicité des échéances	annuelle			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux de progressivité des échéances	0%			
Taux plancher de progressivité des échéances	0%			

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'OPH-ACM, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par l'OPH-ACM est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à l'OPH-ACM pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 758 396 € représentant 100 % des prêts sollicités par l'Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour l'acquisition-amélioration de 20 logements sociaux rues du Général Claparède, du Général Vincent, Saint-Etienne, du faubourg Figuerolles, du Père Fabre et de Metz à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêt qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) et à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne prennent pas part au vote : Bernard TRAVIER, Gérard CASTRE, Patricia MIRALLES, Robert COTTE, Chantal LEVY-RAMEAU.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°32 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RÉSIDENCE "INDIGO" - ZAC ROQUE FRAÏSSE À SAINT-JEAN-DE-VÉDAS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La SA d'HLM FDI Habitat a sollicité la Communauté d'Agglomération afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de 8 logements en location-accession, résidence « Indigo », ZAC Roque Fraïsse, lot 4.3 à Saint-Jean-de-Védas. Le projet sous maîtrise d'ouvrage de FDI Promotion a été conçu par l'agence d'architecture DGLa Sud à Montpellier.

FDI Habitat demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75% le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 855 000 € qu'il sollicite auprès du Crédit Agricole du Languedoc.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunt ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par le Crédit Agricole du Languedoc sont mentionnées ci-après :

Montant du prêt PSLA :	855 000 €
Durée :	32 ans
dont préfinancement avec différé de capital :	2 ans
Taux d'intérêt :	Taux du Livret A + 1%
Echéances	Trimestrielle

Au cas où FDI Habitat, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification du Crédit Agricole du Languedoc par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

La Communauté d'Agglomération s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 641 250 € représentant 75 % du prêt d'un montant de 855 000€ sollicité par la SA d'HLM FDI Habitat auprès du Crédit Agricole du Languedoc pour financer la réalisation de 8 logements en location-accession, résidence "Indigo", ZAC Roque Fraïsse à Saint-Jean de Védas ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Agricole du Languedoc et la SA d'HLM FDI Habitat et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne prennent pas part au vote : MM Noël SEGURA et Yvon PELLET.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°33 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RÉSIDENCE "OSMOSE" - ZAC ROQUE FRAÏSSE À SAINT-JEAN-DE-VÉDAS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ ANONYME D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La SA d'HLM FDI Habitat a sollicité la Communauté d'Agglomération afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 6 logements en location-accession, résidence « Osmose », ZAC Roque Fraïsse, lot 4.4 à Saint Jean de Védas. Le projet sous maîtrise d'ouvrage de FDI Promotion a été conçu par l'atelier d'architecture Castelnau / Ferri à Lattes.

FDI Habitat demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75% le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 713 000 € qu'il sollicite auprès du Crédit Agricole du Languedoc.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunt ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par le Crédit Agricole du Languedoc sont mentionnées ci-après :

Montant du prêt PSLA :	713 000 €
Durée :	32 ans
dont préfinancement avec différé de capital :	2 ans
Taux d'intérêt :	Livret A + 1%
Echéance :	trimestrielle

Au cas où FDI Habitat, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification du Crédit Agricole du Languedoc par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

La Communauté d'Agglomération s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 534 750 € représentant 75 % du prêt de 713 000 € sollicité par la SA d'HLM FDI Habitat auprès du Crédit Agricole du Languedoc pour financer la réalisation de 6 logements en location-accession, résidence "Osmose", ZAC Roque Fraïsse à Saint Jean de Védas ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Agricole du Languedoc et la SA d'HLM FDI Habitat et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne prennent pas part au vote : MM Noël SEGURA et Yvon PELLET.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°34 : LOGEMENT – OBSERVATOIRE DES LOYERS DU PARC PRIVÉ DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'AGENCE DÉPARTEMENTALE POUR L'INFORMATION SUR LE LOGEMENT (ADIL) DE L'HÉRAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Afin de mieux connaître de façon homogène et harmonisée les niveaux de loyers, le Ministère du logement et de l'égalité des territoires a mis en place, à titre expérimental, un réseau national d'observatoire des loyers à l'échelle des agglomérations répartis sur 19 sites pilotes, parmi lesquels l'Agglomération de Montpellier.

Grâce à son expérience acquise dans la mise en œuvre de l'observatoire départemental des loyers de l'Hérault, l'Agence Départementale pour l'Information sur le Logement de l'Hérault (ADIL 34) a été retenue pour contribuer à cette démarche sur le périmètre initial de l'Agglomération de Montpellier, élargi à l'Agglomération de Sète compte tenu des tensions que connaît cette partie du territoire héraultais sur le marché locatif.

A l'issue de cette phase d'expérimentation, le Ministère souhaite consolider et déployer le réseau des observatoires des loyers ainsi mis en place à l'échelle nationale afin de disposer de données permettant de déterminer un loyer médian dans le cadre de l'encadrement des loyers prévu par la loi du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (A.L.U.R.). Les unités urbaines de Montpellier et de Sète font parties en effet des 28 territoires en France dont la tension locative justifie pour l'Etat l'encadrement des loyers des logements locatifs du parc privé.

Au cours de l'année 2013, l'A.D.I.L. 34 a collecté auprès d'agences immobilières et de particuliers plus de 10 000 références soit un volume de données des plus importants parmi ceux traités par les observatoires en cours. La qualité et la diversité des variables collectées ainsi que la rigueur du traitement statistique opéré, fait de l'observatoire des loyers de l'Agglomération de Montpellier un outil de connaissance très fin du marché locatif permettant d'orienter les politiques publiques en faveur de l'habitat, et pour l'Agglomération un outil de suivi de son Programme Local de l'Habitat (PLH) pour infléchir ou corriger le cas échéant les mesures qui y sont proposées.

Pour mettre en œuvre ce réseau d'observatoires des loyers, l'Etat s'appuie sur des partenariats locaux tenant compte des attentes des collectivités concernées et qui mobilisent les cofinancements indispensables à la pérennité de l'outil. Dans ce cadre, Montpellier Agglomération est sollicitée pour une participation financière à hauteur de 15 000 euros ; ce montant équivaut pour l'année 2014 à 25% du coût prévisionnel de l'observatoire, estimé à l'échelle de l'Agglomération de Montpellier à 60 000 € pour un objectif de 6 000 références à collecter prévues à ce jour.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'Agence Départementale pour l'Information sur le Logement (ADIL) de l'Hérault une subvention de 15 000 € pour la mise en œuvre de l'observatoire des loyers du parc privé sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°35 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – RÉVISION DES CARTES STRATÉGIQUES DE BRUIT ET DU PLAN DE PRÉVENTION DU BRUIT DANS L'ENVIRONNEMENT (PPBE)- CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LES COMMUNES DE MONTPELLIER, CASTELNAU LE LEZ ET LATTES - LANCEMENT DE LA CONSULTATION ET SIGNATURE DU MARCHÉ - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

La directive 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement est transposée dans le code de l'environnement aux articles L 572-2 et suivants. Elle prévoit la réalisation de Carte Stratégique de Bruit (CSB), et la définition de Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE). Posant les bases communautaires de la gestion de la lutte contre le bruit des infrastructures de transports terrestres, des aéroports et des industries, la directive ne concerne pas les bruits dans les lieux de travail, bruits de chantiers, bruits de voisinage et bruits d'activités domestiques ou d'activités dans les zones militaires.

La mise en œuvre de cette directive européenne a été prévue en deux étapes pour une application progressive.

Première échéance : Établissement et publication des cartes stratégiques de bruit (juin 2007) et des plans de prévention du bruit dans l'environnement (juillet 2008) pour :

- les agglomérations de plus de 250 000 habitants,
- les routes dont le trafic annuel est supérieur à 6 millions de véhicules (soit 16 400 véhicules/jour),
- les voies ferrées dont le trafic annuel est supérieur à 60 000 passages de trains (soit 164 trains par jour),
- les aéroports de plus de 50 000 mouvements par an.

Deuxième échéance : Établissement et publication des cartes stratégiques de bruit (juin 2012) et des plans de prévention du bruit dans l'environnement (juillet 2013) pour :

- les agglomérations de plus de 100 000 habitants,
- les routes dont le trafic annuel est supérieur à 3 millions de véhicules (soit 8 200 véhicules par jour),
- les voies ferrées dont le trafic annuel est supérieur à 30 000 passages de trains (soit 82 trains par jour).

L'objectif de cette démarche est de protéger la population et les établissements scolaires ou de santé des nuisances sonores excessives, d'identifier les « zones calmes » et de prévenir de nouvelles situations de gêne sonore. Il est aussi de garantir une information des populations sur le niveau d'exposition au bruit et sur les effets du bruit sur la santé, ainsi que les actions prévues pour réduire les nuisances sonores.

L'établissement de ces documents repose sur un partage de compétences entre l'Etat, les agglomérations chargés d'établir et de publier sur leur territoire les PPBE au titre de leur compétence en matière de lutte contre les nuisances sonores, ainsi que les gestionnaires des grandes infrastructures. En application de la loi dite « Chevènement » du 7 juillet 1999, la Communauté d'Agglomération de Montpellier dispose de la compétence "Protection et mise en valeur de l'environnement". A ce titre, elle est compétente en matière de lutte contre les nuisances sonores. Elle a donc procédé à l'élaboration de ses cartes stratégiques de bruit et à celle de son PPBE de 1^{ère} échéance, respectivement approuvés le 15 janvier 2009 et le 1^{er} avril 2010.

Règlementairement, « cartographie de l'environnement sonore » et « PPBE » doivent faire l'objet d'un réexamen au moins tous les 5 ans. La Communauté d'Agglomération a donc établi un premier bilan de ces documents.

Il en résulte les principales observations suivantes :

- Le PPBE a permis de développer une approche intégrée du bruit dans l'aménagement des villes et quartiers du territoire de l'agglomération. Il identifie de nombreuses préconisations pour les différents acteurs de l'acte de construire.
- Néanmoins, essentiellement conçu comme outil d'information et de sensibilisation aux effets d'un environnement bruyant, le plan d'actions du PPBE présente peu d'actions curatives en dehors de l'extension de l'aire piétonne et de la réalisation des lignes 3 et 4 du tramway.
- Par ailleurs, il ne précise pas le volume des populations concernées par les nuisances sonores dans les zones identifiées comme bruyantes, et ne détaille pas suffisamment les dispositifs curatifs, et les financements à mobiliser afin de résorber les points noirs du bruit identifiés sur le territoire de l'agglomération.
- Enfin, bien que le PPBE en vigueur identifie des « zones calmes modélisées » qui correspondent majoritairement à de grandes zones naturelles, celles-ci ne tiennent pas compte des activités humaines et le PPBE ne fait que de simples préconisations en ce qui concerne les mesures destinées à les préserver.

Dès lors, il est nécessaire que la Communauté d'Agglomération établisse son PPBE de 2^{nde} échéance, lequel concerne cinq des infrastructures de transport terrestres écoulant un trafic supérieur à 8200 véhicules/jour dont elle a la charge : Avenue Georges Frêche (Castelnau le Lez) / Rue de la vieille Poste (Montpellier) / Rue Philippe Lamour (Castelnau le Lez) / Route de Carnon (Lattes) / Rue de la Castelle (Montpellier).

De plus, le PPBE en vigueur avait été réalisé sur l'unité urbaine de Montpellier au sens du décret du 24 mars 2006, soit 10 communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier : Castelnau le Lez, Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Saint-Jean-de-Védas et Vendargues, a depuis 2010 été étendu par l'INSEE. Par conséquent, 7 communes supplémentaires doivent aujourd'hui être prises en compte : Fabrègues, Lattes, Lavérune, Pérols, Prades-le-Lez, Saussan et Villeneuve-lès-Maguelone.

Ainsi au regard de ces différents éléments, il est proposé au Conseil d'engager la révision des Cartes de Bruit et du

Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement.

Conformément aux textes réglementaires, cette révision permettra :

- de mesurer l'évolution de l'environnement sonore depuis 2010,
- d'évaluer les effets des mesures mises en œuvre.

Un diagnostic acoustique actualisé, établi par modélisation sous forme cartographique, identifiera :

- les zones à enjeux correspondant aux secteurs où la population est soumise à des niveaux de bruit dépassant les valeurs seuils réglementaires,
- ainsi que les « zones calmes » - définies comme « des espaces extérieurs remarquables par leur faible exposition au bruit » (qu'elles soient en zone naturelle ou en zone urbaine).

Le PPBE dressera également l'inventaire des actions menées ou à mener pour améliorer l'environnement sonore, en particulier celles qui nécessiteront un partenariat avec les différents gestionnaires d'infrastructures.

L'obligation de réalisation de PPBE s'impose également aux communes de Montpellier, Castelnau le Lez et Lattes, dans le cadre de la mise en œuvre de la seconde échéance, pour les infrastructures de transport terrestres écoulant un trafic supérieur à 8200 véhicules/jour dont elles ont la charge. Aussi, dans un souci de cohérence d'ensemble des études, diagnostics et actions mises en œuvre et pour minimiser les coûts d'études techniques, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les villes de Montpellier, Castelnau le Lez et Lattes souhaitent engager une démarche partenariale d'études.

Une convention de groupement de commandes a ainsi été établie pour préciser les conditions administratives et financières de ce partenariat. Il est proposé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier assume le pilotage d'un groupement chargé, à ce titre, de gérer la procédure de passation du marché, de signer, notifier et exécuter le marché. La Communauté d'Agglomération de Montpellier associera étroitement les communes à travers des comités de pilotage et comités techniques qui rassembleront les élus et techniciens des institutions concernées aux différentes étapes de cette étude.

Ce marché unique a été évalué sur la base du marché précédent et à l'aide de ratios ministériels à en fonction du linéaire d'infrastructures de transport terrestres écoulant un trafic supérieur à 8200 véhicules/jour dont chaque collectivité concernée à la charge, à un montant global d'environ 167 000 €. Au regard de son montant global il sera attribué à l'issue d'une procédure de publicité et de mise en concurrence adaptées. Les montants estimatifs des contributions des membres du groupement sont les suivants :

- Communauté d'Agglomération : 150 750 €,
- Commune de Montpellier : 15 150 €,
- Commune de Castelnau le Lez : 1 350 €,
- Commune de Lattes : 90 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- engager la révision des cartes stratégiques de bruit et du PPBE de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- approuver le projet de convention de groupement de commandes entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les villes de Montpellier, Castelnau le Lez et Lattes concernant une étude de définition des plans de prévention du bruit dans l'environnement ;
- approuver le lancement d'une consultation en vue de la désignation d'un prestataire chargé d'assister la maîtrise d'ouvrage communautaire dans cette démarche, pour un montant prévisionnel de 167 000 € T.T.C
- approuver la conclusion d'une convention de groupement de commande en application de l'article 8 du Code des Marchés Publics et dans les conditions définies ci-dessus avec les communes de Montpellier, Lattes, Castelnau-le-Lez
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur Le Président à signer toutes les pièces et actes nécessaires à la réalisation de cette procédure.

Monsieur le Président

Madame Jannin.

Madame JANNIN

La réglementation européenne oblige à réviser tous les 5 ans le PPBE, c'est donc ce que nous sommes en train de faire. Il s'agit d'un document permettant d'évaluer et de gérer le bruit dans l'environnement sur les voies qui écoulent un trafic supérieur à 8 200 véhicules par jour. L'objet de cette délibération est la signature d'une convention de groupement de commandes entre les communes de Montpellier, Lattes et Castelnau-le-Lez qui regroupent des voies concernées par ce trafic, dont certaines sont à la charge de la commune et d'autres à la charge de l'agglomération. Donc, afin de regrouper les moyens et d'être plus efficace et plus rapide, il est proposé ce groupement de commandes qui permettra d'éviter la juxtaposition de 4 études différentes avec 4 maîtres d'ouvrage différents.

Monsieur le Président

Qui demande des explications supplémentaires auprès de Madame Jannin ? Monsieur Meunier et Monsieur Rouilleault.

Monsieur MEUNIER

Monsieur le Président, chers collègues. Juste pour préciser qu'il est très important de faire cette étude sur Montpellier et sur Lattes en particulier en raison de l'arrivée du doublement de l'autoroute et des lignes TGV, cela nous permettra de voir un point 0 de bruit pour voir si ces deux ouvrages répondent réellement, en matière d'environnement, à leur obligation de traiter les problèmes de bruit. Aujourd'hui, pour une raison très particulière sur Lattes qui a peu d'intérêt, nous n'avons pas de carte de bruit parce que nous ne faisons pas partie, dans l'ancienne configuration administrative, de l'agglomération Montpelliéraine, non pas agglomération « politique », mais agglomération urbaine. Nous sommes donc ravis que cette étude puisse arriver avant la fin de la réalisation de ces deux ouvrages afin de pouvoir garantir le cadre de vie de nos concitoyens. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Meunier. Monsieur Rouilleault.

Monsieur ROUILLEAULT

Cette étude est effectivement bienvenue. Je souhaiterais simplement que l'on associe la SNCF à cette étude puisque sur les voies futures, comme il l'a été dit, mais aussi sur la voie actuelle. Il y a de très nombreux problèmes de bruit à proximité immédiate des habitats. Donc, si on peut associer la SNCF à l'étude, je crois que ce serait très bien.

Monsieur le Président

Mais est-ce que ça n'est pas déjà dans l'étude, Madame Jannin ?

Madame JANNIN

Dans cette étude, nous devons analyser le bruit de l'environnement, par définition, les voies SNCF seront analysées.

Monsieur le Président

C'est déjà intégré, mais votre remarque est la bienvenue.

Je mets aux voix cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°36 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été renouvelée suite aux dernières élections municipales.

Cette instance composée de 5 élus titulaires et suppléants et de 5 représentants d'associations de défense des usagers et consommateurs ou développant des actions en faveur de l'environnement au niveau local, est présidée par la Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son représentant.

En application de l'article L 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, cette commission examine chaque année :

Les rapports des délégataires de service public tels que définis à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Les rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, sur les services d'assainissement et sur les services de collecte, d'évacuation ou de traitement des ordures ménagères en application de l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Un bilan d'activité des régies lorsque celles-ci sont créées ;

Le rapport mentionné à l'article L 1414-1 établi par le cocontractant d'un contrat de partenariat ;

Elle est consultée pour avis par l'assemblée délibérante ou par délégation par le Président :

Sur tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant se prononce sur le principe de la délégation en application de l'article L 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Sur tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie ;

Sur tout projet de partenariat avant que l'assemblée délibérante ne se prononce sur le principe de ce partenariat dans les conditions prévues à l'article L 1414-2 ;

Sur tout projet de participation du service de l'eau ou de l'assainissement à un programme de recherche ou de développement avant la décision d'y engager le service.

Compte tenu de l'étendue des missions de cette commission et de l'importance des services publics gérés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier il est proposé de définir les principales règles de fonctionnement de cette commission dans un règlement intérieur ci-joint.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le règlement intérieur de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) ;
- autorise Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Madame Guiraud ? Je donne la parole à Monsieur LARUE.

Monsieur LARUE

J'ai lu avec attention ce règlement intérieur et notamment l'article 3, « séance périodique » qui prévoit « la commission est consultée obligatoirement pour avis par le Président sur délégation de l'assemblée délibérante sur tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière avant la décision portant création de la régie ». Je me réjouis de cet article qui n'est que la reprise du Code général des collectivités territoriales, mais je voudrai savoir pourquoi ça n'a pas été fait au moment du vote sur la régie de l'eau. Même si vous soutenez que c'est un vote de principe, ce n'est pas ce que vous disiez à l'époque dans les journaux.

Deuxième petite question, qui est liée à l'affaire 37. Il est fait référence, dans le pré rapport de l'affaire 37, à la séance du 15 juillet 2013 de cette fameuse commission qui a émis un avis sur le renouvellement de la gestion déléguée des services publics de l'eau et de l'assainissement. J'aimerais savoir quel était le sens de cet avis à l'époque ? Je crois que Monsieur Pastor était membre de cette commission à l'époque, j'aurais donc aimé qu'il nous fasse part de l'analyse de la commission à l'époque.

Monsieur le Président

Monsieur Larue, merci de votre intervention. Je suis ravi que les décisions que nous prenons vous conviennent. Celle sur la régie publique de l'eau a toujours été un avis de principe, un avis politique. Et nous avons dit, avec René Revol, que l'ensemble des mesures relatives à la régie de l'eau se prendrait aux mois d'octobre et novembre. Nous avons été trop démocrates finalement.

Monsieur LARUE

Nous reparlerons de cela. En revanche, je voudrai bien avoir la position sur l'affaire 37. Pouvons-nous attendre que Monsieur Pastor revienne ?

Monsieur le Président

Nous lui en parlerons, mais si vous avez la possibilité de consulter ce genre de détails techniques en commission, c'est bien aussi.

Je mets aux voix l'affaire 36. A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°37 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX – APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Commission Consultative des Services Publics Locaux créée par délibération n°4943 du 23 décembre 2002 en application de la loi n°2002-276 du 27 février 2002 examine les rapports annuels des délégataires et les rapports sur le prix et la qualité des services publics de la collecte et du traitement des déchets ménagers, de l'assainissement, de l'eau potable et de l'eau brute. Elle émet aussi un avis sur tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ne se prononce sur le principe de la gestion déléguée.

Pour l'année 2013,

- elle était présidée par le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Monsieur Jean Pierre MOURE ou son représentant Monsieur Pierre BONNAL.

- et composée comme suit :

□ 4 Conseillers communautaires membres titulaires :

Robert SUBRA

Louis POUGET

Pierrette MIENVILLE

Gilbert PASTOR

□ 4 Conseillers communautaires membres suppléants :

Serge FLEURENCE

Laurent JAOUL
Frédéric TSITSONIS
Hervé MARTIN

□ Et de manière paritaire un représentant des associations d'usagers suivantes :

FAM Démarche
Consommation Logement Cadre de Vie
Comité de liaison des associations des Personnes Handicapées
Association des Paralysés de France

Les services publics et équipements communautaires qui font l'objet d'un examen par la Commission Consultative des Services Publics Locaux sont actuellement les suivants :

- Service public de collecte et traitement des déchets ménagers
- Service public des transports en commun urbains
- Service public de l'eau potable et de l'eau brute
- Service public de l'assainissement
- Corum, Palais des Congrès et Zenith
- Marché d'Intérêt National
- Unité de méthanisation Ametyst
- Aquarium Mare Nostrum
- Patinoire Vegapolis.

En 2013, la Commission Consultative des Services Publics Locaux s'est réunie le 25 mars, le 19 juin et le 15 juillet. Au cours de ces deux dernières séances, la Commission a examiné les rapports annuels des délégataires et les rapports sur le prix et la qualité des services publics de la collecte et du traitement des déchets ménagers, de l'assainissement, de l'eau potable et de l'eau brute.

Au cours de la séance du 15 juillet 2013 elle a aussi émis un avis sur le renouvellement de la gestion déléguée des services publics de l'eau et de l'assainissement et concernant l'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST. Lors de sa séance du 25 mars 2013 elle s'est prononcée le Projet de Recherche et Développement (PRD4), portant sur l'eau et l'hydraulique et sur la modification des règlements de service d'eau potable pour intégrer la nouvelle réglementation relative à l'écèlement de la facture d'eau en cas de fuite après compteur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte des travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au cours de l'année 2013 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°38 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE DES COMPTES - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Commission de Contrôle des Comptes a été constituée, au titre du mandat 2014-2020, pour exercer un contrôle financier et comptable sur les comptes produits par les entreprises liées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par une convention financière comportant des règlements de comptes périodiques représentant plus de 70 000€ par an.

Cette instance établie en application des articles R 2222-1 à R 2222-5 du Code Général des Collectivités Territoriales est composée de 5 élus titulaires et 5 élus suppléants.

Elle est présidée, en son sein par le président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant.

Cette mission de contrôle concernera dans un premier temps les comptes produits par les délégataires de service public et transmis au titre des rapports visés à l'article L 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Compte tenu de la technicité de cette mission et de l'importance des flux contrôlés, il est proposé d'adopter un règlement intérieur joint en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le règlement intérieur de la Commission de Contrôle des Comptes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°39 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHÉ N°3726AJ14 PRESTATIONS DE CONSEIL JURIDIQUE ET DE REPRÉSENTATION JURIDIQUE DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS DES LITIGES POUR LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - LANCEMENT DE LA PROCÉDURE - AUTORISATION DE SIGNATURE DES MARCHÉS

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, par délibération n°10117 en date du 21 avril 2011, a approuvé la conclusion d'un marché d'assistance et de représentation juridique qui arrivera à échéance le 31 décembre 2014.

L'étendue des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la complexité des opérations à mettre en œuvre imposent une pluralité de compétences juridiques. Par ailleurs, la continuité entre la mission de conseil juridique et la défense éventuelle de nos intérêts constitue un gage de cohérence et de sécurité juridique.

Il convient donc de lancer une nouvelle procédure de mise en concurrence et de publicité, conformément à l'article 30 du Code des Marchés Publics, selon une procédure adaptée restreinte, 5 candidats maximum par lots étant retenus après examen des candidatures.

Compte tenu de la multiplicité des champs d'intervention de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il est proposé d'allotir ces prestations, chaque lot comportant une partie conseil et une partie représentation en justice.

Ces prestations se décomposent ainsi en 6 lots (attribués par marchés séparés) comme suit :

Lot 1 : Droit de la commande publique, domanialité (protection et occupation des domaines public et privé), assurances et dommages de travaux publics dont le montant est estimé à 163 000€ HT ;

Lot 2 : Droit de la fonction publique, droit social, droit du travail et mesures disciplinaires, droit pénal dont le montant est 36 000€ HT ;

Lot 3 : Droit privé, droit civil, droit des affaires, droit privé commercial, droit de la propriété intellectuelle, industrielle, ntic, artistique et littéraire, dont le montant est estimé à 30 000€ HT ;

Lot 4 : Droit public général (dont intercommunalité, fonctionnement des assemblées), Finances publiques et comptabilité publique, dont le montant est estimé à 20 000€ HT ;

Lot 5 : Droit de l'aménagement, urbanisme, construction, environnement (y compris procédures d'expropriation) dont le montant est estimé à 80 000€ HT

Lot 6 : Cassation (conseil ou représentation devant le Conseil d'Etat ou la Cour de Cassation) dont le montant est estimé à 17 000€ HT.

Ces estimations sont établies en fonction des paiements effectués au cours des derniers exercices. Elles ne constituent pas un engagement ou une prévision sur les dépenses futures, notamment compte tenu des éventuelles évolutions des compétences ou institutionnelles de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Les nouveaux marchés prendront effet à compter du 1^{er} janvier 2015 et ce jusqu'au 31 décembre 2015 et pourront être expressément reconduits par période d'un an pour les années 2016, 2017 et 2018.

Il s'agit de marchés à bons de commande dont le montant annuel est établi sans minimum ni maximum.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget 2015 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la procédure de mise en concurrence, à souscrire et à signer les marchés à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, en application de l'article L. 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à prendre toute décision relative à l'exécution de ces marchés et à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

À ce propos, je voudrai spécifier que mon souhait à la ville comme à l'agglomération c'est de diversifier l'ensemble des acteurs, à la fois au niveau des avocats qui défendent les institutions, mais aussi au niveau des commissaires aux comptes et au niveau des notaires. Il n'y a pas de monopole. Je crois que la transparence exige qu'il y ait une pluralité des prestations dans ce domaine.

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°40 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHÉ N°3709MG14 D'ACQUISITION ET LIVRAISON DE VÊTEMENTS PROFESSIONNELS ET ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE - CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET LES COMMUNES DE MONTPELLIER, JACOU, PÉROLS, PIGNAN, VILLENEUVE LÈS MAGUELONE, CASTRIES ET LE CCAS DE MONTPELLIER - LANCEMENT DE LA CONSULTATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :
La Communauté d'Agglomération de Montpellier, et les Communes de Montpellier, Jacou, Pérols, Pignan, Villeneuve les Maguelone, Castries et le CCAS de Montpellier doivent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de procéder à l'acquisition de vêtements professionnels et d'équipements de protection individuelle destinés à leurs agents, afin de leur permettre d'effectuer leurs missions et d'assurer leur sécurité.

Les marchés actuels concernant ces fournitures arrivent à échéance. Il convient donc de relancer une nouvelle procédure d'Appel d'Offres ouvert en application des articles 57 à 59, et 77 du Code des Marchés Publics.

Cette consultation a pour objet la mise en place de marchés à bons de commandes, sans minimum, ni maximum se décomposant en 5 lots permettant de couvrir l'ensemble des métiers qui nécessitent une ou plusieurs tenues ou équipements particuliers.

Afin de rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, les communes pressenties ainsi que notre Etablissement Public de Coopération Intercommunal ont décidé de constituer un Groupement de Commandes conformément à la convention annexée et à l'article 8 du Code des Marchés Publics.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est désignée coordonnateur du Groupement et sa Commission d'Appel d'Offres sera celle du Groupement.

Les besoins des membres du groupement de commande sont définis comme suit :

Pour la Communauté d'Agglomération : 87 000 € H.T.

- lot n°1 vêtements protocolaires, pour un montant annuel estimé à 20 000 € H.T.,
- lot n°2 vêtements régie de collecte, pour un montant annuel estimé à 30 000 € H.T.,
- lot n°3 chaussures de sécurité, pour un montant annuel estimé à 10 000 € H.T.,
- lot n°4 équipements de protection individuelle, pour un montant annuel estimé à 12 000 € H.T.,
- lot n°5 vêtements de sport, pour un montant annuel estimé à 15 000 € H.T.

Pour la Commune de Montpellier : 50 000 € H.T.

- lot n°1 vêtements protocolaires, pour un montant annuel estimé à 50 000 € H.T.,
- La Commune ne participe pas aux autres lots.

Pour la Commune de Jacou : 13 000 € H.T.

- lot n°2 vêtements régie de collecte, pour un montant annuel estimé à 3 000 € H.T.,
 - lot n°3 chaussures de sécurité, pour un montant annuel estimé à 4 000 € H.T.,
 - lot n°4 équipements de protection individuelle, pour un montant annuel estimé à 6 000 € H.T.,
- La Commune ne participe pas aux autres lots.

Pour la Commune de Pérols : 16 000 € H.T.

- lot n°3 chaussures de sécurité, pour un montant annuel estimé à 2 500 € H.T.,
 - lot n°4 équipements de protection individuelle, pour un montant annuel estimé à 12 500 € H.T.,
 - lot n°5 vêtements de sport, pour un montant annuel estimé à 1 000 € H.T.
- La Commune ne participe pas aux autres lots.

Pour la Commune de Pignan : 6 500 € H.T.

- lot n°2 vêtements régie de collecte, pour un montant annuel estimé à 4 000 € H.T.,
 - lot n°3 chaussures de sécurité, pour un montant annuel estimé à 1 500 € H.T.,
 - lot n°4 équipements de protection individuelle, pour un montant annuel estimé à 1 000 € H.T.,
- La Commune ne participe pas aux autres lots.

Pour la Commune de Villeneuve les Maguelone : 7 400 € H.T.

- lot n°3 chaussures de sécurité, pour un montant annuel estimé à 1 400 € H.T.,
 - lot n°4 équipements de protection individuelle, pour un montant annuel estimé à 6 000 € H.T.,
- La Commune ne participe pas aux autres lots.

Pour la Commune de Castries : 2 500 € H.T.

- lot n°3 chaussures de sécurité, pour un montant annuel estimé à 1 000 € H.T.,
 - lot n°4 équipements de protection individuelle, pour un montant annuel estimé à 1 500 € H.T.,
- La Commune ne participe pas aux autres lots.

Pour le CCAS de Montpellier : 14 500 € H.T.

- lot n°3 chaussures de sécurité, pour un montant annuel estimé à 12 000 € H.T.,
 - lot n°4 équipements de protection individuelle, pour un montant annuel estimé à 2 500 € H.T.,
- La Commune ne participe pas aux autres lots.

Les marchés correspondant à chacun des lots seront signés et notifiés par la Communauté d'Agglomération de

Montpellier au nom de l'ensemble des membres du Groupement, pour une durée de un an, à compter de leur notification. Chaque Commune membre du Groupement sera en charge de leur exécution pour ses besoins propres. Les marchés pourront être reconduits expressément pour 3 nouvelles périodes de un an par le coordonnateur pour le compte de l'ensemble des membres du Groupement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement d'un Appel d'Offres ouvert relatif à l'acquisition et la livraison de vêtements et d'équipements de protection individuelle ;
- autoriser, avant le lancement de la consultation, la souscription et la signature des marchés à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de mise en concurrence, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire notamment concernant l'exécution des marchés conclus par la Communauté d'Agglomération, y compris leur résiliation le cas échéant.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Monsieur le Président

Monsieur Pastor, vous avez fait l'objet d'une question pendant votre courte absence. Monsieur Larue.

Monsieur LARUE

Il est noté que vous faisiez partie de la commission consultative des services publics qui s'est tenue le 15 juillet 2013 sur le renouvellement des services publics de l'eau. Je voulais savoir quel était le sens de l'avis donné par cette commission ?

Monsieur le Président

Vous avez le droit, Monsieur Pastor, de ne pas répondre et de consulter les archives.

Monsieur PASTOR

Très honnêtement, il faudrait que je consulte mon agenda pour savoir s'y j'y étais et ce que j'ai fait le 15 juillet, parce que ma mémoire fait un peu défaut. Mais je regarderai et j'essaierai de vous répondre la prochaine fois.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Pastor.

AFFAIRE N°41 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHÉ N°3727MG14 DE GARDIENNAGE - LANCEMENT DE LA CONSULTATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération gère dans le cadre de ses compétences, de nombreux équipements, pour lesquels des prestations de gardiennage de bâtiments, de chantiers ou de locaux divers doivent être assurées.

Le marché actuel arrivant à échéance le 31 décembre 2014, la réalisation de ces prestations doit faire l'objet d'une nouvelle mise en concurrence, sous la forme d'une procédure adaptée ouverte, conformément aux dispositions de l'article 30 du Code des marchés publics.

Le marché sera à bons de commande sans minimum et sans maximum. Il sera établi sur la base d'un coût unitaire d'intervention et d'un coût horaire de gardiennage.

Il sera conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification avec possibilité de reconduction expresse dans la limite de trois reconductions annuelles, soit une durée maximale de 4 ans.

Le montant annuel estimé pour l'ensemble des prestations s'élève à 200 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser, avant l'engagement de la procédure de passation, conformément à l'article L. 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à souscrire le marché tel que défini ci-dessus, avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres à l'issue de la procédure de consultation et à le signer.
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à prendre toute décision relative à l'exécution de ce marché et à signer tout document relatif à cette affaire, y compris le cas échéant sa résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°42 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHÉ N°3710MG14 D'ENTRETIEN, CONTRÔLE ET MAINTENANCE DU PARC AUTOMOBILE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE LANCER UN APPEL D'OFFRE ET SIGNER LE MARCHÉ

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Afin de veiller à l'entretien, au contrôle et maintenance de son Parc Automobile (hors véhicules techniques de la collecte), la Communauté d'Agglomération de Montpellier, doit lancer une consultation sur appel d'offres en application des dispositions du Code des Marchés Publics en application des articles 33 3^oal. et 57 à 59 et 77 (Appel d'Offres ouvert).

Les opérations d'entretien, contrôle et maintenance comprendront l'installation, la pose, la dépose, la mise au point, la mise en service, l'emploi des pièces de rechange, le diagnostic, le dépannage, la réparation, l'échange standard de pièces (action de remplacement d'une pièce identique, neuve d'origine ou remise en état conformément aux spécifications d'origine), révision, rénovation, reconstruction, maintenance préventive, maintenance corrective, maintenance curative.

Toutes les opérations liées à l'entretien du parc automobile de Montpellier Agglomération devront être réalisées dans le respect de la norme AFNOR X60.010.

Le marché sera à bons de commande sans minimum ni maximum. Il sera effectif au 1^{er} janvier 2015 et pourra être renouvelé par reconduction expresse pour trois périodes supplémentaires de un an.

Le montant estimatif annuel du marché n° 3710MG14 s'élève à 90 000 € H.T., soit 360 000 € H.T. sur 4 ans.

Les estimations de montants annuels ne sont pas contractuelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement du marché n°3710MG14;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 900;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la procédure de mise en concurrence, à souscrire le marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, à signer le marché n°3710MG14 ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution, y compris le cas échéant sa résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

Monsieur le Président

Il y en a qui m'ont dit, « tu avais dit que tu vendrais les limousines et tu as gardé la grosse C6 de l'agglo ». Oui, parce qu'elle n'a que 10 000 km, nous ne pouvons pas la vendre tout de suite, il faut attendre un peu. Et puis comme nous allons recevoir beaucoup de ministres du gouvernement, il faut quand même qu'ils soient reçus dignement. Nous ne faisons pas de promesse que nous ne tenons pas, nous n'avons donc pas besoin de blindage.

AFFAIRE N°43 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHÉ N°3713MG14 D'ACHAT ET LIVRAISON DE PAPIER POUR PHOTOCOPIEURS ET IMPRIMANTES - CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET LES COMMUNES DE JACOU, PIGNAN, ST GENIÈS DES MOURGUES, VILLENEUVE LÈS MAGUELONE, PÉROLS, COURNONTERRAL, COURNONSEC - LANCEMENT DE LA CONSULTATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Communes de Jacou, Pignan, Saint Geniès des Mourgues, Villeneuve les Maguelone, Pérols, Cournonterral et Cournonsec doivent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de l'acquisition et la livraison de papier pour imprimantes et photocopieurs destiné au fonctionnement de leurs services.

Afin de rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, les Communes pressenties ainsi que l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale ont décidé de constituer un Groupement de Commandes conformément à la convention annexée et à l'article 8 du Code des Marchés Publics.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est désignée coordonnateur du Groupement et sa Commission d'Appel d'Offres sera celle du Groupement.

La procédure de mise en concurrence sera conforme aux articles 57 à 59 du Code des Marchés Publics (Appel d'Offre Ouvert).

Les montants annuels estimatifs H.T. des commandes des membres du Groupement seront les suivants :

Pour :

- La Communauté d'Agglomération de Montpellier : 40 000 € H.T. ;
- La Commune de Jacou : 2 500 € H.T. ;
- La Commune de Pignan : 1 900 € H.T. ;
- La Commune de Saint Geniès des Mourgues : 375 € HT. ;

- La Commune de Villeneuve lès Maguelone : 3 600 € H.T. ;
- La Commune de Pérols : 5 500 € H.T. ;
- La Commune de Cournonterral : 1 000 € H.T. ;
- La Commune de Cournonsec : 1 400 € H.T. ;

Conformément aux engagements de la Communauté d'Agglomération dans le cadre du Plan Climat Energie Territoire et du plan Local de Prévention des Déchets, ce nouveau marché prévoira l'acquisition en priorité de papier recyclé. De même, le grammage sera réduit afin de limiter en poids les quantités achetées et donc les déchets produits. Une baisse de 10 à 15% est attendue.

Les marchés à bons de commande, sans minimum, ni maximum seront signés et notifiés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au nom de l'ensemble des membres du Groupement, chargés, chacun en ce qui le concerne de leur exécution.

Ces marchés prendront effet au 1^{er} janvier 2015 jusqu'au 31 décembre 2015. Il seront renouvelables trois fois par période d'un an, la reconduction expresse sera effectuée par le coordonnateur au nom des membres du groupement, conformément à la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'établissement d'un Groupement de Commandes entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Communes de Jacou, Pignan, Saint Geniès des Mourgues, Villeneuve les Maguelone, Pérols, Cournonterral, Cournonsec et Murviel les Montpellier ;
- autoriser le coordonnateur du Groupement de Commandes à lancer un Appel d'Offres ;
- autoriser, avant le lancement de la procédure de mise en concurrence, la souscription et la signature des marchés à intervenir avec les candidats retenus par la commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la consultation conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire notamment concernant l'exécution des marchés conclus par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, y compris leur résiliation le cas échéant.

Monsieur le Président

Madame Jamet.

Madame JAMET

Évidemment, c'est prudent et censé de mutualiser ces commandes, mais est-ce que ça passe par l'UGAP ou pas ?

Monsieur le Président

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert. Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°44 : RESSOURCES HUMAINES – ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES 2014 - COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES - NOMBRE DE REPRÉSENTANTS - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Conformément à la délibération n°6230 du 21 décembre 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier assure directement la gestion et le fonctionnement de ses commissions administratives paritaires.

La CAP est un organisme paritaire consultatif, où s'exerce le droit à la participation des fonctionnaires territoriaux. Il existe une CAP par catégorie hiérarchique de fonctionnaires (A, B, C). Tous les grades et emplois des collectivités sont classés dans un groupe hiérarchique rattaché à une catégorie. Chaque catégorie comprend deux groupes hiérarchiques :

- catégorie A : groupes 5 et 6
- catégorie B : groupes 3 et 4
- catégorie C : groupes 1 et 2

Les CAP connaissent des questions d'ordre individuel. Elles sont compétentes à l'égard de l'ensemble des fonctionnaires et des stagiaires de la catégorie hiérarchique concernée. Lorsqu'elles sont saisies de questions disciplinaires, elles se réunissent en conseil de discipline.

Les représentants de la collectivité sont désignés par le Président parmi les membres de l'organe délibérant. Ils comprennent, en nombre égal au nombre de représentants du personnel, des titulaires et des suppléants. En outre, l'article 54 de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 prévoit que la désignation de ces membres doit respecter une proportion minimale de 40 % de chaque sexe.

Dans le cadre du prochain renouvellement, les membres représentant le personnel seront désormais élus pour 4 ans au scrutin de liste à un seul tour avec représentation proportionnelle.

Le nombre de représentants du personnel est lié aux effectifs.

Les élections professionnelles ayant lieu le 4 décembre 2014, les effectifs sont appréciés au 1^{er} janvier 2014.

Compte tenu des effectifs de la Communauté d'Agglomération et conformément à l'article 2 du décret n°89-229 du 17 avril 1989, le nombre de représentants titulaires est fixé comme suit :

Pour la CAP C, compte tenu des effectifs compris entre 500 et 750, elle est constituée de 6 représentants titulaires dont 4 du groupe de base et 2 du groupe supérieur.

Pour la CAP B, compte tenu des effectifs compris entre 250 et 500, elle est constituée de 5 représentants titulaires. Les effectifs représentés par le groupe 4 étant supérieurs aux effectifs du groupe 3, la CAP est constituée de 2 représentants du groupe de base et de 3 représentants du groupe supérieur.

Pour la CAP A, compte tenu des effectifs compris entre 40 et 250, elle est constituée de 4 représentants titulaires dont 3 du groupe de base et 1 du groupe supérieur.

Les organisations syndicales ont été informées de ces dispositions lors du Comité Technique Paritaire du 8 juillet 2014

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer le nombre de représentants de la collectivité et du personnel comme indiqué ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Je donne la parole à de Monsieur Bonnal.

Monsieur BONNAL

Il y a eu un renouvellement de ces instances suite à celui des conseils municipaux, ce sera maintenant tous les 4 ans. Nous aurons donc d'autres élections en 2018.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Bonnal. Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°45 : RESSOURCES HUMAINES – ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES 2014 - MODALITÉS DE REPRÉSENTATION AU SEIN DU COMITÉ TECHNIQUE ET DU COMITÉ D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Les articles 8 à 10-1 et 28 à 33 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 organisent au sein de la Fonction Publique Territoriale la création et le fonctionnement des instances paritaires consultatives permettant la mise en œuvre du droit de participation des fonctionnaires notamment pour les Comités Techniques et les Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail. Ces dispositions ont été modifiées par la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique.

1 – Le Comité Technique

Un Comité Technique est créé dans chaque collectivité ou établissement affilié ou non à un centre de gestion, et employant au moins 50 agents titulaires ou non titulaires (à temps complet ou non).

Son rôle est de permettre aux fonctionnaires de participer, par l'intermédiaire de leurs délégués siégeant dans les organismes consultatifs, à l'organisation et au fonctionnement des services publics.

Le Comité Technique est appelé à donner un avis sur les questions relatives :

- ☐ à l'organisation et aux conditions générales de fonctionnement des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- ☐ aux programmes de modernisation des méthodes et techniques de travail et à leur incidence sur la situation du personnel,
- ☐ à l'examen des grandes orientations relatives aux effectifs, emplois et compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- ☐ à l'établissement du plan de formation et sa mise en œuvre, à l'insertion et à la promotion de l'égalité professionnelle,
- ☐ à des sujets d'ordre général intéressant l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail,
- ☐ à l'action sociale,
- ☐ aux modifications en hausse ou en baisse du nombre d'heures de service hebdomadaire afférent à un emploi à temps non complet,
- ☐ aux suppressions d'emploi,
- ☐ aux demandes d'agrément en matière de contrat d'apprentissage,

☐ aux questions relatives au régime indemnitaire.

Le Comité Technique doit également avoir connaissance d'un certain nombre de matières :

- ☐ le nombre de fonctionnaires mis à disposition auprès d'autres administrations,
- ☐ l'emploi des handicapés,
- ☐ le déroulement des Contrats Emplois d'Avenir,
- ☐ le rapport sur l'état de la collectivité.

Le Comité Technique est composé de deux collèges, celui des représentants de la collectivité et celui des représentants du personnel. Les représentants titulaires sont en nombre égal à celui des représentants suppléants.

Les représentants de la collectivité sont désignés par le Président parmi les membres de l'organe délibérant ou parmi les agents de la collectivité. Le Comité Technique est présidé par le Président de l'établissement ou son représentant. Il ne peut être désigné que parmi les membres de l'organe délibérant.

Les membres représentant le personnel sont désormais élus pour 4 ans au scrutin de liste à un seul tour avec représentation proportionnelle.

Le Comité Technique doit tenir au moins deux séances dans l'année.

Les élections professionnelles auront lieu le 4 décembre 2014.

Compte tenu des effectifs de la Communauté d'Agglomération au 1^{er} janvier 2014, le nombre de représentants titulaires doit être compris entre 5 à 8 représentants par collège.

Par ailleurs, la loi du 5 juillet 2010 sur la rénovation du dialogue social donne la possibilité dans la Fonction Publique Territoriale de maintenir ou non le paritarisme. Soucieux de conserver les formes de dialogue social existantes depuis 2004 à l'Agglomération de Montpellier, qui témoignent d'un rapport juste et équilibré entre les représentants de la collectivité et du personnel, et après des réunions de concertation, le 30 avril et le 18 juin 2014 avec les organisations syndicales représentées au sein de l'Agglomération, et après consultation du Comité Technique Paritaire du 8 juillet 2014, il est proposé pour la composition et l'organisation du prochain Comité Technique :

- de maintenir le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants titulaires et suppléants du personnel ;
- de fixer à 6 le nombre de représentants du personnel titulaires et à 6 le nombre de représentants suppléants élus au suffrage direct sur les listes présentées par les organisations syndicales ;
- de recueillir, par le Comité Technique l'avis des représentants de la collectivité.

2 – Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail

En application de l'article 33-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et de l'article 27 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié, les collectivités sont tenues de créer un Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail, dans les mêmes conditions que celles prévues pour le Comité Technique par l'article 32 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail a été créé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier par la délibération n°5928 du 29 juin 2004. Il est appelé à donner un avis sur les questions relatives :

- ☐ à la protection de la santé physique et mentale et de la sécurité des agents,
- ☐ à l'amélioration des conditions de travail, notamment en vue de faciliter l'accès des femmes à tous les emplois et de répondre aux problèmes liés à la maternité,
- ☐ à l'observation des prescriptions légales prises en ces matières,
- ☐ à des projets d'aménagement importants modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail,
- ☐ à des projets d'introduction de nouvelles technologies lorsqu'elles sont susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé et la sécurité des agents,
- ☐ à des projets relatifs à la remise ou au maintien au travail des accidentés ou des travailleurs reconnus handicapés, en particulier, sur les mesures destinées à permettre le reclassement des agents reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions,
- ☐ au rapport annuel écrit faisant le bilan de la situation générale de la santé, de la sécurité et des conditions de travail du ou des services et des actions menées au cours de l'année écoulée,
- ☐ au programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail,
- ☐ au rapport annuel établi par le service de médecine préventive.

Le renouvellement des représentants du personnel se fera lors des élections professionnelles du 4 décembre 2014.

La désignation des représentants du personnel se fera sur la base des résultats aux élections des représentants du personnel au Comité Technique. Les organisations syndicales désigneront librement les représentants du personnel au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail sous réserve qu'ils remplissent les conditions d'éligibilité au Comité Technique.

Les opérations de désignation devront être achevées dans le délai d'un mois suivant la date des élections des représentants du personnel au Comité Technique, soit le 4 janvier 2015.

Le nombre de membres titulaires des représentants du personnel doit être compris entre 3 et 10 dans les collectivités employant au moins 200 agents, ce qui est le cas de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les représen-

tants titulaires sont en nombre égal à celui des représentants suppléants.

Après avoir réuni, le 30 avril et le 18 juin 2014, les organisations syndicales représentées au sein de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et après consultation du Comité Technique Paritaire du 8 juillet 2014 il est proposé pour la composition et l'organisation du prochain Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail :

- de maintenir le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants titulaires et suppléants du personnel ;
- de fixer à 6 le nombre de représentants du personnel titulaires et à 6 le nombre de représentants suppléants désignés par les organisations syndicales ;
- de recueillir, par le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail, l'avis des représentants de la collectivité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer pour le Comité Technique et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail, le nombre de représentants du personnel comme indiqué ci-dessus ;
- maintenir pour le Comité Technique et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants titulaires et suppléants du personnel ;
- recueillir, par le Comité Technique et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail les avis des représentants de la collectivité ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur BONNAL

C'est le pendant de la précédente au niveau du CHSCT, même élection, même jour.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°46 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

I- Créations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique Paritaire du 08 juillet 2014.

III-Transformations de postes au tableau des effectifs

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique Paritaire du 08 juillet 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tenant compte des mises en conformité, transformations, suppressions et confirmation de postes telles que présentées en annexe;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Budget Principal, chapitre 920, 923, 924, 928 et 929 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

AFFAIRE N°47 : RESSOURCES HUMAINES – RÉVISION DES MODALITÉS D'ADHÉSION AU CENTRE DE GESTION DE L'HÉRAULT - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Par délibération du 21 décembre 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est inscrite dans une affiliation volontaire avec effet au 1^{er} janvier 2005, auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault. Dans le cadre de cette affiliation volontaire, cet établissement, en contrepartie d'une cotisation fixée à 0,4 % de la masse salariale, assure deux types de missions :

- Les missions obligatoires pour le compte des employeurs publics telles que définies dans la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 :
 - La publicité des créations, vacances d'emplois de catégorie A, B et C ;
 - La publicité des listes d'aptitude ;
 - La prise en charge des fonctionnaires des catégories A, B et C momentanément privés d'emplois ;
 - Le reclassement des fonctionnaires de catégories A, B et C devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions ;
 - Le fonctionnement des conseils de discipline de recours.
- Les missions au titre de l'adhésion volontaire : le conseil statutaire, la gestion de la bourse de l'emploi, l'organisation des concours et examens professionnels, des formations notamment dans le domaine de la prévention.

Dans sa séance du 29 novembre 2013, le conseil d'administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault a décidé unilatéralement l'augmentation pour la seule Communauté d'Agglomération de Montpellier du taux de cotisation qui progresse de 0,4 % à 0,7 %.

Dans le même temps, depuis 2005, l'évolution des compétences sur les missions fondamentales des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier permet d'assurer les prestations proposées par le centre de gestion en interne. Ainsi, cette évolution à laquelle s'ajoute l'augmentation du taux de cotisation, pour notre seule EPCI, amène à reconsidérer notre affiliation volontaire.

Par ailleurs, l'évolution législative récente a mis fin à la facturation, pour les collectivités non affiliées auprès des centres de gestion, des coûts des lauréats aux différents concours et examens professionnels des catégories A et B. Ne subsiste désormais que la facturation des coûts pour les agents de catégorie C nommés sur liste d'aptitude inscrits auprès des centres de gestion.

Compte tenu des éléments exposés ci-dessus, il est proposé la fin de l'affiliation volontaire auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault à compter du 31 juillet 2014, justifiée par la diminution des prestations offertes et par l'augmentation du taux de cotisation décidée par le centre de gestion.

Dans ce contexte, à partir de cette date, l'instruction des dossiers relevant des commissions de réforme sera traitée par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS) qui assure déjà, pour rappel, les dossiers relevant du Comité Médical. Cette mesure sera réalisée sans contribution financière supplémentaire pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Ces dispositions ont été adoptées à la majorité des membres du Comité Technique Paritaire qui s'est réuni le 8 juillet 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la fin de l'affiliation volontaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault à compter du 31 juillet 2014 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Monsieur Bonnal.

Monsieur BONNAL

Nous adhérons au centre de gestion pour la réalisation d'un certain nombre de missions. Et naturellement, nous participons en fonction de la masse salariale. Dans la séance du 29 novembre 2013, je pense que j'étais présent en tant que représentant de l'agglomération, le taux de cotisation a évolué assez rapidement en passant de 0,4 à 0,7 %. Naturellement, cela fait un coût supplémentaire très important pour des services qui sont aussi bien assurés au niveau de l'agglomération. Il vous est donc proposé de faire marche arrière sur cette participation au centre de gestion de l'Hérault dont nous resterons quand même membres.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 47.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°48 : RESSOURCES HUMAINES – AVENANT N°1 À LA CONVENTION FINANCIÈRE 2014 AVEC LE COMITÉ D'ACTION SOCIALE SPORTIVE ET CULTURELLE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Par délibération n°12083 du 19 décembre 2013, la Communauté d'Agglomération a autorisé la signature d'une convention financière avec le Comité d'Action Sociale Sportive et Culturelle (CASSC) pour l'année 2014. Cette convention, qui a pour objet de formaliser les moyens financiers qui sont mis à disposition du CASSC, a été signée le 29 décembre 2013.

Afin que le CASSC soit en mesure de répondre à la progression des demandes en matière d'aides sociales, de prati-

ques culturelles et sportives et de services collectifs tout au long du second semestre 2014, il convient de prévoir un avenant à la convention financière 2014 par lequel la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à verser une subvention exceptionnelle d'un montant de 7 000 euros dans le cadre du Budget Supplémentaire 2014. Cette subvention exceptionnelle viendra en complément de la subvention de 475 000 euros accordée par l'Agglomération de Montpellier au Budget Primitif 2014.

Ces dispositions ont été adoptées à l'unanimité des membres du Comité Technique Paritaire qui s'est réuni le 8 juillet 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 à la convention financière 2014 avec le Comité d'Action Sociale Sportive et Culturelle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- s'engager à verser une subvention exceptionnelle complémentaire de 7 000 €,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Budget Principal, chapitre 920,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur BONNAL

Il s'agit d'une somme que vous avez vu passer dans la liste de tout à l'heure, de 7 000 euros. J'y attache une certaine importance parce qu'on a parlé de crise, de paupérisation. Et là, en termes de dépenses sociales au niveau du CASC, nous les avons vu bondir. Donc, le budget prévisionnel a été dépassé, c'est pour cela que je vous remercie de voter au moins ces 7 000 euros.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Bonnal

Ne prennent pas part au vote : Pierre BONNAL, Rosy BUONO, René REVOL, Eliane LLORET, Véronique PEREZ, Jean-Luc COUSQUER, Patricia MIRALLES, Isabelle GIANIEL, Yvon PELLET, Geniès BALAZUN, Jean Luc MEISSONNIER, Thierry BREYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Arnaud MOYNIER, Gérard CASTRE, Joël RAYMOND.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°49 : CULTURE – ASSOCIATION OPÉRA ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON - AFFECTATION D'UNE SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE EXCEPTIONNELLE - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°11900 du 29 octobre 2013, le Conseil de Communauté a approuvé les statuts de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon (OONM), et a sollicité Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault, pour la création de l'EPCC OONM, qui devrait intervenir au 1er septembre 2014 avec un transfert des activités et charges de l'association prévu au 1^{er} octobre 2014.

La création de cet EPCC est cependant dépendante de la résorption du déficit d'exploitation de l'association OONM, qui s'élevait à 716 000 € au 31 décembre 2013. Afin de poursuivre la procédure de création de l'EPCC dans le respect du calendrier prévisionnel susvisé, les principaux partenaires financiers ont proposé d'attribuer une subvention complémentaire exceptionnelle à l'association OONM, au prorata des participations financières de chacun définies dans les statuts de l'EPCC. Ainsi, la Communauté d'Agglomération doit-elle participer à hauteur de 472 250 € H.T., la Région Languedoc-Roussillon 136 873 € H.T. et l'Etat 107 491 € H.T..

Afin de verser la somme susvisée à l'association OONM, la Communauté d'Agglomération propose d'une part d'acquérir, auprès de l'association OONM, un violon réalisé par Giovanni Baptista Rogeri en 1692, évalué en 2012, par une société d'expertise britannique mondialement reconnue (Peter Biddulph limited) à 375 000 € H.T. et d'autre part d'affecter à l'association une subvention complémentaire exceptionnelle de 97 250 € H.T., soit 99 292,25 € T.T.C. Le montant de cette subvention complémentaire est susceptible d'ajustement en fonction de l'actualisation de la valeur du violon.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'acquisition, auprès de l'association Opéra Orchestre national de Montpellier Languedoc-Roussillon, d'un violon attribué à Giovanni Baptista Rogeri, 1692, pour un montant de 375 000 € H.T., soit 450 000 € T.T.C.,
- affecter une subvention complémentaire exceptionnelle de 97 250 € H.T., soit 99 292,25 € T.T.C. à l'association Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 903 et 923,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document découlant de cette affaire notamment l'acte d'acquisition et la convention de subvention.

Monsieur TARVIER

Monsieur le Président, chers collègues. Vous savez que l'orchestre a eu un certain nombre de difficultés. Nous avons donc essayé de les résoudre d'une manière rapide et efficace en faisant passer l'orchestre du statut associatif à celui d'un EPCC, c'est-à-dire un établissement public à caractère culturel. Mais pour pouvoir opérer la transition, l'État a posé une condition qui était incontournable qui consistait à résorber le déficit de l'orchestre. Ce déficit s'élève à 716 000 euros et il a fallu bien évidemment trouver des solutions. Étant précisé également que la Région paiera sa part, dit-elle pour le moment, à condition que nous passions en EPCC. Nous avons trouvé une solution qui consiste à racheter un violon de grande qualité évalué à hauteur de 375 000 euros. Et ensuite, à verser une subvention complémentaire de 97 250 euros. La Région, pour sa part, doit verser 136 873 euros et l'État 107 491 euros. Le calendrier, s'il est respecté, prévoit le passage en EPCC le 4 septembre, lors de la réunion du bureau.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Travier. Tout ce qui concerne la culture, le sport de haut niveau, les investissements routiers, les infrastructures, notamment liées à l'aspect ferroviaire, tout cela fait partie du pack que nous discutons avec la Région.

Madame JAMET

Une question. Vous parlez de crise ou de paupérisation, etc. Je note donc que l'opéra rencontre aussi de graves difficultés. Je ne vois donc pas la pertinence de l'achat d'un violon de 375 000 euros pour rétablir ses finances.

Monsieur TRAVIER

La réponse est très simple, Madame. Il y a un déficit, il faut trouver un moyen de le résorber. L'orchestre est un outil culturel que tout le monde connaît et reconnaît. Mais l'orchestre représente aussi, en termes d'emplois, un gisement important et nous ne pouvons pas nous abstenir d'intervenir. L'association de l'orchestre détient cet instrument qui a été évalué et estimé par un cabinet incontestable. Nous n'avons d'autre solution que de proposer son rachat pour abonder à hauteur de 375 000 euros et ensuite apporter le reste. Il y a à peu près 200 emplois concernés, que ce soit les musiciens, les personnels techniques et administratifs et tout ce qui va avec. C'est la raison pour laquelle nous avons cherché des solutions avec l'aide de l'État et de la Région.

Monsieur le Président

Madame Jamet, pour compléter ce que vient de dire Monsieur Travier, nous achetons le violon en investissement et nous le répercutons en fonctionnement, afin de donner plus de latitude à l'orchestre.

Je mets aux voix l'affaire 49.

Ne prennent pas part au vote : Bernard TRAVIER, Jean-Louis COUSQUER, Christophe COUR, Guy BARRAL, Chantal LEVY-RAMEAU.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°50 : CULTURE – ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION CULTURELLE OPÉRA ORCHESTRE DE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON - DÉSIGNATION DES MEMBRES

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°11900 du 29 octobre 2013, le Conseil de Communauté a approuvé les statuts de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon, et a sollicité Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault, pour la création de l'EPCC OONM qui devrait intervenir au 1^{er} septembre 2014.

Les statuts approuvés précisent les missions et les priorités du futur EPCC, qui s'inscriront dans les cahiers des missions et des charges pour le réseau national des opéras en région et pour le réseau national des orchestres en région. Ils prévoient en outre la composition du Conseil d'Administration définie comme suit :

- **12** représentants titulaires et 12 représentants suppléants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **4** représentants de la Région Languedoc-Roussillon,
- **3** représentants de l'Etat,
- **3** personnalités qualifiées désignées par la Communauté d'Agglomération, la Région Languedoc- Roussillon, l'Etat,
- **2** représentants du personnel (à noter que jusqu'alors, les personnels n'étaient pas représentés au conseil d'administration de l'association),

Un membre supplémentaire pourra siéger, le cas échéant, au sein du Conseil d'Administration en application de l'article R 1431-4, 2eme alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales.

En outre, les personnels employés par l'association OONM dont l'objet et les moyens sont transférés à l'établissement public bénéficieront du transfert de leur contrat de travail en application de l'article 1224-1 du Code du travail.

Compte tenu de cette composition et en application de l'article 7-1 de statuts, il convient de désigner les 12 membres titulaires et 12 membres suppléants, représentant la Communauté d'Agglomération au sein des instances de du futur EPCC OONM, ainsi que les 3 personnalités qualifiées.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

- Représentants titulaires :

Thierry BREYSSE,
Guy BARRAL,
Caroline NAVARRE,
Annie YAGUE,
Jean-Marc DI RUGGIERO,
Isabelle MARSALA,
Clare HART,
Jean-Luc COUSQUER,
Bernard TRAVIER,
Eric PETIT,
Eliane LLORET,
Chantal CLARAC.

- Représentants suppléants :

Rosy BUONO,
Laurent JAOUL,
Lorraine ACQUIER,
Maud BODKIN,
Henri DE VERBIZIER,
Chantal LEVY-RAMEAU,
Kanthaly PHOUTTHASANG,
Jérémy MALECK,
Titina DASYLVA,
Sonia KERANGUEVEN,
Fabien ABERT,
Roger CAIZERGUES.

- Personnalités qualifiées :

Didier DESCHAMPS,
Bernard SERROU,
Henri FOURES.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner en qualité de représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier :

Thierry BREYSSE, Guy BARRAL, Caroline NAVARRE, Annie YAGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Isabelle MARSALA, Clare HART, Jean-Luc COUSQUER, Bernard TRAVIER, Eric PETIT, Eliane LLORET, Chantal CLARAC (en qualité de représentants titulaires) ;

Rosy BUONO, Laurent JAOUL, Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Henri DE VERBIZIER, Chantal LEVY-RAMEAU, Kanthaly PHOUTTHASANG, Jérémy MALECK, Titina DASYLVA, Sonia KERANGUEVEN, Fabien ABERT, Roger CAIZERGUES (en qualité de représentants suppléants) ;

et Didier DESCHAMPS, Bernard SERROU, Henri FOURES (en qualité de personnalités qualifiées) et les autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;

- autoriser les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à siéger au Conseil d'Administration et aux et à accepter toute fonction dans ce cadre, y compris celle de Président,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°51 : CULTURE – JURY DE CONCOURS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE - MÉDIATHÈQUE AIMÉ CÉSAIRE À CASTELNAU-LE-LEZ - ÉLECTION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°11636 du 26 juin 2013, le Conseil de Communauté a approuvé le programme et le budget de l'opération de reconstruction de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez.

D'une surface hors œuvre nette (SHON) de 1 100 m², la nouvelle médiathèque Aimé Césaire comportera trois secteurs accessibles au public : le secteur fiction, le secteur documentaire – image – son, et le secteur presse. Des salles d'action culturelle (salle d'initiation et salle de projections – animations – conférences) viendront compléter les secteurs d'activité de la médiathèque. L'accueil des usagers de la médiathèque sera positionné à l'ouest du bâtiment pour un accès direct depuis la place du marché. En rez-de-chaussée, le bâtiment ouvrira ses espaces d'activités sur l'espace extérieur coté sud.

Sur la base d'un montant travaux de 2,7 M€ H.T., le budget global estimé de l'opération au stade du programme s'établit à 3,9 M€ H.T. (valeur juin 2013).

Par la délibération susvisée, le Conseil de Communauté a également autorisé le lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre conformément à l'article 74 chapitres II et III du Code des marchés publics, et désigné les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier conformément à l'élection des membres du jury de maîtrise d'œuvre ci-dessus.

Le jury est composé de 5 membres élus du Conseil de Communauté, ainsi que de 2 personnalités dont la participation présente un intérêt particulier et 4 membres ayant la qualification exigée ou équivalente à celle des candidats, désignés par arrêté du président du jury.

La procédure de concours a été lancée le 7 août 2013. Les 5 candidats admis à présenter un projet ont été sélectionnés à l'issue d'un premier jury qui s'est tenu le 24 janvier 2014.

Ces candidats se sont vus remettre le cahier des charges le 28 mai 2014, avec remise des projets fixée au 8 septembre 2014. Un jury doit être organisé en octobre pour le choix du lauréat.

Compte tenu de cette échéance, et compte tenu de la nouvelle composition du Conseil de Communauté, il convient de désigner à nouveau les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du jury de concours de maîtrise d'œuvre susvisé.

En application de l'article 22 du Code des Marchés Publics, l'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms que de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamé élu.

Dans la perspective de cette élection, des listes, exclusivement constituées de délégués titulaires au sein du Conseil de Communauté, y compris pour les membres suppléants, devaient être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant le jeudi 31 juillet 2014, à 12h00. Chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election du jury de concours de maîtrise d'œuvre de la médiathèque Aimé Césaire de Castelnau-le-Lez – Dépôt de liste – Ne pas ouvrir avant la date limite ».

Après approbation des modalités d'organisation du scrutin par l'assemblée, il est demandé au Conseil de Communauté de bien vouloir procéder à l'élection des membres du jury de concours.

Une seule liste a été déposée dans les délais et conditions fixées dans le pré-rapport d'information transmis à l'ensemble des membres du Conseil de Communauté, mentionnées ci-dessus.

La liste (liste 1) déposée par Monsieur le Président est composée comme suit :

Titulaires :

- Guy BARRAL
- Thierry BREYSSE
- Jean-Pierre GRAND
- Pierre BONNAL
- Catherine DARDE

Suppléants :

- Yvon PELLET
- Laurent JAOU
- Eliane LLORET
- Gilbert PASTOR
- Jean-François AUDRIN.

Monsieur le Président

Nous devons voter à bulletin secret. La liste que je vous propose est la liste n°1. Si vous êtes d'accord, vous mettez le numéro 1. Je demande à Maud Bodkin et à Fabien Abert de se positionner à la table des scrutateurs.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies ci-dessus.

AFFAIRE N°52 : CULTURE – PLANÉTIARIUM GALILÉE - JOURS ET HEURES D'OUVERTURE - MODIFICATION - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

La réforme des rythmes scolaires sera mise en œuvre pour l'ensemble des établissements primaires du secteur public dès la rentrée 2014. Cette réforme prévoit le passage à une semaine de 4 jours et demi travaillés, dont le mercredi matin. Véritable ressource pédagogique pour les scolaires, le Planétarium Galilée propose d'adapter son offre auprès des scolaires, afin de tenir compte de ces nouvelles données organisationnelles.

Ainsi, deux séances seront désormais disponibles les mercredis matin, à 9h et 10h30. Le Planétarium Galilée sera ainsi désormais ouvert pour les scolaires les mercredis matin, de 8h30 à 12h00. L'offre auprès des scolaires reste inchangée pour les autres jours. Ces nouvelles dispositions impactent l'offre du mercredi dédiée au grand public, qui doit en conséquence être adaptée pendant les périodes scolaires. Ainsi, les heures d'ouverture du Planétarium Galilée seront établies de 14h à 17h30, contre 13h30 – 18h00 actuellement. L'offre auprès du grand public reste inchangée pour les autres jours ainsi que pour les périodes de vacances scolaires.

Compte tenu de ces ajustements, les horaires d'ouverture du Planétarium Galilée deviennent les suivants :

	Période scolaire(*)		Hors période scolaire(**)	
	Matin	Après midi	Matin	Après midi
Lundi	8h30-12h00	13h30-17h00	-	13h30-18h00
Mardi	8h30-12h00	13h30-17h00	-	13h30-18h00
Mercredi	8h30-12h00	14h00-17h30	-	13h30-18h00
Judi	8h30-12h00	13h30-17h00	-	13h30-18h00
Vendredi	8h30-12h00	13h30-17h00	-	13h30-18h00
Samedi	-	13h30-21h00	-	13h30-21h00
Dimanche	-	13h30-18h00	-	13h30-18h00

(*) Hors jours fériés

(**) Hors 1^{er} et 8 mai, jeudi de l'Ascension, et période de fermeture annuelle pour travaux.

De manière globale, ces nouvelles dispositions permettront l'organisation d'une séance supplémentaire le mercredi en période scolaire.

Ces jours et heures d'ouverture ont un impact sur l'organisation du travail du personnel d'accueil et du personnel d'animation. Cette nouvelle organisation a fait l'objet d'un examen du Comité Technique Paritaire qui a donné un avis favorable.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification des jours et heures d'ouverture du Planétarium Galilée telle que définie ci-dessus
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°53 : CULTURE – ECOLOTHÈQUE - MODIFICATIONS TARIFAIRES - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

La réforme des rythmes scolaires sera mise en œuvre pour l'ensemble des établissements primaires du secteur public dès la rentrée 2014. Cette réforme prévoit le passage à une semaine de 4 jours et demi travaillés, dont le mercredi matin. Les élèves scolarisés le mercredi matin ne pourront donc rejoindre l'écolothèque qu'à compter du milieu de la journée, avant ou après le repas de midi.

Afin de tenir compte de ces nouvelles données organisationnelles, l'écolothèque propose d'adapter son offre en proposant un tarif à la demi-journée, avec ou sans repas.

Ces tarifs sont définis sur la base des tarifs existants :

Pour les familles résidant dans l'agglomération :

• **Tarif existant :**

- **une journée entière :**

(Salaire mensuel du foyer avant abattements x taux d'effort / 20j), auquel on ajoute 5 € de repas

• **Tarifs nouveaux :**

- **½ journée avec repas :**

((Salaire mensuel du foyer avant abattements x taux d'effort / 20j) / 2), auquel on ajoute 5 € de repas

- **½ journée sans repas :**

(Salaire mensuel du foyer avant abattements x taux d'effort / 20j) / 2), auquel on ajoute 0,60 € de goûter

Le taux d'effort, dont le principe est imposé par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), proposé par l'écolotheque et approuvé par la CAF est le suivant :

Nbr d'enfants	1	2	3	4	n
Taux d'effort	11%	10%	9%	8%	12% - n%

Pour les familles résidant en dehors de l'agglomération :

• **Tarif existant :**

- **une journée entière :** 30 € + 5 € de repas

• **Tarifs nouveaux :**

- **½ journée avec repas :** 15 € + 5 € de repas

- **½ journée sans repas :** 15 € + 0,60 € de goûter

Enfin, un forfait minimum de un euro par demi-journée ou de deux euros par journée est désormais exigé pour toutes les familles dont le prix pour une demi-journée ou une journée serait inférieur à ces montants.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les nouveaux tarifs applicables à compter du 1er septembre 2014,

- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°54 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - CONVENTION DE DÉPÔT-VENTE D'OUVRAGES AVEC LA COMMUNE D'APT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Pour son exposition « *le Vin, Nectar des Dieux, Génie des Hommes* », le musée d'Apt a sollicité le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades de Montpellier Agglomération, afin qu'il autorise le prêt de panneaux d'exposition lui appartenant. En retour, le musée de l'Aventure industrielle du pays d'Apt a souhaité mettre en vente dans sa boutique le catalogue d'exposition relatif à cette manifestation, réédité par le musée Henri Prades de Lattes en 2009-2010.

Cette démarche permettra de promouvoir les éditions du Site archéologique Lattara-musée Henri Prades de Montpellier Agglomération et de valoriser son stock.

Aussi est-il nécessaire, afin de formaliser cette opération, d'établir une convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le dépositaire, la commune d'Apt, précisant l'ensemble des modalités de ce dépôt-vente.

Cette convention prévoit la mise en dépôt-vente de 30 exemplaires du catalogue *Le Vin, Nectar des Dieux, Génie des Hommes*, plus un exemplaire de consultation (31 exemplaires au total) pendant toute la durée de l'exposition au musée de l'Aventure industrielle du pays d'Apt, soit 5 mois.

La Commune d'Apt percevra les recettes relatives à la vente des catalogues, et reversera à la Communauté d'Agglomération de Montpellier 70% des recettes ainsi recouvrées. La Commune d'Apt sera tenue de procéder au versement des sommes dues sans délai, aux mois de septembre 2014 et janvier 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de dépôt-vente d'ouvrages entre le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades de Montpellier Agglomération et le musée de l'Aventure industrielle du pays d'Apt au titre de l'année 2014-2015 pour l'exposition « *Le Vin, Nectar des Dieux, Génie des Hommes* » ;

- dire que les recettes correspondantes sont inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de dépôt-vente d'ouvrages ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°55 : CULTURE – MUSÉE FABRE - RENOUELEMENT DE LA CHARTE RELATIVE AU LABEL "TOURISME & HANDICAP" - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Compte tenu de la qualité de son accueil et des dispositions mises en œuvre pour l'accessibilité des personnes handicapées, le musée Fabre de Montpellier Agglomération a obtenu, en 2007 et 2008, le label « Tourisme et Handicap » pour les handicaps moteur, auditif, et mental. Ce label était accordé pour une durée de 5 ans.

Audité en janvier 2014, le musée Fabre a renouvelé avec succès les 3 agréments précédemment attribués (handicap moteur, handicap auditif, handicap mental).

Cette attribution est une reconnaissance des efforts entrepris par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en faveur de l'accessibilité pour tous. Ces labels permettent au musée Fabre de figurer dans les supports de communication des organismes de promotion du tourisme à l'échelle départementale et à l'échelle nationale tels que

- Le site internet « Hérault Tourisme », ainsi que les plaquettes diffusées dans les offices de tourisme ;
- le site Internet et divers supports promotionnels de l'association nationale Tourisme & Handicap.

Cette démarche est donc une opportunité pour le musée Fabre de s'inscrire dans un réseau de qualité et ainsi d'accroître son rayonnement à large échelle.

Pour mener cette démarche à son terme, il convient d'autoriser la signature de la charte relative au label « Tourisme et Handicap », permettant d'officialiser son attribution jusqu'en 2018.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage notamment à mettre en œuvre tous les moyens pour pérenniser un accueil et une accessibilité du niveau de qualité exigé par le label et à faire figurer le logo « Tourisme & Handicap » à l'extérieur de l'équipement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la charte relative au label "Tourisme & Handicap" et son renouvellement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer le charte susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°56 : CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSÉE FABRE ET L'ÉCOLE DU LOUVRE POUR LE CYCLE DE COURS 2014-2015 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

L'Ecole du Louvre, située à Paris au sein même du Palais du Louvre, est un établissement d'enseignement supérieur dispensant des cours en histoire des arts et civilisations. Dans le cadre de ses missions de diffusion culturelle auprès d'un public le plus large possible, cette école organise également des cours dans les principales régions de France, en partenariat avec les musées locaux et leurs collectivités de rattachement.

Le musée Fabre présente de riches collections de peintures, sculptures et art graphiques qui offrent au public un large panorama de l'art en Europe entre le XVe et XXe siècle, et sa programmation d'expositions temporaires vient compléter et approfondir des aspects précis de ce fonds.

Les précédents cycles de cours de l'Ecole du Louvre au musée Fabre ont connu un franc succès auprès du public. Pour la saison 2013-2014, 16 conférences ont rassemblé 4800 personnes autour des deux cycles qui étaient proposés sur le XVIIIe siècle et sur la peinture occidentale des années 60-70.

Face aux attentes des visiteurs pour mieux appréhender les collections permanentes et les expositions temporaires, un nouveau programme de cours a été élaboré avec l'Ecole du Louvre. Il s'inscrit dans une convention qui fixe les obligations de chacun des partenaires ainsi que les tarifs d'abonnements pour chaque cycle, établis comme suit pour la saison 2014-2015 :

- **Cycle 1** composé de 6 séances, d'une heure trente (1h30) chacune, intitulé « **Les arts décoratifs et la vie élégante au XIXe siècle** », qui se déroulera à l'auditorium du musée Fabre du mardi 7 octobre 2014 au mardi 2 décembre 2014, de 15h00 à 16h30 et sera répété de 17h15 à 18h45.
 - Plein tarif : 49,80 euros
 - Tarif réduit : 30 euros
 - Tarif formation continue : 61,80 euros
- **Cycle 2** composé de 8 séances, d'une durée d'une heure trente (1h30) chacune, intitulé « **Le siècle d'or de la peinture napolitaine** », qui se déroulera à la salle Rabelais de Montpellier du mardi 03 mars 2015 au mardi 02 juin 2015, de 18h00 à 19h30.

- Plein tarif : 66,40 euros
- Tarif réduit : 40 euros
- Tarif formation continue : 82,40 euros

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à mettre à la disposition de l'Ecole du Louvre l'auditorium et la salle Rabelais. Elle s'engage également à prendre en charge l'édition et la diffusion des programmes au niveau régional ainsi que les frais d'hébergement et de restauration des intervenants conférenciers pour un montant prévisionnel de 2000 € pour les deux cycles

L'Ecole du Louvre prend en charge la rémunération et les frais de déplacements des intervenants et assure la conception et le contrôle du contenu scientifique ainsi que la publicité au niveau national.

Elle perçoit également les recettes liées aux inscriptions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat entre le musée Fabre et l'École du Louvre,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- approuver la prise en charge des frais d'hébergement et de restauration des intervenants dans les limites financières définies ci-dessus.
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Je le conseille à tous ceux qui aiment cela parce que ce sont vraiment des cours de très haut niveau qui recueillent un engouement incroyable de la part des Montpelliérains et des habitants de l'agglo.

Je mets aux voix cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°57 : CULTURE – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL - DEMANDES DE SUBVENTIONS 2015 - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération est un établissement public d'enseignement de la musique et de la danse, placé sous le contrôle pédagogique du Ministère de la Culture et de la Communication et sous l'autorité du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Plus de 1400 élèves y sont inscrits, et celui-ci poursuit une double mission de sensibilisation et de formation des jeunes enfants, et de formation préprofessionnelle des étudiants dans les domaines de la musique et de la danse.

Le cursus des études proposées conduit à terme à l'obtention du Certificat d'Etudes Musicales ou Chorégraphiques (parcours amateur), et du Diplôme d'Etudes Musicales ou Chorégraphiques (parcours préprofessionnel). Un partenariat noué avec l'Université Paul Valéry – Montpellier III permet également la délivrance d'une Licence mention Musique, parcours musicien interprète.

L'établissement organise en outre des enseignements spécifiques dans le cadre des classes à horaires aménagés, en partenariat avec les écoles primaires Gambetta et Auguste Comte pour la musique, et avec le collège Clémence Royer pour la danse. Les élèves de ces établissements peuvent ainsi bénéficier de l'enseignement du Conservatoire à Rayonnement Régional en musique et danse dans le cadre de leur cursus scolaire.

Parallèlement à ces activités pédagogiques, près de 200 manifestations publiques gratuites (auditions, concerts, classes de maître, conférences ...) sont organisées chaque année par le Conservatoire à Rayonnement Régional sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Aussi, considérant les enjeux pédagogiques et d'accès aux pratiques artistiques portés par cet établissement, il est proposé de renouveler, pour l'année 2015, les demandes de subventions les plus larges possibles auprès de l'Etat, du Ministère de la Culture et de la Communication, du Ministère de l'Education Nationale, de la Région Languedoc-Roussillon et du Département de l'Hérault, en soutien au fonctionnement du Conservatoire à Rayonnement Régional.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser les demandes de subventions les plus larges possibles auprès de l'État (Ministère de la Culture et de la Communication - DRAC), de la Région Languedoc-Roussillon et du Département de l'Hérault, au titre de l'année 2015,
- dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°58 : CULTURE – PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE DÉPLACEMENT DANS LE CADRE DE L'ACTIVITÉ DES INSTITUTIONS ET ÉTABLISSEMENTS CULTURELS - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

I/ Etablissement public d'enseignement artistique spécialisé initial en musique et danse, le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération est aussi un lieu d'échanges, de diffusion et de création. Les élèves ont accès à de nombreuses manifestations pédagogiques et culturelles et le CRR de Montpellier Agglomération concourt depuis de nombreuses années à leur développement au sein de ses cursus d'études de danse.

A ce titre, les pratiques collectives, basées sur un travail régulier et des rencontres avec des chorégraphes prestigieux, tiennent une place importante dans le dispositif pédagogique. Les différents niveaux des groupes permettent d'acquérir une maîtrise technique et des moyens d'expression en vue d'une pratique amateur ou pour préparer l'accès à un métier.

L'œuvre chorégraphique « Fan Day », présentée dans le cadre de la 16ème Biennale de la Danse à Lyon, manifeste l'ambition, pour les élèves danseurs du CRR de Montpellier Agglomération, de participer à une pratique collective aux qualités pédagogiques irréprochables et aux objectifs artistiques d'excellence.

Le projet pédagogique et artistique « Fan Day » existe depuis 2013 et est soutenu par le Centre National de la Danse. Il est issu de la pièce « Fan dance » créée à New York en 1978 et présentée dans des lieux prestigieux : Palais Garnier et Centre Pompidou (Paris), l'Opéra de Rouen, la Halle Tony Garnier à Lyon, Times Square, Union Square et Lincoln Center (New York City), etc. avec plus de quarante danseurs professionnels et amateurs. Rares sont les œuvres chorégraphiques aussi adaptables et malléables quant à l'espace et au nombre de participants.

Huit élèves danseurs en cycle II (approfondissement d'une pratique artistique) au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération, âgés de 14 et 15 ans, ont intégré cette œuvre chorégraphique depuis deux ans et leur participation à la 16^{ème} Biennale de la Danse à Lyon constitue l'aboutissement de leur travail avec leur professeur et la chorégraphe Katy Béziex, dont le parcours est marqué par des collaborations prestigieuses (Maguy Marin, Angelin Prejocaj, etc.) et une solide expérience de pédagogue.

Dans ce contexte, la participation à ce projet revêt deux atouts majeurs pour les élèves danseurs du CRR de Montpellier Agglomération :

- une rencontre et un travail pédagogiques de qualité avec la chorégraphe Katy Béziex dans le cadre de la pièce chorégraphique « Fan Day » ;
- l'apprentissage d'une présentation publique dans un espace prestigieux.

Les huit élèves se produiront sur le parvis du Théâtre National Populaire de Lyon le 28 septembre 2014. Lors de leur déplacement et de leur séjour à Lyon, -le retour est prévu le 29 septembre 2014 en matinée-, ils seront accompagnés par un professeur et un parent d'élève. Tous les élèves disposeront d'une autorisation parentale et seront couverts par une assurance responsabilité civile.

Les frais d'hébergement et de repas seront entièrement pris en charge par les parents d'élèves.

Au regard du grand intérêt pédagogique et artistique de ce projet et du travail chorégraphique accompli, il est proposé que les frais de déplacement des huit élèves et du parent d'élève les accompagnant, soient pris en charge par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à concurrence d'un montant maximum de 1200 €.

II/ La Communauté d'Agglomération organise le recrutement du futur Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier Agglomération (ENSAD). Dans ce cadre, un jury se réunira en septembre ou octobre prochain afin d'auditionner les candidats présélectionnés. Ce jury est constitué de représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Etat, cofinanceurs de l'ENSAD, et d'une personnalité qualifiée, Mr Frédéric PLAZY, Directeur de l'Ecole de Théâtre de Lausanne.

Il est proposé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier prenne en charge les frais de déplacement Lausanne – Montpellier et Montpellier – Lausanne de Mr PLAZY, ainsi que ses frais d'hébergement pour une nuit, à concurrence d'une dépense maximum de 700 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la prise en charge des frais de déplacement des élèves dans le cadre de leur participation à la 16ème Biennale de Danse à Lyon le 28 septembre 2014,
- autoriser la prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement de Mr Frédéric Plazy, personnalité qualifiée au sein du jury de recrutement du Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 923 et 920,
- autoriser Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°59 : CULTURE – PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE ET ARTISTIQUE ENTRE LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL ET L'OPÉRA ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Conservatoire de Montpellier Agglomération a été classé en 2007 dans la catégorie Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.). A ce titre, ses missions sont notamment d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, de constituer un pôle ressource en matière de pratiques amateurs, mais aussi de proposer des formations visant à accompagner les étudiants en voie de professionnalisation vers leur futur secteur d'activité et de participer à la construction de la personnalité de l'enfant et des jeunes élèves en les formant à l'Ecole du spectateur.

Aussi, afin de se donner les moyens d'atteindre ces objectifs, il apparaît nécessaire de poursuivre et de renforcer ses partenariats avec les structures locales prestigieuses comme l'Opéra et Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon (O.O.N.M.). C'est l'objet de cette convention qui marque la volonté de ces deux établissements de se rapprocher afin d'établir un partenariat pédagogique et artistique dont le but sera de permettre aux élèves du C.R.R. de Montpellier Agglomération de rencontrer les acteurs et les œuvres de ce lieu de spectacle vivant qu'est l'O.O.N.M.

Cette convention précise ainsi les engagements réciproques de chacun des partenaires. Elle fixe les modalités de mise en œuvre générale du projet et permet notamment de définir les conditions d'ouverture de temps de répétition des productions lyriques et symphoniques de l'O.O.N.M. aux élèves du C.R.R. de Montpellier Agglomération ainsi que les conditions de mise à disposition gracieuse ou à tarif préférentiel de 5 € de places pour les concerts symphoniques de l'O.O.N.M.. Elle établit également le calendrier et les modalités de mise à disposition gracieuse de locaux pour le C.R.R. de Montpellier Agglomération (Opéra Comédie, Salle Molière, Studio Bagouet ; seuls les frais supplémentaires d'agent de sécurité et de nettoyage induits par l'utilisation des salles restent à la charge de ce dernier et seront facturés par l'O.O.N.M. au tarif journalier forfaitaire de 280 euros).

D'autre part, elle met l'accent sur un fort partenariat pédagogique dont l'objectif est de permettre aux élèves du C.R.R. de Montpellier Agglomération de rencontrer les acteurs de spectacle vivant qui se produisent à l'O.O.N.M. et de bénéficier de mises en situation pré-professionnelles, s'appropriant ainsi les savoir-faire des professionnels reconnus, et ce, dans le cadre de la sensibilisation à l'Ecole du spectateur et de la formation pré-professionnelle des élèves concernés.

Le C.R.R. de Montpellier Agglomération s'engage quant à lui à mettre gracieusement à disposition de l'O.O.N.M. des instruments et matériels techniques lui appartenant ainsi que des locaux pouvant servir de loges ou de lieux de répétition. Chacune de ces mises à disposition fera l'objet d'une demande spécifique adressée à son Directeur, et sera soumise à son approbation. Le C.R.R. de Montpellier Agglomération proposera également la tenue de préludes et la rédaction par ses élèves de notices d'œuvre pour certains spectacles de l'O.O.N.M.

Enfin, les deux établissements conviennent pour l'année 2015 d'actions communes pédagogiques dans l'objectif de sensibilisation et de formation du spectateur.

La convention proposée court jusqu'au terme de l'année scolaire 2014-2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat artistique et pédagogique entre l'Opéra et Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon et le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°60 : CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE ENTRE LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL ET LE CENTRE DE RESSOURCES D'EXPERTISE ET PERFORMANCE SPORTIVE (CREPS) DE MONTPELLIER - 2014 /2015 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Conservatoire de Montpellier Agglomération a été classé en 2007 dans la catégorie Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) au sein du réseau national des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique par le Ministère de la culture et de la Communication. A ce titre, ses missions sont, entre autres, d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous sur l'ensemble du territoire, en lien avec les écoles de proximité, l'Education nationale, les structures de diffusion, et de constituer pour les écoles situées sur le territoire et pour les publics extérieurs un pôle ressource en matière de pratiques amateurs, tout en repérant et en for-

mant les artistes professionnels de demain en les emmenant aux portes de l'enseignement supérieur et du métier d'artiste. Pour cela, plusieurs cursus sont proposés, de l'éveil au cycle de perfectionnement, en musique et en danse. Le CREPS (Centre de Ressources d'Expertise et de Performance Sportive) de Montpellier a vocation à accueillir les pôles relevant des filières d'accès au sport de haut niveau. Il est donc le lieu privilégié de la préparation sportive des athlètes mais aussi, grâce aux cursus de formation qui leur sont proposés, de leur future insertion professionnelle. Il est un lieu d'accueil pour des stages pour lesquels il met à disposition ses installations.

Dans le cadre de la pratique de la danse, le CREPS de Montpellier et le Conservatoire à Rayonnement Régional de la Communauté d'Agglomération de Montpellier conviennent d'un partenariat pédagogique visant à l'occupation réciproque de locaux et à l'accueil d'élèves, afin de mutualiser les moyens et d'ouvrir les classes du Conservatoire aux étudiant(e)s du CREPS de Montpellier.

Les modalités principales de ce partenariat sont les suivantes :

- La Communauté d'Agglomération de Montpellier bénéficie de l'occupation de locaux situés au CREPS de Montpellier, 2 Avenue Charles Flahault à Montpellier, afin d'accueillir des élèves. De même, le CREPS bénéficie de l'occupation de locaux situés au Conservatoire, 3, rue Candolle à Montpellier. Ces occupations sont autorisées du 15 septembre 2014 au 30 juin 2015, en fonction d'un calendrier défini en début d'année scolaire et de demandes ponctuelles en cours d'année scolaire. Compte-tenu de l'intérêt général, ces occupations sont autorisées à titre gratuit.
- Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération fait intervenir un enseignant en formation musicale, à raison de 3 heures hebdomadaires, auprès des étudiants de la formation au Diplôme d'Etat de Professeur de Danse du CREPS de Montpellier et accueille, comme élèves, les stagiaires de la formation du Diplôme d'Etat de Professeur de danse option Classique en cours technique, à raison de 5 cours par semaine. Ces étudiants sont dispensés des droits d'inscription au CRR.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre le CREPS et la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°61 : CULTURE – MUSÉE FABRE - MARCHÉ N°3670DC14 DE MAINTENANCE MULTI-TECHNIQUE - LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRE EUROPÉEN - AUTORISATION DE SIGNATURE ET APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le marché de maintenance multi technique des bâtiments, équipements et installations techniques du musée Fabre, y compris l'hôtel Sabatier d'Espeyran, arrive à échéance au 25 janvier 2015.

Afin d'assurer la continuité de ces prestations indispensables au maintien de l'ouverture au public de cet équipement majeur, il convient, en application des articles 33, et 57 à 59 du code des marchés publics, de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres visant à la conclusion des marchés suivants :

Marché n°3670DC14 : Maintenance multi technique du musée Fabre

	Libellé	Caractéristique des prix	Estimation annuelle prix forfaitaire	Mini – maxi annuels prix unitaires
Lot n°1	Maintenance multi technique	Prix mixte	225 000 € H.T.	0 – 50 000 € H.T.
Lot n°2	Contrôles réglementaires	Prix global et forfaitaire	5 000 € H.T.	Sans objet

Le bordereau des prix unitaires relatif au lot n°1 permettra de rémunérer sur bon de commande, en fonction des besoins susceptibles d'apparaître en cours de marché, les prestations exceptionnelles liées à l'usure des équipements (chaudière à changer, câble d'ascenseur défectueux, système de ventilation à réparer...).

Les marchés à intervenir seront conclus du 26 janvier au 31 décembre 2015. Ils pourront être expressément reconduits pour une durée d'un an, dans la limite de trois reconductions, soit au maximum jusqu'au 31 décembre 2018. Le montant estimatif total des prestations s'établit donc, sur la durée maximum du marché, à 1 120 000 € H.T. maximum.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres relatif au marché de maintenance multi technique du musée Fabre,
- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, à souscrire et à signer les marchés à intervenir avec les candidats re-

tenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution des présents marchés, y compris, le cas échéant leur résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre). Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°62 : CULTURE – MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION ÉMILE ZOLA - MARCHÉS N°3583DC14 - NETTOYAGE ET MAINTENANCE MULTI-TECHNIQUE DE LA MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION ET DES ARCHIVES MUNICIPALES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Les marchés de maintenance du bâtiment, des équipements et des installations de la médiathèque centrale Emile Zola et des archives municipales arrivent à leur terme le 31 août 2014.

Afin d'assurer la continuité de ces prestations indispensables au maintien de l'ouverture au public de cet équipement culturel majeur, un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles 33 et 57 à 59 du code des marchés publics a été lancé. Cet appel d'offres vise à la conclusion des marchés de maintenance n° 3583DC14, allotés comme suit :

Lot n°	Libellé et <i>description succincte</i>	Montant estimatif annuel
1	Maintenance des installations multi-techniques : <i>plomberie sanitaire, courants forts, éclairage, divers équipements électromécaniques, courants faibles, protection incendie, transport automatique des documents.</i>	200 000 € H.T.
2	Nettoyage des locaux : <i>nettoyage journalier et hebdomadaire de la médiathèque d'Agglomération Emile Zola et des archives municipales, ménage particulier, sanitaires, produits consommables, vitrages accessibles, collecte des détrit.</i>	223 000 € H.T.
3	Nettoyage des vitreries : <i>nettoyage des vitreries et des parois inaccessibles de la médiathèque d'Agglomération Emile Zola et des archives municipales, nettoyage de l'ensemble des éléments situés en hauteur : niches menuisées, gaines des ascenseurs, verrières, brise-soleil, parois bois.</i>	65 500 € H.T.

A l'issue de la procédure d'appel d'offres, la Commission d'appel d'offres réunie le 8 juillet 2014 a attribué les marchés aux entreprises ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses au regard des critères d'attribution définis dans le règlement de consultation :

Lot n°	Attributaire	Prix global et forfaitaire annuel
1	Services Maintenance Energie 165 rue de la Billière 34660 COURNONSEC	134 859,59 € H.T.
2	SAMSI 10 rue François Perroux 34670 BAILLARGUES	182 351,00 € H.T.
3	ALPIROC 1025 avenue Henri Becquerel 34000 MONTPELLIER	42 760,00 € H.T.
	TOTAL ANNUEL	359 970,59 € H.T.

Les marchés seront conclus pour une durée de un an, renouvelable 3 fois pour la même durée par reconduction expresse.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3583DC14 - lot n° 1, avec l'entreprise Services Maintenance Énergie, pour

un prix global et forfaitaire annuel de 134 859,59 € H.T.,
- approuver la conclusion du marché n°3583DC14 - lot n° 2, avec l'entreprise SAMSIC, pour un prix global et forfaitaire annuel de 182 351,00 € H.T.,
- approuver la conclusion du marché n°3583DC14 - lot n° 3, avec l'entreprise ALPIROC, pour un prix global et forfaitaire annuel de 42 760,00 € H.T.,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les marchés susvisés ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur TRAVIER

Je voudrai dire, Monsieur le Président, que je me suis rendu cette semaine à la médiathèque centrale et à la médiathèque de Clapiers, que les locaux sont dans un état impeccable, parfaitement tenus et fonctionnent à la perfection à la satisfaction de tous, si l'on regarde le nombre de personnes adhérentes et visitantes. Donc, les marchés d'entretien sont tout à fait utiles et parfaitement exécutés. J'y suis allé avec Monsieur Daniel mercredi matin.

Monsieur le Président

Et vous étiez accompagné de la presse, bien sûr, Monsieur Travier ?

Monsieur TRAVIER

À Clapiers oui, l'après-midi, la presse est venue.

Monsieur le Président

Oui, parce qu'il faut que l'on sache le travail qui est fait à l'agglomération. Merci beaucoup.

Monsieur TRAVIER

Absolument. Et Monsieur Gilles Gudin de Valerin était également avec nous. Et je tiens à louer le travail qu'il effectue et toute la coordination qu'il réalise sur les 13 médiathèques du réseau.

Monsieur le Président

Merci beaucoup.

Monsieur Boumaaz.

Monsieur BOUMAAZ

Monsieur le Président, je me pose pas mal de questions parce que l'on voit pas mal de marchés au fur et à mesure des conseils d'agglomération. Et là, par rapport à la médiathèque où Monsieur Travier se félicite des entreprises qu'il sous-traite. Je me demandais pourquoi l'agglomération ne créerait pas des emplois au lieu de faire des appels d'offres de marchés, par exemple sur le sujet du nettoyage. Pour nous, il s'agit d'une forme d'externalisation des services. À l'agglomération, et j'ai assisté à la commission des RH, pour la maintenance et le nettoyage, nous avons par exemple des salariés qui sont employés d'agglomération et qui font du nettoyage au sein de l'agglomération. Donc, pourquoi externaliser ces services et ne pas maintenir ces services au sein de l'agglomération ?

Monsieur le Président

La réponse c'est qu'il faut des équilibres financiers durables et que nous essayons d'équilibrer tout cela dans la gestion même de l'institution.

Monsieur BOUMAAZ

Ce n'est pas une réponse. Quand vous prenez le montant du marché et qu'on le met en masse salariale, il y a un maintien.

Monsieur le Président

Je ne vous dis pas que ce n'est pas une question ce que vous dites.

Monsieur BOUMAAZ

Non, mais ce que vous dites n'est pas une réponse.

Vous me dites « équilibre », mais équilibre de quoi ?

Monsieur le Président

C'est pour équilibrer l'ensemble des comptes de l'agglomération. Des tâches sont traitées par les emplois publics et d'autres qui sont traitées en partenariat avec des entreprises privées.

Monsieur BOUMAAZ

Mais nous avons ces emplois au sein de l'agglomération, Monsieur le Président, nous les avons déjà. Je veux bien comprendre l'esprit d'équilibrer les comptes, mais nous avons déjà ces emplois dans l'agglomération. À la commission des RH, le Président de la commission nous a dit « quand on doit embaucher à l'agglomération, on doit réfléchir avant de signer le contrat parce qu'on embauche pour 40 ans ». Je lui ai posé exactement la même question que celle que je vous pose. Et pour moi, aujourd'hui, ce n'est pas une réponse. Donc, si l'on doit réfléchir pour une période de 40 ans, il y a un souci.

Monsieur le Président

Vous n'êtes pas naïf, Monsieur Boumaaz, vous savez comment marchent les collectivités publiques et vous savez comment marchent les entreprises. Il s'agit de deux choses différentes qui sur certaines tâches peuvent être complémentaires. Voilà la réponse.

Monsieur BOUMAAZ

Alors, pourquoi ne pas maintenir les emplois au sein de l'agglomération ?

Monsieur le Président

Mais nous maintenons des emplois, il y a plus de 1 400 employés. Donc, nous créons de l'emploi. Mais les collectivités locales ne sont pas exclusivement faites pour créer de l'emploi, ce sont les entreprises qui créent l'emploi. Donc, les deux choses sont complémentaires.

Monsieur BOUMAAZ

Ce n'est pas ce que j'ai dit.

Monsieur le Président

Mais moi, c'est ce que je vous dis. Vous dites ce que vous dites et moi, je dis ce que je dis.

Monsieur TRAVIER

Pour l'orchestre, nous sauvons les emplois des musiciens, les chœurs et tout le personnel qui va avec. Il faudrait être cohérent par moment et comprendre ce que vous voulez.

Je mets aux voix l'affaire 62.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre). Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°63 : CULTURE – CONVENTION RELATIVE AUX CLASSES À HORAIRES AMÉNAGÉS MUSIQUE DES ÉCOLES GAMBETTA ET AUGUSTE COMTE À MONTPELLIER ENTRE LA DIRECTION ACADÉMIQUE DE L'HÉRAULT, LA VILLE DE MONTPELLIER ET LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER POUR SON CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL- APPROBATION- AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération est un établissement d'enseignement artistique public de musique et de la danse. A ce titre, et conformément à l'arrêté du 15 décembre 2006 fixant les critères du classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique, il doit s'acquitter, entre autres, de missions d'éducation fondées sur un enseignement artistique spécialisé et organisé en cursus définis, de missions de développement des pratiques artistiques des amateurs, et de missions d'éducation artistique et culturelle privilégiant la collaboration avec les établissements d'enseignement scolaire.

A cet effet, le développement des classes dites « à horaires aménagés » est un moyen d'offrir à des élèves motivés par les activités musicales ou de danse, relevant d'écoles primaires ou de collèges, la possibilité de recevoir une formation spécifique dans le domaine concerné, dans les conditions les plus satisfaisantes possibles. L'un des objectifs de cette formation est de développer des capacités musicales ou chorégraphiques affirmées, dont les prolongements attendus sont la pratique amateur ou l'orientation professionnelle, conformément au schéma d'orientation pédagogique publié par le Ministère de la Culture.

Ces classes constituent également, en tant que lieux de pratiques renforcées dans le domaine musical ou chorégraphique au sein des écoles où elles sont implantées, un élément moteur pour le développement de la vie artistique dans les établissements et la cité grâce à la contribution conjointe des compétences pédagogiques complémentaires des deux catégories d'enseignants. A ce titre, elles participent de la volonté de conduire une politique concertée de développement culturel répondant, entre autres, à des objectifs de démocratisation.

Par délibération n°11108 du 8 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé la conclusion d'une convention de partenariat entre la Direction académique de l'Hérault, la ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les classes à horaires aménagés "musique" du premier degré, au bénéfice des

écoles primaires « Gambetta » et « Auguste Comte ». Cette convention définit les modalités d'organisation et de fonctionnement de ces classes, et notamment sur la partie admission, contenus pédagogiques et horaires. Sur ce dernier point, et compte tenu de la mise en œuvre à la rentrée scolaire 2014/2015 de l'aménagement des rythmes scolaires, il convient d'ajuster les termes de la convention afin de prendre en compte les nouvelles dispositions des temps scolaires. Cette nouvelle convention vient en outre préciser les responsabilités des différentes parties concernant le déplacement des élèves entre les différents sites concernés : Conservatoire sites Sainte Anne et Candolle, écoles. La convention à intervenir sera conclue pour une durée de un an, renouvelable 3 fois pour la même durée par reconduction expresse.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre la Direction Académique de l'Hérault, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les classes à horaires aménagés musique du premier degré au CRR,
- autoriser Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°64 : CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTIONS DE PARTENARIAT POUR LES PUBLICS SPÉCIFIQUES AVEC L'ATELIER THÉRAPEUTIQUE OCCUPATIONNEL TERRES BLANCHES, LA FÉDÉRATION DES AVEUGLES DE FRANCE, L'ASSOCIATION DES PARALYSÉS DE FRANCE, LE CENTRE D'ÉDUCATION DES ENFANTS SOURDS ET DÉFICIENTS AUDITIFS 34 ET LE CHRU DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Agglomération poursuit sa mission d'ouverture et de diversification des publics pour favoriser l'accès à la culture pour tous. Par l'organisation de projets spécifiques, le musée Fabre souhaite mettre en œuvre tous les moyens pouvant encourager la rencontre avec l'œuvre et l'acte de création pour des usagers dits « éloignés ».

Dans ce cadre, en 2013, près de 1000 usagers issus du secteur social, médico-social ou du secteur handicap ont été accueillis en visites guidées ou en ateliers de pratiques artistiques, dans le cadre de projets conçus avec les institutions et associations accompagnant ces publics.

Afin d'inscrire dans la durée les projets menés avec les différents partenaires des secteurs concernés, et consolider ainsi ces collaborations fructueuses, il est proposé d'établir avec ceux-ci des conventions de partenariat qui précisent et formalisent les engagements de chacun des parties. De manière générale, les cocontractants s'engagent notamment à proposer aux usagers une participation aux activités se déroulant au musée Fabre (ces activités s'intégreront dans le cadre du projet prédéfini en concertation avec le service des publics du musée Fabre), à prévoir les modalités de déplacement des bénéficiaires et leur prise en charge, à assurer l'encadrement du groupe d'usagers lors de chaque séance, à valoriser le partenariat établi et à informer le musée Fabre de toute communication sur le projet.

Le musée Fabre de Montpellier Agglomération s'engage à mettre à disposition ses plasticiens et médiateurs pour assurer les activités, à s'assurer du bon déroulement des rencontres en termes de surveillance des biens et des personnes, dans le cadre de son règlement intérieur, à inscrire ce partenariat dans son projet culturel et le valoriser, et à élargir les abonnements réservés aux établissements scolaires aux structures partenaires, soit 30 € annuels.

Cinq structures du secteur handicap ou social souhaitent s'inscrire dans ce partenariat qui concerne pour chacune d'elles une dizaine de personnes en situation de handicap ou d'exclusion sociale :

- L'Atelier Thérapeutique Occupationnel (A.T.O) Terres Blanches :

Cette association accompagne les adultes handicapés mentaux en incapacité professionnelle dans les centres spécialisés. Les ateliers au musée et l'ATO favorisent la création multimédia.

- L'Institut Médico-Educatif (IME) Château d'O :

Cet institut accueille des enfants et adolescents handicapés mentaux. Un enseignant spécialisé accompagne ce public lors des activités organisées au musée.

- La Fédération des Aveugles de France (FAF) – Hérault – Services SAAAS (Service d'Aide à l'Acquisition de l'Autonomie et à l'Intégration Scolaire) et SAMSAH (Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés) :

La prise en charge de publics aveugles par ces services spécialisés amène les médiateurs et plasticiens du musée Fabre à développer de nouvelles compétences multi sensorielles en collaboration avec les professionnels de la FAF.

- L'Association des Paralysés de France (APF) - Accueil de Jour de Montpellier Est :

Cette association soutient les familles pour lesquelles le handicap moteur est générateur de rupture sociale. Le musée et ses collections apparaissent comme un lieu ressource structurant du projet individualisé de chaque usager.

- Le Centre d'Education des Enfants Sourds et Déficients Auditifs 34 (CESDA 34) :

Cette structure médico-sociale accompagne des enfants et adolescents sourds scolarisés dans des établissements de Montpellier. Outre sa mission éducative, elle instaure aussi un lien avec les familles. Depuis 2007, le CESDA cons-

truit avec les médiateurs et plasticiens du musée des projets éducatifs réguliers et innovants pour un meilleur accueil des jeunes publics sourds.

Les conventions à intervenir avec ces partenaires seront conclues pour une durée de un an reconductible deux fois.

En outre, depuis 2012, le musée Fabre est impliqué dans le programme national « Culture à l'Hôpital » par un conventionnement CAM/DRAC/CHRU, distingué en mai 2014 par un prix national. Fort de cette action positive, deux services du Centre Hospitalier Régional et Universitaire de Montpellier souhaitent également s'inscrire dans un partenariat avec le musée Fabre :

- Le Département de psychiatrie adulte – Secteur Montpellier Ville 2 - Centre Médico Psychologique « Le point de repère » :

Ce centre accueille des adultes souffrant de troubles psychologiques. L'accompagnement d'un ergothérapeute et la programmation du musée incitent les participants à l'expression écrite et à la rédaction de textes autour des œuvres.

- Le Service de Médecine Psychologique Enfants et Adolescents Peyre Plantade – «Villa St Georges» :

Les enfants autistes, accompagnés d'une équipe de médecins psychologues, sont encouragés à l'expression et à la création par des ateliers de pratiques plastiques réguliers. Des temps favorisant le partage de cette découverte entre enfants, parents et soignants, sont aussi organisés.

La convention à intervenir avec ces deux services du CHRU de Montpellier sera conclue pour une durée de trois ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion des conventions de partenariat pour les publics spécifiques avec l'Atelier Thérapeutique Occupationnel Terres Blanches, la Fédération des Aveugles de France, l'Association des Paralysés de France, le Centre d'Éducation des Enfants Sourds et Déficiants Auditifs 34 et le CHRU de Montpellier,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions de partenariat susvisées ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°65 : CULTURE – MUSÉE DE L'HISTOIRE DE LA FRANCE ET DE L'ALGÉRIE - MARCHÉ DE TRAVAUX N°3131DC12 - LOT N°1 GROS ŒUVRE, FAÇADES, RÉSEAUX - AVENANT N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°11712 en date du 25 juillet 2013, le Conseil de Communauté a approuvé la conclusion des marchés de travaux 3131DC12 lots n°1, 6, 8, 12, et 14 et des marchés de travaux muséographiques et scénographiques n°3132DC12 lots n°15, 16, 17, 18, 19 et 21, relatifs aux travaux de construction du Musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie (MHFA).

Par décision n°2014-235 du 31 mars 2014, un avenant n°1 au marché de travaux n°3131DC12 lot n°1 : Gros œuvre, façades, réseaux a été conclu afin d'acter le transfert de ce marché de travaux de la société LCRI à la société GIRARD, suite à la fusion de ces deux sociétés. Cet avenant n°1, notifié le 2 avril 2014, était sans incidence financière. Au cours du 1^{er} semestre 2014, quelques aléas de chantier liés au caractère particulier d'une réhabilitation lourde, assortie de sujétions techniques imprévisibles, ainsi que des adaptations demandées afin de pérenniser les ouvrages, ont nécessité, la commande de travaux supplémentaires auprès de l'attributaire du marché n°3131DC12 – lot n°1 : Gros œuvre, façades, réseaux, validés et commandés par la maîtrise d'œuvre en application de l'article 14 du CCAG travaux applicable.

Conformément à l'article susvisé, il convient à présent de régulariser contractuellement ces travaux supplémentaires, en concluant avec l'entreprise attributaire un avenant n°2 au marché concerné.

Ces travaux concernent le renfort de structures existantes, la mise en œuvre d'enduit d'étanchéité dans certaines gaines, le déplacement d'une cheminée, et la réalisation de travaux de réfection de plafonds suite à dégradations.

Leur montant s'établit à 37 520,68 € H.T. Le montant du marché est donc modifié comme suit :

Montant initial H.T.	626 638,49 €
Montant de l'avenant n°1 H.T.	0,00 €
Montant de l'avenant n°2 H.T.	37 520,68 €
Total H.T.	664 159,17 €
Valeur TVA 20.00 %	132 831,83 €
Total T.T.C.	796 991,00 €

L'augmentation du marché est en conséquence de **5.99%** par rapport au marché initial.

Toutes les clauses du marché restent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contradiction. La Commission d'Appel d'Offres lors de sa séance du 1^{er} juillet a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant n°2.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°2 au lot n°1 du marché de travaux n°3131DC12, pour un montant de 37 520,68 € H.T.,
- dire que les crédits relatifs à cette affaire sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°2 susvisé ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre). Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

Monsieur TRAVIER

Monsieur le Président, exceptionnellement, pourrions-nous prendre l'affaire 129 que je dois rapporter parce que je dois partir, avec le maire de Cournonterral, vers 21h au plus tard.

Monsieur le Président

Est-ce que quelqu'un y voit un inconvénient ? Je mets aux voix la modification de l'ordre du jour.

AFFAIRE N°129 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE MONTPELLIER EVENTS - RAPPORT ANNUEL 2013 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°12217 du Conseil en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Monsieur Bernard TRAVIER pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale (SAEML) MONTPELLIER EVENTS, en remplacement de Madame Gabrielle DELONCLE ancienne représentante de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de la société pour l'année 2013.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Économie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Bernard TRAVIER présente le compte rendu des activités de la SAEML MONTPELLIER EVENTS au cours de l'exercice 2013.

La SAEML MONTPELLIER EVENTS a en charge le développement des activités sur les équipements du Corum-Palais des congrès-Opéra, du Zénith Sud, de la Park&Suites Aréna et du Parc des expositions. Les quatre sites, dédiés au tourisme d'affaires et à la culture affichent une forte ambition sous l'emblème d'une marque commune « Montpellier Events ».

Le capital de la société, inchangé en 2013, s'élève à hauteur de 35 368 881 €. La Communauté d'Agglomération de Montpellier reste aujourd'hui actionnaire principal avec 37,05% du capital (aux cotés de la Région Languedoc-Roussillon, qui est actionnaire à 35%). Elle détient six sièges sur dix-huit au Conseil d'Administration.

La société est toujours présidée en 2013 par Monsieur Frédéric Lopez, représentant de la Région Languedoc Roussillon.

Parmi les faits marquants de l'année 2013, il faudra noter la prise de fonction du nouveau Directeur Général, Antoine Perragin, à compter du 1^{er} janvier 2013 et le changement de la dénomination de la société qui devient « MONTPELLIER EVENTS » lors du Conseil d'Administration en date du 28 juin 2013.

Au cours de l'exercice 2013, le Conseil d'Administration s'est réuni à quatre reprises les 11 mars, 12 juin, 9 octobre et 19 décembre 2013. L'Assemblée Générale des actionnaires s'est réunie en Assemblée Générale Mixte le 28 juin 2013 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2012.

Des modifications relatives aux représentants des administrateurs ont été constatées sur 2013, pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier avec la nomination de Mr Renaud Calvat en remplacement de Mme Nicole Bigas ; pour le Comité de la Foire Internationale de la Vigne et du Vin, les mandats de censeur ont été renouvelés pour 6 ans.

L'effectif de la société est de 132 salariés au 31 décembre 2013 dont trois personnes en CDD (dont un effectif en contrat de professionnalisation, un apprenti et un mandataire social).

Pour l'activité des quatre sites, le chiffre d'affaires hors taxe s'établit à 25 820 K€, en hausse de 642 K€, soit 2,5% par rapport à 2012.

Sur le marché du MICE (Meeting, Incentive, Congress, Events) en progression de 5%, le chiffre d'affaires des congrès et corporate augmente de 6% et les salons accueillis de 25% grâce notamment à Sitévi (salon bi-annuel des filières vigne-vin, fruits & légumes et oléiculture). En revanche le chiffre d'affaires du marché du sport diminue de 12% en l'absence d'événements importants par rapport à l'année 2012. Le marché des spectacles connaît une légère progression de 1%. Enfin ; le marché des salons auto-organisés baisse de 2%.

Les quatre sites d'exploitation affichent un nombre total de 441 manifestations en recul de 4 % par rapport à 2012 : 60% ont été réalisées au sein du Corum-Palais des Congrès-Opéra, 17% au sein du Zénith Sud, 15% au sein du Parc

des Expositions et 9% au sein de la Park&Suites Aréna.

La part relative aux congrès ou réunions d'entreprises s'est élevée à hauteur de 32%, celle des salons ou concours a été de 13%, tandis que 54 des manifestations ont concerné des spectacles ou des manifestations sportives.

Malgré une légère baisse de 4% du nombre de manifestations, le nombre de journées participants est en hausse de 12% pour atteindre 1 532 928 journées.

Le total des produits d'exploitation en hausse de 1,9% représente 26 910 K€ pour un total de dépenses d'exploitation de 29 469 K€ en progression de 6,3%.

Le résultat d'exploitation de la société s'affiche ainsi à -2 559 K€, soit une dégradation de 1 253 K€ par rapport à 2012, dû en partie au recul des salons auto-organisés, aux frais liés au redéploiement de la société et aux provisions pour contentieux salariés. Une décision de la Cour d'Appel de Montpellier concernant une contestation de licenciement datant de décembre 2010, entraîne une charge totale de 435 K€ dont 370 K€ impactent les comptes 2013.

Le résultat net présente un déficit de -3 324 K€, lié notamment aux charges d'amortissement de la Park&Suites Aréna ainsi qu'à la charge financière des intérêts d'emprunt porté par la société sur la réalisation de cet équipement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la société MONTPELLIER EVENTS pour l'exercice 2013 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Bernard Travier ? Monsieur Rouilleault.

Monsieur ROUILLEAULT

Sur Montpellier Events, il y a quand même trois signaux d'alerte qui doivent mobiliser, me semble-t-il, l'exécutif de l'agglomération. Le premier, c'est qu'il y a un facteur objectif qui est les difficultés aujourd'hui du marché des congrès. Le deuxième, c'est que nous avons pour la deuxième fois un déficit qui est un déficit croissant. Et le troisième point d'alerte, c'est qu'il y a un manifestement des problèmes de ressources humaines lourds dont il est fait état dans le pré rapport. Donc, je voterai la résolution, mais je souhaite que l'exécutif se penche avec énormément d'attention sur ces questions.

Monsieur le Président

Sur la politique globale d'Events, puisque nous sommes en partenariat très étroit avec la Région qui préside Events, nous sommes dans une dynamique de discussion très positive avec le directeur d'Events pour mettre en place les structures nécessaires liées au tourisme. Mettre en place par exemple un bureau d'accueil avec des subventions qui vont avec pour pouvoir recevoir les congrès et les orienter pour que l'ensemble de la société puisse bénéficier des grands congrès qui se font sur le territoire.

Ensuite, nous essayons d'apporter à l'Arena un certain nombre de manifestations sportives qui n'étaient pas prévues au départ. Et je cite là tout ce qui concerne les championnats d'Europe de basket masculin, le Championnat d'Europe de gymnastique artistique, le tournoi ATP de tennis Sud de France pour lequel nous avons des projets de modification à l'avenir, mais nous souhaitons le maintenir. Et puis Miss France 2015.

Monsieur TRAVIER

Et des travaux sont en cours pour améliorer aussi les possibilités de recevoir de nouveaux spectacles qui sont très lourds et qui demandent des infrastructures particulières. J'ajoute que le nouveau directeur fait vraiment de gros efforts, c'est un très grand professionnel qui a fait ses preuves à Lyon, j'ai donc espoir qu'il pourra redresser la situation. Étant précisé que le marché des salons, etc. a beaucoup changé et qu'ils ont de très grosses difficultés.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 129.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions). . Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

Je voudrai maintenant clôturer le vote de l'affaire 51 « Culture – Jury de concours de maîtrise d'œuvre - Médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez – Election ». Vous pouvez dépouiller.

AFFAIRE N°66 : SPORTS ET TRADITIONS – COMPLEXE DE RUGBY YVES DU MANOIR - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTIONS TRANSITOIRES DE MISE À DISPOSITION AU MONTPELLIER RUGBY CLUB - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

Conformément aux dispositions de la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communau-

taire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

La présence d'une équipe professionnelle, évoluant au plus haut niveau, répond aux attentes d'un très large public et offre à la Communauté d'Agglomération un rayonnement national.

Elle souhaite donc à ce titre poursuivre la mise à disposition du complexe sportif Yves Du Manoir au bénéfice du Montpellier Rugby Club.

Afin de pouvoir mener à terme les discussions en cours concernant les modalités de mise à disposition pérenne des installations sportives utilisées par ce club, il convient d'établir des conventions transitoires avec la Société Anonyme Sportive Professionnelle Montpellier Rugby Club.

Ces conventions prévoient la mise à disposition des équipements pour la saison sportive 2014-2015 de la date de leur signature au 31 octobre 2014. Avant cette date une convention définitive devrait être soumise pour approbation au Conseil Communautaire. A défaut, les conditions de la convention provisoire pourront être prolongées tacitement du 1^{er} novembre jusqu'au 30 juin 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conventions transitoires de mise à disposition du Stade Yves du Manoir et des locaux annexes pour la saison 2014-2015 de la date de leur signature au 31 octobre 2014 ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Madame Jamet, je vais vous donner la parole, mais Madame Demon avait levé le doigt juste avant vous.

Madame DEMON

Dans ce dossier, il s'agit d'une convention d'occupation du domaine public. Nous avons lu hier, dans le Midi libre, qu'il était fait mention d'un éventuel naming, Altrad/MHR. Je souhaiterais avoir votre position sur cette annonce. Et si tel était le cas, y a-t-il des contreparties financières ou des compensations qui pourraient être faites dans ce contrat de naming ?

Monsieur le Président

Je répondrai à la fin avec Monsieur Meissonnier. Madame Jamet.

Madame JAMET

Ma question porte sur ce sujet précisément. Donc, avant d'aller plus avant, pouvez-vous nous en dire davantage ou est-ce que j'interviens ?

Monsieur le Président

Posez votre question.

Madame JAMET

Dans ce cas, je prends pour acquis ce que j'ai lu dans la presse, je fais comme tout le monde, « je l'ai vu à la télé et dans la presse, donc c'est vrai ».

Je tenais à vous rappeler que la coutume et la sagesse, qui ne sont pas toujours respectées en la matière, veulent quand même que l'on ne donne pas le nom d'un individu, si célèbre soit-il, avant sa mort, à une place, une rue, un pont ou un stade. Elles imposent aussi que l'on respecte même après celle-ci un délai de réflexion minimum de 5 ans. Supposons qu'un citoyen honoré par la collectivité tue sa belle-mère ou pire, imaginez qu'il adhère au Front national, je vous laisse imaginer la mine de ladite collectivité. N'oublions surtout pas non plus que ce stade a été payé par le contribuable, 63 millions d'euros, et qu'à chaque match, les spectateurs qui payent leur place contribuent aussi encore à l'entretien de ce stade et à la vie de son équipe. Ils auraient sans doute aussi, je crois, leur mot à dire.

Ces réserves étant faites se posent les questions suivantes :

Pourquoi faire un tel cadeau à Monsieur Altrad ? Milliardaire que je crois considérer comme comblé puisqu'il paraît qu'il est l'homme le plus riche du Languedoc. Alors que pour ce même honneur et privilège, Park&Suites à Arena paye 750 000 euros par an.

Aujourd'hui, le sport doit-il s'appuyer sur un principe de mécénat ou d'une commercialisation systématique ?

Les acteurs et contribuables privés qui se vantent de financer ou d'animer des clubs sportifs, foot, rugby ou hand, doivent-ils le faire par amour du sport, dans le respect du sport ou simplement pour rentabiliser des investissements, faire du business avant tout ?

Devons-nous servir ces opérations au détriment des valeurs du sport que ces infrastructures sont censées servir ? Je veux parler du dépassement de soi, du respect de l'adversaire, des règles du jeu, de la solidarité, de l'esprit d'équipe et du goût de l'effort.

Je relève au passage d'ailleurs qu'à notre connaissance, Monsieur Nicolin qui a quand même porté Montpellier au

titre de champion de France, je ne crois pas avoir jamais entendu qu'il ait prétendu à débaptiser le stade de la Mosson.

Je voudrai également faire un rappel, pour ceux qui l'ignorent, de la personnalité de Monsieur Yves du Manoir qui s'appelait Yves Le Pelley Dumanoir. Il est né en 1904, c'était un international de rugby mort à 24 ans aux commandes de son avion. Bachelier à 15 ans, polytechnicien à 20 ans, bien fait de sa personne, bon camarade, apprécié de tous ceux qui ont joué avec lui et de tous ceux qui ont joué contre lui. Il était autant apprécié pour sa gentillesse que pour son jeu engagé dans un sport, Monsieur Meissonnier ne me contredira pas, que l'on qualifie de sport de voyous joué par des gentlemen. Ce fut de son temps une légende vivante et malgré la brièveté de sa vie qui fut une somme d'honneurs et de réussites sur un modèle de simplicité, il n'en a pas moins été symbolique et exemplaire. En ce qu'il a aussi et surtout inspiré des générations de rugbymen et sans doute aussi les autres sportifs, en tous les cas ceux qui ont eu à connaître sa vie, son jeu, son destin et sa personnalité. Et pour ceux qui ne le connaissaient pas, c'est justement par cet hommage qui lui est rendu au travers de notre stade, qu'ils pourront être amenés à prendre modèle sur Yves Le Pelley Dumanoir qui incarnait parfaitement les valeurs du sport que je pré citais. N'oublions pas, enfin, que la plus célèbre des compétitions de rugby, c'est bien le challenge Yves du Manoir.

Monsieur le Président, mes chers collègues, cette opération de naming, pour ce stade, ne peut se résumer à une action commerciale ou à un simple deal. Débaptiser ce stade et reléguer aux vestiaires une personnalité aussi précieuse et exceptionnelle pour le sport que celle de Monsieur du Manoir, c'est un affront fait à sa mémoire. C'est enterrer une deuxième fois l'icône de ce sportif loyal, intelligent, apprécié par son esprit, son désintéressement, son jeu et son panache qu'il a voué au nom du sport, au nom du don de soi et de la gratuité du geste. Et sur un stade et son fronton, nous ne devrions pas nous engager sur autre chose que cela.

Monsieur le Président

Merci Madame Jamet. Monsieur Grand.

Monsieur GRAND

Monsieur le Président. Je vais être d'une extrême brièveté. D'abord, je voudrai dire à notre assemblée que si Mohed Altrad s'était appelé André Durand, nous n'aurions pas eu ce numéro du Front national. Je voudrai ici rendre hommage à un homme d'exception, un homme qui est parti de rien, sorti de nulle part, qui ne connaît même pas son âge, qui est un exemple pour nous tous. Et aujourd'hui, qu'il soit traîné comme ça par le Front national me choque au plus profond de moi-même. Et je dois vous dire que je m'abstiens beaucoup et souvent et depuis longtemps de déclarations politiques et ce n'est pas ici le lieu d'en faire.

Mais simplement, je voudrai dire à chacune et à chacun d'entre nous que ce genre de déclarations du Front national doit nous rassembler. Ça doit rassembler nos convictions, notre détermination et naturellement, ça doit aussi rassembler notre réflexion.

Je voudrai simplement rappeler à cette dame, avant tout militante d'une cause qui ne peut pas être celle de la France, qu'il est de tradition parfois en Europe et dans le monde que des grands groupes industriels et commerciaux donnent leur nom à des stades. Il n'y aura pas, je la rassure, le prénom de Mohed sur le stade, mais le nom de Altrad. Merci.

Monsieur le Président

Monsieur Meissonnier, donnez-nous une explication rationnelle, s'il vous plaît.

Monsieur MEISSONNIER

Il est inscrit « complexe Yves du Manoir », l'ensemble de ce complexe reste et restera appelé complexe Yves du Manoir. Donc, le nom d'Yves du Manoir ne disparaîtra pas. Donc, France Jamet, je tiens à vous dire que si un terrain d'honneur s'appelle Mohed Altrad ou Altrad stadium, cela ne me dérange pas. D'autant plus qu'il y a des raisons économiques et d'autres partenariats à développer sur d'autres complexes. Et comme le disais mon collègue maire, Jean-Pierre Grand, si on peut s'émouvoir de certains noms qui ne sont peut-être pas dans votre vocabulaire des noms propres, pour nous ils se sont tout autant que d'autres. Nous continuerons donc à œuvrer dans l'intérêt général. Et si le complexe Yves du Manoir a en son sein un stade honneur qui s'appelle Altrad stadium, cela ne me dérange pas du tout. Voilà ce que j'avais à vous dire. Et il n'est pas question de débaptiser puisque c'est pour la durée du contrat avec Monsieur Mohed Altrad.

Monsieur le Président

Madame Jamet, le complexe Yves du Manoir possède un central et puis une série de lieux annexes et notamment de terrains d'entraînement. L'ensemble de tout cela, le terrain central et les stades d'entraînement s'appellent « complexe Yves du Manoir » et il reste complexe Yves du Manoir. Il n'y a que le terrain central qui prend le nom d'Altrad stadium.

Monsieur MEISSONNIER

Nous gardons le stade Béchu à côté aussi.

Monsieur le Président

Je réponds ensuite à Madame Demon concernant le sport et l'aide aux sports de haut niveau, puisque nous sommes ici dans ce cadre-là. Tout ce qui peut aider, en termes de partenariats, est utile. C'est autant de financements que la collectivité n'investit pas. Lorsque le MAHB a eu besoin, et je remercie mon ami André Deljarry, il a su rassembler 15 entrepreneurs dont lui-même pour apporter chacun 100 000 euros et apurer ainsi les problèmes financiers qui étaient ceux du MAHB à l'époque. Une forme de partenariat. Le naming du stade est une seconde forme de partenariat puisqu'il permet à Mohed Altrad d'investir sur ce naming. Cela permet un investissement pérenne pour le rugby de la part de Mohed Altrad.

Le partenariat est un peu différent que celui pour le MAHB, mais le but est le même. Parce que vous le savez, et le ministère des Sports est en train d'y réfléchir, c'est que le partenariat public/privé est aujourd'hui dans les tuyaux, on peut faire ce qu'on veut. Parce que les collectivités locales n'auront plus les moyens de financer 15 équipes de haut niveau dans les premières divisions de tous les championnats français. Et le cas de l'agglomération de Montpellier est atypique puisque nous sommes l'agglomération la plus sportive de France, 22 clubs engagés, trois titres de champion de France cette année, pour les filles de Lattes au basket, pour le waterpolo et ensuite les filles du rugby à 15 qui ont été championnes de France. Trois équipes de première division qui ont été championnes de France et 22 équipes engagées. Vous comprenez bien qu'une collectivité, aussi florissante soit-elle, ne peut supporter à elle seule l'investissement. Il s'agit donc là de partenariats public/privé tout simplement.

Et moi, je remercie Mohed Altrad de faire vivre le ballon ovale à Montpellier.

Monsieur MOURE

L'appellation du stade ne fait pas l'objet de la délibération 66.

Monsieur le Président

Non, c'est le naming, nous autorisons le naming.

Monsieur MOURE

Quand je lis le rapport 66, il n'est aucunement question du naming que l'on vient d'évoquer au débat.

Madame JAMET

Vous n'avez toujours pas répondu. Monsieur Meissonnier un peu directement, mais nous n'en savons pas plus, c'est le flou.

Monsieur MOURE

On parle de convention transitoire, mais une convention n'est pas une appellation de stade.

Monsieur le Président

Non, ça, ce sont les conventions d'utilisation.

Madame JAMET

Que vient faire le naming là-dedans ?

Monsieur le Président

Ce sont les engagements que nous avons discutés.

Madame JAMET

Donc, ce qui est écrit dans le Midi libre est bien juste. En votant le rapport 66, nous acceptons le principe du naming gratuit pour Monsieur Altrad au détriment de Monsieur du Manoir.

Monsieur le Président

Monsieur Meissonnier.

Monsieur MEISSONNIER

Si vous lisez bien la convention, elle va jusqu'au 31 octobre de cette année, nous repasserons sur une autre convention. Actuellement, tout n'est pas finalisé avec Monsieur Altrad, mais effectivement, nous parlons du naming, mais rien n'est encore finalisé.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 66.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre et une abstention). Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET. Se sont abstenus : M. Jean-Pierre MOURE.

AFFAIRE N°67 : SPORTS ET TRADITIONS – STADE DE LA MOSSON "MONDIAL 98" - AMÉNAGEMENTS - MANDAT SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER (SAAM) D'ÉTUDES ET DE RÉALISATION - RÉSILIATION DES MARCHÉS - APPROBATION

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

Par délibération n°10689 en date du 29 février 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé un programme de réhabilitation du Stade de la Mosson « Mondial 98 », ainsi que son enveloppe financière prévisionnelle établie à 46 823 000€ HT.

Par cette même délibération la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé de confier, par convention de mandat, à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) un mandat d'études et de réalisation conformément à l'article L327-1 du Code de l'urbanisme.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a autorisé la signature des marchés suivants :

- marché n°S12.03 relatif au management du risque, avec la société SOCOTEC pour un montant de 290 104 € H.T (délibération n°10955 du 28 juin 2012),
- marché de maîtrise d'œuvre des travaux n°S13.05 d'un montant de 4 664 219 € H.T. au groupement dont le mandataire est A+ Architecture (délibération n°11510 en date du 11 avril 2013),
- marchés n°S13.01 d'OPC d'un montant de 195 060 € H.T. avec la société SCO, n°S13.02 de contrôle technique d'un montant de 409 880 € H.T. avec la société SOCOTEC et N°S13.03 de CSPS d'un montant de 75 285 € H.T. avec le Bureau Veritas (délibération n°11511 du 11 avril 2013).

Dans un contexte national de rigueur financière, et face à la réduction programmée des dotations aux collectivités territoriales, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est engagée à maîtriser ses dépenses d'investissement.

Pour respecter cet engagement financier et dans un souci d'économie, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé de mettre fin à ce programme de réhabilitation du stade de la Mosson « Mondial 98 ».

Ainsi, il convient de procéder à la résiliation des marchés susmentionnés pour motif d'intérêt général.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la résiliation pour motif d'intérêt général des marchés SAAM n°S12.03, n°S13.01, n°S13.02, n°S13.03 et n°S13.05,
- autoriser la SAAM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à résilier les marchés visés dans la présente délibération,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°68 : SPORTS ET TRADITIONS – PISCINES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - TARIFS - ADOPTION

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

La délibération n°9701 du 20 juillet 2010 a fixé les tarifs des piscines de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, applicables depuis le 1^{er} septembre 2010.

Ces tarifs ont été complétés par les délibérations n°11642 du 26 juin 2013 fixant les montants des animations et cours de natation et n°12338 du 19 juin 2014 prévoyant le nouveau tarif préférentiel de fin de journée à 1 € durant la saison d'été.

Compte tenu de l'indice INSEE concernant l'évolution annuelle des prix à la consommation (environ 7% depuis 4 ans), il est proposé de réévaluer les tarifs d'entrées et de locations de lignes d'eau des piscines sur la base de 4 % d'augmentation.

Par ailleurs, il est proposé d'adopter les nouveaux tarifs suivants :

- Un tarif de 2 € pour la création de la carte d'abonnement,
 - Un tarif de groupe qui concernera au minimum 10 entrées « enfant » (centre de loisirs principalement),
 - Un tarif de location de la ligne d'eau aux clubs sportifs le dimanche, hors Piscine Olympique d'Antigone,
- De plus, il est proposé d'intégrer dans cette délibération le tarif préférentiel de fin de journée à 1 € applicable valable chaque été du 1^{er} juillet au 31 août conformément à la délibération n°12338 du 19 juin 2014.

Les tarifs animations et cours de natation restent inchangés conformément à la délibération n°11642 du 26 juin 2013.

Ces nouveaux tarifs seront applicables à compter du 1^{er} septembre 2014.

I/ Les nouveaux tarifs proposés :

PISCINE OLYMPIQUE D'ANTIGONE

1) Entrées : les titres sont valables pendant 24 mois :

	Normal	Pass'Agglo
- Entrée enfant (4 à 18 ans)	2,70 €	2,30 €
- 10 entrées enfants	23,50 €	19,70 €
- Abonnement trimestriel enfants	60,80 €	52,00 €
- Entrée adulte	5,00 €	4,30 €
- 10 entrées adultes	38,00 €	32,80 €
- Abonnement trimestriel adultes	122,70 €	106,10 €
- Abonnement 10 h	25,50 €	21,80 €
- Abonnement 20 h	44,70 €	38,50 €
- 10 entrées comités d'entreprises	30,20 €	-
- 10 Abonnements 10 h comités d'entreprises	215,30 €	-
- Tarif réduit *	2,80 €	2,50 €
- Tarif réduit 10 entrées *	26,50 €	23,40 €
- Tarif réduit abonnement 10h *	21,80 €	18,70 €
- Création de carte abonnement ou remplacement	2,00 €	-
- Bonnets de bain	2,00 €	-
<i>* Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, Handicapés sur présentation d'un justificatif</i>		

2) Forfait famille : les titres sont valables pendant 24 mois :

	Normal	Pass'Agglo
- Forfait famille : 2 adultes et 2 enfants	12,80 €	10,30 €
- Adulte supplémentaire	3,60 €	2,90 €
- Enfant supplémentaire (4 à 18 ans)	2,10 €	1,70 €

3) Tarifs groupes (minimum 10 entrées)

	Normal	Pass'Agglo
- Enfant	2,30 €	1,90 €
- Adulte accompagnateur (1 par tranche de 8 enfants)	2,30 €	1,90 €

4) Locations horaires de lignes d'eau :

	Normal	Pass'Agglo
- Clubs sportifs (50 m)	13,30 €	11,20 €
- Clubs sportifs (25 m)	6,80 €	5,90 €
- Etablissements d'enseignement ou de formation (avec surveillance)	31,70 €	30,70 €

5) Locations horaires de bassins :

	Normal	Pass'Agglo
- Venus	386,00 €	328,00 €
- Aphrodite	188,00 €	161,00 €
- Mezzanine	188,00 €	161,00 €

6) Prestation M.N.S. (Maître-Nageur Sauveteur) :

	Normal	Pass'Agglo
- 1 Heure	24,40 €	23,90 €

CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE (Bassins extérieurs)

1) Locations horaires de lignes d'eau:	Normal	Pass'Agglo
- Clubs sportifs haut niveau (hors dimanche)	10,60 €	8,50 €
- Autres clubs sportifs (hors dimanche)	13 €	11,10 €
- Clubs sportifs (dimanche)	21,60 €	19,50 €

2) Locations de la fosse à plongée:	Normal	Pass'Agglo
- Clubs sportifs (1heure)	12,70€	10,60 €
- Forfait ½ journée (4 heures)	42,30 €	33,80 €

AUTRES PISCINES DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

1) Entrées : les titres sont valables pendant 24 mois :

	Normal	Pass'Agglo
- Entrée enfant (4 à 18 ans)	2,50 €	2,10 €
- 10 entrées enfants	19,20 €	16,10 €
- Abonnement un an : enfants	83,20 €	70,70 €
- Entrée adulte	3,10 €	2,60 €
- 10 entrées adultes	22,90 €	19,20 €
- Abonnement un an : adultes	121,70 €	104 €
- 10 entrées comité d'entreprise	18,20 €	-
- Tarif réduit *	2,60 €	2,10 €
- Tarif réduit 10 entrées*	19,00 €	16,10 €
- Tarif réduit abonnement un an*	83,20 €	70,70 €
- Création de carte d'abonnement ou remplacement	2,00 €	-
<i>* Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, Handicapés sur présentation d'un justificatif</i>		

2) Forfait famille : les titres sont valables pendant 24 mois :

	Normal	Pass'Agglo
- Forfait famille : 2 adultes et 2 enfants	8,80 €	7,00 €
- Adulte supplémentaire	2,10 €	1,70 €
- Enfant supplémentaire (4 à 18 ans)	1,60 €	1,20 €

3) Tarifs groupes (minimum 10 entrées) :

	Normal	Pass'Agglo
- Enfant	1,80 €	1,50 €
- Adulte accompagnateur (1 par tranche de 8 enfants)	1,80 €	1,50 €

4) **Tarif été de fin de journée (du 1^{er} juillet au 31 août) :**

- Unique à partir de 18h du lundi au vendredi	1,00 €	
---	--------	--

5) **Locations horaires de lignes d'eau :**

	Normal	Pass'Agglo
- Clubs sportifs (25 m) (hors dimanche)	6,70 €	5,60 €
- Clubs sportifs (25 m) (dimanche)	17,70 €	16,60 €
- Etablissements d'enseignement ou de formation (<i>sans surveillance</i>)	14,90 €	14,30 €

6) **Locations horaires petit bassin:**

	Normal	Pass'Agglo
- Clubs sportifs haut niveau (hors dimanche)	13,20 €	11,10 €
- Autres clubs (hors dimanche)	27,60 €	22,40 €
- Clubs sportifs (dimanche)	37,50 €	33,40 €

7) **Prestation M.N.S. (Maître-Nageur Sauveteur) :**

	Normal	Pass'Agglo
- 1 heure	24,40 €	23,90 €

II/ Les autres tarifs toujours en vigueur dans l'ensemble des piscines de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

1) **Cours de natation :**

	QF>900		450>QF?900 Ou tarif réduit*		QF?450	
	Normal	Pass'Agglo	Normal	Pass'Agglo	Normal	Pass'Agglo
Cours collectifs enfants natation à la saison	136,20 €	115,90 €	108,95 €	92,60 €	87,15€	74,10 €
Cours collectifs enfant (à partir du 1 ^{er} janvier)	88,50€	75,30 €	70,80 €	60,20 €	56,65 €	48,15 €
Cours collectifs enfant (1 séance)	5,50 €	4,70 €	-	-	-	-
Cours collectifs adultes à la saison	186,70 €	158,60 €	149,35€	126,95€	119,50€	101,55€
Cours collectifs adultes (à partir du 1 ^{er} janvier)	121,35	103,15 €	97,10€	82,55€	77,70€	66,00€
Cours collectifs adultes (1 séance)	7,30 €	6,10 €	-	-	-	-

* Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, Handicapés sur présentation d'un justificatif
Prise en compte du QF sur présentation d'une attestation CAF de moins de trois mois

2) **Stages collectifs vacances scolaires :**

	QF>900		450>QF?900 Ou tarif réduit*		QF?450	
	Normal	Pass'Agglo	Normal	Pass'Agglo	Normal	Pass'Agglo
Stages collectifs enfants (3 séances)	16,20€	13,75 €	12,95€	11,00€	10,35€	8,80€
Stages collectifs enfants (4 séances)	21,20 €	18,00 €	16,95 €	14,40€	13,55€	11,50€
Stages collectifs enfants (5 séances)	27,00 €	23,00 €	21,60€	18,35€	17,30€	14,70€
Stages collectifs adultes (3 séances)	20,70€	17,60€	16,55€	14,05€	13,25€	11,25€
Stages collectifs adultes (4 séances)	27,00 €	22,50 €	21,60€	18,35€	17,30€	14,70€
Stages collectifs adultes (5 séances)	34,50 €	29,00 €	27,60 €	23,45€	22,10 €	18,80€

* Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, Handicapés sur présentation d'un justificatif
Prise en compte du QF sur présentation d'une attestation CAF de moins de trois mois

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter la mise à jour des tarifs piscines,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°69 : SPORTS ET TRADITIONS – PISCINE COMMUNAUTAIRE HÉRACLÈS À SAINT-BRÈS - AVANT PROJET DÉFINITIF - AVENANT N°1 AU MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE N°3034 - APPROBATION

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

Par délibération n°10862 en date du 24 mai 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de réalisation de la piscine Héracles sur la Commune de Saint-Brès. Par cette délibération, il a également approuvé le budget prévisionnel arrêté au stade de la programmation à 9,1 M€ H.T., ainsi que le lancement du concours de maîtrise d'œuvre soit 7,2 M€ H.T. pour les travaux, 1,6 M€ HT. pour les études et 0,3 M€ H.T. pour le terrain.

Le programme tel que défini dans la délibération n°10862 comprend quatre points forts :

- une diminution de la surface construite grâce à un fond de bassin amovible,
- une grande ouverture sur l'extérieur (70% des façades et 50% de la toiture du hall du bassin ludique) permettant de fonctionner sans une centrale de traitement d'air pendant la période estivale,
- des plages extérieures attirantes et aménagées de jeux d'eau et d'une glissade,
- l'intégration des normes Haute Qualité Environnementale.

Le programme architectural, fonctionnel et technique définit l'ouvrage suivant :

- un hall bassin sportif dont la façade vitrée s'ouvrira de 70% sur la plage extérieure, regroupant :
- un bassin sportif de 25m et 6 couloirs équipés d'un fond amovible de 125m²,
- une pataugeoire de 10m² pour le confort et la sécurité des enfants ;
- des gradins de 100 places, afin de permettre aux visiteurs et aux accompagnateurs de partager visuellement l'activité du bassin ;

Un hall indépendant pour le bassin ludique de 100m² destiné à l'apprentissage de la natation et offrant aux utilisateurs un moment de détente et de convivialité sur les banquettes massantes ; les deux halls seront séparés par un châssis vitré qui permettra également une grande communication entre les deux espaces ;

Des vestiaires individuels séparés hommes / femmes dotés de 20 cabines individuelles, 4 vestiaires collectifs pour les scolaires et les groupes ;

A l'extérieur une plage minérale équipée de jeux d'eau et d'une glissade ;

Un parking qui pourra accueillir voitures particulières et transports en commun pour les élèves en séance de natation scolaire.

A l'issue du concours de maîtrise d'œuvre et par délibération du Conseil de Communauté n°11574 en date du 23 mai 2013, l'équipe représentée par Coste ARCHITECTURES a été désignée lauréate de ce concours. Après négociation le montant provisoire de ses honoraires correspondant à l'ensemble des missions a été fixé à 992 466,82 € H.T. soit un taux de rémunération de 13,78426%.

L'Avant-Projet Sommaire a permis de compléter l'aménagement du parvis et de réduire la surface utile bâtie.

L'Avant-Projet Définitif présenté par le maître d'œuvre intègre l'actualisation des prix et l'adaptation des prestations :

Concernant l'actualisation des prix, entre mai 2012 et mai 2014, l'index BT a augmenté de 0,65%. Ainsi, le montant de l'opération est porté à 9 159 150 € H.T. soit 7 246 800 € H.T. pour les travaux, 1 610 400 € HT. pour les

études et 301 950 € H.T. pour le terrain.

Conformément aux engagements de la Communauté d'Agglomération en faveur du développement des énergies renouvelables exprimés dans le Plan Climat Energie Territoire (conseil du 6 février 2014) et suite à l'étude de faisabilité de l'approvisionnement énergétique de la piscine, il a été décidé la mise en place d'une chaufferie bois à plaquettes forestières pour un surcoût de travaux de 340 000 € H.T.

La nouvelle estimation prévisionnelle du coût des travaux est donc portée à 7 586 800 € HT (valeur mai 2014).

A l'issue de la phase APD, le montant du coût prévisionnel des travaux sur lequel le maître d'œuvre s'engage en solution de base est de 7 551 000 € H.T. (valeur mai 2014), montant inférieur à l'estimation prévisionnelle de 7 586 800 € HT.

Le taux de rémunération du maître d'œuvre étant de 13,78426% du volume des travaux, son forfait de rémunération définitif est donc arrêté à 1 040 849,47 € H.T. au lieu de 992 466,82 € H.T. soit une augmentation de 4,88%.

Conformément à la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage public, il est donc proposé de rédiger un avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre N°3034 fixant le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre.

Ainsi, le budget de l'opération est donc estimé au stade de l'APD à 9 499 150 € HT (valeur mai 2014) soit à 7 586 800 € HT pour les travaux, 1 610 400 € HT pour les études, 301 950 € HT pour le terrain.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter l'Avant-Projet Définitif de l'opération ;
- adopter l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux à 7 551 000 € H.T. (valeur mai 2014) et de constater l'engagement du maître d'œuvre au respect de cette estimation ;
- approuver l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre N°3034 qui arrête le forfait définitif de la rémunération de la maîtrise d'œuvre à la somme de 1 040 849,47 € HT. ;
- dire que les crédits sont inscrits au Budget 2014 de la Communauté d'Agglomération, chapitre 904 ;
- solliciter les subventions les plus larges possibles auprès de l'État, de la Région Languedoc-Roussillon, du Département de l'Hérault et de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME),
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

AFFAIRE N°70 : SPORTS ET TRADITIONS – COMPLEXE SPORTIF JULES RIMET À SUSSARGUES - GESTION DES INSTALLATIONS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

Par délibération n°5508 en date du 26 novembre 2003, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a procédé à l'acquisition d'un terrain de 54 970 m² sur la Commune de Sussargues afin d'y réaliser un complexe sportif dédié au football.

Par délibération n°5654 en date du 30 janvier 2004, le Conseil de Communauté a approuvé la réalisation sur ce site, d'un complexe sportif dédié au football, décomposé comme suit pour sa première tranche :

- un terrain d'honneur en gazon synthétique de 3ème catégorie (105 x 68 m), éclairé pour permettre le déroulement des entraînements et des rencontres en nocturnes ;
- une tribune couverte de 500 places ;
- un ensemble de vestiaires joueurs (4), et arbitres (2), un local pour les délégués, des sanitaires et une salle de réception, le tout situé sous les tribunes.

Par délibération n°8544 en date du 27 novembre 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé la réalisation d'une deuxième tranche comprenant un terrain de grand jeu en gazon synthétique, une clôture, l'éclairage et un bloc vestiaires et sanitaires.

Afin de gérer ces installations sportives dans les meilleures conditions possibles et pour rendre un service public au plus près des citoyens, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite confier, par une nouvelle convention, l'entretien et la surveillance de ces installations sportives à la Commune de Sussargues.

La convention est conclue sur le fondement de l'article L.5216-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par cette convention, la Commune de Sussargues s'engagera à assurer l'entretien courant des terrains en gazon synthétique, des vestiaires et des autres locaux utilisés régulièrement par les équipes de football qui seront autorisées, par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à occuper le complexe sportif.

De la même façon, la Commune de Sussargues devra gérer la surveillance et le gardiennage de l'installation pour le respect des créneaux horaires et du règlement établi par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La convention, passée pour une durée de 3 ans à compter de sa notification, prévoit les modalités de l'entretien et de la surveillance des installations sportives ainsi que la contrepartie financière de cette gestion qui est estimée à 34 000 € par an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Commune de Sussargues pour la gestion des installations ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 924 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°71 : SPORTS ET TRADITIONS – NATATION ET PATINAGE SCOLAIRE - CONVENTION AVEC L'ÉDUCATION NATIONALE 2014/2015 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le cadre de ses priorités d'action depuis plusieurs années, s'est engagée, en partenariat avec l'Education Nationale, à assurer l'apprentissage de la natation et du patinage pour les enfants des écoles primaires et des grandes sections maternelles.

Ainsi tous les élèves scolarisés dans les écoles primaires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier peuvent bénéficier de séances gratuites d'apprentissage, conduites en collaboration avec les enseignants de l'Education Nationale.

Pour réaliser ce programme ambitieux, qui concerne chaque année près de 20 000 enfants, la Communauté d'Agglomération de Montpellier met en œuvre des moyens matériels et humains conséquents avec treize piscines, la patinoire Végapolis et plus de quatre-vingt-dix éducateurs sportifs.

S'agissant d'éducation physique et sportive pendant le temps scolaire, il convient de définir de façon conventionnelle pour chaque année scolaire, avec l'Académie de Montpellier, les champs de compétences, de responsabilités et d'interventions de chacune des deux parties.

La convention proposée formalise notamment :

- les conditions générales de l'organisation des activités,
- le rôle, la responsabilité et l'agrément des intervenants,
- les conditions de sécurité,
- la durée (un an).

En accord avec l'Inspection d'Académie de l'Hérault et conformément à l'évolution de la réglementation, les stagiaires des formations au Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS) des activités aquatiques et de la natation et de l'UFRSTAPS peuvent, durant leur période de stage, être mis en situation pédagogique durant les séances de natation scolaire, sous l'autorité des enseignants et le contrôle pédagogique des éducateurs territoriaux de l'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention et ses annexes,
- autoriser l'accueil pédagogique des stagiaires BPJEPS et UFR STAPS durant les séances de natation scolaire,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°72 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – EXTENSION DE LA STATION D'ÉPURATION DE MAERA - APPROBATION DU PROGRAMME - CHOIX D'UNE ASSISTANCE TECHNIQUE, ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE - LANCEMENT DE LA CONSULTATION ET DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

L'autorisation au titre du code de l'environnement de la station d'épuration Maera et de son émissaire de rejet en mer a été délivrée, par arrêté préfectoral en date du 25 juillet 2005, pour une durée de 10 ans.

L'année 2015 correspond également à l'horizon d'achèvement du programme d'investissements du Schéma Directeur d'Assainissement approuvé par le Conseil Communautaire le 21 décembre 2004.

Conformément à ce Schéma Directeur, MAERA collecte et traite aujourd'hui les effluents de 18 communes (13 communes du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ainsi que 5 communes extérieures) contre 7 à l'origine.

Par délibération n°10329 du 28 juillet 2011, le Conseil Communautaire a approuvé la réalisation d'une étude d'audit technique et fonctionnel de cette station d'épuration, afin d'appréhender notamment les besoins d'évolution.

Les conclusions de cet audit font apparaître, comme prévu par le schéma directeur, que la station ne pourra plus accepter à court terme les effluents supplémentaires générés par les projets d'urbanisation.

De plus, l'extension réalisée en 2005 avait retenu comme principe la conservation autant que possible des ouvrages existants. Or certains ouvrages âgés de près de 50 ans, sont aujourd'hui en fin de vie et présentant des performances

insuffisantes par rapport aux performances et besoins futurs.

D'autre part, les boues produites, traitées et déshydratées sont, actuellement, envoyées sur des plateformes de compostage à l'extérieur du Département. Le plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux, dont les boues de station d'épuration, prévoit que le compostage soit désormais réservé aux petites unités et se gère à l'échelle du département d'origine, dans la mesure du possible.

Enfin, de nouvelles contraintes réglementaires s'imposent en vue de mieux préserver les milieux naturels des débordements d'eaux usées en période de pluie. Ainsi la réglementation demande à prendre en compte le non débordement du système d'assainissement (réseau de collecte et station) pour une pluie de période de retour mensuelle.

Pour répondre à ces nouvelles exigences mais également aux besoins de l'urbanisation des communes raccordées d'ici à 2030, le lancement du projet d'extension de MAERA apparaît comme une priorité.

Compte tenu de l'évolution des populations sur notre territoire, l'extension de MAERA devra permettre de passer à une capacité de traitement de 470 000 EH (Equivalents Habitants) à 600 000 EH à l'horizon 2030 et 720 000 EH à terme (horizon Plan Local de l'Habitat). Dans un souci de préservation du milieu naturel et de bonnes conditions d'obtention des nouvelles autorisations nécessaires, il est proposé d'accompagner cette augmentation de capacité par l'accroissement des performances épuratoires, de manière à ce que les flux rejetés en mer restent équivalents à ceux d'aujourd'hui. Ceci confirmera l'engagement fort de notre Collectivité à limiter l'empreinte environnementale de nos activités

Le dimensionnement de la station intégrera les exigences de traitement par temps de pluie : afin d'admettre et de traiter les débits collectés par les réseaux lors d'une pluie mensuelle, la capacité hydraulique devra passer de 4 à 6 m³/s en entrée de station et de 1,5 à 3 m³/s sur la filière de traitement. L'émissaire de rejet en mer devra être équipé du booster, comme prévu au projet initial, pour permettre de véhiculer ces 3 m/s d'eaux usées traitées.

Une filière boues, inexistante aujourd'hui, sera à créer sur un lieu à définir. Deux types de traitements peuvent permettre de répondre aux objectifs. Ils seront analysés et comparés dans les études ultérieures afin de définir la meilleure solution technique, environnementale, économique et sociale.

Enfin, l'ensemble du projet sera étudié et mené de manière à ce que les nouvelles installations répondent à l'objectif « zéro nuisance » pour l'environnement immédiat du site.

Le coût estimatif des travaux d'extension est évalué de 67 à 81 M€ H.T. (y compris travaux sur l'émissaire) selon le choix fait sur la filière boue.

Ces travaux sur la station et l'émissaire devront être complétés par un programme de travaux sur le réseau de collecte primaire afin d'assurer, comme le veut la réglementation, la conformité de l'ensemble du système d'assainissement. Des études complémentaires sont à mener sur ces réseaux avant de préciser la programmation et l'enveloppe financière des travaux nécessaires.

Concernant la station, un dossier de demande de prorogation de l'arrêté d'autorisation est en cours d'élaboration et sera déposé en Préfecture en fin d'année. En parallèle, un dossier d'autorisation au titre de la Loi sur l'eau, soumis à enquête publique, en vue de l'extension de la station sera élaboré.

Un tel projet s'inscrit sur une durée de 7 à 8 ans. Il nécessite 3 à 4 années d'études et d'instructions administratives diverses (dossier loi eau, procédure de consultation, permis de construire, autorisation au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)), 2 années de travaux et 2 années de période d'observation de l'installation avant réception complète.

Afin de mener à bien ce projet d'extension de la station MAERA et la gestion de cette opération, il convient de s'adjoindre les services d'Assistants à Maîtrise d'Ouvrage sur les aspects administratifs, techniques et financiers. Le volet technique comportera la thématique valorisation énergétique, l'existence de fortes potentialités, selon la nature des procédés de traitement qui seront retenus, étant avérée. Les missions d'AMO à mener porteront notamment sur :

- la réalisation des dossiers réglementaires : dossier loi Eau, ICPE, permis de construire,
- l'élaboration d'un programme fonctionnel détaillé,
- l'accompagnement sur les missions connexes : investigations topographiques, géotechniques, environnementales, archéologiques...
- le choix et la réalisation de la procédure de consultation des entreprises,,
- l'assistance juridique sur diverses étapes de la mission.

Le montant de ces prestations est estimé à 1, 50 M€H.T. et le délai de réalisation fixé à 8 ans.

Cette étude peut bénéficier des aides financières de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et d'autres organismes intéressés qu'il convient de solliciter.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de l'extension de capacité de la station d'épuration de MAERA à 600 000 EH extensible à 720 000 EH,
- valider le budget prévisionnel des travaux de 67 à 81 M€ H.T.,
- approuver le lancement des consultations pour désigner un ou des assistants à maîtrise d'ouvrage sur les volets techniques, administratifs, juridiques et financiers pour un montant évalué à 1,5 M € HT,
- solliciter les aides financières correspondantes les plus larges, notamment auprès de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à prendre toute décision relative à l'exécution de ce marché et à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Monsieur Revol.

Monsieur REVOL

Monsieur le Président, chers collègues. C'est une affaire dont on va entendre parler pendant 4 ans et qui démarre aujourd'hui, qui consiste à optimiser et à améliorer la station Maéra pour un investissement global qui est évalué entre 60 et 80 millions d'euros. Il s'agit d'améliorer cet instrument qui concerne l'équivalent de 400 000 habitants. Il fonctionne aujourd'hui dans des conditions satisfaisantes, mais qui peuvent être améliorées. Je pense notamment à l'optimisation de toutes les filières qui existent dans cette station et également à la lutte contre toutes les odeurs qui peuvent être produites par cette station. J'espère donc que d'ici 4 ans, nous aurons un investissement suffisant qui permettra d'améliorer la situation et de permettre par exemple à Monsieur Cyril Meunier de pouvoir dormir dans sa chambre à coucher avec la fenêtre ouverte sans avoir à craindre les odeurs de Maéra en plus du bruit qui vient de Montpellier.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Revol. Monsieur Meunier.

Monsieur MEUNIER

Il est facile, Monsieur le Maire de Grabels de parler de ces sujets-là quand on habite ta commune. Je n'en fais évidemment pas une affaire personnelle, je dis juste que je ne peux pas te laisser dire que Maera fonctionne de façon satisfaisante. Ça fonctionne de façon satisfaisante dans la mission qui lui est donnée. Là, nous sommes tous d'accord, nous avons bien fait de faire ces investissements et aujourd'hui, on peut être fiers de la fonctionnalité en matière d'assainissement que nous obtenons au niveau de Maera.

Et d'ailleurs, pour ceux qui connaissent bien Montpellier et le Lez, il suffit de voir la qualité du Lez à l'aval de Maera et la qualité des étangs que nous avons récupérés de façon assez exceptionnelle parce que nous ne nous attendions pas à mettre aussi peu de temps avant d'avoir des qualités d'eau telles que l'on a aujourd'hui. Par rapport à l'ancienne station dite de la Céreirède qui se rejetait directement dans notre fleuve, il n'y a pas photo, personne n'a aujourd'hui quelques retenues à penser que nous avons bien fait ou mal fait de faire Maera.

Par contre, où je ne peux pas laisser dire que ça fonctionne de façon correcte, c'est qu'aujourd'hui, nous sommes dans une situation de nuisance olfactive sur Lattes qui est totalement insupportable. C'est-à-dire que dès qu'on attaque la période d'été et qu'on a la chance ou la malchance d'avoir des températures élevées, nous sommes confrontés à des odeurs qui polluent au sens strict du terme le cadre de vie d'une partie des habitants de Lattes. Que ce soit les gens de la Céreirède qui sont voisins de cet équipement, que ce soit les habitants du nord du quartier de Boirargues ou même des habitants de Boirargues, puisque quand le vent nous est défavorable, ces odeurs viennent à nous.

Aujourd'hui, nous attendons avec impatience la réalisation de cet agrandissement dans lequel nous demandons la couverture des bassins et de l'ensemble des structures puisqu'il y a des stations d'épuration que j'ai visitées à titre personnel en plein milieu de villes qui aujourd'hui n'ont aucune nuisance. Nous sommes en droit, sur l'agglomération de Montpellier puisque nous sommes au cœur de l'agglomération de Montpellier, et je ne parle pas seulement pour les Lattois, d'attendre à ce que l'effort soit fait pour que l'on ait ces équipements-là.

Mais comme tu l'as très bien dit René, c'est 4 ans et aujourd'hui, nous en pâtissons au quotidien. Nous avons plus d'odeur sur Lattes que ce que nous en avions avec l'ancienne station, c'est quand même un comble, parce que ce n'est pas résolu. Est-ce un problème de gestion ? Et j'attire l'attention de René Revol et des gens qui traitent à l'heure actuelle le renouvellement de la concession, de la DSP, sur Maera. S'il y a des solutions dans les propositions qui vous sont faites, j'attends que tu puisses me renseigner sur les différentes options. Il faut régler le problème rapidement puisque nous n'allons pas rester pendant 4 ans avec ces odeurs qui nous polluent la vie et l'air. Merci de m'avoir écouté.

Monsieur REVOL

Je partage totalement l'avis de Cyril sur ce sujet, bien évidemment. C'est pour cette raison que nous devons nous engager, dès aujourd'hui, par cette étude pour avoir une assistance technique, administrative et financière qui nous permette de conduire cette action le plus rapidement possible. C'est pour ça qu'il y avait urgence à faire cette délibération avant de partir en vacances, pour nous mettre en situation de pouvoir traiter ce dossier.

Deuxièmement, comme la consultation est en cours sur les renouvellements des DSP d'assainissement, tu comprendras que je ne pourrai rien en dire. Mais si tu regardes le cahier des charges, c'est un objectif fondamental de la consultation actuelle et nous tenons particulièrement à ce qu'il y ait des améliorations qui aient lieu dans le cadre de l'usine Maera telle qu'elle existe aujourd'hui avant que nous puissions optimiser les choses dans un deuxième temps avec cet investissement prévu.

Monsieur MEUNIER

Monsieur le Président, un point que j'ai oublié de préciser. Nous demandons, au niveau de la commune de Lattes, à ce que Madame Carole Donada, qui est une de nos collègues qui aujourd'hui pour raison médicale ne peut pas être avec nous, entre dans la commission de suivi de Maera, puisqu'elle est la représentante du quartier de la Céreirède et c'est grâce à elle que nous avons réussi à convaincre les habitants du quartier d'accepter le maintien de la station d'épuration à cet endroit et l'ensemble des travaux qui nous ont amenés à Maera aujourd'hui.

Monsieur le Président

Le problème que nous avons, Monsieur Meunier, c'est qu'il faut tout revoter, y compris sur les commissions et donc, il faut reprendre la DSP depuis le début.

Monsieur MEUNIER

Je ne parlais pas de la DSP, mais de la commission de suivi de Maera. Évidemment, pas sur la DSP, nous n'allons pas repartir de zéro. Mais sur l'agrandissement, sur la commission qui suit l'agrandissement et l'ensemble de ce dossier, nous demandons à ce que Carole Donada soit associée.

Monsieur le Président

Nous allons regarder où l'on peut intégrer Carole Donada dans le dispositif. Nous allons faire le maximum.

Je mets aux voix l'affaire 72.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°73 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – COMMUNE DE VENDARGUES - ZAC VIA DOMITIA - PROGRAMME DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS - APPROBATION

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Dans le respect de l'obligation réglementaire de l'article R. 311-7 du Code de l'Urbanisme, le Syndicat Mixte Via Domitia a demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son accord préalable sur :

- le principe de réalisation des équipements publics d'assainissement des eaux usées, d'eau potable et d'eau brute envisagés dans le cadre du programme de la ZAC Via Domitia Nord LIEN sur la commune de Vendargues,
- les modalités d'incorporation de ces équipements dans son patrimoine,
- le principe de leur financement,
- la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte.

La ZAC Via Domitia Nord LIEN sur le territoire de Vendargues se situe sur la rive Nord du LIEN (Liaison Intercommunale d'Évitement Nord). Elle prolonge à l'Ouest, la ZAC Via Domitia Nord LIEN sur le territoire de Castries. L'ensemble des deux ZAC constitue la traduction concrète du projet d'ensemble Via Domitia et à terme un ensemble cohérent.

Le périmètre de la ZAC englobe une superficie d'environ 13 hectares, dédiée à l'accueil d'activités économiques à dominante artisanale, avec une surface de plancher estimée à 37 500 m² dans le programme prévisionnel indicatif de construction.

Les équipements publics relatifs au cycle urbain de l'eau seront réalisés dans le cadre d'une convention publique d'aménagement dans le respect des normes en vigueur.

Les équipements d'assainissement des eaux usées, d'eau potable et d'eau brute internes à la ZAC seront remis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'occasion des opérations de réception et de remise d'ouvrages en présence des représentants de la Communauté d'Agglomération et de l'aménageur titulaire de la convention publique d'aménagement.

Aucune participation spécifique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au financement de ces équipements publics n'est prévue, l'ensemble des coûts relatifs à la création des réseaux d'eaux usées, d'eau potable et d'eau brute, internes à la ZAC, étant pris en charge par cette dernière.

Assainissement des eaux usées :

Les effluents de la ZAC seront, conformément au dossier joint à la présente délibération, collectés par un réseau gravitaire séparatif et envoyés vers la station d'épuration intercommunale MAERA.

Toutefois, une extension de réseau ainsi que le renforcement d'une canalisation existante, hors périmètre de la ZAC, sont nécessaires pour raccorder l'opération sur le réseau public de la commune de Vendargues. Ces travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le raccordement des effluents de la ZAC à ce collecteur nécessite :

- l'extension du réseau avec une canalisation de diamètre 200 mm sur environ 1000 mètres, posée en tranchée commune avec le réseau d'eau potable sous le Chemin de Bannières,
- le renforcement d'une conduite gravitaire de diamètre 150 par un diamètre 200 mm sur environ 200 mètres, sous le Chemin de Bannières et en limite de la RD610.

Le coût estimatif de ces ouvrages est évalué à 390 000 € H.T. y compris frais d'études et aléas, soit une participation de 390 000 € H.T. à la charge de l'aménageur.

Eau Potable :

Le dimensionnement des réseaux existants en limite d'opération ne permet pas de garantir les besoins de la ZAC, notamment en terme de défense incendie.

Des travaux de raccordement de l'opération sur le réseau public de la commune de Vendargues sont à réaliser sous le domaine public. Ces travaux, concernant l'extension du réseau avec une canalisation de diamètre 250 mm sur environ 1 000 mètres sous le Chemin de Bannières, seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le coût estimatif de cette conduite est évalué à 455 000 € H.T., y compris frais d'études et aléas, soit une participation de 455 000 € H.T. à la charge de l'aménageur

Eau Brute :

Aucune extension du réseau n'est à prévoir hors du périmètre de la ZAC. L'utilisation de l'eau brute sera possible sur ce projet grâce au raccordement au réseau BRL existant en limite du périmètre de la future ZAC. L'eau brute sera utilisée pour l'arrosage des espaces verts et à des fins industrielles.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de réalisation du programme des équipements publics d'eaux usées, d'eau potable et d'eau brute prévus pour la ZAC Via Domitia à Vendargues et intégralement financés par l'opération,
- approuver les modalités d'incorporation au patrimoine de la Communauté d'Agglomération des réseaux qui seront réalisés,
- approuver les montants de participation de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte, soit 390 000 € H.T. pour l'assainissement des eaux usées et 455 000 € H.T. pour l'eau potable,
- approuver le projet de convention à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le syndicat mixte et l'aménageur qui précise les conditions de reversement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier des participations financières pour la réalisation des ouvrages d'assainissement et d'eau potable hors ZAC ainsi que les modalités de réception des réseaux construits dans la ZAC,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire et en particulier la convention à intervenir avec l'aménageur.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°74 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE DE L'EAU POTABLE ET DE L'EAU BRUTE POUR L'ANNÉE 2013 - APPROBATION

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

En application de l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, il doit être présenté au Conseil de Communauté un rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'eau brute. Ce dernier doit par ailleurs respecter les exigences fixées par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006 et le décret du 2 mai 2007, notamment avec la mise en œuvre d'indicateurs de performance.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau Potable » de plein droit en lieu et place des Communes membres en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 22 juin 2009.

Le Sivom du Salaison, après dissolution par arrêté préfectoral n°2013-1-1192 du 19 juin 2013, a vu sa compétence eau potable sur les communes de Jacou, Le Crès et Vendargues transférée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier à compter du 30 juin 2013.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier intervient donc en propre sur 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades le Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone. Elle intervient selon le principe de représentation-substitution pour les 18 autres, au sein des syndicats mixtes du Bas-Languedoc ou de Garrigues-Campagne.

Par application de l'arrêté préfectoral n°2008-1-3230 du 11 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce également la compétence Développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône et du Languedoc dite « Eau Brute » de plein droit en lieu et place des communes membres.

Le service public de l'eau potable concerne près de 1 238 km de réseau d'adduction et de distribution, 69 985 abonnés, 31 réservoirs de capacité totale de 113 930 m³.

La ressource principale est la source du Lez, pour un débit de prélèvement autorisé de 1700 l/s qui alimente l'usine de clarification et de traitement (François Arago à Montpellier). En complément de la source du Lez, lors de la période d'étiage, l'eau du canal BRL peut être distribuée après traitement sur la même station François Arago, adaptée en conséquence.

Les communes de Montpellier et Juvignac sont exclusivement alimentées par la source du Lez. Les communes de Grabels, Jacou, Le Crès, Montferrier sur Lez et Vendargues sont aussi alimentées par la source du Lez pour partie. Seuls des forages locaux alimentent les communes de Saint Brès, Sussargues et Villeneuve lès Maguelone. Pour les communes de Lattes et Pérols, l'alimentation est assurée par les ressources du Pays de l'Or Agglomération, traitées par l'usine de potabilisation de Vauguières.

Au global, en 2013, 30 946 285 m³ d'eau ont été mis en distribution, 22 900 697 m³ facturés aux usagers du service public de l'eau potable de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et 2 504 436 m³ vendus en gros aux collectivités hors territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'exploitation du service fait l'objet de 7 contrats de délégation de service public. En 2013, une avenant n°2 au contrat de délégation du service public de l'eau potable sur la commune de Grabels a été adopté dans le but prolonger sa durée initiale de 12 mois soit jusqu'au 31 octobre 2014, ceci en cohérence avec les dates d'échéance des autres contrats.

La tarification pratiquée sur les 10 communes gérés depuis 2010 par la collectivité, soit Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades le Lez, Saint-Brès, Sussargues, et Villeneuve-lès-Maguelone, se décompose pour 2013 en :

- une partie fixe annuelle, fonction du diamètre du compteur, fixée contractuellement à 19,28 euros H.T. pour un compteur de 20 mm ou moins, intégralement perçue par l'exploitant,
- une partie proportionnelle incluant la part fermière et la part collectivité et dont le montant total est fixé :
 - o à 1,125 euros hors taxes par mètre cube pour la 1^{ère} tranche de consommation de 0 à 120 m³ par an
 - o à 1,263 euros hors taxes par mètre cube pour la 2^{ème} tranche de consommation au-delà de 120 m³ par an.

La tarification de l'eau distribuée sur les communes de Jacou, Le Crès et Vendargues se décompose pour 2013 en :

- une partie fixe semestrielle, fonction du diamètre du compteur, fixée à 11,29 euros H.T. pour un compteur de 20 mm ou moins, intégralement perçue par l'exploitant,
- une partie proportionnelle incluant la part fermière et la part collectivité et dont le montant total est fixé :
 - o à 1,0463 euros hors taxes par mètre cube pour la 1^{ère} tranche de consommation de 0 à 400 m³ par an
 - o à 1,5299 euros hors taxes par mètre cube pour la 2^{ème} tranche de consommation au-delà de 120 m³ par an.

L'année 2013 a été particulièrement riche en événements marquants.

Le Schéma Directeur d'Adduction d'Eau Potable a été approuvé par le Conseil Communautaire le 23 mai 2013. Il s'articule autour des enjeux suivants : Quantitatif – Qualitatif – Sécurisation – Patrimonial.

Ce Schéma Directeur, volontaire et optimisé, permet de répondre aux besoins de développement prévus au Schéma de cohérence territoriale de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le montant estimé de réalisation des aménagements préconisés s'élève à 157 millions d'euros hors taxes.

L'année 2013 a vu l'achèvement du programme de recherche "Gestion multi-usages des aquifères karstiques méditerranéen – Le Lez, son bassin versant et son bassin d'alimentation" d'un montant global de 1,2 M€ dont le but était d'améliorer les connaissances du fonctionnement de l'hydrosystème karstique de la source du Lez.

Parmi les nombreux apports de cette réflexion sur les divers thèmes abordés (ressource prélevable, qualité de l'eau, vulnérabilité, contribution à la genèse des crues, etc...), on retiendra la confirmation du potentiel de prélèvement complémentaire dans la nappe sans altération de son équilibre quantitatif, y compris en intégrant les évolutions climatiques.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a apporté son soutien au projet d'adducteur d'eau brute Aqua Domitia, lors du débat public et en approuvant une contribution financière en octobre 2013 pour la réalisation du maillon Val d'Hérault et l'extension du réseau de desserte en eau brute dans la plaine de Gigan-Fabrègues.

En termes de travaux, les investissements portés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en 2013 se sont élevés à 1,79 M€ consacrés pour l'essentiel à des extensions et/ou renforcements des réseaux, à des travaux d'accompagnement de voirie ou des chantiers de dévoiement dans le cadre du dédoublement de l'autoroute A9 et du contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier. Par ailleurs, au titre de ses obligations contractuelles, le délégataire du service sur la Commune de Montpellier assure une partie du renouvellement des réseaux. Au total, les canalisations renouvelées en 2013 ont représenté un linéaire de 1 910 ml.

Sur l'ensemble du service, 614 branchements en plomb ont été remplacés et 719 fuites réparées. Ces réparations de fuites contribuent à la maîtrise du rendement des réseaux de distribution moyen des 13 communes, celui-ci s'élevant pour l'année 2013 à 79,6 %. Sur les 10 communes gérées en direct par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il atteint 80,17 %, en légère baisse par rapport à 2012.

Concernant la qualité, l'eau distribuée sur les 13 communes pour lesquelles la Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence, celle-ci présente un taux de conformité de 99,7 %, aussi bien pour les paramètres microbiologiques que physico-chimiques.

Le rapport annuel 2013 reprend le détail des éléments mentionnés ci-dessus, en s'appuyant le cas échéant sur les bilans annuels remis par les délégataires au titre de l'article L-1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales. Par arrêté préfectoral n° 2008-1-3230 du 11 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a pris la compétence "Développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône et du Languedoc" afin de permettre l'arrosage d'espaces verts publics ou privés préservant ainsi les ressources locales destinées à l'alimentation en eau potable locale.

Suite à la dissolution du Syndicat Intercommunal de Travaux d'Irrigation de la Vallée du Salaison (SITIVS), depuis

le 1er janvier 2013, les communes de Jacou, Clapiers et Vendargues sont gérées par le service d'eau brute de la Communauté d'Agglomération, représentant une centaine d'abonnés supplémentaires.

Au même titre que l'eau potable ou l'assainissement collectif comme non collectif, l'eau brute est un Service Public Industriel et Commercial (SPIC) qui se finance uniquement par les recettes perçues auprès des usagers. En 2013, les recettes perçues dans le cadre des ventes d'eau brute aux 267 abonnés du service se sont élevées à 207 695€ H.T pour un volume facturé de 274 824 m³.

La structure et le niveau tarifaire pour l'ensemble du service sont similaires à ceux mis en œuvre par BRL, principal opérateur d'eau brute sur le territoire. Ils se déclinent comme suit :

- o Tarification Eau brute à Usages Divers (EUD)
- o Abonnement annuel : 62,56 € H.T. par m³/h souscrit
- o m³ consommé : 0,54 € H.T. par m³
- o Tarification Petits consommateurs (limité à un abonnement maximum de 2 m³/h)
- o Abonnement annuel pour 2 m³/h : 62,56 € H.T.
- o m³ consommé : 0,54 € H.T. de 0 à 70 m³
- o m³ consommé : 1,41 € H.T. par m³ au delà de 70m³
- o Tarification Agricole :
- o Abonnement annuel : 62,56 € H.T. par m³/h souscrit
- o m³ consommé : 0,133 € H.T. par m³

Les sept rapports annuels 2013 des délégataires comme le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'eau brute ont été examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) réunie le 17 juillet 2014 conformément à l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'eau brute,
- autoriser sa transmission à toutes les communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Monsieur Revol ? Je le remercie pour cette belle inauguration, cet après-midi, de la place Jean Jaurès, devant la future maison commune de Grabels.

Je mets aux voix l'affaire 74.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°75 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT POUR L'ANNÉE 2013 - APPROBATION

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

En application de l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il doit être présenté au Conseil de Communauté un Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service de l'assainissement (RPQS). Ce dernier doit par ailleurs respecter les exigences fixées par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 et le décret du 2 mai 2007, notamment avec la mise en œuvre d'indicateurs de performance.

En 2013, le service public de l'assainissement concerne 1 461 km de réseau, dont 1 257 km en gravitaire, un émissaire en mer de 11 km, 200 postes de refoulement et 15 stations d'épuration. La capacité de traitement cumulée de ces dernières est de 573 300 Equivalents-Habitants. 35,4 millions de m³ y ont été traités en 2013 représentant près de 20 tonnes de DBO5/jour (Demande d'Oxygène Biochimique (testée sur 5 jours)). 26,0 millions de m³ ont été facturés à 95 798 abonnés.

La mise en œuvre du schéma directeur d'assainissement s'est poursuivie en 2013.

A la suite de l'accord de principe intervenu entre les Communautés d'Agglomération du Pays de l'Or et de Montpellier, les travaux de raccordement à la station d'épuration MAERA des effluents de la commune de Pérols et des secteurs Carnon, Figuières et Aéroport sur la commune de Mauguio ont été finalisés le 22 février 2013. Une convention entre les Communautés d'Agglomération du Pays de l'Or et de Montpellier fixe les débits transférés et traités à MAERA ainsi que la répartition financière des charges d'investissements et d'exploitation.

Concernant l'Intercepteur Est, les travaux de pose d'une partie amont de ce nouveau collecteur primaire d'eaux usées, en accompagnement des travaux routiers menés par le Département de l'Hérault sur la RD65, ont été finalisés entre le rondpoint d'Agropolis à Montferrier-sur-Lez et l'entrée de Clapiers. La consultation des entreprises pour la réalisation de la section de l'intercepteur Est sous l'avenue de la Pompignane à Montpellier a été lancée, de même que celle concernant le tronçon à construire plus en amont, rue de la Draye et rue de Ferran.

Les études pour finaliser le programme de travaux de construction du nouveau système d'assainissement de Sussargues/St Génès des Mourgues ont permis de préciser le tracé et la capacité de traitement réévaluée à 7200 EH. Le

projet de réseau de transfert des effluents de Sussargues a été mené à terme et la consultation des entreprises pour la construction de la station a été lancée en fin d'année. Ces travaux vont participer à l'atteinte des objectifs de préservation des périmètres rapprochés des captages d'eau potable de Fontmagne et Garrigues Basse sur Sussargues ainsi que d'améliorer la qualité des eaux du Bérange et de l'Etang de l'Or, milieu récepteur final.

Concernant l'extension de la station d'épuration intercommunale de Cournonterral/Cournonsec, portant sa capacité à 15 000 Equivalents-Habitants, la consultation des entreprises en vue de la réalisation des travaux a été menée en 2013 en même temps que l'instruction des dossiers réglementaires et de permis de construire, pour un démarrage des travaux début 2014.

Concernant le raccordement des effluents de la commune de Castries à MAERA inscrit au schéma directeur, les études ont débuté en vue de la pose d'un collecteur de transfert des effluents de 2 260 ml en diamètre 200 mm depuis la station de Castries jusqu'au poste de refoulement de l'ancienne station d'épuration de Vendargues qui collecte déjà les effluents de Vendargues, Saint Aunès, Assas et Teyran.

Une étude d'audit du système MAERA a été initiée en 2013 en vue d'optimiser le fonctionnement actuel de la station et programmer les travaux à mener à court et moyen terme. Cette étude porte à la fois sur les réseaux de collecte, la station et l'émissaire de rejet en mer. Les conclusions de cette étude permettront de planifier les investissements à mener à partir de 2015 sur le système MAERA et les budgets nécessaires. De plus, des travaux ont été engagés en vue d'installer de façon pérenne un traitement par H₂O₂ (Peroxyde d'hydrogène) des effluents en entrée de station et ainsi réduire les risques d'odeurs en période de fortes chaleurs. Cette installation sera opérationnelle pour l'été 2014.

Globalement, les dépenses du budget annexe de l'assainissement se sont élevées en 2013 à près de 34,4 millions d'euros TTC, dont 13,7 millions d'euros de dépenses réelles d'investissements pour les travaux, 4,5 millions d'euros étant consacrés aux réseaux des communes hors Schéma Directeur d'Assainissement.

En matière d'indicateurs techniques, la croissance du nombre d'abonnés du service est encore confirmée en 2013 avec un taux de plus 2,6 %. Pour autant, les volumes facturés ont baissé d'un peu plus de 2 % par rapport à 2012. La baisse des consommations d'eau potable et des volumes facturés en assainissement, malgré l'augmentation constante de la population sur le territoire, traduit sans doute la prise de conscience des usagers sur la maîtrise et la régularisation de leur consommation d'eau.

Le prix de l'assainissement au 1^{er} janvier 2014, comprenant les parts distributeur et intercommunale, uniforme sur le territoire communautaire, reste maintenu à 1,42 euros H.T. par mètre cube.

En termes d'organisation du service, l'exploitation est déléguée sur la totalité des 31 communes membres depuis le 1^{er} juillet 2004, dans le cadre de 11 contrats d'affermage.

Le curage préventif des réseaux, les systèmes de télésurveillance des postes de relèvement ou de refoulement et des stations de traitement mis en place contribuent à la qualité du service ainsi que les astreintes 24h/24 assurés par les sociétés gestionnaires. L'augmentation des taux de curage imposée contractuellement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à ses exploitants (+16% en 5 ans) a permis de limiter les interventions curatives chez les particuliers, leur nombre ayant diminué de près de 31 % sur la même période.

Le rapport pour l'année 2013 reprend le détail des éléments mentionnés ci-dessus, en s'appuyant le cas échéant sur les bilans annuels fournis par les délégataires au titre de l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Ces bilans attestent de la conformité des rejets de toutes les stations d'épuration et de l'amélioration continue de la qualité du milieu naturel grâce aux efforts consentis toutes ces dernières années.

Par ailleurs, les efforts se poursuivent en matière de contrôle des effluents collectés. En 2013, 157 nouveaux établissements ont engagé une démarche d'autorisation de déversement d'effluents non domestiques. La Cellule des Rejets Industriels et des Déchets toxiques (CRIDt) enregistre 381 entités susceptibles de rejeter des effluents non domestiques qui concernent 344 entreprises. 39 établissements disposent aujourd'hui d'un arrêté d'autorisation de déversement notifié. En outre, une démarche volontariste de collecte sélective des matières de vidange a été engagée avec l'élaboration de conventions de dépotage tripartites entre les professionnels, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant de la station d'épuration MAERA. Treize conventions ont été signées en 2013, autorisant le dépotage à MAERA pour une durée de 3 ans.

Concernant le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), assuré en régie pour les 4500 installations dénombrées sur le territoire communautaire, un total de 466 contrôles a été effectué en 2013, dont 318 contrôles diagnostic de l'existant, 55 vérifications du bon fonctionnement et de l'entretien, 46 vérifications de la conception des travaux et 47 vérifications de la conception et de l'exécution des travaux.

Le Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service de l'assainissement, comme les rapports annuels des délégataires, ont été examinés -par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) réunie le 17 juillet 2014 conformément à l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service de l'assainissement (RPQS),
- autoriser sa transmission à toutes les communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Monsieur Meunier.

Monsieur MEUNIER

Pour les raisons que nous venons d'évoquer quant à l'insatisfaction que nous avons sur les conditions de gestion de Maera, sur les affaires 75 et 76, la commune de Lattes va s'abstenir.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 75.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (7 abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme Rosy BUONO, Mme Carole DONADA, M. Jean-Noël. FOURCADE, Mme France JAMET, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PASTOR.

AFFAIRE N°76 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF - CONTRATS DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC AVEC LA SOCIÉTÉ VÉOLIA - PROCÉDURE DE FIN DE CONTRATS - AVENANTS- AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a délégué à Veolia-Eau-Compagnie Générale des Eaux, la gestion de ses services d'assainissement collectif dans le cadre de dix contrats dont la fin est fixée :

- au 31 décembre 2014, selon les dispositions des contrats de délégation de service public d'assainissement de la Commune de Castelnau le Lez, de la Commune de Clapiers, des Communes de Lattes et Pérols, des Communes de Montpellier et Juvignac, des Communes de Castries, Grabels, Jacou, Montferrier-sur-Lez, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, dit « secteur Périphérique Maera », des Communes de Baillargues, Beaulieu, Montaud, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Génès des Mourgues et Sussargues, dit « secteur Est » et de la station de traitement des eaux usées Maera ;
- Au 4 février 2015, en vertu de la jurisprudence Commune d'Olivet du Conseil d'Etat du 8 avril 2009 qui limite la durée des DSP (Délégation de Service Public) en matière d'eau et d'assainissement et de déchets ménagers à 20 ans à partir de la loi Barnier du 2 Février 1995, pour les contrats de délégation du service d'assainissement de la Commune du Crès, de la Commune de Prades le Lez et de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

Dans la perspective prochaine de l'arrivée à échéance de ces contrats, et en vue de garantir la continuité du service lors de la prise d'effet des contrats suivants pour lequel une procédure de publicité et de mise en concurrence est actuellement menée en application des articles L 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé de convenir par voie d'avenant de modalités précises des opérations de fin de contrat et de transfert des biens matériels et immatériels, des données et du personnel composant le service. Les obligations contractuelles actuelles sont en effet insuffisantes notamment en termes d'exhaustivité, de calendrier et de nature et qualité des rendus attendus.

Ces modalités, négociées avec la société Veolia-Eau-Compagnie Générale des Eaux, ont été réunies dans un projet de protocole valant avenant aux différents contrats.

Celui-ci trouve son fondement dans l'exigence de continuité du service public affirmée par la jurisprudence, les dispositions du Code général des collectivités territoriales, dans la préparation de la mise en oeuvre des dispositions prévues à l'article L. 1224-1 du Code du travail comme dans les dispositions contractuelles. Ce principe implique une continuité et une régularité de fonctionnement à l'égard de l'ensemble des usagers, et par conséquent la prévention de tout risque d'interruption ou de dysfonctionnement de tout ou partie du service.

Il respecte le secret en matière industrielle et commerciale et le principe d'exécution de bonne foi des contrats tel que prévu à l'article 1134 alinéa 3 du Code civil.

Ce protocole a pour objectif de définir les modalités de mise en oeuvre des opérations de fin des contrats telles que résultant des obligations susmentionnées notamment en termes de responsabilités, calendrier, livrables, prise en charge financière et humaine, comptes entre les parties et du contrôle à posteriori par Montpellier Agglomération.

Elles concernent :

- Le patrimoine et la remise des biens,
- Le système d'information,
- Les données techniques, d'exploitation et de gestion clientèle,
- Le personnel affecté au service,
- Les éléments comptables et financiers,
- Les engagements contractuels éventuels des différents services.

Afin de garantir le respect des principes rappelés ci-dessus, trois dates jalons ont été fixées :

- 1er jalon : le délégataire a remis à Montpellier Agglomération des informations suffisamment détaillées concernant les services, et lui ayant permis de constituer les dossiers de consultation relatifs aux procédures qu'elle a engagées suite aux avis de publicité transmis aux organes de publication le 9 août 2013. Ces informations ont été complétées par les éléments remis par le délégataire compte tenu des questions posées dans le cadre des consultations engagées

par Montpellier Agglomération, et en dernier lieu par la remise des rapports annuels au titre de l'année 2013.

· 2nd jalon : le 30 octobre 2014, Montpellier Agglomération doit disposer à cette date d'informations mises à jour et complétées au 30 juin 2014, pour préparer la mise en œuvre du transfert effectif. Elle devra se prononcer à cette date sur l'état des biens de retour.

· 3ième jalon : au plus tard dans les 45 jours suivant la fin des contrats, toutes les informations disponibles seront actualisées à cette échéance.

Les parties conviennent de ce fait que Montpellier Agglomération doit posséder au 2nd jalon tous éléments effectivement disponibles à cette date, lui permettant de réussir la préparation opérationnelle des nouveaux services et d'être ainsi en mesure d'assurer une parfaite continuité du service à l'échéance des contrats de délégation actuels. Par ailleurs, le délégataire s'engage à exploiter les services jusqu'au terme de ses contrats conformément aux dispositions desdits contrats d'affermage et du protocole. Le délégataire s'engage également à transmettre aux futurs exploitants les services avec des biens en bon état d'entretien et de fonctionnement conformément aux dispositions fixées par ses contrats.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les avenants de procédure de fin de contrat d'affermage pour l'exploitation des services publics de l'assainissement de Castelnau-le-Lez, Clapiers, Lattes et Pérols, Le Crès, Montpellier et Juvignac, Prades-le-Lez, Villeneuve-lès-Maguelone, du "secteur en périphérie Maéra", du "secteur Est" et de la station d'épuration MAE-RA,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ces avenants et tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (quatre absentions). Se sont abstenus : Mme Rosy BUONO, Mme Carole DONADA, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PASTOR.

Monsieur le Président

Je vous donne les résultats du jury pour la médiathèque Aimé Césaire de Castelnau-le-Lez.

Présents :	88
(émargements)	
Votants :	85
Bulletins nuls :	1
(bulletins litigieux à déduire : articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs :	2
Suffrages exprimés :	82
- Titulaires :	
Sièges à pourvoir :	5
Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) :	16.4
Liste 1 :	
Voix obtenues :	82
Attribution au quotient :	5
Attribution au plus fort reste :	0
Total :	5
- Suppléants :	
Sièges à pourvoir :	5
Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) :	16.4
Liste 1 :	
Voix obtenues :	82
Attribution au quotient :	5
Attribution au plus fort reste :	0
Total :	5

La liste 1 est élue.

Les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier élus au sein du jury de Concours sont :

Titulaires :

- Guy BARRAL
- Thierry BREYSSE
- Jean-Pierre GRAND

- Pierre BONNAL
- Catherine DARDE

Suppléants :

- Yvon PELLET
- Laurent JAOU
- Eliane LLORET
- Gilbert PASTOR
- Jean-François AUDRIN.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier élus sont autorisés à exercer toute fonction au sein du jury de concours ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté prend acte.

AFFAIRE N°77 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF - COMMUNES DE COURNONSEC, CURNONTERRAL, FABRÈGUES, LAVÉRUNE, MURVIEL LÈS MONTPELLIER, PIGNAN, SAUSSAN ET SAINT GEORGES D'ORQUES - CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC AVEC LA SOCIÉTÉ LYONNAISE DES EAUX - PROCÉDURE DE FIN DE CONTRAT - AVENANT N° 2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a délégué à la société Lyonnaise de Eaux la gestion de ses services d'assainissement collectif dans les communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel lès Montpellier, Pignan, Saussan et Saint Georges d'Orques dans le cadre d'un contrat dont la fin est fixée au 31 décembre 2014.

Dans la perspective prochaine de l'arrivée à échéance de ce contrat, et en vue de garantir la continuité du service lors de la prise d'effet du contrat suivant pour lequel une procédure de publicité et de mise en concurrence est actuellement menée en application des articles L 14411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé de convenir par voie d'avenant des modalités précises des opérations de fin de contrat et de transfert des biens matériels et immatériels, des données et du personnel composant le service. Les obligations contractuelles actuelles sont en effet insuffisantes notamment en termes d'exhaustivité, de calendrier et de nature et qualité des rendus attendus.

Ces modalités, négociées avec la société Lyonnaise des eaux, ont été réunies dans un projet de protocole méthodologique de fin de contrat valant avenant.

Celui-ci trouve son fondement dans l'exigence de continuité du service public affirmée par la jurisprudence, les dispositions du Code général des collectivités territoriales, dans la préparation de la mise en œuvre des dispositions prévues à l'article L. 1224-1 du Code du travail comme dans les dispositions contractuelles. Ce principe implique une continuité et une régularité de fonctionnement à l'ensemble des usagers, et par conséquent la prévention de tout risque d'interruption ou de dysfonctionnement de tout ou partie du service.

Il respecte le secret en matière industrielle et commerciale et le principe d'exécution de bonne foi du Contrat tel que prévu à l'article 1134 alinéa 3 du Code civil.

Ce protocole a pour objectif de définir les modalités de mise en œuvre des opérations de fin du contrat telles que résultant des obligations susmentionnées notamment en termes de responsabilités, calendrier, livrables, prise en charge financière et humaine, comptes entre les parties et du contrôle à posteriori par Montpellier Agglomération.

Elles concernent :

- Le patrimoine et la remise des biens,
- Le système d'information,
- Les données techniques, d'exploitation et de gestion clientèle,
- Le personnel affecté au service,
- Les éléments comptables et financiers,
- Les engagements contractuels éventuels du service.

Afin de garantir le respect des principes rappelés ci-dessus, trois dates jalons ont été fixées :

- 1^{er} jalon : le délégataire a remis à Montpellier Agglomération des informations suffisamment détaillées concernant le service, et lui ayant permis de constituer les dossiers de consultation relatifs aux procédures qu'elle a engagées suite aux avis de publicité transmis aux organes de publication le 9 août 2013. Ces informations ont été complétées par les éléments remis par le délégataire compte tenu des questions posées dans le cadre des consultations engagées par Montpellier Agglomération, et en dernier lieu par la remise des rapports annuels au titre de l'année 2013.
- 2nd jalon : le 30 octobre 2014, Montpellier Agglomération doit disposer à cette date d'informations, mises à jour et complétées au 30 juin 2014, pour préparer la mise en œuvre du transfert effectif. Elle devra se prononcer à

cette date sur l'état des biens de retour.

- 3^{ème} jalon : au plus tard dans les 45 jours suivant la fin du contrat toutes les informations disponibles seront actualisées à cette échéance.

Les parties conviennent de ce fait que Montpellier Agglomération doit posséder au 2nd Jalon tous éléments effectivement disponibles à cette date, lui permettant de réussir la préparation opérationnelle du nouveau service et d'être ainsi en mesure d'assurer une parfaite continuité du service à l'échéance du contrat de délégation actuel. Par ailleurs, le délégataire s'engage à exploiter le service jusqu'au terme de son contrat conformément aux dispositions dudit contrat d'affermage et du présent protocole. Le délégataire s'engage également à transmettre au futur exploitant le service avec des biens en bon état d'entretien et de fonctionnement conformément aux dispositions fixées par son contrat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant de procédure de fin de contrat d'affermage pour l'exploitation du service public de l'assainissement dans les communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel lès Montpellier, Pignan, Saussan et Saint Georges d'Orques,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°78 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DANS LA VALLÉE DE LA MOSSON - COMMUNE DE LAVÉRUNE - PROGRAMME D'AMÉNAGEMENTS ET DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES POUR LES ÉTUDES MULTICRITÈRES - APPROBATION

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

L'étude hydraulique du bassin versant de la Mosson, réalisée entre 2010 et 2012, a proposé un programme d'aménagements pour protéger les principaux secteurs urbanisés dans la basse vallée de la Mosson au niveau des communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone, sur le Coulazou dans la traversée de Fabrègues, sur la Vertoublane le long des secteurs habités de Pignan et sur la Mosson le long des secteurs habités de la commune de Lavérune.

Pour les travaux projetés dans la basse vallée de la Mosson, le Conseil de Communauté les a approuvés par délibération n°10975 du 28 juin 2012 et a sollicité les aides financières les plus larges pour les missions de maîtrise d'œuvre et études techniques correspondantes.

Pour les travaux projetés sur les communes de Fabrègues et Pignan, le Conseil de Communauté les a approuvés par délibération n° 12183 du 6 février 2014, et a sollicité les aides les plus larges pour les études techniques correspondantes.

Sur la commune de Lavérune, l'étude hydraulique du bassin versant envisage une protection rapprochée sur toute la limite Est de la zone urbanisée et il est proposé la reconstitution d'une zone humide en bordure de la Mosson.

Une analyse multi-critères doit être réalisée afin d'évaluer l'aménagement envisagé par rapport à d'autres scénarios alternatifs et en prenant en compte différents critères (économiques, techniques, environnementaux,...) et ainsi vérifier son opportunité.

Ces études multi-critères, d'un montant estimatif de 30 000 € H.T., ont été inscrites à l'avenant de prolongation du PAPI (Programme d'Actions de Prévention des Inondations) Lez, approuvé par délibération n° 12091 du 19 décembre 2013.

Elles pourront être financées dans le cadre de cet avenant avec le plan de financement suivant :

- 25% pour l'État,
- 20% pour la Région Languedoc-Roussillon,
- 20% pour le Département de l'Hérault,
- 35% pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il convient à présent de solliciter ces aides financières afin d'engager des études multicritères.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les aides financières auprès des différents partenaires, notamment l'Etat, la Région Languedoc Roussillon et le Département de l'Hérault pour la réalisation des études multi-critères sur la commune de Lavérune,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°79 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DU COULAZOU À FABRÈGUES - DEMANDE D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'AUTORISATION DE PÉNÉTRER DANS LES PROPRIÉTÉS PRIVÉES - APPROBATION

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

L'étude hydraulique du bassin versant de la Mosson, réalisée entre 2010 et 2012, a proposé un programme d'aménagements pour protéger les principaux secteurs urbanisés dans la basse vallée de la Mosson au niveau des communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone, sur le Coulazou dans la traversée de Fabrègues, sur la Vertoublane le long des secteurs habités de Pignan et sur la Mosson le long des secteurs habités de la commune de Lavérune.

Pour les travaux projetés dans la basse vallée de la Mosson, le Conseil de Communauté les a approuvés par délibération n°10975 du 28 juin 2012 et a sollicité les aides financières les plus larges pour les missions de maîtrise d'œuvre et études techniques correspondantes.

Par délibération n° 1283, le Conseil de Communauté, lors de sa séance du 6 février 2014, a approuvé le programme d'aménagement de protection contre les inondations du Coulazou, au niveau de la commune de Fabrègues, pour un montant de travaux de 4,2 M€ H.T. En vue de la mise en œuvre de ce programme, des aides pour le financement des études écologiques, topographiques, géotechniques et diagnostic de digues ont été demandées dans le cadre du PAPI (Programme d'Actions de Prévention des Inondations) Lez auprès de l'État, la Région Languedoc-Roussillon et le Département de l'Hérault à des taux respectifs de 25%, 20% et 20%.

Les études et reconnaissances topographiques et géotechniques devant se faire essentiellement en domaine privé, des autorisations sont nécessaires. Il est proposé pour cela de solliciter Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, en vue d'obtenir un arrêté autorisant à pénétrer dans les propriétés privées, pris en application des dispositions de la loi du 29 décembre 1892, relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics, modifiée par la loi du 12 mai 2009.

Cet arrêté préfectoral permettra aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et au personnel des entreprises qu'elle aura mandatées, de pénétrer sur les propriétés privées situées à l'intérieur de la zone d'étude envisagée afin de réaliser les reconnaissances topographiques, écologiques, géotechniques et de diagnostic de digue nécessaires au dimensionnement des ouvrages hydrauliques.

En vue de l'obtention de cet arrêté, un dossier de demande a été élaboré. Il précise la zone d'étude et les parcelles concernées et est accompagné d'un plan parcellaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de demande d'autorisation de pénétrer dans les propriétés privées en vue de réaliser les études et reconnaissances écologiques, topographiques, géotechniques et de diagnostic de digues nécessaires au dimensionnement des ouvrages de protection contre les inondations du Coulazou à Fabrègues,
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, l'obtention de l'arrêté préfectoral correspondant,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Joli petit ruisseau et la fanfare de Cournonterral s'appelle Marcel Coulazou, c'est une fanfare de haut bois. Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°80 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MANDAT COMPLÉMENTAIRE POUR LA RÉALISATION DE L'UNITÉ DE MÉTHANISATION AMÉTYST - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°5729 du 26 février 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a autorisé la signature de la convention de mandat avec la SERM pour l'étude et la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST.

En complément, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a autorisé par délibération n°10431 du 29 septembre 2011, la signature d'un marché complémentaire à la convention de mandat conclue avec la SERM pour la réalisation de l'unité AMETYST, conformément à l'article 35-II-5 du Code des marchés publics, ayant notamment pour objet les travaux complémentaires de défense incendie préconisés par les experts de l'assureur dommages aux biens ainsi que la mission de maîtrise d'œuvre et la réalisation des travaux d'amélioration des conditions d'exploitation du réseau biogaz.

En effet, au terme de cinq années d'exploitation, il est apparu nécessaire d'améliorer les installations biogaz afin d'assurer les opérations de maintenance de manière sûre et efficace, en réduisant au minimum les pertes d'exploitation et en intégrant les dispositions issues de la mise à jour de l'étude de dangers initiale menée lors de la

conception des installations et révisée à la mise en service desdites installations, conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.

La procédure de consultation de la maîtrise d'œuvre relative à ces travaux n'a pu être lancée qu'en octobre 2013 après le retour en fonctionnement stabilisé de l'installation. Le démarrage des travaux est prévu au terme des études de conception, fin deuxième trimestre 2015.

L'article 3 du marché complémentaire précisant que l'achèvement des travaux était initialement prévue à la fin du 1er trimestre 2013, il convient de prolonger par un avenant n°1 la durée de ce marché jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement des travaux d'amélioration des installations biogaz dont la réception est prévue au plus tard fin quatrième trimestre 2016. La rémunération supplémentaire du mandataire correspondant à cet allongement de plus de 2 ans et demi du suivi des études et des travaux, nécessitant une mobilisation supplémentaire des équipes de la SERM, non prévue initialement est fixée à 30 000,00 € HT, représentant 10,98% du montant du marché complémentaire. Le nouveau montant de rémunération s'établit à 303 100,00 € H.T. soit 363 242,40 € T.T.C.

Le projet d'avenant n°1 au marché complémentaire conclu avec la SERM a reçu l'avis favorable de la Commission d'Appel d'offres lors de sa séance du 22 juillet 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au mandat complémentaire pour la réalisation de l'unité de méthanisation tel qu'exposé ci-dessus,
- dire que les crédits correspondants sont inscrit au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre). Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°81 : ENVIRONNEMENT – MARCHÉ N°3728GD14 DE COLLECTE DES DÉCHETS EN POINTS D'APPORT VOLONTAIRE - PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES - AUTORISATION DE LANCER ET SIGNER LE MARCHÉ

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier gère un parc de conteneurs d'apport volontaire, pour la collecte du verre et du papier ainsi que pour la collecte des ordures ménagères et des déchets recyclables secs. Ces conteneurs sont répartis sur la totalité du territoire de l'Agglomération.

Afin d'assurer la collecte de ces points d'apport volontaire, un marché avait été conclu en 2010 avec la Société SITA Sud jusqu'en janvier 2015. Un nouvel appel d'offres doit donc être lancé en application des articles 33 3° al, 57 à 59 du Code des Marchés Publics afin d'assurer la continuité de la collecte des déchets ménagers en points d'apport volontaire.

Le parc est composé d'environ 1 400 conteneurs dont 90 % de conteneurs aériens (verre et papier uniquement) et 10 % de conteneurs enterrés. Les conteneurs à collecter ont un volume moyen de 3 m³. Les tonnages collectés par an sont estimés à 8 200 tonnes pour le verre, 1 600 tonnes pour le papier, 600 tonnes pour les ordures ménagères et 100 tonnes pour les déchets recyclables secs.

Outre la collecte des points d'apport volontaire, les prestations objet du marché intègrent également :

- la surveillance du remplissage des points d'apport volontaire,
- la communication en temps réel par GPS de la liste des colonnes à nettoyer et/ou abîmées,
- le transfert des déchets vers les sites de traitement adaptés,
- l'installation ou le déplacement de conteneurs fournis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Le marché sera exécuté à compter du 21 janvier 2015 et jusqu'au 30 septembre 2015. En effet, à partir de cette date, la collecte des points d'apport volontaire sera intégrée aux futurs marchés de collecte en porte en porte afin d'améliorer la qualité du service, notamment pour ce qui concerne la gestion des interfaces entre les différents types de collecte.

Il s'agit d'un marché à bons de commande d'un montant minimum de 300 K€ H.T. et maximum de 600 K€ H.T. pour la durée du marché.

Les prestations seront rémunérées par application des prix unitaires du Bordereau des Prix.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement d'une procédure d'appel d'offres concernant les collectes des déchets ménagers en Points d'Apport Volontaire,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2015 de la Communauté d'Agglomération, chapitre 928,
- autoriser, Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la procédure de passation, en application de l'article L 2122-21 -1 du Code Général des Collectivités Territoriales, à souscrire et à signer le marché, ainsi que tout document relatif à cette affaire, notamment concernant son exécution.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

AFFAIRE N°82 : ENVIRONNEMENT – RÉHABILITATION DES ANCIENNES DÉCHARGES DE SAINT-BRÈS, SAINT GEORGES D'ORQUES ET MURVIEL LES MONTPELLIER - ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Le plan départemental de résorption des décharges brutes de l'Hérault, établi conformément à la loi n°92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et aux installations classées pour la protection de l'environnement et à la circulaire ministérielle du 10 novembre 1997, mentionne qu'en 2012 trois sites d'anciennes décharges restent à réhabiliter sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il s'agit des sites dits « des Baraques » sur la commune de Saint Georges d'Orques, « des Ifs » sur la commune de Murviel les Montpellier et de « la Tour Ronde » sur la commune de Saint Brès.

Dans le cadre de l'accord de partenariat signé en 2010 entre l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la mise en œuvre de son programme local de prévention des déchets, la Communauté d'Agglomération s'est engagée à faciliter la réhabilitation par les communes des trois derniers sites d'anciennes décharges situées sur son territoire.

Pour ce faire, les communes concernées ont d'ores et déjà sollicité et obtenu les aides financières de l'ADEME et du Département, lesquelles sont attendues à hauteur respectivement de 30 et 40% du montant HT des dépenses d'ingénierie et de travaux à engager, sous conditions de plafond.

Les Communes prévoient pour mener à bien cette opération de monter un groupement de commandes dont la commune de Saint Georges d'Orques sera le coordonnateur.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération a prévu d'apporter un soutien technique à la commune de Saint Georges d'Orques en mettant à sa disposition son expérience en matière d'aménagement et de réhabilitation de site d'enfouissement de déchets ménagers et assimilés, sous la forme d'une convention de mutualisation de moyens passée en application de l'article L.5211-4.1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Cette convention de mutualisation a été approuvée par le Conseil de Communauté par la délibération n° 11418 du 12 février 2013.

Lors de cette même séance, le Conseil de Communauté, par délibération n° 11417, a décidé de compléter les subventions sollicitées par l'attribution d'un fonds de concours à chacune des trois communes à hauteur de 10% des dépenses engagées.

Les aides financières de l'ADEME et du Département ayant été attribuées pour l'ensemble de l'opération à la commune de Saint Georges d'Orques, en sa qualité de coordonnateur des groupements de commandes relatifs aux travaux à réaliser sur les trois sites, il est proposé, afin de simplifier la gestion financière de l'opération, d'attribuer un fonds de concours unique à la seule commune de Saint Georges d'Orques, les contributions financières des deux autres communes n'étant appelées en fin d'opération que pour 20% des dépenses engagées pour la réhabilitation de leur site.

Un projet de convention, se substituant aux projets validés antérieurement, définit les conditions et modalités d'attribution du fonds de concours de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la Commune de Saint Georges d'Orques. Il porte sur une aide de 10% des dépenses hors taxe d'ingénierie et de travaux engagés, dans la limite de 24 000 €, le coût d'objectif de l'opération étant fixé à 240 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°11417 du 12 février 2013 par laquelle le Conseil de Communauté approuvait les conventions d'attribution de fonds de concours aux communes de Saint Brès, Saint Georges d'Orques et Murviel les Montpellier pour la réalisation des opérations de réhabilitation de leurs anciennes décharges communales,
- approuver, en remplacement, la convention d'attribution d'un fonds de concours équivalent à la commune de Saint Georges d'Orques, coordonnatrice des groupements de commandes avec Saint Brès et Murviel les Montpellier, pour la réalisation de ces opérations,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°83 : ENVIRONNEMENT – RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS POUR L'ANNÉE 2013

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

En application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment de l'article L.2224-5, un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets doit être présenté au Conseil de

la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Les activités liées à l'exercice de la compétence de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en matière de collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés sur son territoire sont développées dans le rapport pour l'année 2013 qu'il convient d'approuver.

Les principaux événements retracés et indicateurs techniques et financiers présentés dans le rapport annuel 2013 sont les suivants :

Concernant la prévention, la collecte et le tri des déchets

Le programme local de prévention

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est engagée dans une démarche de réduction des déchets au travers de son programme local de prévention des déchets réalisé en partenariat avec l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME). Le partenariat a été défini pour une durée de 5 ans de 2011 à 2015 et vise une diminution de 7% à 5 ans du ratio de production d'ordures ménagères par habitant. Ce programme est entré en juin 2013 dans sa 3^{ème} année qui a vu la mise en œuvre des actions suivantes :

- Des interventions de sensibilisation ont été menées auprès des élèves de l'enseignement primaire dans le cadre d'un marché de prestations attribué à l'association APIEU afin de promouvoir les gestes de prévention auprès de ces cibles privilégiées. La généralisation de la collecte des textiles usagés sur le territoire de l'Agglomération, en collaboration avec les communes, a donné lieu à la conclusion en novembre 2013, d'un marché de prestations avec le groupement Philtex Recycling et Emmaüs : en complémentarité avec les structures de récupération des textiles usagés existantes, plus de 200 conteneurs supplémentaires d'apport volontaire textile, soit un triplement du parc, seront déployés en 2014 dans les communes au profit de l'économie sociale et solidaire et dans un objectif de ré employer ou recycler plus de 90% des textiles usagés déposés par les habitants. L'étude de faisabilité pour le développement de l'utilisation de changes lavables sur le territoire de l'agglomération de Montpellier a achevé sa phase de diagnostic: Les principaux acteurs de la filière seront réunis en 2014 pour définir conjointement les modalités de développement de cette action. L'objectif recherché est de diminuer les quantités de changes non valorisables dans les filières de traitement de la Communauté d'agglomération en associant en particulier les structures collectives que sont les crèches et les maisons de retraite
- La sensibilisation des agents de la Communauté d'Agglomération en « eco team » et des correspondants communaux a été poursuivie. Un challenge interservices pour la réduction des déchets a par ailleurs été lancé qui va permettre de faire rentrer dans chaque service et chaque métier les préoccupations de prévention des déchets. Les collectes de « dons » en porte à porte en partenariat avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire (Emmaüs, ERCA), dont le succès ne se dément pas, ont été poursuivies sur 21 communes et 4 quartiers de Montpellier. Elles ont permis de collecter 105 tonnes d'objets dont plus de la moitié ont pu trouver une seconde vie. En ce qui concerne le compostage des déchets végétaux et de la fraction fermentescible des ordures ménagères, 35 résidences collectives, 5 structures communales et jardins partagés, 10 établissements scolaires ont été équipés gratuitement de composteurs. 853 composteurs de jardins ont également été fournis gratuitement à la demande d'habitants en maison individuelle. De plus, l'acquisition de 62 lombricomposteurs par des ménages habitant en appartement a été aidée à hauteur de 50 € par foyer

La poursuite du programme de mise en place des conteneurs enterrés

Afin d'accompagner les communes dans l'aménagement qualitatif de leur centre-ville, l'Agglomération a mis en place depuis fin 2009 un règlement permettant l'implantation de conteneurs enterrés en lieu et place des traditionnels bacs roulants.

Fin 2013, 197 conteneurs enterrés sont ainsi en service, dont 38 nouveaux réalisés en 2013.

Le renouvellement du parc de colonnes d'apport volontaire

En 2013, l'Agglomération a entamé son programme, établi sur 5 ans, de renouvellement des conteneurs verre et papier. Ainsi, 218 conteneurs verre et 79 conteneurs papier ont été remplacés par des conteneurs métalliques, dotés d'une signalétique appropriée. Une campagne d'affichage avec la participation de rugbymen du MHRC a été diffusée sur l'ensemble des communes afin d'accompagner cette opération.

Un partenariat avec l'OPH-ACM renouvelé et conforté

Dans le prolongement des conventions de partenariat signées en 2010, puis en 2011 entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Office Public de l'Habitat ACM afin de mettre en œuvre les mesures destinées à améliorer les performances du tri sélectif et à accompagner la réduction des déchets dans l'habitat collectif, une nouvelle convention a été signée en septembre 2013 pour une période de 3 ans.

Cette nouvelle convention traduit les règles de partenariat acceptées par les deux parties, en particulier :

- l'éco-exemplarité au sein de la structure ACM en matière de prévention des déchets
- la poursuite de la formation des personnels d'ACM à la problématique du tri et de la réduction des déchets,
- le relais par ACM de la communication de la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès des locataires, du personnel et des partenaires d'ACM, au travers de différents supports.- la mise en place de supports spécifiques pour l'accueil des nouveaux locataires de l'OPH ACM (règlement de collecte, guide du tri, stop pub, objets

promotionnels, ...), et d'une procédure d'accompagnement à la livraison des nouvelles résidences (boîitage, animations, porte à porte...),

- le développement d'actions et d'animations pour l'amélioration du tri des emballages et plus particulièrement du verre,

Concernant le traitement et la valorisation des déchets :

L'unité de méthanisation AMETYST

L'ensemble des déchets ménagers résiduels collectés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est traité sur l'unité, soit 123 650 tonnes d'ordures ménagères et 2589 tonnes de bio déchets, à l'exception des déchets non méthanisables collectés sur certaines zones d'activités économiques qui sont acheminés directement sur l'usine de valorisation énergétique Ocréal.

L'exploitation désormais menée sur un mode dit « tout BRS » a permis d'atteindre des résultats très encourageants et en particulier la stabilité de la biologie de la phase de digestion qui conduit à la production d'un biogaz riche en méthane. Consécutivement, les forts rendements énergétiques ont permis de produire 16 172 169 kWh électriques pour l'année et 4 593 900 kWh thermiques transférés vers le réseau de chaleur urbain du quartier des Grisettes.

L'exploitation de l'unité obéit à des contrôles rigoureux via des prélèvements, des analyses et des études, sur :

- la qualité des eaux industrielles et des eaux pluviales (conformité aux normes de rejet),
- les émissions sonores (conformité aux valeurs limites de bruit),
- les installations de combustion (conformité aux normes de rejet)
- les débits d'odeurs

Concernant la gestion des nuisances olfactives, le taux de perception par les riverains participant au réseau de « nez » bénévoles est en diminution constante et significative : il ne représente plus que 8% du taux de perception relevé en 2010 et a diminué de plus de moitié par rapport à 2012.

Les sources odorantes persistantes, principalement les tubes « BRS » et le 3^{ème} biofiltre, ont fait l'objet d'interventions en 2013 : les extrémités des BRS ont été étanchéifiées et des prises d'aspiration d'air réalisées ; le renouvellement de la masse filtrante du 3^{ème} biofiltre a permis en outre de diminuer significativement les débits d'odeurs en sortie du l'équipement.

Ces améliorations seront complétées et finalisées en 2014 par la réalisation de travaux de renforcement du dispositif de captation d'air en sortie des BRS et par l'ajout d'un équipement de pré traitement de l'air vicié avant introduction dans le 3^{ème} biofiltre.

Ce bilan 2013 a été présenté lors du Comité de Suivi du Site réuni par le Préfet de l'Hérault le 2 juillet 2014.

Par ailleurs, bien que le fonctionnement de l'unité soit désormais stabilisé, il s'est avéré que les évolutions contractuelles nécessaires à la poursuite de l'exploitation de l'unité de méthanisation pendant la durée restante du contrat jusqu'en 2020 constituaient des modifications substantielles de plusieurs éléments essentiels du contrat actuel et ne pouvaient ainsi plus trouver une traduction dans un avenant. La résiliation de la Délégation de Service Public pour motif d'intérêt général s'est donc imposée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'avenant n°10 conclu entre les parties approuvé par délibération du 26 juin 2013, a acté la résiliation du contrat pour motif d'intérêt général avec effet au 31 décembre 2014 ainsi que les modalités de poursuite de l'exploitation jusqu'à cette date.

Par une nouvelle délibération du 25 juillet 2013, le Conseil de Communauté a adopté le principe de gestion déléguée du service public et a autorisé le lancement d'une nouvelle consultation des entreprises qui devra aboutir à l'automne 2014 pour une prise en charge par le nouveau délégataire, au terme de la période de préparation de l'exploitation de l'usine, au 1^{er} janvier 2015.

Enfin, au terme de 5 années d'exploitation, il est apparu nécessaire de réaliser un certain nombre d'améliorations et de travaux sur l'unité :

- Sur les installations de valorisation du biogaz, afin d'assurer les opérations de maintenance de manière efficace en limitant les pertes d'exploitation,. Dans ce cadre a été lancée par délibération du 24 septembre 2013 la procédure de désignation du Maître d'œuvre qui sera chargé des études et de la réalisation de ces travaux.
- En matière de sécurité incendie, sur les recommandations des experts prévention de l'assureur, par délibération du 26 juin 2013, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de l'opération et autorisé le lancement d'un appel d'offres afin d'attribuer les marchés des travaux, dans le cadre du mandat confié à la SERM.

L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDnD)

Mis en service en septembre 2008, l'ISDnD de Castries accueille les encombrants collectés en déchetteries, les refus de tri des encombrants collectés en porte à porte, les déchets de nettoyage de voirie des communes membres de l'Agglomération, ainsi qu'une partie des sous-produits non valorisables de l'unité de méthanisation Amétyst. En 2013, l'ensemble des apports sur l'installation s'élève à 78 010 tonnes pour un tonnage annuel autorisé de 83 000 tonnes.

Début 2013, au vu du solde de la capacité disponible, la Communauté d'Agglomération a sollicité la prolongation de la durée d'exploitation du casier n°1 de l'installation de stockage de déchets ménagers correspondante auprès de Monsieur le Préfet. Suite à l'avis favorable du CODERST lors de sa séance du 27 juin 2013, Monsieur le Préfet a autorisé, par arrêté du 8 juillet, la prolongation de la durée d'exploitation du casier n°1 jusqu'au 1^{er} mai 2014.

Parallèlement, au terme de la procédure d'instruction, Monsieur le Préfet a autorisé par arrêté du 25 novembre 2013

l'exploitation d'un nouveau casier n°2. Il permet ainsi l'extension du site et la poursuite de l'activité à compter du 1^{er} mai 2014 pour une nouvelle durée de 5 ans et une capacité technique identique à celle du casier n°1 maintenue à 83 000 tonnes par an.

Consécutivement, le conseil communautaire a autorisé la signature des marchés de travaux avec les sociétés BUESA FRERES (terrassements, VRD), GRS VALTECH (traitement biogaz) et GUINTOLI (couverture finale) pour un montant total de 3 975 660 € HT.

L'extension et la modernisation du centre de tri DEMETER

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER construit par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Depuis maintenant près de 20 ans il accueille les collectes sélectives des 31 communes membres soit 21 943 tonnes en 2013. Cette installation de conception désormais ancienne et utilisant un process de tri en fin de cycle arrive en limite de capacité et nécessite des investissements conséquents afin d'améliorer son efficacité.

Par délibération n°10642 en date du 30 janvier 2012, le groupement SAGE SERVICES ENVIRONNEMENT / CERE-INGENIEURS a été désigné pour étudier les différents scénarios d'extension de la capacité de tri à 32 000 tonnes par an (hors extension des consignes de tri), définir le programme de l'opération et assister la Communauté d'Agglomération pour la désignation d'une équipe de maîtrise d'œuvre. Au terme de la comparaison des scénarios possibles, il est apparu que la solution consistant en la réutilisation du bâtiment existant et en l'extension des équipements sur la parcelle de terrain adjacente, propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, limite les coûts d'investissement et la durée de l'arrêt de l'exploitation et donc les surcoûts pendant la phase travaux. C'est sur cette base que le programme général de l'opération d'extension et de modernisation du centre de tri a été rédigé de manière à permettre, dans un premier temps, la désignation en 2014 d'un maître d'œuvre pour mener à bien la réalisation des nouvelles installations dont les travaux sont prévus en 2017-2018.

L'unité de valorisation énergétique Ocréal

Dans le cadre du marché conclu avec la société OCREAL d'une part et conformément aux obligations relatives à la délégation de service public, transférés du syndicat mixte « Entre Pic et Etang » d'autre part, 31 964 tonnes de déchets ont été traitées au sein de l'unité de valorisation énergétique sise à Lunel-Viel. Les déchets traités sur Ocréal sont principalement des déchets à haut pouvoir calorifique en provenance du centre de tri Demeter des emballages et de l'unité de méthanisation Amétyst.

La valorisation des déchets végétaux

La valorisation des déchets verts, principalement déposés dans les déchetteries (Points Propreté) de l'Agglomération, est assurée pour partie par la plate-forme de valorisation de Grammont exploitée en régie : en 2013 elle a traité 9 398 tonnes en provenance des déchetteries de la moitié Est du territoire communautaire, des services techniques municipaux des communes de l'Agglomération et des entreprises d'espaces verts. La majorité des végétaux reçus a été broyée et livrée à l'unité de méthanisation AMETYST pour servir de structurant à la maturation des digestats, ou encore à la nouvelle station d'épuration des eaux usées de Baillargues pour servir à la fabrication de composts de boues.

9920 tonnes de déchets verts en provenance des déchetteries l'Ouest de l'Agglomération ont été traitées par l'établissement Véolia – Actisol de Pignan titulaire d'un marché public de prestations de service passé avec l'Agglomération. Elles ont été, soit broyées et utilisées en co-produits pour le compostage de boues issues des stations d'épuration des eaux usées de l'Agglomération, soit directement compostées sur place.

Concernant la Communication :

Le déploiement et le renforcement des équipements de collecte sélective en porte à porte et en points d'apport volontaire s'accompagnent d'opérations de communication visant à sensibiliser les habitants aux gestes de tri ainsi qu'à la prévention des déchets.

Les messagers de la prévention et du tri jouent un rôle central dans le dispositif de sensibilisation. En 2013, outre une présence régulière sur les marchés de l'agglomération, l'équipe des messagers de l'Agglomération étaient également présentes lors des manifestations suivantes : Antigone des Associations, Foire internationale de Montpellier, Semaine Européenne de la Réduction des Déchets, Journée de l'environnement à Prades-le-Lez, Festival Saperlipopette, Tournoi de Handball des scolaires à Villeneuve-lès-Maguelone, Fête de la Tomate à Clapiers.

Ils ont également accompagné les 19 collectes solidaires réalisées avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire dans les communes et quartiers de Montpellier, ainsi que la première campagne de renouvellement du parc des colonnes d'apport volontaire du verre.

Sur le plan financier, il convient de noter les différents éléments suivants :

- **Dépenses globales de la section investissement : 5 975 882 € TTC**
- **Dépenses globales de la section fonctionnement : 70 089 722 € TTC**

Concernant la prévention, la collecte et le tri des déchets :

En terme de dépenses, les éléments principaux à retenir sont les suivants :

- contrats de prestations de collecte : 23,05 M€ TTC
- contrats de maintenance des bacs de pré-collecte : 1,05 M€ TTC
- Gestion des points de propreté (déchetteries) : 5,08 M€ TTC
- achats de bacs de pré-collecte, de conteneurs enterrés, bennes et colonnes d'apport volontaire : 1,27 M€ TTC

Concernant le traitement et la valorisation des déchets :

En terme de dépenses, les éléments principaux à retenir sont les suivants :

- L'unité de méthanisation AMETYST :
- Dépenses relatives à l'exploitation: 12,82 M€ TTC
- Dépenses relatives aux travaux d'amélioration: 1,04 M€ TTC
- L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDnD) :
- Dépenses relatives à l'exploitation: 2,24 M€ TTC
- Dépenses relatives aux travaux casier 1 et 2 : 0,72 M€ TTC
- Le centre de tri DEMETER
- Dépenses relatives à l'exploitation: 3,4 M€ TTC
- Dépenses relatives aux travaux courant et études de faisabilité du nouveau centre de tri : 87 K€ TTC
- La valorisation des déchets végétaux
- Dépenses relatives à l'exploitation : 0,59 M€ TTC
- L'unité de valorisation énergétique Ocréal
- Dépenses liées au traitement : 4,08 M€ TTC.

En terme de recettes,

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) dont le taux unique fixé à 11,25% n'a pas augmenté depuis 2009 a généré 62,66M€ de recettes.

Les collectes sélectives ont quant à elles généré environ 3,86M€ de recettes, dont environ 3M€ de soutiens à la tonne triée de la part des Eco Organismes mettant en œuvre les différents filières de responsabilité élargie des producteurs (Eco Emballages pour les emballages ménagers, Eco Folio pour les papiers graphiques, Ecologic pour les déchets d'équipement électriques et électroniques), le solde constituant des recettes de ventes des matériaux recyclés.

La redevance spéciale a généré une recette d'environ 3,6 M€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service communautaire de traitement des déchets qui sera transmis aux communes de la Communauté d'Agglomération et à Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault conformément à la réglementation,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°84 : ENVIRONNEMENT – ADHÉSION 2014 AUX ASSOCIATIONS AMORCE ET MÉTHÉOR -APPROBATION

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite renouveler son adhésion d'une part à l'association AMORCE, qui regroupe de nombreuses collectivités ayant la compétence de gestion des déchets et énergie, et d'autre part à l'association MÉTHÉOR, représentant les collectivités engagées dans une politique de gestion des déchets par méthanisation.

En effet, dans le cadre de ces adhésions, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut échanger et débattre sur ces thématiques avec les personnalités compétentes mais également disposer, à l'instar des autres adhérents, de conseils juridiques, d'informations relatives à l'actualité législative et réglementaire liées à ce domaine de compétence et d'une documentation de très grande qualité. Monsieur Meunier, Vice-Président en charge de l'environnement a été désigné par le conseil communautaire en date du 19 mai 2014 comme représentant titulaire de Montpellier Agglomération au sein de ces associations.

Les cotisations d'adhésion à ces associations s'établissent pour 2014 à 2 000 € pour MÉTHÉOR et à 5 798 € pour AMORCE.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux associations AMORCE et MÉTHÉOR pour 2014,

- dire que les crédits nécessaires au paiement des cotisations sont inscrits au budget 2014, chapitre 928 et chapitre 920,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°85 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY DEUXIÈME LIGNE - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC MADAME GUEMAR - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°3962 du 12 juillet 2000, le Conseil de District a mandaté TaM pour assurer en son nom et pour son compte, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 2ème ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par arrêté préfectoral n°2004-I-1091 du 10 mai 2004, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique la réalisation de la 2ème ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier, prorogée par arrêté préfectoral n°2009-01-1001 du 15 avril 2009.

Dans le cadre des acquisitions foncières réalisées pour la 2^{ème} ligne de tramway, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a acquis une parcelle de terrain, située 2427 avenue Etienne Méhul à Montpellier appartenant à Madame Fathia GUEMAR.

Divers travaux de reconstitution ont alors été engagés mais il a été impossible de trouver un accord avec Madame Fathia GUEMAR sur ces travaux et de les réceptionner.

Madame Fathia GUEMAR a intenté un certain nombre de procédures judiciaires à l'encontre de la Communauté d'Agglomération et de TaM, sans succès hormis la dernière engagée devant le Tribunal de Grande Instance, qui a condamné la Communauté d'Agglomération à la réalisation de travaux sous astreinte et au versement de 6 897,91 € de préjudice et frais de procédure.

En parallèle, Mme Fathia GUEMAR a engagé un recours devant le Tribunal Administratif dans lequel elle demande des travaux supplémentaires et le paiement de près de 11 600 € pour divers préjudices. Cette affaire est en cours d'instruction.

Devant la difficulté à mettre en œuvre la condamnation du TGI, et le risque de réaliser les travaux en pure perte en cas de succès de la demande d'annulation de l'ordonnance, il est apparu opportun de conclure avec le propriétaire un protocole d'accord transactionnel, ayant pour objet de mettre un terme au litige qui oppose les parties et à tout autre futur qui résulterait, de près ou de loin, de la construction ou de l'exploitation de la 2^{ème} ligne de tramway.

Ce protocole est conclu pour un montant global, forfaitaire, définitif et satisfaisant de 42 000 €.

Ce montant recouvre la réalisation des travaux auxquels la CAM a été condamnée (travaux dont le coût a été évalué sur la base du rapport de l'expert à 19 600€), ainsi que les frais d'expertise à hauteur de 11 617,50€ et l'actualisation de ces sommes.

Sans reconnaître sa responsabilité dans les préjudices allégués par Madame Fathia GUEMAR, TaM, en sa qualité de représentant de la Communauté d'Agglomération, accepte ainsi de verser cette somme à Madame GUEMAR.

Les parties s'engagent également par ce protocole à se désister de toute action pendante devant les Tribunaux, et à renoncer à toute nouvelle action ou instance relative à cette affaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de protocole transactionnel avec Madame GUEMAR,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer ce protocole transactionnel,
- dire que les crédits nécessaires dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°86 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY DEUXIÈME LIGNE - PARKING DE LA PLACE CHARLES DE GAULLE À CASTELNAU LE LEZ - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC PAR LA SOCIÉTÉ CIC SUD OUEST - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

La société CIC Sud-Ouest sollicite la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour occuper une place de stationnement au sein du parking de la place Charles de Gaulle (parcelle cadastrée AY 260) à Castelnau le Lez. En effet, pour mener à bien son activité, la société a besoin, d'un emplacement de stationnement réservé à la société de

convoyeurs de fonds avec laquelle elle travaille.

Cet emplacement, qui doit être face au local commercial de la banque, sera devant la borne fixe à l'entrée du futur local de la société CIC Sud-Ouest.

Une convention d'occupation temporaire du domaine public a ainsi pour objet de définir les conditions dans lesquelles CIC Sud-Ouest est autorisée à occuper, à titre précaire et révocable, aménager et exploiter cette place de stationnement. L'occupation est liée exclusivement à la desserte du local commercial de la société CIC Sud-Ouest par les convoyeurs de fonds qui lui sont contractuellement attachés.

Par ailleurs, cette occupation nécessite quelques travaux d'aménagement :

- l'installation d'un système de télécommande pour manœuvrer le péage du parking. Ces travaux seront réalisés par TaM, délégataire de la Communauté d'Agglomération pour l'exploitation du réseau de transports publics, et seront pris en charge financièrement par CIC Sud-Ouest,

- le marquage de la place de stationnement, réalisé par l'occupant, à sa charge et sous son entière responsabilité.

L'occupation est consentie pour une durée de 8 ans reconductible expressément à l'échéance pour une durée de 4 ans. L'occupant devra verser à la Communauté d'Agglomération de Montpellier une redevance fixée à 50 €TTC par mois, soit un montant annuel de 600 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention d'occupation temporaire du domaine public avec la société CIC Sud Ouest,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°87 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE DE LA LIGNE 4 - COMMISSION D'INDEMNISATION À L'AMIABLE - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5^{ème} ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez, ligne permettant également le Bouclage de la Ligne 4.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'études et de réalisation de cette opération.

Par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le tronçon relatif au bouclage de la ligne 4.

Par délibération n°11815 du 24 septembre 2013, le Conseil de Communauté a décidé la création d'une Commission d'Indemnisation à l'Amiable (CIA) permettant d'instruire les demandes et d'indemniser, dans un cadre légal, à l'amiable et dans des délais plus courts que ceux résultant d'une procédure contentieuse, les professionnels riverains concernés par des préjudices vérifiés qui pourraient leur être causés dans le cadre des travaux.

Les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de TaM, tant titulaires que suppléants, et une personnalité compétente doivent être désignés à l'issue du renouvellement du Conseil de Communauté et du Conseil d'Administration de TaM.

Les représentants du Conseil d'Administration de TaM ont été désignés le 25 juin 2014. Il s'agit de Mylène CHARDES (titulaire) et Jean-Luc COUSQUER (suppléant).

Il convient donc maintenant de désigner les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à savoir trois élus titulaires et trois élus suppléants au sein du Conseil Communautaire, ainsi qu'une personnalité compétente titulaire et une suppléante.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

Représentants titulaires et suppléants :

Titulaires	Suppléants
- Titina DasyIva	- Gérard CASTRE
- Henri De Verbizier	- Khanthaly Phouthasang
- Guy BARRAL	- Véronique DEMON

Personnalités compétentes :

Titulaire	Suppléant
- Jean BERNARD-CHATELOT, Trésorier Payeur Général retraité	- Gérard BORRAS, Président honoraire de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner en qualité de représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Guy BARRAL (en qualité de titulaires), Gérard CASTRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Véronique DEMON (en qualité de suppléants) et Jean BERNARD-CHATELOT, Trésorier Payeur Général retraité (en qualité de personnalité compétente titulaire) et Gérard BORRAS, Président honoraire de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier (en qualité de personnalité compétente suppléante) et les autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°88 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – RÉSEAU TRAMWAY - AVENANT N°1 À LA CONVENTION D'EXPÉRIMENTATION AVEC LE LABORATOIRE DES SYMBIOSES TROPICALES ET MÉDITERRANÉENNES REPRÉSENTÉ PAR L'INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de préservation de l'environnement et de protection de la ressource en eau, l'Agglomération de Montpellier a engagé un partenariat avec la communauté scientifique afin d'aménager les plateformes végétalisées du tramway avec des espèces nécessitant moins d'interventions d'entretien et une plus faible consommation d'eau.

Traditionnellement, le gazon est utilisé comme revêtement végétal des plateformes tramway pour assurer une couverture verte et uniforme tout au long de l'année. Néanmoins, il présente plusieurs inconvénients dont un besoin en eau élevé et un entretien exigeant.

Une expérimentation de solutions alternatives au gazon réalisée sur la Ligne 3, portant sur d'autres espèces végétales et complétée par les résultats d'essais dans d'autres agglomérations, a permis de proposer des orientations d'amélioration et de recherche quant à la structure de la plateforme du tramway, au choix des végétaux et du substrat, à l'arrosage et à l'entretien. Ainsi, par délibération n°10918 du 24 mai 2012, le Conseil de Communauté a autorisé la signature d'une convention avec le Laboratoire des Symbioses Tropicales et Méditerranéennes (LSTM) représenté par l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) pour mettre en place une collaboration et apporter, à l'Agglomération, son expertise technique et scientifique pour la conception et la réalisation d'un essai de végétalisation visant à développer des solutions alternatives aux plateformes tramway engazonnées.

D'une durée de 2 ans, cette collaboration a pour objectif la création d'un couvert végétal permanent sur la plateforme du tramway sous contrainte hydrique et thermique visant à limiter les arrosages et les apports de fertilisants.

Il est nécessaire d'allonger la durée de cette convention de 3 mois afin de couvrir la mise en place des planches d'essai sur la plateforme et de finaliser l'expérimentation.

Le projet d'avenant n°1 à la convention a donc pour objet l'allongement de la durée de cette collaboration de 3 mois, portant son terme au 1^{er} novembre 2014, les autres clauses restant inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 à la convention d'expérimentation avec le Laboratoire des Symbioses Tropicales et Méditerranéennes représenté par l'Institut de Recherche pour le Développement,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer le projet d'avenant n°1 à cette convention,
- dire que les crédits nécessaires dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°89 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 - MARCHÉ N°8.421 DES TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES, DÉVOIEMENT DE RÉSEAUX HUMIDES, ESPACES VERTS ET MOBILIERS URBAINS DU BOUCLAGE DE LA LIGNE 4 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

- Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5^{ème} ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez, permettant le Bouclage de la Ligne 4.

- Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'études et de réalisation de cette opération.

- Par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique la réalisation du tronçon Lavérune/Clapiers de ce projet.

Le présent marché porte sur des travaux d'infrastructures, de dévoiement de réseaux humides, d'aménagement d'espaces verts et d'installation de mobiliers urbains pour le Bouclage de la Ligne 4, de la place Edouard Adam à la place Albert 1^{er} à Montpellier.

Pour la dévolution de ces travaux, TaM, dans le cadre de son mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée, a lancé une procédure négociée conformément aux articles 144, 165 et 166 du Code des Marchés Publics.

L'avis d'appel public à candidatures a été envoyé à la publication le 9 décembre 2013.

Sept candidatures ont été reçues dans les délais. La sélection des candidatures a eu lieu le 28 janvier 2014 et cinq candidatures ont été retenues

Le Représentant de l'entité adjudicatrice, en présence des membres de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 18 mars 2014, a procédé à l'ouverture des cinq offres initiales. Après analyse, la phase de négociation s'est engagée avec les cinq candidats ayant remis une offre.

Les cinq candidats ayant participé à la négociation ont remis une nouvelle offre. Le Représentant de l'entité adjudicatrice, en présence des membres de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 10 juin 2014, a procédé à l'ouverture des offres négociées.

L'analyse des offres a été effectuée, conformément au règlement de la consultation, selon les critères et pondérations ci-après :

- prix des prestations pour 60%,
- valeur technique de l'offre au regard des exigences du cahier des charges pour 40%.

A l'issue de cette procédure de mise en concurrence, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 15 juillet 2014 a décidé de retenir l'offre du groupement d'entreprises RAZEL BEC / MALET, mandataire RAZEL BEC de Saint Georges d'Orques (34), pour un montant de 12 694 547,32 € H.T. jugée offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères définis dans le règlement de la consultation.

Le marché, à prix unitaires, est passé pour une durée de 24 mois à compter de sa date de notification.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché n°8.421 des travaux du bouclage de la Ligne 4 de tramway,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer ce projet de marché avec le groupement d'entreprises RAZEL BEC / MALET, mandataire RAZEL BEC de Saint Georges d'Orques (34), pour un montant de 12 694 547,32 € H.T.,
- dire que les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Madame GIANIEL

Il s'agit d'un moment important dans la vie de cette ligne 4 de tramway puisqu'il s'agit des travaux de bouclages qui vont entrer en phase opérationnelle à partir du mois d'octobre. Ce qui est proposé au vote ce soir c'est d'entériner le choix de la commission d'appel d'offres qui s'est réunie le 15 juillet dernier. Je vous propose donc de retenir le groupement d'entreprises Razel Bec Malet pour un montant des travaux d'infrastructures de 12 694 547 euros. Les travaux seraient donc à démarrer dans le courant du mois d'octobre.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Madame Gianiel. Maintenant que l'affaire est terminée, je voudrai dire aux petits malins qui se croient intelligents sur les appels d'offres et sur les propositions des entreprises, que tout ce qui concerne cette discipline doit se traiter dans le secret le plus total, sinon cela fausse les jeux. Je dis cela parce que certains ce sont permis certaines latitudes et je condamne ces pratiques.

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°90 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – RÉSEAU TRAMWAY - BOUCLAGE LIGNE 4 - DÉNOMINATION DES STATIONS CRÉÉES - APPROBATION

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Avec la mise en service du Bouclage de la ligne 4, le centre-ville de Montpellier bénéficiera d'un réseau de tramway maillé, optimisant les correspondances en proposant de nouvelles relations entre les quartiers et renforçant l'accès direct des communes au cœur de l'Agglomération.

Le bouclage de la ligne 4, d'une longueur de 1,2 km, empruntera successivement le boulevard du Jeu de Paume, le boulevard Ledru-Rollin, le boulevard du Professeur Louis Vialleton, au pied de l'Arc de Triomphe et de l'esplanade du Peyrou, puis le boulevard Henri IV. Trois stations seront aménagées sur ce linéaire.

Répondant pleinement à l'objectif de développement du réseau de tramway, cette ligne bouclée, d'une longueur de 9,2 km, desservira ainsi 19 stations.

Il est proposé de dénommer les trois nouvelles stations qui se situent :

- Boulevard Henri IV près de la Place Albert 1^{er} : **Station Albert 1^{er} - Cathédrale**,
- Boulevard Vialleton, sous le pont : **Station Peyrou - Arc de Triomphe**,
- Boulevard du Jeu de Paume, à proximité du carrefour avec les rue Saint Guilhem et rue du Faubourg du Courreau : **Station Saint Guilhem - Courreau**

Par ailleurs, pour améliorer la lisibilité du réseau et faciliter les correspondances, il convient de compléter la dénomination de l'actuelle station Place Albert Ier de la Ligne 1.

Il est proposé de l'appeler désormais **Station Place Albert Ier – Saint Charles**, pour la distinguer de la Station Albert Ier – Cathédrale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les dénominations des trois stations du bouclage de la quatrième ligne de tramway, et la nouvelle dénomination de l'actuelle station Place Albert Ier de la ligne 1,
- intégrer les trois nouvelles stations ainsi que la nouvelle dénomination de la station Place Albert Ier de la ligne 1 à la liste des stations du réseau tramway annexée à la présente délibération,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Ce point est très important parce que cela correspond à des choix que nous avons réalisés avec Abdi El Kandoussi, président de TaM, adjoint au maire de Montpellier, avec Isabelle Gianiel et les membres de la commission, pour nommer les nouvelles stations de la ligne 4. C'est sur ces noms-là que les Montpelliérains et les habitants de l'agglomération se référeront lors de leurs voyages quotidiens et lors de l'utilisation de la 4e ligne. Donc, la station de tramway de la place Albert Ier s'appellera station « Albert Ier - Cathédrale ». Elle se trouve juste à côté de la tour des pins et de la cathédrale. Ensuite, il y aura la station « Peyrou -Arc de triomphe », celle qui sera juste en dessous du pont Vialleton. La dernière, c'est la station « Saint-Guilhem - Courreau », du nom des deux voies. Nous avons mis des noms doubles pour pouvoir associer le maximum de territoires urbains.

Je remercie Isabelle Gianiel, Abdi El Kandoussi et tout le service sous la responsabilité de Monsieur Fina, Monsieur Frizot et de Karim Ounoughi, pour le travail qui a été fait.

Ce sont donc des noms de stations qui permettront aux usagers de se repérer mieux et de mettre en valeur les quartiers de la ville.

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°91 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – AVENANT N°6 À LA CONVENTION DE DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DES TRANSPORTS URBAINS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°9279 du 22 décembre 2009, le Conseil de Communauté de Montpellier Agglomération a approuvé la convention d'exploitation du service des transports en commun passée avec le Groupement TaM/TRANSDEV-MONTPELLIER, pour une durée de 8 ans, du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2017.

Le contrat est de type affermage avec un engagement sur les recettes et le délégataire est rémunéré sur la base d'une Subvention Forfaitaire d'Exploitation (SFE) indexée annuellement résultant de la différence entre les charges forfaitaires d'exploitation et les produits forfaitaires d'exploitation sur lesquels s'engage le délégataire pour chacune des années de la convention.

- Un avenant n°1, approuvé par délibération n°9920 du Conseil de Communauté en date du 15 décembre 2010, a concerné :

- des mesures d'augmentation d'offre, avec notamment la prise en compte de la ligne 4 du tramway ;
- des ajustements correspondant de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation, y compris notamment la prise en compte du dispositif de sécurisation du réseau ;
- des ajustements techniques sans incidence sur la Subvention Forfaitaire d'Exploitation.

- Un avenant n°2, approuvé par délibération n°10378 du Conseil de Communauté en date du 28 juillet 2011, a concerné le projet de création d'un Espace Multimodal de Montpellier Agglomération projet dénommé « EMMA » utilisant les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication pour mettre à disposition du public un accès numérique de commercialisation et d'information d'un ensemble de services de mobilité de Montpellier Agglomération, de la Ville de Montpellier et de la Région, proposés en alternative à la voiture particulière.

Dans le cadre de l'Ecocité de Montpellier à la Mer, le projet EMMA a tout particulièrement retenu l'attention de l'Etat qui lui a octroyé au titre du programme des « investissements d'avenir » une aide financière importante.

Cet avenant n°2 n'a pas modifié les engagements du délégataire en termes d'offre kilométrique et de fréquentation, mais fait évoluer la Subvention Forfaitaire d'Exploitation de 2014 à 2017.

- Un avenant n°3, approuvé par délibération n°10600 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2011, a concerné :

- la prise en compte de l'importante évolution du réseau en vue de la mise en service des lignes de tramway 3 et 4 en avril 2012 et des mesures d'amélioration de la desserte des communes prises par anticipation dès septembre 2011 ;
- des ajustements correspondant de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation ;
- des ajustements techniques sans incidence sur la SFE

- Un avenant n°4, approuvé par délibération n°11340 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2012, a concerné :

- les corrections apportées à l'offre de transport au titre des années 2012 et suivantes ;
- l'intégration dans le périmètre de la délégation des projets de ligne 5, de bouclage de la ligne 4 et d'extension de la ligne 1 vers la gare TGV compte tenu de leurs incidences sur l'ensemble du réseau de transports en commun,
- la prise en compte de la mission d'assistance confiée au délégataire pour l'étude de l'exploitabilité de l'extension de la ligne 1 vers la nouvelle gare TGV et le nouveau quartier « Oz Montpellier Nature Urbaine »

- Un avenant n°5, approuvé par délibération n°11606 du Conseil de Communauté en date du 23 mai 2013 a concerné :

- les modifications de phasage des opérations d'urbanisation autour des lignes de tramway, impactant les objectifs de déplacement pour 2013 et 2014,
- l'ajustement des montants de charges annuelles de fonctionnement du projet EMMA entre les partenaires du Groupement, initialement toutes chez Transdev Montpellier,
- les ajustements de frais de personnel,
- des ajustements techniques sans incidence sur la SFE.

Au terme de l'avenant 5, l'engagement du délégataire sur les charges et les produits d'exploitation a été contractualisé comme suit :

- (en milliers de kilomètres)

Année	2013	2014	2015	2016	2017
Offre kilométrique Avenant 5 (TAD inclus)	12 645,1	12 669,1	12 669,1	12 669,1	12 669,1
dont tramway	5 467,9	5 467,9	5 467,9	5 467,9	5 467,9

- (en milliers de déplacements validés)

Année	2013	2014	2015	2016	2017
Déplacements Avenant 5	49 291,9	50 902,1	55 637,0	57 073,5	58 170,2

- (en milliers d'euros HT valeur juin-2009) :

Année	2013	2014	2015	2016	2017
SFE Avenant 5	38 962.6	37 627.6	33 637.9	32 735.2	32 324.9
dont TaM	28 326.2	26 726.2	22 535.2	21 718.1	21 339.4
dont TRANSDEV-MTP	10 636,4	10 901,4	11 102,7	11 017,0	10 985,5

Objet de l'avenant n° 6 proposé :

Tel qu'il a déjà été indiqué dans l'avenant n°5 au contrat de DSP (dont la mise à jour n'a provisoirement actualisé que les objectifs des exercices 2013 et 2014), lors de la réponse à l'appel d'offres pour la délégation de service public des transports urbains de l'Agglomération de Montpellier, les projections de déplacements élaborées ont été basées sur une urbanisation massive autour des lignes de tramway. Le détail et le phasage des opérations ont été donnés dans la réponse par le délégataire retenu.

Le contexte économique ayant changé et modifié sensiblement le phasage des opérations d'urbanisation, six programmes d'envergure sont particulièrement concernés et génèrent un écart d'habitants escomptés significatif par rapport aux prévisions.

L'avenant 5 a pris en compte les conséquences de ce report d'urbanisation sur l'offre de transport au titre des années 2013 et 2014.

Un avenant 6 à la convention d'exploitation du service de transports en commun passée avec le Groupement TaM / TRANSDEV MONTPELLIER est nécessaire afin de poursuivre cette prise en compte des conséquences des reports d'urbanisation sur l'offre de transport des 3 dernières années du contrat, c'est-à-dire de 2015 à 2017.

1°) Ajustements de l'offre et des objectifs de

Les mesures mises en œuvre, qui permettent une amélioration de la qualité du service offert aux usagers, concernent principalement :

Des modifications d'offre urbaine commandées par Montpellier Agglomération depuis février 2013 :

- Ajustement des fréquences à partir de février 2013, de la Ligne 9 à 8' en heure de pointe, de la ligne 11 (8' en heures de pointe et 10' en heures creuses), et à partir de septembre 2013 renfort des lignes 8/12 à 30'
- Compte tenu des vacances scolaires de Toussaint désormais prolongées, les services bus jusqu'alors en « service normal », sont passés en « service réduit vacances scolaires »
- Ajustement dès 2013 du volume kilométrique de la Ronde correspondant aux décisions de l'avenant 3 (impact de la nouvelle voie du pont de Castelnau)
- Recalage de l'offre tram L3 suite à l'optimisation des renforts ARENA, et service vacances scolaires Toussaint sur tram L4.

Des modifications d'offre suburbaine commandées par Montpellier Agglomération de février 2013 à février 2014 :

- Février 2013 : passage en TAD de la ligne 28,
- Juillet 2013 : nouveau tracé Amigo et départ 6h été
- Septembre 2013 : Ligne 18, départ 7h depuis Maurin, renfort fréquence L24, création de la ligne 41 (navette clinique du parc - Charles de Gaulle)
- Janvier 2014 : création du TAD ligne 26, et renfort ligne 23 en heure creuse en ligne régulière, en lieu et place du projet initial de TAD prévu dès septembre 2013, création du TAD sur la ligne 40 St Georges d'Orques, et remplacement des lignes régulières 27 et 31 par un service renforcé en TAD
- Février 2014 : desserte du centre de Clapiers par TAD Ligne 36,
- Les impacts de la piétonisation du Jeu de Paume (déviations définitives des lignes 6 et 7),
- La réduction des kilomètres « Haut le Pied » (non commerciaux) de la ligne 9 suite à l'optimisation par TaM des relèves en ligne de conducteurs.

Tel que convenu aux articles III.4.1 et 2, il est donc nécessaire pour intégrer ces évolutions de mettre à jour l'offre kilométrique par modes, les vitesses moyennes, et les objectifs de fréquentation correspondant, définis à l'annexe 18.

2°) Ajustement de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation

Notamment avec la prise en compte financière de :

- L'ensemble des mesures exposées au point 1-Ajustement de l'offre ci-dessus.
- La poursuite de la prise en compte sur les exercices 2015 à 2017, des impacts déjà contractualisés pour 2013 et 2014 dans l'avenant n°5, des décalages des programmes d'urbanisation des secteurs de Juvignac, Parc Marianne, Jacques Cœur, République, St Roch et Restanque :
- La réduction et/ou report des montants des charges annuelles de fonctionnement du projet EMMA suite aux modifications de programme (remplacement du projet MOBIX), répartis entre les partenaires du GME Délégataire.
- La correction sur les exercices 2015 à 2017, telle que déjà contractualisée pour 2013 et 2014 dans l'avenant n°5, de la détermination de part de charges variables et maintien du personnel de TaM en relais-agence quartier Mosson.
- L'intégration non prévue initialement de la maintenance des sanitaires du terminus tramway Pérols pour les pé-

riodes estivales de 2013 à 2017 incluses.

- Des surcoûts de retraitage et pose des horaires+plans de réseau 2013, suite aux confirmations tardives des modifications des lignes 3,11, 8/12, Ronde et suburbaines.
- La baisse de charges 2013 liée au report d'une année du transfert par le « projet tramway L3 » du contrat de maintenance des feux « Gertrude ».
- La prolongation pour 6 mois (janvier à juin 2013) de la redevance à verser à RFF concernant l'exploitation du tronçon ferroviaire ligne 2, compte tenu des décalages dans les négociations entre Montpellier Agglomération et RFF sur le rachat de parcelle.
- Le report en 2016 d'une partie de la SFE 2014, compte tenu des impacts du Crédit d'Impôts pour la Compétitivité et l'Emploi CICE, conservé en totalité par l'exploitant TaM.
- Des temps de relève des conducteurs ligne 9, qui ne sont plus financés en kilomètres bus « haut le pied » mais effectués en voiture de service, ayant permis d'optimiser la « réserve exploitation » du parc bus (et de réduire l'offre bus correspondante)
- La Montée en puissance de la centrale d'appel TAD et augmentation de capacité du TAD ligne 35 (Castelnau)

3°) Ajustements d'ordre technique sans impact sur la Subvention Forfaitaire d'Exploitation comprenant notamment :

- La mise à jour du coût kilométrique marginal de la ligne 41, sur la même base que celui de la ligne 17.
- L'évaluation des montants d'indemnisations tarifaires liées aux ajournements des hausses tarifaires 2012 et 2013, ainsi qu'à la hausse du taux de TVA au 1/1/2014 non répercutée sur les tarifs, a été actualisée pour information en annexe 18, au prorata des objectifs de fréquentation et des taux d'indexation connus à ce jour. Idem concernant l'usage sur le réseau des titres commercialisés directement par Syndicat Mixte des Transports de l'Hérault,
- La mise à jour des annexes 5 et 6 concernant les programmes d'investissements mis à disposition, subventionnés et autofinancés, de l'annexe 14 concernant les critères « qualité » du service VéloMagg' suite à la mise en place du nouveau système, et de l'annexe 25 concernant le programme d'investissements « EMMA ».

Ces modifications ont des conséquences administratives, techniques et financières sur la convention d'exploitation du service des transports en commun passée avec le Groupement TaM/TRANSDEV Montpellier, qui nécessitent la passation d'un avenant n°6 à la convention.

En particulier les répercussions des dispositions de l'avenant sur la charge transport de l'agglomération sont les suivantes :

Le nouveau niveau d'offre prévisionnel total de l'**avenant 6** (annexe 18) est le suivant :

(en milliers de kilomètres)

Année	2013	2014	2015	2016	2017
Offre kilométrique Avenant 6 (TAD inclus)	12 524.9	12 763.3	12 770.3	12 770.3	12 770.3
dont tramway	5 456.1	5 456.1	5 456.1	5 456.1	5 456.1

Non compris les kilomètres des services spéciaux affrétés et des dessertes de soirée.

L'engagement du délégataire sur la fréquentation (annexe 18) est modifié comme suit :

(en milliers de déplacements validés)

Année	2013	2014	2015	2016	2017
Déplacements Avenant 6	49 149.6	50 711.6	52 588.2	53 971.6	55 006.9

Les montants de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation (article IV.7 et 8) sont les suivants :

(en milliers d'euros HT valeur juin-2009) :

Année	2013	2014	2015	2016	2017
SFE Avenant 6	38 505.3	37 768.7	36 904.3	36 397.8	35 701.7
dont TaM	27 994.5	26 458.6	25 394.5	24 973.7	24 309.1
dont TRANSDEV-MTP	10 510.8	11 310.1	11 509.8	11 424.1	11 392.6

Le projet d'avenant 6 tel que présenté ci-dessus a fait l'objet d'un avis favorable de la Commission Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du service des transports urbains et de la mobilité lors de sa séance du 17 juin 2014.

Les crédits de fonctionnement nécessaires à la convention d'exploitation du service des transports en communs sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°6 à la convention de délégation de service public des Transports Urbains,
- dire que la dépense est prévue aux chapitres 922 et 928 du budget de la Communauté d'Agglomération,
- autoriser Monsieur le Président à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Madame GIANIEL

Monsieur le Président, chers collègues. Comme vous ne l'ignorez pas, la relation contractuelle entre l'agglomération de Montpellier et TaM est régie par le biais d'une convention de délégation de service public de type affermage qui court depuis le 1er janvier 2010 et qui s'achèvera le 31 décembre 2017. Nous sommes donc à un peu plus de la moitié de la vie du contrat et le contrat évolue au fur et à mesure qu'évoluent l'offre de service et les contraintes d'exploitation du service. Donc, l'avenant numéro 6 qui vous est présenté ce soir, et qui a été délibéré dans le cadre de la commission de délégation de service public, a pour vocation de rattraper deux choses. D'abord, des évolutions que je qualifie de « mécaniques » du contrat et qui sont liées à une évolution de l'offre de service – rajout de lignes de bus, transport à la demande, etc. Par ailleurs, il a pour objectif de rattraper le défaut de rémunération du contrat lié à des retards d'urbanisation sur certains secteurs de la ville et le long des axes du tramway. Vous avez les éléments dans le cadre de la délibération.

Ce qu'il faut comparer, ce sont les tableaux de la page 2 et de la dernière page de la délibération qui proposent une augmentation de la subvention forfaitaire versée annuellement par l'agglomération à notre exploitant TAM et donc de la faire évoluer sur les années 2013 à 2017. Sachant que l'évolution propose une diminution sur 2013 et 2014 et une augmentation relativement conséquente en 2015 à 2017, de plus de 3 millions d'euros par an. C'est-à-dire que cela fera 10 millions d'euros supplémentaires à la fin du contrat.

Je tiens à signaler cependant que TaM, conscient de la nécessité d'aller chercher avec nous des recettes supplémentaires dans le cadre de l'exploitation des réseaux de transports en commun, a souhaité s'engager auprès de nous, notamment dans le cadre de la modification de notre politique tarifaire qui avait été votée récemment. TaM s'est donc engagé à aller chercher des recettes supplémentaires par le biais de dispositifs de lutte contre la fraude qui seront renforcés dès le mois de septembre. Si Monsieur Abdi El Kandoussi est d'accord, je souhaiterais qu'il nous en dise un petit mot et qu'il nous explicite le dispositif qui va être déployé à partir du mois de septembre, et ce jusqu'au 1er trimestre de l'année prochaine.

Monsieur EL KANDOUSSI

Monsieur le Président, mes chers collègues. Vous avez souhaité renforcer la présence humaine dans les transports en commun pour prévenir les incivilités et sécuriser les usagers. C'est chose faite, l'agglomération et TaM renforcent la lutte contre les incivilités et la fraude par une multitude d'actions. :

- la création de 30 postes supplémentaires sur le terrain, aujourd'hui nous en avons 102. Ces 30 postes supplémentaires sont composés de 14 emplois d'avenir, 14 salariés sécurité et contrôle et 2 chefs d'équipe.
- L'équipement de toutes les stations de tramway de caméras de surveillance. Aujourd'hui, seule la ligne 3 est totalement équipée. Nous aurons donc 40 caméras supplémentaires qui équiperont les lignes 1, 2 et 4.
- Un véhicule supplémentaire pour des interventions rapides sur site.
- L'achat d'appareils de contrôle supplémentaires.
- Le lancement d'une campagne de prévention à destination des usagers.
- La création d'un logiciel permettant de régler les PV par Internet.

Ce dispositif est intégralement pris en charge par la TaM, le coût est de 1,2 million d'euros par an, sur trois ans. Le dispositif sera progressif et effectif dans 6 à 9 mois. Nous ferons un premier bilan fin 2015.

Monsieur le Président, vous répondez là à une demande des habitants de l'agglomération que je salue.

Monsieur le Président

Merci, Madame Ganiel, vous êtes parfaite. Je mets aux voix.

Ne prennent pas part au vote : Abdi EL KANDOUSSI, Jean Luc COUSQUER, Jean Luc SAVY, Jean-Pierre RICO et Patricia MIRALLES.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°92 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – DIFFUSION DE JOURNAUX GRATUITS - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AVEC LE GROUPE MIDI LIBRE ET LA SOCIÉTÉ 20 MINUTES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Depuis l'été 2005, le quotidien gratuit Direct Matin Montpellier Plus, édité par le groupe de presse régional Midi-Libre - Les journaux du Midi, est mis à disposition de la population sur le réseau de transport en commun de la

Communauté d'Agglomération de Montpellier, notamment les lignes 1, 2, 3 et 4 de tramway et les parkings d'échanges.

L'actuelle convention d'occupation temporaire du domaine public conclue avec la Société des Publications Gratuites du Midi (SPGM), représentant le groupe de presse Midi-Libre - Les journaux du Midi est arrivée à terme. De même, depuis septembre 2010, le quotidien gratuit 20 minutes, édité par la société 20 minutes France SAS, est mis à disposition de la population sur le réseau de transport en commun de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, notamment les lignes 1, 2, 3 et 4 de tramway et les parkings d'échanges.

La convention d'occupation temporaire du domaine public conclue avec la société 20 minutes SAS est arrivée à terme.

Ces deux quotidiens sont gratuits, financés par les recettes publicitaires et sont consacrés à la fois aux informations locales, nationales et internationales, à l'actualité culturelle ainsi qu'aux loisirs de l'agglomération de Montpellier.

Il est proposé de renouveler avec ces deux groupes de presse la convention d'occupation temporaire du domaine public les autorisant à installer des distributeurs fixes, sur des emplacements du réseau de tramway, au sein des parkings d'échanges et à proximité de certains arrêts de bus.

Les conventions présentent les mêmes dispositions concernant notamment:

- la durée : 1 an à compter du 1er septembre 2014,
- le régime des redevances : 125 € H.T., TVA en sus par présentoir et par an, ,
- les exigences en matière de qualité de service, de propreté d'approvisionnement,
- l'implantation des présentoirs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conventions d'occupation temporaire du domaine public à intervenir avec la Société des Publications Gratuites du Midi et la société 20 minutes France SAS,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°93 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – CONVENTION AVEC L'UNION DES GROUPEMENTS D'ACHATS PUBLICS (UGAP) POUR L'ACQUISITION DE BUS DE TRANSPORT URBAIN ET AUTRES SEGMENTS D'ACHATS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

La convention de Délégation de Service Public (DSP) pour l'exploitation des transports publics urbains prévoit l'acquisition des bus par l'Agglomération de Montpellier et leur mise à disposition au délégataire.

Par délibération du 6 février 2014, le conseil communautaire a approuvé le principe de commande à l'UGAP (Union Générale des Acheteurs Publics) pour l'acquisition, en 2014, de 6 autobus urbains à motorisation GNV (Gaz Naturel pour Véhicules) conformément aux engagements pris dans le cadre de la DSP.

En raison du volume financier engendré par la commande des bus, l'UGAP offre la possibilité de bénéficier d'un tarif préférentiel dit «partenaire» pour les produits du catalogue véhicules à savoir les véhicules légers et utilitaires, l'électromobilité, les véhicules industriels, les bennes à ordures ménagères,...

Une convention entre Montpellier Agglomération et l'UGAP est proposée afin de définir les modalités de commande et le périmètre du partenariat.

En outre, l'UGAP propose d'appliquer une tarification préférentielle pour l'acquisition des catégories de fournitures suivantes :

- mobilier et équipement général ;
- services (services aux personnes) ;
- médical ;
- informatique et consommables.

Ces conditions tarifaires attractives pourront également être proposées à tout moment à l'ensemble des 31 communes de l'Agglomération ainsi qu'à ses satellites (TaM, Serm, SAAM,...) ce qui permettra de réaliser des économies substantielles de l'ordre de 2 à 7 % suivant la catégorie d'achat.

Cette convention est basée sur un volume d'achat de 10 M€ HT minimum sur 4 ans. Il est à noter que le seul programme prévisionnel d'acquisition des bus urbains de l'Agglomération permet d'atteindre ce seuil minimum.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention avec l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'acquisition de bus de transport urbain et autres segments d'achats,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Madame GIANIEL

Une petite précision, 10 M euros est équivalent à 10 puissances 7 euros, c'est 10 millions d'euros et ça correspond au montant global de la convention sur 4 ans.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (un vote contre). Ont voté contre : Mme France JAMET.

AFFAIRE N°94 : ESPACE PUBLIC – VOIRIE - CONVENTION AVEC LA SOCIÉTÉ ORANGE POUR LE DÉPLACEMENT ET L'ENFOUISSEMENT DES RÉSEAUX DE COMMUNICATION ÉLECTRONIQUE RUE DE CHOLET ET RUE DE LA CASTELLE À MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. YOUSSEUS, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Espace Public, rapporte :

Dans le cadre de la programmation des travaux de grosses réparations de voiries d'agglomération et d'aménagement de proximité, l'Agglomération de Montpellier va réhabiliter les rues de Cholet et de la Castelle dans la zone Garosud à Montpellier.

Le projet impacte des équipements de communication électronique propriété de la société Orange, qui doivent être déplacés conformément à l'intérêt du domaine public occupé.

Dans un souci de respect de l'environnement et d'amélioration du cadre de vie, cette opération permet également d'enfouir ces réseaux.

A cet effet, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société Orange se sont rapprochées afin de définir dans le cadre d'une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, les modalités d'exécution des travaux ainsi que les conditions de financement entre les parties.

Il a été convenu les principes suivants :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier prend en charge, dans le cadre de ses travaux, les opérations de génie civil (tranchées, mise en place des équipements de génie civil fournis par Orange, réfection de revêtements) nécessaires à l'enfouissement des réseaux, telles que programmées dans son aménagement.

La société Orange assure quant à elle l'étude du projet, la fourniture du matériel de génie civil, l'assistance technique des travaux ainsi que le déplacement de ses installations.

En ce qui concerne la propriété des ouvrages de communication, ceux-ci restent la propriété de la société Orange qui en assurera l'exploitation et la maintenance.

L'exécution financière de la présente convention est nulle entre les parties.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention entre la société Orange et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour le déplacement et l'enfouissement des réseaux de communication électronique rue de Cholet et rue de la Castelle à Montpellier,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2014, au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur YOUSSEUS

Monsieur le Président, chers collègues. Dans le cadre de la programmation des travaux de réparation des voiries, l'agglomération de Montpellier va réhabiliter, dans les prochains mois, les rues de Cholet et de Castel. Le projet impacte des réseaux de communication téléphoniques prioritaires de la société Orange qui doivent être déplacés. De plus, dans un souci de respect de l'environnement et de l'amélioration du cadre de vie de cette opération ces réseaux seront enfouis. C'est pourquoi la communauté de l'agglomération de Montpellier et la société Orange se sont rapprochées afin de définir, dans une convention, les modalités d'exécution de ces travaux, ainsi que les conditions de financement entre les parties.

En ce qui concerne la propriété des réseaux déplacés, ceux-ci restent propriété de société Orange qui en assurera l'exploitation et la maintenance. Cette convention est sans flux financier entre la société Orange et l'agglomération.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Nous allons maintenant attaquer les comptes rendus à la collectivité (CRAC).

AFFAIRE N°95 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – CONCESSION D'AMÉNAGEMENT PARC EUREKA - COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ ET DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ LOCALE - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Par délibération n°3406 en date du 27 janvier 1999, le Conseil de District a concédé à la SERM l'opération d'aménagement du Parc Eurêka à Montpellier. La ZAC créée le 19 juin 2000, d'une superficie totale d'environ 32 hectares dont 26 hectares cessibles, est destinée à l'accueil d'activités industrielles technologiques, tertiaires, d'ingénierie et de recherche.

La mission de la SERM a également été étendue à l'acquisition, la location et l'exploitation de terrains ou d'ensembles immobiliers situés hors du périmètre de la ZAC, mais pouvant être utiles à son accompagnement économique. Dans ce cadre, la SERM a fait l'acquisition et assure l'exploitation de l'hôtel d'entreprises du Millénaire situé rue Avenue Philippe Lamour (ex rue de la Vieille Poste) et de l'ensemble immobilier à vocation d'ateliers et bureaux relais situé au 505, rue Louis Lépine.

- Un avenant n°6 à la concession d'aménagement approuvé le 30 juillet 2004 a étendu les missions de la SERM à un périmètre qui couvre environ 45 hectares de terrains classés en zone IV NA situés sur le territoire de Castelnau le Lez de part et d'autre de l'avenue Philippe Lamour (ex rue de la Vieille Poste).

La SERM réalise l'aménagement du lotissement Jean Mermoz sur 12 hectares de terrains situés dans ce secteur.

Par avenant n°10 approuvé le 30 avril 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié à la SERM la conception, la réalisation et l'exploitation du Montpellier International Business Incubator (MIBI).

- Par délibération n°8580 en date du 27 novembre 2008, le Conseil de Communauté a approuvé le dossier de création de la ZAC Extension du parc Eurêka sur une superficie de 39 hectares sur la Commune de Castelnau-le-lez, puis par délibérations n°10661 et 10662 du 29 février 2012, il a approuvé le programme d'équipements publics et le dossier de réalisation de cette ZAC avec une programmation uniquement tertiaire. Cependant il est apparu nécessaire de faire évoluer cette programmation pour y intégrer le pôle régional de gérontologie au sein d'un quartier mixte et pouvoir financer l'enfouissement des lignes à haute tension qui grève le site.

C'est pourquoi, par délibération du Conseil d'Agglomération en date du 29 octobre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé un dossier de création modifié de la ZAC Extension Eureka, incluant un programme mixte activités tertiaires, socio-médical, artisanales et logements. Le dossier de réalisation de la ZAC a aussi été modifié par délibération du 06 février 2014, ainsi que la concession d'aménagement, afin de permettre cette programmation mixte.

La concession vient à échéance en 2022. Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'opération d'aménagement du Parc Eurêka et d'exploitation des ensembles immobiliers pour l'exercice 2013 et l'évolution des bilans financiers prévisionnels, plans de trésorerie et comptes d'exploitation des programmes immobiliers.

Le Parc Eurêka, le lotissement Jean Mermoz et l'extension du Parc Eurêka sur Castelnau le Lez :

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 41 871 K€ H.T. dont 2 886 K€ H.T. en 2013, correspondant à l'acquisition de foncier à des tiers sur la ZAC Extension Eureka, à des dépenses liées aux travaux de finition sur la ZAC Eurêka et le lotissement Jean Mermoz en fonction des livraisons de bâtiments, ainsi qu'à la poursuite des études pour la ZAC Extension Eureka pour adapter le projet initial aux besoins et spécificités d'une programmation mixte. Des études complémentaires sur le « bien vieillir » sont également en cours pour adapter l'espace public et privé à cet enjeu de société. Une réflexion est également menée pour confier à un agriculteur la gestion et l'exploitation du parc agricole de 6 ha pour développer une culture arboricole dans une approche raisonnée ou Bio.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2013 s'élève à 26 412 K€ H.T. dont 338 K€ H.T. en 2013. En effet la commercialisation des terrains d'activités et de tertiaire a sensiblement ralenti en 2013 avec une seule vente réalisée et seulement deux compromis de vente signés.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de ces trois opérations d'aménagement passe à 83 560 K€ H.T. en dépenses (+1 041 K€) et à 82 959 K€ HT en recettes (+ 987 K€) avec un déficit de 54 K€.

Cette hausse du bilan prévisionnel en recettes et en dépenses est liée essentiellement à la prise en compte en dépenses de fouilles archéologiques préventives importantes à réaliser sur le site de la ZAC Extension Eureka. L'augmentation des recettes (+830 K€) au bilan correspond à l'augmentation du programme de logements consentie par la commune sur la ZAC Extension Eureka. Un risque sur cession lié à la mise en place de la PFAC a toutefois été inscrit sur le bilan. En outre, le bilan prévoit toujours le versement d'un fond de concours de 7 711 K€ pour l'enfouissement des lignes électriques Haute Tension sur les années 2016 et 2017, sachant que ce montant pourrait être revu à la baisse, par une économie d'échelle, si un accord est trouvé prochainement avec la ville de Montpellier pour réaliser l'enfouissement conjointement sur Eureka et sur le secteur Port Marianne.

L'hôtel d'entreprises du Millénaire :

L'immeuble de bureaux offre 3 976 m² de surfaces utiles. Le taux d'occupation de l'hôtel d'entreprises du Millénaire est à fin 2013 de 90%, en progression constante depuis 2012.

Grâce à ce taux d'occupation jamais atteint jusqu'alors, le résultat net d'exploitation de l'ensemble immobilier s'est redressé, passant à - 22 K€ en 2013. La reconversion du site prévue depuis l'an dernier reste d'actualité, mais est repoussée en 2019 afin d'accompagner sereinement les occupants de l'immeuble dans un projet de relocalisation soit dans le futur hôtel TIC soit dans un programme privé ou via l'acquisition d'un foncier. La cession de son foncier est prévue en 2019 pour un montant de 3 055 K € H.T, compte tenu des frais de démolitions.

Dans cette optique, aucun travaux n'est prévu en 2014.

Il est prévu que sa trésorerie soit à nouveau abondée par celle de l'Atelier Relai du Millénaire, à hauteur de 100 K€ en 2014.

L'ensemble immobilier « Ateliers Relais du Millénaire » :

Cet ensemble immobilier de 1 161 m² utiles sur une parcelle de 3 017 m² a été acquis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier en 2003.

Sur l'année 2013, l'immeuble est occupé à 95%. Aucun travaux n'a été réalisé en 2013.

Le résultat net d'exploitation de l'ensemble immobilier cumulé au 31 décembre 2013 est de 219 000 € HT permettant d'abonder la trésorerie de l'Hôtel d'Entreprise du Millénaire. Lors de la cession de ce dernier, 475 K€ pourraient être reversés aux Ateliers relais du Millénaire afin de financer des travaux de rénovation.

Le Montpellier International Business Incubator (MIBI) :

L'immeuble est géré et exploité par la Communauté d'Agglomération de Montpellier depuis sa livraison en 2011.

Dès réception des dernières subventions par la SERM, il a été cédé comme prévu à la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour un montant de 7 344 K€, le règlement étant intervenu début 2013.

Le bilan financier prévisionnel consolidé actualisé des opérations d'aménagement et des programmes immobiliers d'entreprises s'établit à 106 111 000 € H.T. La participation d'équilibre prévisionnelle du concédant est inchangée, à 3 358 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de la concession d'aménagement Parc Eureka à Montpellier et Castelnau-le-Lez, présenté par la SERM pour l'exercice 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Qui demande des explications auprès de Madame Marion ? Madame Jamet.

Madame JAMET

Juste une remarque. Djamel s'est absenté, vous n'avez donc pas compté son vote, ce que je comprends.

Monsieur le Président

Si vous avez une procuration, je le compte.

Madame JAMET

J'entends bien, mais combien de votes pour avez-vous comptabilisés ?

Monsieur le Président

Ceux qui restent.

Madame JAMET

À ce moment-là, il y a quatre absents. Est-ce que vous les avez comptés ?

Monsieur le Président

Les services les comptent, tout est filmé par souci de transparence.

Je mets aux voix l'affaire 95.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention). Se sont abstenus : Mme France JAMET.

AFFAIRE N°96 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ZAC EUROMÉDECINE - MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Par délibération du 24 février 1988, le Conseil de District a approuvé le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté Parc Euromédecine II sur les communes de Montpellier et de Grabels et concédé l'opération à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (S.E.R.M.).

Par un avenant approuvé le 10 juillet 2002, les missions d'études, de réalisation et d'exploitation des hôtels d'entreprises spécialisées en biotechnologies Cap Gamma et Cap Delta ont été confiées à la SERM et l'échéance de la convention a été portée au 31 décembre 2027. Par un avenant n°6 approuvé le 30 avril 2008, la SERM s'est vue confier ces mêmes missions pour réaliser un 3^{ème} hôtel d'entreprises nommé Cap Sigma afin de renforcer le biopôle. Alors que les deux premiers hôtels d'entreprises ont été livrés en 2004 et 2007, CAP SIGMA a été livré en 2011.

Le Parc Euromédecine II couvre une superficie totale de 92 hectares dont 65 hectares cessibles et un programme de

constructions de 528 000 m² dédié principalement aux activités médicales et paramédicales et autres activités tertiaires et de services aux entreprises, et à de l'habitat notamment en limite du quartier de la Valsière sur Grabels. Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, notamment de l'article L.300-5, la SERM présente le compte rendu financier de la concession d'aménagement du Parc Euromédecine II pour l'exercice 2013 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel, et du plan de trésorerie.

Opération d'aménagement du Parc Euromédecine II pour l'exercice 2013 :

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 31 315 000 € H.T. dont 840 000 € H.T. en 2013, correspondant essentiellement au recouvrement des travaux d'aménagement de la rue Ranchin (secteur habitat grabelois). Les études poursuivies en 2013 permettront, en 2014, le démarrage des travaux sur le carrefour Ranchin – La Valsière (accès Nord de la ZAC), ainsi que sur l'impasse Magnol – La Valsière (démarrage prévu à l'été 2014) et sur la tranche 3 du secteur grabelois (démarrage des travaux des rues David et Prunelle prévu à l'automne 2014). La quasi-totalité du foncier est maîtrisée puisque seule l'emprise foncière d'anciens chemins communaux reste à acquérir.

Une recette de cession est intervenue en 2013 avec la vente du lot 329 à la SCI LGA (2039 m²). L'annulation du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Grabels par le Tribunal Administratif de Montpellier ayant eu des répercussions sur la vente des lots dédiés aux logements, les recettes liées aux lots dédiés aux logements ont dû être différées. Suite à une nouvelle procédure de révision, le P.L.U. a été adopté à l'automne 2013 permettant de débloquent l'instruction des permis de construire des lots d'habitats. Par ailleurs, une amélioration des recettes de cession est envisagée puisque ce P.L.U. permet la réalisation d'un lot supplémentaire dédié à une opération d'habitat, envisagée en logements libres. L'actualisation du montant des travaux à venir et les évolutions liées à la modification du dossier loi sur l'eau seront compensés par cette amélioration des recettes.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération d'aménagement s'établit à 48 155 000 € H.T. en dépenses et à 48 670 000 € H.T. en recettes avec une participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au financement des équipements publics de 7 964 000 € H.T., entièrement versée à ce jour.

Réalisation et exploitation de l'ensemble immobilier Cap Gamma et Cap Delta

Le programme de ces hôtels d'entreprises spécialisées dans le domaine des biotechnologies se compose de deux immeubles en R+3 de 2 798 m² de surfaces privatives et 424 m² de locaux communs sur un terrain de 11 100 m². Ils sont conçus pour offrir des plateaux de 750 m² utiles, divisibles et aménageables en laboratoires et bureaux et équipés en réseaux spécialisés, eau osmosée, CO₂, azote, air comprimé, ...

Les dépenses prévisionnelles d'investissement de CAP Gamma et de CAP Delta représentent 17 327 000 € HT. Au 31 décembre 2013, l'immeuble CAP GAMMA était occupé à 85%. Des travaux d'aménagement (170 000 € H.T.) ont été réalisés afin de mettre en location les 205 m² brut vacant. ASCONIT s'étend au RDC sur une surface de 70 m² déjà aménagée et DIGI HEALTH (CR2I) s'installera provisoirement en mai 2014 sur 170 m² afin d'accentuer son développement en s'implantant sur un étage complet (838 m²) de CAP SIGMA début 2015.

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses d'exploitation de CAP GAMMA s'élève à 5 979 000 € H.T. dont 897 000 € H.T. pour l'année 2013. Le cumul des recettes d'exploitation est de 6 101 000 € H.T. dont 829 000 € H.T. pour l'année 2013.

Jusqu'en avril 2012, l'immeuble CAP DELTA était loué à 100%. Depuis, le départ de SANOFI a fait chuter le taux d'occupation à 50% (malgré l'arrivée d'ENVOLURE). Un réinvestissement de 1 300 K€ est prévu afin de réaliser des travaux de séparation et de réaménagement des locaux anciennement occupés par SANOFI en R+2 et R+3, et donc de remettre en location des lots de 150 à 800 m². Par ailleurs, ALCEDIAG devrait s'implanter sur 795 m² à la fin 2014.

Au 31 décembre 2013, les dépenses d'exploitation s'élèvent à 9 921 000 € H.T. dont 1 179 000 € H.T. pour l'année 2013 ; alors que les recettes d'exploitation s'élèvent à 10 840 000 € H.T. dont 467 000 € H.T. pour l'année 2013. Le cumul des dépenses d'exploitation s'élèvent à 19 361 000 € H.T. et le cumul des recettes d'exploitation à 21 386 000 € H.T.

Malgré les baisses de recettes de loyers survenues depuis le départ de SANOFI en 2012, la bonne santé financière de CAP GAMMA et de CAP DELTA permet de financer une partie des aménagements d'un troisième plot, nommé CAP SIGMA.

Réalisation et exploitation du biopôle Cap Sigma

La réalisation du 3^{ème} hôtel d'entreprises de 3 500 m², ainsi que les études d'aménagement d'un site contigu de 2 hectares susceptible d'accueillir trois plots supplémentaires, représentent un montant prévisionnel d'investissement de 9 595 000 € H.T. Cet immeuble, livré au premier trimestre 2011, est actuellement occupé par les laboratoires DEINOVE (1054 m²) et BIOPHARME (272 m²). L'implantation de DEINOVE a généré des travaux pour un montant de 1 112 000 € H.T. qui seront amorti par un surloyer sur 12 ans. DEINOVE souhaite s'étendre sur 457 m² et DIGI HEALTH (CR2I) sur 838 m² en 2015. Des travaux d'un montant de 1 000 000 € HT. y sont ainsi budgétés en 2014.

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses d'investissement réalisées sur CAP SIGMA s'élève à 8 592 000 € H.T. dont 317 000 € H.T. pour l'année 2013. Le bilan d'exploitation affiche 1 299 000 € en dépense et 180 000 € en

recette au 31 décembre 2013.

A terme, le financement de l'opération s'effectue grâce une subvention du FEDER (328 K€ attendu en 2014), mais également des remontées de trésorerie d'EUROMEDECINE Aménagement (1 170 000 € en 2021 et 750 000 € en 2022), ainsi que, grâce à des remontées de trésorerie postérieures ou à venir de CAP DELTA (1 552 000 € en 2011 et 500 000 € en 2013 qui seront remboursés partiellement) et de CAP GAMMA (400 000 € en 2014). Le bilan d'exploitation de CAP SIGMA pour la durée de la concession s'élève à 14 328 000 € H.T. en dépense et intègre les recettes d'exploitation estimées à 10 811 000 € H.T.

Bilan financier prévisionnel consolidé :

Le bilan financier prévisionnel consolidé actualisé de l'ensemble de la concession est équilibré à 96 461 000 € H.T. en dépenses et en recettes. Le montant total de la participation du concédant s'élève à 11 348 000 € HT., entièrement versé à ce jour. Afin de réaliser les travaux nécessaires sur CAP SIGMA tout en maintenant l'équilibre de la trésorerie du bilan de concession, la S.E.R.M. devra mobiliser un emprunt 2 000 000 € H.T. en fin d'année 2014 (pour lesquels la Communauté d'Agglomération de Montpellier pourra se porter garant à hauteur de 80 %), toutefois une avance remboursable pourra être versée par la collectivité en fin d'année 2014 pour surseoir à cet emprunt si les conditions de trésorerie le permettent.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de la concession d'aménagement Parc Euromédecine II, à Grabels et Montpellier, présenté par la SERM pour l'exercice 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés de la concession d'aménagement du Parc Euromédecine II, le bilan d'investissement et le compte d'exploitation prévisionnels de Cap Gamma, Cap Delta et Cap Sigma, ainsi que le bilan consolidé des opérations,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention). Se sont abstenus : Mme France JAMET.

AFFAIRE N°97 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ZAC GAROSUD ET GAROSUD EXTENSION - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE LATTES - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Par délibération n°1770 en date du 30 janvier 1992, le Conseil de District a approuvé le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté « Parc d'Activités Garosud » à Montpellier et concédé son aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (S.E.R.M.).

Par délibération du 23 février 2000, le Conseil d'Agglomération a approuvé le dossier de réalisation modificatif sur le nouveau périmètre de Z.A.C. étendu créée par délibération n°2931 du 24 avril 1997. Les travaux et acquisitions foncières ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 2 juin 2000. L'avenant n°2, approuvé par délibération n°5298 du 23 juillet 2003, a étendu le périmètre de la convention sur les communes de Montpellier et de Lattes qui couvre désormais une superficie totale de 114 hectares dont 76 hectares cessibles destinés à l'accueil d'activités industrielles, de négoce et petite logistique urbaine, d'activités artisanales et de services.

L'arrêté préfectoral n°2007-01-1664 en date du 17 août 2007 a déclaré l'utilité publique de l'opération d'aménagement Garosud Extension. La concession vient à échéance le 31 décembre 2027.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2013 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 50 687 000 € H.T., dont 1 180 000 € H.T. en 2013, correspondant essentiellement aux travaux de la Z.A.C. Garosud Extension qui s'achèveront au printemps 2015. Le montant de ces travaux est en augmentation du fait de travaux supplémentaires de desserte d'un lot et de nouvelles dépenses liées aux espaces verts. Ces travaux permettront de desservir plusieurs hectares supplémentaires cessibles. Le foncier est maîtrisé. Seuls des échanges restent à réaliser avec la Ville de Montpellier (bassin de rétention) et un propriétaire privé.

L'évolution du montant des travaux sera entièrement couverte puisque des recettes supplémentaires sont attendues (revalorisation du lot 30 contigu à la ZAC des Grisettes et confirmation de l'Etat pour l'attribution d'une subvention de 429 000 € au titre du Plan Local de Redynamisation). Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2013 s'élève à 40 751 000 € H.T., dont 223 000 € H.T. en 2013. En 2013, seule une parcelle a été cédée (à A.S.F., – située hors périmètre de la ZAC). Deux compromis de vente ont été signés pour une superficie totale de 28 115 m² (Fulton pour le lot 1C et Espace Entreprises pour le lot 2).

Le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement s'établit désormais à 60 481 000 € H.T. en dépenses et en recettes avec une participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'opération

d'aménagement maintenue à 15 008 400 € H.T., entièrement versée à ce jour.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a consentie des avances de trésorerie d'un montant de 4 524 490.10 € H.T. qui seront remboursés avant l'échéance de la concession. Afin de ne pas déséquilibrer le bilan financier, il est proposé de modifier l'échéancier de remboursement de l'avance perçue avec un premier remboursement de 1 524 490.10 € intervenant en 2016 (au lieu de 2014), objet de l'avenant ci joint. Le second remboursement (3 000 000 €) est maintenu en 2017.

En dernier lieu, par délibération n°12311 du 19 juin 2014, le Conseil d'Agglomération de Montpellier décidait de garantir, à hauteur de 80%, les emprunts sollicités par la SERM auprès de la banque Postale (1.5 millions d'euros) et du Crédit Foncier (1.5 millions d'euros) permettant des taux attractifs. Il s'agit par la présente délibération de prendre acte, d'une part que l'entité juridique complète de la Banque Postale est la « Banque Postale Crédit Entreprises » et que le montant de la commission d'engagement sera de 1 500 € (au lieu de 3000 €) ; et que d'autre part, le type d'amortissement auprès de l'emprunt au crédit foncier sera progressif, au taux initial du contrat. Ainsi, dans l'hypothèse où la SERM pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues aux échéances convenues ou des intérêts de retard encourus, la Communauté d'Agglomération de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place, en renonçant au bénéfice de discussions, et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement, dans la limite du pourcentage garanti.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier des opérations Parc d'Activités Garosud et Garosud Extension à Montpellier et à Lattes, présenté par la SERM pour l'exercice 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- approuver l'avenant modifiant l'échéancier de remboursement de l'avance de trésorerie,
- prendre acte des rectifications concernant la délibération n°12311 portant sur les conditions d'emprunts à des taux attractifs conditionnés par une garantie d'emprunt de la part de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à hauteur de 80% des montants (soit 2 400 000 €). Dans l'hypothèse où la SERM pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues aux échéances convenues ou des intérêts de retard encourus, la Communauté d'Agglomération de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place, en renonçant au bénéfice de discussion, et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement, dans la limite du pourcentage garanti. Il s'agit donc de garantir selon les conditions définies ci-avant, 80% de l'emprunt d'un montant total de 1,5 millions d'euros sollicité par la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine auprès de la Banque Postale Crédit Entreprises et 80 % de l'emprunt d'un montant total de 1,5 millions d'euros sollicité par la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine auprès du Crédit Foncier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne prennent pas part au vote : Isabelle GUIRAUD, Laurent JAOU, Jean-Marc LUSSERT, Max LEVITA, Sauveur TORTORICI, Patricia MIRALLES et Pascal KRZYZANKI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention). Se sont abstenus : Mme France JAMET.

AFFAIRE N°98 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – PARC D'ACTIVITÉS MARCEL DASSAULT - SAINT-JEAN-DE-VÉDAS - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°10 DE PROLONGATION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Par délibération n°982 en date du 27 mars 1987, le Conseil de District a concédé à la SERM l'aménagement de la ZAC Parc Marcel Dassault à Saint-Jean-de-Védas, mission étendue au périmètre d'une première extension par délibération n°1858 du 15 avril 1992. Les avenants n°2 et 4 approuvés respectivement le 23 juillet 2003 et le 20 mars 2006 ont étendu le périmètre de l'opération à des terrains limitrophes propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Sur 35 ha dont 27 cessibles, le Parc Marcel Dassault accueille les activités de négoce, de petite logistique urbaine, activités industrielles et services aux entreprises.

L'avenant n°7 à la concession d'aménagement, approuvé par délibération n°8962 du Conseil le 3 juillet 2009, a prorogé la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2014. Par avenant n°9 approuvé par délibération n°10317 du Conseil du 28 juillet 2011, le périmètre de la concession a été élargi à la parcelle AC52 propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (17 630 m2).

En 2013 six actes de vente ont été signés pour une surface totale de 29 636 m2, deux compromis de vente ont également été signés pour une surface de 6 195 m2.

Le parc d'activité Marcel Dassault est commercialisé à 90% et la majorité des travaux d'aménagement ont été réalisés, à l'exception de la voie des dessertes des lots 8,9 (et de la parcelle AC52) dont l'aménagement est programmé

en 2014. Compte tenu de l'élargissement du périmètre d'étude de la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan qui couvre désormais la parcelle AC52 (par ailleurs difficilement urbanisable), la desserte et la commercialisation de cette parcelle ont été sortis du bilan de la concession d'aménagement.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2013 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 10 934 000 € H.T. dont 220 000 € H.T. en 2013, correspondant essentiellement au paiement de l'annuité d'acquisition des terrains au concédant, à la rémunération du concessionnaire et à la réalisation de travaux d'entretien de voirie. La cession à la SERM de la parcelle AC52 appartenant à l'Agglomération a été abandonnée, ainsi que les recettes relatives à sa commercialisation. De ce fait, le fonds de concours à la ZAC Marcel Dassault 2° extension (560 000€) est supprimé.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2013 s'élève à 11 153 000 € H.T. dont 1 698 000 € H.T. en 2013, provenant de la cession de 6 terrains aménagés. Des études ont été réalisées afin de terminer les aménagements de voirie pour la desserte des lots 8 et 9 en 2014.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit désormais à 12 101 000 € H.T. en dépenses (soit une réduction de 1 072 000 €). La participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (qui a déjà été versée) reste inchangée à 1 441 000 € H.T.

Le bilan global de l'opération permet en fin d'exercice de dégager un solde positif de 226 000 €.

- Un avenant n°10 relatif à la prorogation de la concession jusqu'au 31 décembre 2016 doit permettre de terminer l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Parc d'Activités Marcel Dassault à Saint-Jean-de-Védas, présenté par la SERM pour l'exercice 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés de l'opération,
- approuver l'avenant n°10 portant sur la prolongation de la concession,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne prennent pas part au vote : Isabelle GUIRAUD, Laurent JAOL, Jean-Marc LUSSERT, Max LEVITA, Sauveur TORTORICI, Patricia MIRALLES et Pascal KRZYZANSKI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention). Se sont abstenus : Mme France JAMET.

AFFAIRE N°99 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – PARC D'ACTIVITÉS MARCEL DASSAULT 2° EXTENSION - SAINT-JEAN-DE-VÉDAS - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°3 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Par délibération n°8664 en date du 15 janvier 2009, le Conseil de Communauté a concédé à la SERM l'aménagement de la ZAC Parc Marcel Dassault 2ème extension à Saint-Jean-de-Védas. Tout comme le Parc Marcel Dassault, cette extension est destinée à accueillir les activités de négoce, de petite logistique urbaine, des activités industrielles et de services aux entreprises sur 21 hectares de foncier fortement impacté par les lignes à haute tension et par une canalisation de gaz.

La ZAC a été créée le 16 novembre 2007. Des études ont été menées pour élaborer le dossier de réalisation qui n'a cependant pas encore été approuvé. En effet des études complémentaires sont nécessaires pour prendre en considération un certain nombre de faits nouveaux et récents :

- le périmètre des emprises foncières nécessaires au doublement de l'autoroute A9 est désormais connu et laisse la possibilité à l'aménageur d'envisager d'étendre les aménagements sur le secteur de la ZAC en front de l'A9 (maîtrise foncière non acquise et hors DUP de ZAC). Le futur parc d'activités bénéficiera d'un accès nouveau depuis l'A9 réalisé par ASF dans le cadre du déplacement de l'A9 (livraison prévue en 2017), alors qu'initialement l'accès ne se faisait que par la RD 612 depuis la zone d'activité existante.
- La partie sud du périmètre de la ZAC est impacté par le nouveau périmètre d'étude de la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (réduction des emprises envisageables à partir de fin 2015),
- Des investigations environnementales sont nécessaires compte tenu de la sensibilité écologique (ZNIEFF). Les conditions d'urbanisation seront définies à partir du printemps 2015.
- Une réflexion est en cours sur l'opportunité de proposer des macro-lots dans ce futur parc d'activités.

Au vu de ces éléments, la finalisation du programme de l'opération et l'approbation du dossier de réalisation sont provisoirement suspendus dans l'attente de la levée des incertitudes. Le planning prévisionnel de l'opération est retardé.

Ces évolutions ont un impact sur le bilan prévisionnel de l'opération :

- Concernant les dépenses du bilan, compte tenu de la création d'un nouvel accès direct à l'autoroute A9, le poste travaux ne prend plus en compte les travaux de requalification des voiries extérieures à la ZAC Marcel Dassault 2° extension et de réaménagement des accès depuis la RD612, pour un montant de 3 069 000 €.

Par ailleurs, au regard des incertitudes qui existent au niveau du programme d'aménagement de la ZAC (programme de travaux incertain compte tenu des nombreux aléas cités précédemment) un risque sur travaux et aléas a été provisionné pour un montant de 1 949 000 €.

- Concernant les recettes, le fonds de concours en provenance de Marcel Dassault 1 (contribution de la ZAC1 à la réalisation de la requalification des voiries et accès existants), fixé à 560 000 € est abandonné. Par ailleurs, le montant total de la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est ramené de 5 974 000 € H.T. à 3 410 000 € H.T., diminution de la part correspondant au financement des travaux extérieurs à la ZAC, non réalisés dans le cadre de la concession.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2013 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 181 000 € H.T. dont 47 000 € H.T. en 2013 correspondant essentiellement à des études et honoraires.

Les acquisitions foncières menées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier (hors DUP d'ASF pour l'autoroute A9) ont porté sur une surface de 180 985 m². Le poste foncier reste inchangé à 4 269 000 € H.T., l'acquisition par la SERM du foncier acquis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier est différée (de 2014 à 2016).

Le planning de l'opération ayant été recalé, il en découle la mobilisation d'un emprunt de 1 500 000 € en 2015, ce qui induira des frais financiers d'un montant de 153 000 €.

Le poste des cessions prévisibles enregistre une évolution de 2 234 000 € du fait de l'augmentation de la surface cessible liée au projet d'un nouveau découpage de la ZAC en macro-lot.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit désormais à 12 686 000 € H.T. en recettes et en dépenses, soit une baisse de 889 000 € résultant de l'ensemble des évolutions décrites.

L'avenant n°3 porte sur la modification du programme des équipements à la charge de la SERM, de la suppression de la participation de la Communauté d'Agglomération affectée à la réalisation des travaux extérieurs à la ZAC ainsi que sur la prorogation de la concession jusqu'au 31 décembre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération d'aménagement de la ZAC Marcel Dassault 2° extension présenté par la SAAM pour l'exercice 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé de l'opération d'aménagement de la ZAC Marcel Dassault 2° extension présenté par la SAAM pour l'exercice 2013,
- approuver l'avenant n°3 prorogeant la durée de la concession et supprimant les travaux extérieurs à la ZAC,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne prennent pas part au vote : Isabelle GUIRAUD, Laurent JAOU, Jean-Marc LUSSERT, Max LEVITA, Sauveur TORTORICI, Patricia MIRALLES et Pascale KRZYZANSKI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention). Se sont abstenus : Mme France JAMET.

AFFAIRE N°100 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ZAC DESCARTES - LA-VÉRUNE - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°3 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Un des enjeux majeurs du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est de créer les conditions d'un développement équilibré du territoire et notamment d'assurer son rééquilibrage par un renforcement de l'offre de sites économiques sur l'Ouest de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. D'une manière générale, il restreint les extensions urbaines aux espaces situés dans le prolongement des tissus existants. Le SCoT a mis en évidence l'opportunité de poursuivre le développement du parc d'activités situé au Nord de la Commune de Lavérune sur le lieu-dit « Las Serres » qui est desservi par la route départementale RD5E.

- Par délibération n°8458 du 29 septembre 2008, le Conseil de Communauté a approuvé les objectifs poursuivis

pour la création de la ZAC Descartes et les modalités de la concertation. Le bilan de la concertation a été approuvé par délibération n°8749 du Conseil de Communauté du 23 mars 2009 et la ZAC Descartes a été créée sur environ 6 hectares. L'aménagement de cette ZAC permettra de répondre à une demande d'implantation d'entreprises dans un secteur de l'Agglomération où peu de foncier est disponible pour les activités artisanales et de petites industries.

- Par délibération n°9461 du 1^{er} avril 2010, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) a été désignée en qualité de Concessionnaire pour l'aménagement de la ZAC Descartes.

- Par délibération n°10310 du 28 juillet 2011, le Conseil de Communauté a approuvé les dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et d'enquête parcellaire relatifs à la ZAC. La Déclaration d'Utilité Publique a été obtenue par arrêté préfectoral du 28 septembre 2012.

- Par sa séance du 11 avril 2013, le Conseil de Communauté a approuvé le Programme des Equipements Publics ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC Descartes.

- Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SAAM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2013 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2013, 1 285 000 € H.T. ont été dépensés, dont 631 000 € H.T. pour l'année 2013 correspondant essentiellement à des acquisitions (deux parcelles acquises auprès de la Communauté d'Agglomération ainsi que 8 actes de vente signés avec des propriétaires fonciers en 2013). A ce jour, 53 % du foncier est maîtrisé par l'aménageur. En 2013, une participation de 710 000 € H.T. a été versée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les premiers compromis de vente interviendront à compter de 2015.

Afin de limiter l'augmentation de la participation, il est proposé de renoncer à une réduction supplémentaire du prix de cession au prospect d'un macro-lot. Ainsi, le présent bilan financier part de l'hypothèse d'un prix de cession fixé à 65 €/m² pour 15 000 m², au lieu de 75 €/m² pour les autres lots.

Le diagnostic archéologique réalisé en 2013 et complété en 2014 a confirmé la présence de vestiges. Un budget de 302 000 € H.T. est inscrit au bilan pour la réalisation des fouilles archéologiques nécessitant d'augmenter la participation d'équilibre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'opération.

Ainsi, la participation du concédant est portée à 2 529 000 € H.T. dont 1 910 000 € déjà versé au 31 décembre 2013 ; soit une augmentation de 230 000 € H.T., objet de l'avenant n°3. Le solde du versement de la participation interviendra sur les exercices budgétaires 2014 et 2015. Par ailleurs, afin de maintenir l'équilibre de la trésorerie du bilan de concession, la mobilisation d'un emprunt de 1 500 000 € s'avèrera nécessaire début 2015 (pour lequel la Communauté d'Agglomération pourra se porter garant à hauteur de 80%), toutefois une avance remboursable pourra être versée par la collectivité en fin d'année 2014 pour surseoir à cet emprunt si les conditions de trésorerie le permettent. Le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement s'établit à un montant de 5 679 000 € H.T. en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de la ZAC Descartes présenté par la SAAM pour l'exercice 2013,
- prendre acte des acquisitions foncières réalisées en 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- approuver l'avenant n°3,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°3 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention). Se sont abstenus : Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°101 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ZAC CHARLES MARTEL - VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°4 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Par délibération n°5312 en date du 23 juillet 2003, le Conseil de Communauté a confié à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'une convention publique d'aménagement, la réalisation du Parc d'Activités Charles Martel situé dans le prolongement du parc d'activités communal du Larzat à Villeneuve-lès-Maguelone. Destiné à l'accueil d'activités industrielles, artisanales et de services aux entreprises, ce parc couvre une superficie totale de 7 hectares dont 5 hectares cessibles.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2013 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 1 852 000 € H.T. dont 28 000 € H.T. pour l'année 2013, correspondant à quelques études et travaux. L'ensemble du foncier est maîtrisé par la SERM.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2013 s'élève à 1 863 000 € H.T. Aucune cession ou signature de

promesse de vente n'est intervenue en 2013. Deux lots restent à commercialiser : le lot n°6 (projet abandonné suite au décès du porteur mais nouvelle commercialisation en cours) et le lot n°16 qui doit être redécoupé afin de permettre la réalisation de la voie de connexion vers une extension future du secteur d'activité. Alors que l'accès au lotissement s'effectue actuellement par une voie en impasse, cette future voie de connexion permettra à terme un bouclage viaire.

Alors qu'aucune participation financière ne sera versée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le bilan financier prévisionnel actualisé s'établit à 2 056 000 € H.T. en dépenses et à 2 275 000 € H.T. en recettes soit un résultat d'opération excédentaire de 219 000 € H.T. La concession venant à échéance le 31 décembre 2015, il est proposé de prolonger sa durée jusqu'au 31 décembre 2016 afin de permettre la réalisation des derniers travaux et les dernières commercialisations.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Parc d'Activités Charles Martel à Villeneuve-lès-Maguelone, présenté par la SERM pour l'exercice 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés de l'opération,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°4 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne prennent pas part au vote : Isabelle GUIRAUD, Laurent JAOL, Jean-Marc LUSSERT, Max LEVITA, Sauveur TORTORICI, Patricia MIRALLES et Pascal KRZYZANSKI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention). Se sont abstenus : Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°102 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – PARC D'ACTIVITÉS DU SALAISON - VENDARGUES - MANDAT D'ÉTUDES ET DE RÉALISATION POUR LA REQUALIFICATION DU PARC D'ACTIVITÉS DU SALAISON CONFIE À LA SAAM - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°1 - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Créée en 1965, la Zone d'Activités du Salaison recouvre 148 hectares et accueille aujourd'hui plus de 200 entreprises et 2 500 emplois. L'état de ce site amène aujourd'hui la Communauté d'Agglomération de Montpellier à impulser une opération de requalification. Elle s'articule autour de deux grands axes, le traitement qualitatif des espaces publics et la redynamisation de l'activité économique en impliquant les entreprises dans un projet global qui donnera une nouvelle attractivité au parc d'activité. Par délibération n°9462 du 1er avril 2010, le Conseil Communautaire a confié un mandat d'étude et de réalisation à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) et définit le programme et l'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Conformément aux dispositions de la convention de mandat, la SAAM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2013 et l'évolution du bilan financier prévisionnel.

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 873 000 € T.T.C.

L'année 2013 a permis de lancer l'appel d'offres « travaux » et d'engager les premiers chantiers. En septembre 2013, des travaux de rénovation du réseau d'adduction d'eau potable, dont la maîtrise d'ouvrage n'est revenue à la Communauté d'Agglomération de Montpellier que fin juin 2013, ont été ajoutés au lot « voirie et réseaux humides ». Un temps de mise au point des études et de coordination a été nécessaire avant le démarrage effectif des travaux, en octobre 2013. Enfin les procédures de mise en concurrence des marchés concernant les études préalables au réinvestissement urbain de la façade urbaine des RD613 et RD610 ainsi qu'au traitement de l'interface « parc d'activité / zone habitées riveraines » ont été lancées à la fin de l'année 2013.

Le bilan financier prévisionnel du projet de requalification du parc du « Salaison » augmente de 1 433 000 € TTC par rapport à l'année 2012 et atteint la somme de 8 498 000 € TTC, compte tenu de la prise en charge nouvelle, par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, des travaux de rénovation du réseau d'adduction d'eau potable. Le financement du mandat reste inchangé par rapport au CRAC 2012, il est entièrement supporté par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Compte tenu du décalage temporel entre le règlement des dépenses du mandat par le mandataire et le remboursement de ces dépenses par le mandant, dans le souci de limiter les frais financiers, il est proposé le versement par le mandant d'une « avance remboursable » de 500 000 € au troisième trimestre 2014. Cette « avance remboursable » permettra de limiter les frais financiers à 5 000 €

Un avenant au mandat est nécessaire, il porte sur :

- la modification de programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, relative principalement à l'intégration des travaux de rénovation du réseau d'eau potable ;
- la mobilisation d'une nouvelle avance pour améliorer la trésorerie du mandat ;

- les modifications de modalités de remboursements de l'avance du mandant, au prorata du remboursement des dépenses du mandat (10 % de l'avance seront remboursés par le mandataire au mandant à chaque remboursement des dépenses du mandat par le mandant au mandataire).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte annuel à la collectivité concernant le mandat d'étude et de réalisation pour la requalification du parc d'activités du Salaison ;
- approuver le nouveau bilan financier prévisionnel ;
- approuver l'avenant n°1 au mandat initial ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention). Se sont abstenus : Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°103 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ZAC HIPPOCRATE - COMMUNE DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ LOCALE - AVENANT À LA CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

L'opération Port Marianne-Hippocrate, réalisée sous forme d'une Zone d'Aménagement Concerté, a été confiée par la Ville de Montpellier à la SERM par délibération en date du 20 décembre 2000.

La ZAC, créée le 29 septembre 2000, se développe sur une superficie d'environ 7,3 hectares. Elle a pour vocation l'accueil d'activités tertiaires, notamment dans le domaine de la santé, offrant une surface constructible maximale de 48 000 m², dont 24 000 m² dédiés à des établissements médicaux et para-médicaux, 22 000 m² à des activités tertiaires liées à ces établissements et à d'autres activités professionnelles d'accueil, de services, de résidences ou équipements hôteliers et enfin 2 000 m² affectés à une centrale thermo-frigorifique.

Déclarée d'intérêt communautaire, l'opération a été transférée de la Ville de Montpellier à la Communauté d'Agglomération de Montpellier suivant des modalités financières et patrimoniales fixées par délibérations respectives en date des 27 mai et 27 juin 2003.

La concession confiée à la SERM a fait l'objet d'un recours qui a conduit la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la SERM à signer un protocole de résolution de la concession, au terme duquel 20 737 m² de terrains partiellement aménagés ont été restitués à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Afin de terminer l'aménagement de ce secteur, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié par délibération du 21 avril 2011 la réalisation de l'opération à achever à la SAAM. Une avance remboursable de 600 K€ a été mise en place afin de permettre à l'aménageur de racheter au concédant les terrains déjà maîtrisés ainsi que les terrains en cours d'expropriation.

Parallèlement à l'achèvement de cette ZAC, un mandat d'études a été confié à la SAAM pour étudier l'extension de la ZAC au secteur Cavalade, avec une programmation mixte activités / logements en cohérence avec les opérations mitoyennes. Dans l'attente de la finalisation de ces études, le bilan actuel conserve les lots restants en activités, mais leur commercialisation est gelée.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme et à l'article L.1523.2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la SAAM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2013 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses réalisées dans le cadre de cette nouvelle concession s'élève à 1 198 K€ H.T., consistant en des frais d'acquisitions foncières et des travaux de voirie suite à la livraison de lots (hôtel, bureaux). Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2013 s'élève à 893 K€. Cette opération n'a fait l'objet en 2013 d'aucune cession de lot.

Ainsi le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit toujours à 2 574 000 € H.T. en dépenses et en recettes. Il ne prévoit aucune participation d'équilibre du concédant. Il est proposé un avenant à la convention d'avance de trésorerie de 600 K€, afin de reporterson remboursement en 2016, compte tenu du gel provisoire de la commercialisation des derniers lots.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Hippocrate à Montpellier, présenté par la SAAM pour l'exercice 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- autoriser la signature de l'avenant à la convention d'avance de trésorerie,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention). Se sont abstenus : Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°104 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – PORT MARIANNE PORTES DE LA MÉDITERRANÉE (ODYSSEUM) - MONTPELLIER - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT AVEC LA SERM - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°10 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

La ZAC créée le 27 juin 1996 et étendue par délibération n°6416 en date du 19 avril 2005 couvre une superficie d'environ 50 hectares. Elle a pour vocation l'accueil d'activités, d'équipements et de services privés et publics, sièges sociaux et commerces dans le cadre d'un ensemble réunissant un complexe de loisirs urbain et un pôle commercial de niveau régional intégrés au projet d'extension planifié du centre-ville historique et bénéficiant d'excellentes dessertes.

L'opération ayant été déclarée d'intérêt communautaire, les modalités du transfert ont été fixées par délibérations respectives de la Ville et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en date des 27 mai et 27 juin 2003.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, a confié à la SERM par un avenant n°5 à la concession d'aménagement approuvé par délibération n°6367 du 15 mars 2005, la réalisation et l'exploitation provisoire du pôle ludique 2 d'une Surface Hors OEuvre Nette d'environ 28 000 m² et porté l'échéance de la convention d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2012.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, a confié à la SERM par un avenant n°6 à la concession d'aménagement approuvé par délibération n°7252 du 26 septembre 2006, l'extension du périmètre de la ZAC.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, a confié à la SERM par un avenant n°7 à la concession d'aménagement approuvé par délibération n°7430 du 22 décembre 2006, les études, les acquisitions et la réalisation des travaux de construction d'un parking d'échange tramway de 1 700 places.

Par délibérations n°7497 et n°7495 en date du 13 février 2007, le Conseil de Communauté de l'Agglomération de Montpellier a approuvé le programme des Equipements Publics de la ZAC Port Marianne-Portes de la Méditerranée ainsi que son dossier de réalisation. Par délibération n°7775, en date du 23 juillet 2007, le Conseil d'Agglomération a approuvé un avenant n°8 à la concession d'aménagement, prorogeant la durée de la mission de l'aménageur jusqu'en 2016.

Parallèlement, les projets de réalisation des activités se sont poursuivis : construction de l'aquarium Mare Nostrum, du Pôle Ludique 2, ouverture de restaurants, ouverture du magasin « Décathlon » en 2008, inauguration du Centre Commercial, du prolongement de la ligne 1 du tramway, et du parking d'échange Circé à l'automne 2009.

Par avenant n°9 approuvé par délibération du Conseil d'Agglomération n°10321 du 28 juillet 2011, le Conseil d'Agglomération a approuvé le montant prévisionnel de la participation de la collectivité fixé à 4 320 000 € H.T. affectée à la réalisation de la place du XX^{ème} siècle.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération d'aménagement pour l'exercice 2013 et l'évolution des bilans financiers prévisionnels et du plan de trésorerie.

ZAC Portes de la Méditerranée – infrastructures

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 53 802 000 € H.T. dont 425 000 € H.T. éalisés en 2013 correspondant aux travaux de finitions des voiries et réseaux de la ZAC ainsi qu'à la rémunération de l'aménageur et à des frais financiers.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2013 s'élève à 47 533 128 € H.T. sans nouvelle recetteréalisée en 2013.

6 M€ d'avance ont été mobilisés en 2012 remboursable en 2016. Toutefois la mobilisation de 6 M € d'avance supplémentaire a été à nouveau nécessaire en 2014 également remboursables en 2016 pour faire face à l'évolution de la trésorerie de l'opération.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit à 60 819 000 € H.T. en dépenses.

Il prend en compte l'augmentation des dépenses liées à des acquisitions nouvelles pour achever la ZAC et aux travaux associés ainsi que des dépenses liées à la fin de réalisation d'aménagement, et la réalisation de recettes liées à la cession de charges foncières dans le périmètre de la ZAC.

Le bilan financier prévisionnel révisé de l'opération s'établit à 66 035 000 € H.T. en recettes.

ZAC Portes de la Méditerranée – superstructures : Pôle Ludique 2

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 31 206 000 € H.T. Les recettes s'élèvent en 2013 à 24 528 000 €. H.T. correspondant au 1^{er} règlement de 21 277 000 € H.T. par l'investisseur Icade Klépierre de l'achat du pôle ludique (le montant total s'élevant à 29 000 000 € H.T. le solde restant à verser en 2016, acte signé fin 2010) et aux loyers perçus.

Pour préfinancer la construction du pôle ludique 2, la SERM a mobilisé trois emprunts de 6 000 000€ chacun, dont 15 000 000 € en 2007 et 3 000 000 € en 2008.

Quinze millions d'emprunts sont arrivés à échéance fin 2012 dont douze remboursés sur l'année 2012, il en reste 6 M € à rembourser en 2014.

Le bilan financier prévisionnel révisé de l'opération s'établit à 33 465 000 € H.T. en dépenses et 29 699 000 € H.T. en recettes.

ZAC Portes de la Méditerranée – superstructures : Parking d'échanges Odysseum

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses réalisées correspondant aux acquisitions foncières, aux honoraires d'études et aux travaux, s'élève à 25 908 000 € H.T. dont 131 000 € H.T. ont été réalisés en 2013. Le montant des recettes réalisées est de 24 855 000 € H.T. à fin 2013.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit à 26 306 000 € H.T. en dépenses et 24 855 000 € H.T. en recettes, le solde de 1 451 000 € H.T. restant à la charge de la ZAC..

L'ouvrage a été inauguré et mis en service en septembre 2009 et acquis définitivement par la Communauté d'Agglomération en décembre 2009.

ZAC Portes de la Méditerranée – Bilan consolidé

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 107 142 000 € H.T. dont 615 000 € H.T. réalisés sur l'année 2013.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2013 s'élève à 93 142 000 € H.T. dont 166 000 € H.T. réalisés en 2013.

Le bilan financier prévisionnel révisé de l'opération consolidée s'établit à 116 815 000 € H.T. en dépenses et en recettes.

Il est proposé de prolonger la durée de la concession jusqu'en 2025 par un avenant n°10, celle-ci arrivant à terme en 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Port Marianne-Portes de la Méditerranée à Montpellier présenté par la SERM pour l'exercice 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'infrastructures de la ZAC, de la construction du pôle ludique 2 et du parking d'échange Odysseum ainsi que le bilan consolidé de l'opération d'aménagement,
- approuver l'avenant n°10 qui proroge la concession jusqu'en 2025,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°10 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au vote : Isabelle GUIRAUD, Laurent JAOUL, Jean-Marc LUSSERT, Max LEVITA, Sauveur TORTORICI, Patricia MIRALLES et Pascale KRZYZANSKI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention). Se sont abstenus : Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°105 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ZAC ODYSSEUM EST - COMMUNE DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

La ZAC Odysseum Est a été créée par délibération n°8859 en date du 26 mai 2009. Elle a été concédée à la SAAM par délibération n°9463. La concession a été signée le 23 mai 2011.

L'opération Odysseum Est, située en entrée de ville, dans le prolongement du complexe ludicocommercial d'Odysseum, entre le boulevard Télémaque, l'avenue Pierre Mendès-France et l'autoroute A9, sur une superficie de 11,5 ha, a pour objectif d'accueillir un ensemble d'activités qui reste à définir (activités hôtelières, ludiques, commerciales et/ou tertiaires) en lien à la forte valeur ajoutée de ce site exceptionnel par sa localisation.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SAAM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2013 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses réalisées est de 45 K€ H.T., consistant à la poursuite des études nécessaires au dossier Loi Eau.

L'ensemble du foncier est maîtrisé par la collectivité. Aussi, le montant des acquisitions foncières a été réévalué au coût réel payé par l'agglomération.

En outre, dans l'attente d'un engagement de la commercialisation, l'acquisition du foncier par le concessionnaire au concédant, prévue par la délibération n°10211 du 30 juin 2011, est reportée en 2015 afin d'éviter un recours à l'emprunt.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération s'établit à 16 690 K € H.T., en recettes et en dépenses Il ne prévoit pas de participation d'équilibre du concédant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Odysseum Est à Montpellier, présenté par la SAAM pour l'exercice 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention). Se sont abstenus : Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°106 : EMPLOI - TPE&PME - ARTISANAT ET AGRICULTURE – VILLAGE D'ENTREPRISES ARTISANALES ET DE SERVICES (VEAS) HANNIBAL ET RESTRUCTURATION DU SECTEUR DU FRIGOULET - COURNONSEC - CONVENTION PUBLIQUE D'AMÉNAGEMENT - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier par délibération n°5522 du 26 novembre 2003 a confié à la Société d'Equipe de la Région de Montpelliéraine (SERM), dans le cadre d'une convention publique d'aménagement, les missions d'études préalables, acquisitions foncières et réalisation d'équipements publics de desserte nécessaires à la restructuration du secteur à vocation économique le Frigoulet à Cournonsec ainsi que la construction du Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) «Hannibal». Le périmètre du secteur concerné couvre une superficie d'environ 9 hectares partiellement construit. Son réaménagement doit permettre l'accueil d'activités artisanales, industrielles, tertiaires, d'ingénierie et de services. La première étape est aujourd'hui réalisée, elle consistait en la construction et l'exploitation du VEAS Hannibal, ensemble de 2 000 m² dont 1 243 m² d'ateliers et 667 m² de bureaux locatifs sur un terrain de 6 536 m². La deuxième étape consistant à définir une opération d'aménagement d'ensemble est en cour. La concession d'aménagement vient à échéance le 31 décembre 2025.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme et L.1523-2 du Code général des collectivités territoriales, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2013 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie de l'opération d'aménagement et du compte d'exploitation prévisionnel du village d'entreprises Hannibal.

Village d'Entreprises Artisanales et de Services :

Le VEAS accueille 10 entreprises représentant plus de 70 emplois.

Le VEAS représente un montant total d'investissement de 2 582 400 € H.T. bénéficiant d'une participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de 992 000 € H.T. entièrement versée. Le cumul des dépenses d'exploitation et d'amortissement réalisées au 31 décembre 2013 s'élève à 1 780 000 € H.T. dont 216 000 € H.T. réalisées en 2013. Le cumul des recettes d'exploitation réalisées au 31 décembre 2013 s'élève à 1 498 000 € H.T. dont 170 000 € H.T. en 2013. Elles proviennent du versement des loyers et récupération des charges et de la quote part des subventions versées.

Le compte d'exploitation prévisionnel actualisé prend en compte le rachat du bâtiment par la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour un montant de 594 000 €, au terme de la concession. En 2013, 3 nouvelles entreprises ont été accueillies sur 5 lots du VEAS ce qui a permis d'atteindre un taux d'occupation de 80 % en hausse de 10 % par rapport à 2012.

Restructuration du secteur du Frigoulet :

L'ensemble du secteur peut accueillir une opération d'aménagement d'ensemble dont le programme détaillé reste à définir. Par avenant n°2 au traité de concession, approuvé par délibération n°9596 du 23 juin 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a sollicité la SERM pour réaliser des études pré-opérationnelles complémentaires. Cet avenant au traité de concession prend en compte le versement d'une participation complémentaire de 120 000 € totalement versée en 2012.

Le bilan financier prévisionnel actualisé consolidé s'établit à 4 661 000 € H.T. en dépense et recette.

Le montant des recettes est diminué de 40 000 € par rapport à l'année 2012 en raison de la diminution du montant des loyers. Cette diminution des recettes est compensée par la réduction des frais financiers en dépense.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité tel présenté ci-avant ;
- approuver le bilan financier prévisionnel d'exploitation du Village d'Entreprises Artisanales et de Services tel présenté ci-avant ;
- approuver le bilan consolidé de la convention publique d'aménagement tel que présenté ci-avant ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Se sont abstenus : Mme France JAMET.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention).

AFFAIRE N°107 : EMPLOI - TPE&PME - ARTISANAT ET AGRICULTURE – ZAC PARC 2000 ET PREMIÈRE EXTENSION - MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AP-PROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Par délibération en date du 26 juillet 1999, le Conseil de District a décidé la réalisation de Parc 2000 en zone franche urbaine de Montpellier et concédé l'opération d'aménagement à la SERM. La ZAC a été créée le 29 mai 2000 sur 6.5 ha. Par délibération du 30 mars 2000, le Conseil a approuvé l'avenant n°1 au traité de concession confiant à la SERM la mission d'étude, la réalisation et l'exploitation du Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) et a prolongé la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2022. Le VEAS comprend un immeuble de bureaux de 711 m² ainsi qu'un ensemble d'ateliers de 1 769 m² de surfaces locatives.

Un avenant n°3, approuvé par délibération n°6189 du Conseil d'Agglomération du 16 novembre 2004, a étendu le périmètre de l'opération sur 10 hectares supplémentaires permettant d'offrir près de 7 hectares cessibles aux entreprises et sur lesquels la Commission Européenne a donné son autorisation pour l'extension de la Zone Franche Urbaine (ZFU) ainsi que le Conseil d'Etat par décret du 15 mai 2007. Cette opération intitulée « ZAC Parc 2000 Extension », a été créée par la délibération n°7150 en date du 21 juillet 2006. L'arrêté préfectoral n°2007-I-897 en date du 9 mai 2007 a déclaré l'utilité publique de l'opération Parc 2000 extension et la cessibilité des terrains inclus dans le périmètre.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme et l'article L.1523-2 du Code général des collectivités territoriales, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier des opérations pour l'exercice 2013 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie de l'opération d'aménagement (Parc 2000 et sa première extension) ; et enfin, le compte d'exploitation prévisionnel du Village d'Entreprises.

Opération d'aménagement Parc 2000 et Parc 2000 Extension :

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 12 789 000 € H.T. dont 525 000 € H.T. en 2013 correspondant essentiellement à des travaux (dont des travaux de réseaux ERDF qui ont fait par la suite l'objet d'un contre-remboursement) et à la rémunération de l'aménageur. La quasi-totalité des aménagements des espaces publics est achevée.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2013 s'élève à 10 241 000 € H.T. dont 453 000 € H.T. en 2013 provenant de la vente de 2 lots (lot C5 à SCI BONZOM et lot F5 à SCI ELINYA). Des compromis de vente ont été signés pour 5 lots : CREATIMMO LE PRISME, ACT/AUDRIN, SCI LOGISTRI AGRITECH, SCI FUTURA et SCI PRO IMMOBILIER.

Le dernier bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération d'aménagement (Parc 2000 et Parc 2000 Extension) s'établit à 13 463 000 € H.T. en dépenses et à 12 663 000 € H.T. en recettes.

Malgré l'absence d'une subvention initialement attendue au titre du FEDER à hauteur de 300 000 €, la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'opération d'aménagement est maintenue à 1 278 000 € H.T. grâce notamment à une hausse des recettes de cession (revalorisation de 3 parcelles restant à commercialiser).

Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) :

Fin 2013, le village était occupé par 17 entreprises totalisant plus de 70 emplois. A ce jour, 4 bureaux sont vacants soit un taux d'occupation de 85 %.

L'opération VEAS bénéficie d'une subvention d'équipement de 549 000 € H.T. déjà versée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les sommes investies dans l'opération sont intégrées dans un compte d'exploitation prévisionnel sur 20 ans qui s'établit à 5 166 000 € H.T. Le résultat net d'exploitation de l'ensemble immobilier cumulé au 31 décembre 2013 est excédentaire de 665 000 € dont 62 000 € pour l'année 2013. Au terme de la concession, le compte d'exploitation prévoit un excédent de l'ordre de 800 000 €.

Le bilan financier prévisionnel consolidé regroupant à la fois les opérations d'aménagement Parc 2000 et sa première extension ainsi que la réalisation et l'exploitation du VEAS s'établit à 18 629 000 € H.T. en dépenses et en recettes avec une participation totale de la Communauté d'Agglomération de Montpellier maintenue à 1 827 000 € H.T. A noter que le dispositif Zone Franche Urbaine (ZFU) a fait l'objet d'une première prorogation et que celui-ci court jusqu'au 31 décembre 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier des opérations d'aménagement Parc 2000 et Parc 2000 Extension ainsi que du Village d'Entreprises Artisanales et de Services (V.E.A.S.), présenté par la SERM pour l'exercice 2013,

- prendre acte des cessions de terrains réalisées par la SERM au cours de l'exercice 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de Parc 2000 et le compte d'exploitation prévisionnel actualisé du Village d'Entreprises Artisanales et de Services,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention). Se sont abstenus : Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°108 : EMPLOI - TPE&PME - ARTISANAT ET AGRICULTURE – ZAC PARC 2000 2ÈME EXTENSION - MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le projet de seconde extension de Parc 2000 s'inscrit dans la dynamique du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT). Par délibération en date du 21 avril 2011, reçue en préfecture le 2 mai 2011, les conclusions du rapport tirant le bilan de la concertation et l'arrêt du dossier de création établi conformément aux dispositions de l'article R.311-2 du Code de l'urbanisme ont été approuvés. La ZAC fut créée par la même occasion.

Située dans une déprise localisée entre des quartiers déjà urbanisés (quartier de la Mosson et les ZAC. Parc 2000 et Parc 2000 extension à l'Ouest, ZAC Pierres Vives au Nord, quartier Celleneuve au Sud, et enfin, les laboratoires pharmaceutiques de Sanofi à l'Est), cette seconde extension bénéficie d'une localisation stratégique à l'interface de différents quartiers et renforcée par la proximité de la ligne 3 de tramway. Celle-ci permet une mixité fonctionnelle et sociale puisqu'elle accueillera des activités artisanales et tertiaires mais également des logements et quelques commerces. A terme, l'ensemble regroupant Parc 2000 (6,5 ha.), Parc 2000 extension (10 ha.) et Parc 2000 2^{ème} extension (5 ha.) atteindra près de 21,5 ha.

Par délibération du Conseil de Communauté du 29 septembre 2011, reçue en Préfecture le 6 octobre 2011, la Société d'Aménagement de l'Agglomération Montpelliéraine (SAAM) est désignée en tant que titulaire de la concession et le traité de concession d'aménagement est approuvé.

Suite aux différents recours sur la Déclaration d'Utilité Publique « réserve foncière Truc de Leuze », des protocoles d'accord ont été signés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier avec une partie des expropriés. L'autorisation de signature de ces protocoles transactionnels a fait l'objet d'une délibération du conseil d'Agglomération de Montpellier en date du 30 janvier 2012. Par l'arrêté préfectoral n°2012-I-1486 du 3 juillet 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la SAAM bénéficie d'une seconde Déclaration d'Utilité Publique, qui concerne cette fois ci, la réalisation des travaux de la ZAC.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme et de l'article L.1523-2 du Code général des collectivités territoriales, la SAAM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2013 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2013, 32 000 € H.T. ont été dépensés correspondant à des études et frais mais également à la réalisation du diagnostic archéologique. L'ensemble du foncier étant maîtrisé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, celui-ci sera vendu à l'aménageur fin 2014 après sécurisation de ceux-ci. Le paiement de la transaction sera échelonné en 2014 et 2015. Le démarrage des travaux est envisagé en 2015.

La commercialisation n'a pas encore débuté. Les premières cessions de terrain pourraient intervenir dès 2015. Outre des activités artisanales et tertiaires, la ZAC accueillera des logements qui se développeront dans la partie Sud et profiteront de la proximité de la ligne de tramway. Les futurs occupants bénéficieront de la proximité d'un bassin de rétention qui sera paysagé et aura fonction d'espace d'agrément et de détente pour les résidents et salariés du quartier.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement s'établit à un montant de 5 768 000 € H.T. en dépenses et en recettes. Une erreur matérielle s'étant glissée dans le corps de la délibération n° 11779 du 25 juillet 2013 (compte rendu annuel à la collectivité sur l'exercice 2012), il est proposé de rectifier celle-ci et de prendre acte que la participation d'équilibre que versera la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'élèvera à 189 000 € H.T. (comme figurant dans l'avenant n°1 annexé à la délibération du 25 juillet 2013) au lieu du montant de 186 000 € H.T. mentionné dans le corps de la délibération. Le versement de cette participation est prévu fin 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de la ZAC Parc 2000 2ème Extension présenté par la SAAM pour l'exercice 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- prendre acte du montant de la participation d'équilibre (189 000 € H.T.) tel que prévu dans le projet d'avenant n°1 annexé à la délibération n°11779 du 25 juillet 2013,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention). Se sont abstenus : Mme France JAMET.

AFFAIRE N°109 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – ECOCITÉ - COMMUNES DE LATTES ET DE PÉROLS - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT ODE À LA MER - SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER (SAAM) - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°2 À LA CONCESSION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Le projet d'aménagement et développement durable (P.A.D.D.) du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'Agglomération de Montpellier, approuvé par délibération n°6863 du 17 février 2006, a défini des sites stratégiques d'enjeu communautaire parmi lesquels figure celui situé le long de l'axe constitué par la troisième ligne de tramway sur la Route de la Mer (ancienne RD 21 devenue voirie d'intérêt communautaire), dénommée avenue Georges Frêche.

Ce site est l'assise d'un projet urbain majeur dit « Ode à la Mer » sur les communes de Lattes et de Pérols ayant pour objectif à la fois le renouvellement profond du tissu économique existant par la recomposition et la modernisation de l'armature et des formes de distributions commerciales, l'introduction de logements autour des stations de transport en commun pour conduire à une véritable mixité fonctionnelle et sociale et, la modernisation ou la création, selon les cas, d'équipements publics.

En outre ce projet a été retenu dans le cadre de l'appel à projet « Ecocité » initié par l'Etat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'ADEME, destiné à promouvoir les démarches innovantes dans les villes durables. Il prend en compte, dès sa conception, la gestion et le rattrapage hydraulique, la préservation de la biodiversité, l'organisation des transports autour du réseau de tramway, l'évolution des modes de consommation et de distribution commerciale, l'instauration d'une solidarité urbaine durable et une gestion décloisonnée et intelligente des services urbains.

Il en découle une démarche d'aménagement globale et concertée initiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en lien avec les communes de Lattes et de Pérols, en application de l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme au titre de sa compétence « aménagement de l'espace », pour enclencher un processus de renouvellement urbain et de sa compétence « développement économique » pour favoriser une adaptation des formes de distribution aux évolutions des modes de vie.

A cette fin, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé, par délibération du conseil communautaire n°10 387 en date du 29 septembre 2011 de créer l'opération d'aménagement d'ensemble « Route de la Mer », dans le cadre des dispositions du Code de l'Urbanisme.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé, par délibération n°10 479 du 29 novembre 2011, de confier l'aménagement de cette opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) dans le cadre d'une concession d'aménagement d'une durée de 20 ans.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, la SAAM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2013 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Il est rappelé que l'opération d'aménagement porte sur un périmètre d'environ 250 hectares situé sur les communes de Lattes et de Pérols.

Les objectifs de la collectivité pour cette opération d'aménagement sont :

- le renouvellement du tissu économique existant
- la recomposition des équipements commerciaux
- l'introduction de logements (mixité autour des stations de Tram)
- la modernisation et/ou création d'équipements publics

Le programme global prévisionnel des constructions comprend 900 000 m² Surface Plancher nouvelles répartis comme suit :

- 570.000 m² de Surface Plancher de logements (6 000 à 8 000 logements),
- 75 000 m² de Surface Plancher de bureaux et activités,
- 100 000 m² de Surface Plancher de commerces, en renouvellement des surfaces existantes (+/- 5%),
- 45 000 m² de Surface Plancher d'équipements publics.

Cet aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Le cadre administratif de renouvellement urbain d'ensemble de ce territoire sera réalisé selon un processus de mise en place d'outils et de procédures d'aménagement successives par secteurs opérationnels cohérents (sous forme de ZAC, PUP, ou secteurs à taxe d'aménagement majorée, ...).

Compte-tenu de la signature de la concession fin 2011, l'activité de l'opération en 2013 a été limitée.

Une équipe projet a été mise en place pour assurer la conduite de ce projet mi 2012.

L'année 2013 a vu la mise en place de la stratégie de développement opérationnelle (phasage, procédures réglementaires, concertation) et définition des secteurs opérationnels.

Ode Acte 1 : le programme et le périmètre de la ZAC Parc d'Activités de l'Aéroport devenue ZAC ODE Acte1 a été modifié, puis approuvé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 25 juillet 2013 à l'issue d'une période de concertation avec le public, afin de mettre en cohérence le périmètre (extension au secteur du Phare) et le programme prévisionnel de la ZAC avec le nouveau projet urbain d'ensemble.

Cette ZAC s'étend sur 36,2 ha, et totalisera à terme un programme de construction de 200.000 m² (comprenant les 80.000 m² du Parc d'Activités de l'Aéroport existants + environ 120.000 m² de SDP restant à réaliser au titre de la 2e tranche à aménager par la SAAM, au droit de la station de tramway Ecopole).

Le programme restant à réaliser constitue la première phase du projet d'aménagement d'ensemble. Il est destiné à être livré en 2014 et 2018.

Ce programme permet ainsi d'enclencher le processus de mutation et de renouvellement urbain, en accueillant massivement le transfert d'enseignes situées le long de la route de la mer et en libérant certains secteurs en mutation d'ODE Acte 2.

Une procédure de DUP avec mise en compatibilité du PLU de Pérols a été préparée, puis engagée par les collectivités et instruite par la Préfecture.

Cette ZAC est désormais opérationnelle, et permet de réaliser le programme envisagé.

Ode Acte 2 : une nouvelle ZAC a été créée par délibération n°11982 du 27 novembre 2013 du conseil communautaire en vue de poursuivre le renouvellement urbain (secteurs Delta / Fenouillet Nord / Solis), de permettre la rénovation commerciale des galeries d'hypermarché en introduisant des logements/services en superposition des commerces, et d'accompagner ce renouvellement par des projets résidentiels sur les terrains acquis sur les secteurs du Mas de Couran et de l'Estagnol.

Elle s'étend sur un périmètre d'environ 111 ha, pour une constructibilité totale de 640.000 m²

Le dossier de réalisation de la ZAC et la mise en compatibilité des PLU de Lattes et Pérols sont programmés courant 2015/2016, sur la base d'un plan-guide d'urbanisme à finaliser avec les collectivités concernées.

Zone urbaine mixte de Boirargues, le long de l'avenue Georges Frêche : un secteur à Taxe d'Aménagement majorée a été mis en place, et approuvé par le conseil municipal de Lattes. Le périmètre concerne les terrains localisés entre l'allée des platanes et l'avenue Georges Frêche, et situés hors ZAC. Cette procédure permettra de gérer le renouvellement urbain de ce secteur et financer une partie de la rénovation et du renforcement des réseaux et des aménagements qualitatifs de surface de l'allée des Platanes et des accotements de l'avenue Georges Frêche, au droit de ce secteur.

Au 31 décembre 2013, l'opération enregistre un cumul de 18,9M€ de charges, financées par 273 K€ de reettes de cession, 6,42 M€ de participations du concédant, 6M€ d'avance de trésorerie et 10 M€ d'emprunts et un excédent temporaire de trésorerie d'environ 3,5M€.

Les engagements pris depuis le début d'année conduiront à fin 2014, à un cumul prévisionnel de 31,8 M€ de charges, à financer par 4,6 M€ de recettes (dont environ 2,4 M€ restant à contractualiser), 8,4M€ de participation du concédant (dont 2M€ restant à verser), 6M€ d'avance de trésorerie (déjà versés), et de 14M€ d'emprunt (dont 4M€ restant à lever).

Le programme, les secteurs et le calendrier de développement pendant les vingt années de la concession a pu être cerné et précisé grâce à la poursuite des études et grâce à la définition en 2012/2013 de la stratégie de développement opérationnel.

Un travail fin d'optimisation des dépenses et recettes prévisibles a été entrepris afin de limiter le bilan prévisionnel et d'alléger la participation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est donc proposé :

- de limiter le budget de l'opération à la réalité du projet urbain pour les 20 ans de la concession (2011-2031),
- de diminuer en conséquence la participation de la Communauté d'Agglomération, de 50% sur la période 2015-2020 et en fin d'opération.

Le bilan proposé correspond donc globalement à une baisse du budget prévisionnel d'environ -47M€ (-20%), et une baisse de la participation de -10M€ (-25%), réduite de moitié sur la période 2015-2020 et supprimée les deux dernières années de la concession (2030 / 2031).

La programmation concernant les 20 premières années porte sur environ 770.000 m² de SDP, sur le total des 900.000 m² environ programmés pour l'ensemble du projet urbain, le solde de 130.000 m² se développant au-delà des 20 ans de la concession qui n'est plus inclus dans le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement.

Les frais financiers ont été maîtrisés (-47%). La mobilisation d'emprunt reste stable à un montant significatif de 52M€.

Le nouveau bilan prévisionnel proposé est ainsi arrêté à un budget de 193,37M€, pour une participation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de 32,421 M€.

Le recalage du bilan prévisionnel de l'opération permet d'alléger la contribution financière de la collectivité au projet, dans le cadre des 20 années de la concession d'aménagement.

En conséquence, un avenant n°2 est proposé pour confirmer le bilan prévisionnel recalé, ainsi que le montant et le calendrier de versement de la participation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération d'aménagement Ode à la Mer , présenté par la SAAM pour l'exercice 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé de l'opération d'aménagement Route de la Mer, présenté par la SAAM pour l'exercice 2013,
- approuver l'avenant n°2 prenant en compte le bilan prévisionnel remanié ainsi que le versement de la participation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Madame Jannin.

Madame JANNIN

Monsieur le Président, mes chers collègues. Cette délibération concerne le CRAC de la concession d'ODE à la mer. Le SCOT et le PADD ont délibéré le 17 février 2006 sur les sites à enjeu communautaire parmi lesquels figure le site sur lequel a été développé le projet ODE à la mer, à cheval sur les communes de Lattes et Pérols. Ce projet a été retenu dans le cadre de l'appel à projets Écocité initié par l'État, la Caisse des Dépôts et l'ADEME. Il s'attaque à la restructuration des zones commerciales, ce qui est un enjeu de taille pour notre agglomération, mais aussi pour de nombreuses communes françaises qui sont confrontées à la réparation de ces paysages durablement abîmés.

Monsieur le Président

Réparer la ville et soigner la vie quotidienne des habitants.

Madame JANNIN

Au total, ce projet prévoit la réalisation de 900 000 mètres carrés. Le projet d'aménagement porte sur un périmètre d'environ 250 hectares et la concession porte sur 20 ans. La principale mise à jour du CRAC consiste à limiter le bilan de l'opération sur ODE 1 et ODE 2 estimant qu'il n'est pas réaliste de faire une opération totale d'aménagement sur l'ensemble des 250 hectares dans le délai de 20 ans de la concession. À ODE 1 et 2, s'ajoutera une petite partie de la façade de Boirargues, le long de l'Avenue de la mer, dont on peut imaginer qu'elle se réalisera dans les 20 ans. Le bilan mis à jour intègre donc ODE 1, ODE 2 et une zone mixte avec taxe d'aménagement majorée vers le site de Boirargues qui est situé hors ZAC et pourra, grâce au système de la taxe d'aménagement majorée, se réaliser au fil du temps sans maîtrise foncière.

En conséquence, la délibération propose de limiter le budget de l'opération à la réalité du projet urbain pour les 20 ans de la concession et de diminuer la participation de l'agglomération de 50 % sur la période 2015-2020 et en fin d'opération.

Monsieur le Président

Merci, Madame Jannin, pour cet exposé brillant qui montre la maîtrise de l'urbanisation sur ODE tout en gardant l'un des aspects importants qui ont été négociés avec les maires. Qui demande la parole ? Madame Danan.

Madame DANAN

Monsieur le Président, chers collègues, Madame Jannin. Juste quelques précisions puisque sur cette zone, si j'ai bien compris, il va y avoir un transfert de commerces de zones un peu vieillissantes vers ODE. Cela soulève trois points. L'impact pour les commerces de Montpellier parce que nous allons avoir un genre d'Odysseum 2 extrêmement attractif. Donc, quand est-il du rajeunissement des commerces et de l'attractivité du centre-ville ? Vous le savez bien, c'est un sujet de préoccupation.

L'autre point, c'est pour les commerces délocalisés d'une zone à l'autre, quel sera l'opérateur ? Quelles seront les conditions de transfert ? Est-ce que les commerces vont avoir une préférence ? Quel coût ? Quel impact sur leur activité ? Il s'agit de précisions qui tranquilliseront les commerçants.

Monsieur le Président

Madame Jannin, je rajouterai un mot ensuite.

Madame JANNIN

Je crois qu'aujourd'hui, nous ne sommes plus dans l'enjeu de la course à l'armement de surfaces commerciales, l'enjeu étant plutôt celui de savoir comment faisons-nous du commerce aujourd'hui. Et notamment avec l'arrivée en force du commerce sur Internet, nous devons accompagner les mutations à la fois du commerce de centre-ville, mais aussi de celui de la périphérie sans forcément les opposer comme c'est trop souvent le cas.

Concernant le projet ODE, ce ne sont pas du tout les mêmes types de commerces que ceux que l'on trouve en centre-

ville, puisque sur ce projet, il s'agit plutôt de moyennes surfaces et en centre-ville, on ne trouve quasiment pas ces moyennes surfaces et ceux qui cherchent à s'implanter en centre-ville avec des moyennes surfaces pourront vous le dire.

Pour ce qui est de la question des transferts, nous sommes bien sur des négociations tripartites entre l'aménageur, le propriétaire et l'occupant, de manière à aborder la démolition des surfaces existantes, qui sont d'ailleurs pour la plupart en zone inondable et non leur réoccupation par la suite.

Monsieur le Président

Deux mots quand même parce que c'est un sujet important, c'est l'urbanisme commercial qui devra être partie intégrante des capacités de décision de la métropole.

Quand vous dites, Madame Danan, « il faut équilibrer les choses avec le centre-ville et ODE », de quoi parle-t-on au centre-ville ? Est-ce que vous parlez du centre commercial du Polygone ou est-ce que vous parlez de l'ensemble des petits commerces diffus qui sont présents dans le centre historique ?

Madame DANAN

C'est plutôt le tissu diffus commercial qui peut être une attractivité énorme pour le centre-ville s'il est un peu amélioré.

Monsieur le Président

Donc, que Monsieur Chambon ne s'affole pas. Ça se fait à mètre carré constant, sur ODE, comme l'a expliqué Madame Jannin.

Deuxième point, Monsieur Touchat s'affole, mais j'ai répondu à ses questions dans le Midi libre et je ne l'ai pas vu faire d'article ces jours-ci. Il a donc l'air rassuré, mes réponses lui ont suffi. Donc, ODE se fait à mètre carré constant. Mais la vraie problématique, c'est d'arriver à équilibrer un centre comme celui du Polygone qui est utile, parce que c'est une locomotive pour le centre-ville, d'utiliser l'ensemble du tissu diffus qui doit être lui aussi rééquilibré parce que lorsque l'on agrandit le Polygone, on crée de la concurrence très importante aux petits commerces. Il faut aussi donner la capacité aux commerces du nord Écusson de pouvoir survivre, c'est le contrat que nous avons passé, il y a quelques années, avec la chambre de commerce et la ligne 4 de tramway répond à ce contrat en amenant dans le centre historique 100 000 voyageurs par jour. Donc, tout cela est un équilibre à trouver et cet équilibre ne doit pas être déstabilisé par des apports importants.

C'est pour cette raison que Monsieur Touchat s'est exprimé de façon assez virulente contre le village de marques du Cailar qui déséquilibre l'ensemble des relations commerciales entre les moyennes surfaces, grandes surfaces et commerces de proximités qui sont aujourd'hui dans le centre-ville.

Lorsqu'André Deljarry avait émis des hypothèses sur la comète concernant l'urbanisme commercial, je m'en étais offusqué et je l'avais arrêté parce que c'est la compétence des élus, avec l'apport des chambres de commerce. Je demanderai donc à ce qu'un schéma d'urbanisme commercial soit élaboré dans le cadre du pôle métropolitain. Parce que le village des marques du Cailar n'est pas dans la métropole, il est en dehors de la métropole, il est dans le pôle métropolitain. Il faut donc tout reprendre à zéro dans les années, les mois à venir et nourrir une réflexion très précise sur le commerce. Et à ce titre, ODE n'influence pas trop puisqu'il est à périmètre constant. Et puis, il vaut mieux créer des centres commerciaux à l'intérieur des villes, là où il y a le tramway, desservis facilement, plutôt que de donner par incidence des nouveaux flux de circulation qui pourraient écarter les lieux de commerce de la ville sans moyen de transports collectifs pour les atteindre. Il y a donc plusieurs règles à percevoir et il faut tenir compte de tout cela pour aménager le territoire communautaire. Monsieur Meunier.

Monsieur MEUNIER

Monsieur le Président et chers collègues. Quand on parle de ODE, je voudrais que l'on sache de quoi on parle exactement. ODE, ce n'est pas seulement ODE acte 1 qui est le terrain que nous allons aménager vers le grand bâtiment, le liner que personne n'a pu loucher parce qu'il est tellement grand que tout le monde le voit et qui est, pour ceux qui connaissent un peu la zone, la zone qui est au droit de Kiloutou, en dessous de Carrefour. Là, on va faire une première zone commerciale qui va nous permettre de déplacer un grand nombre de commerces qui sont déjà présents le long de ce que l'on va appeler l'Avenue de la mer. Ensuite, ODE, c'est l'ensemble de l'aménagement de l'Avenue de la mer, c'est l'un des axes forts de l'Écocité qui nous a valu d'être pris dans le grand emprunt, il ne faut pas l'oublier. C'est là que l'on discute des relations, en particulier sur la cité intelligente, avec les programmes d'IBM que nous avaient présenté la fois dernière le directeur ainsi que Chantal Marion. C'est donc toute une reconquête de cette zone urbaine qui a été complètement détruite par l'urbanisme des années 70 qui est assez moche. Et puis, c'est une reconquête qui n'est pas seulement une reconquête commerciale. Il ne faut pas oublier que le projet ODE dans sa totalité, c'est la reconquête de ce territoire afin de continuer à construire la ville sur ces terrains qui déjà utilisés par de l'urbanisme commercial des années 70. C'est-à-dire que nous allons faire du bureau, de l'hébergement, les zones qui seront vidées de leurs commerces ne sont pas destinées à recevoir de nouveaux commerces, elles sont destinées pour partie, soit à revenir à un état qui aurait dû rester le leur, c'est-à-dire des bassins de rétention. Je pense à une partie

du Fenouillet chez mon collègue Jean-Pierre Rico, je pense au Solis/Soriech sur lequel nous sommes plus enclins, sur Lattes, à faire de l'hébergement et du bureau. Nous ne sommes donc pas en train de réinventer un deuxième Odysseum. Et même dans la définition de ODE 1 avec les deux propositions que nous avons eu à étudier et sur lesquelles il va falloir faire un choix dans les mois qui viennent, nous n'avons pas eu de proposition de refaire un deuxième Odysseum. Nous avons réellement eu des propositions, pour les deux opérateurs, qui sont des propositions qui répondent à notre objectif premier, récupérer au minimum 70 % d'occupation par du déplacement de commerces déjà présents sur l'Avenue de la mer.

Je crois donc que beaucoup de choses ont été dites, beaucoup de choses ont été confondues. Et moi, je suis totalement Stéphanie Jannin quand elle dit qu'il faut expliquer aussi, un peu comme OZ qu'il ne s'agit pas de projets qui vont sortir de terre dans les 5 ans qui viennent. Ce sont des projets qui sont très complexes à monter, sur lesquels nous sommes regardés depuis le début que nous l'avons imaginé, il y a 8 ans avec Bernard Echenne, comme étant des pionniers parce que nous inventons des process qui aujourd'hui ne sont pas connus et qui vont servir d'exemple au moins à 500 agglomérations en France et en Europe. Et encore une fois, nous sommes à la pointe de la reconquête de l'urbanisme à Montpellier et il ne faut surtout pas, pour des raisons diverses et variées et surtout pour une analyse trop rapide, annuler ce projet qui est sûrement l'un des plus beaux projets de Montpellier en matière de rayonnement et en matière de politique d'urbanisme.

Monsieur le Président

Monsieur Meunier, nous n'annulons pas ODE.

Monsieur MEUNIER

Non, mais j'aime à ce qu'on le précise bien à la presse et à tous nos détracteurs.

Monsieur le Président

Et nous parlerons de OZ tout à l'heure. Et pour le liner, c'est là que s'installe Computer center, 300 emplois à terme. Je le précise parce que j'ai lu des choses qui n'étaient pas très correctes.

Madame Jamet, une petite partie est délocalisée et 200 emplois créés, 100 emplois délocalisés et 200 emplois créés.

Je mets aux voix l'affaire 109.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (trois votes contre). Ont voté contre : M. Jacques DOMERGUE, Mme France JAMET, M. Gérard LANNELONGUE

AFFAIRE N°110 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – SECTEUR DE LA MOGÈRE - DÉCLARATION DE PROJET SUR L'INTÉRÊT GÉNÉRAL DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT DE ZAC - MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLU DE MONTPELLIER

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Situé sur le territoire des villes de Montpellier et Lattes, entre l'autoroute A9 et le quartier de Boirargues, le site de la Mogère, intitulé « Méjanelle-Pont Trinquat » par le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) de l'Agglomération de Montpellier, va accueillir la gare nouvelle dite Montpellier Sud de France, projet lié à la réalisation de la ligne ferroviaire à grande vitesse « Contournement Nîmes Montpellier » (CNM).

Ce site fait partie des onze sites stratégiques d'enjeu communautaire identifiés au SCoT approuvé par délibération n°6863 du 17 février 2006 ; il est inclus dans le territoire de l'Ecocité Montpelliéraine, retenu par l'Etat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'ADEME, au titre de la démarche nationale Ecocité de développement durable innovant, exemplaire et « duplicable ».

Par délibération n°11823 du 24 septembre 2013 le conseil communautaire a approuvé la réalisation du projet urbain dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble, dénommée « OZ Montpellier Nature Urbaine », son périmètre et son programme et a décidé d'en confier la réalisation à la SAAM dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Cette opération d'aménagement d'ensemble prévoit la mise en oeuvre des orientations stratégiques identifiées dans le cadre du SCOT pour ce site.

Pour accompagner la mise en service, dès 2017, de la ligne Grande Vitesse (CNM) et de la gare Montpellier Sud de France d'une part, de l'autoroute A9 déplacée d'autre part, la Communauté d'Agglomération a souhaité la mise en oeuvre, dans le cadre de ce projet d'ensemble, d'une première opération dans un cadre maîtrisé sous forme d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) au sens des dispositions L.311-1 et suivants du code de l'urbanisme autour de la future gare Montpellier Sud de France.

Par délibération n°11928 du 29 octobre 2013, à l'issue de la concertation avec le public et de la mise à disposition de l'étude d'impact avec avis de l'autorité environnementale, le Conseil de Communauté a approuvé le dossier de création de la ZAC OZ 1 autour de la future gare TGV.

Le projet couvre une superficie de 60 ha, entièrement situés sur le territoire de la commune de Montpellier, dont 30 ha environ en urbanisation nouvelle.

La surface de plancher prévisionnelle est estimée à 400 000 m² avec mixité conformément aux orientations du SCOT (pôle tertiaire, logement, commerces, services).

Le bilan de l'opération ZAC OZ 1 est estimé à environ 105 209 000 € HT et s'équilibre en dépenses et recettes.

Le coût des travaux d'aménagement est estimé à 56 535 000 € HT. Ces travaux comprennent l'ensemble des travaux de viabilisation à réaliser dans le cadre de la ZAC ; l'ensemble des travaux d'aménagement paysagers dont les aménagements du parc Nègue-Cats nord ; les aménagements spécifiques liés au parc du Nègue-Cats et qui concourent au développement innovant des activités à caractère de loisir urbain ou d'agriculture urbaine ; l'ensemble des travaux hydrauliques.

La réalisation de cette opération s'inscrit en cohérence avec les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) de la Ville de Montpellier.

Pour autant, l'évolution des dispositions du PLU, sur le périmètre concerné est nécessaire.

En effet, le périmètre de l'opération d'aménagement recouvre exclusivement des secteurs de la zone AU0, bloquée, du PLU de la ville de Montpellier approuvé le 2 mars 2006, secteur voué de longue date à l'urbanisation future, qu'il est donc nécessaire de faire évoluer pour permettre la réalisation du projet.

Cette adaptation porte plus spécifiquement sur :

- la définition des orientations d'aménagement à instaurer sur ce périmètre ;
- la création d'une nouvelle zone à urbaniser 14AU intégrant les principes d'aménagement urbain du projet ;
- la création d'un secteur de zone naturelle N-6 correspondant à une partie du futur parc public du Nègue-Cats à aménager ;
- la suppression et la réduction des emplacements réservés existants sur le secteur, non compatibles avec le projet, avec l'accord de leurs bénéficiaires (Etat, Réseau Ferré de France, Région Ile de France, Ville de Montpellier,)

Pour procéder à cette évolution, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a engagé la procédure de mise en compatibilité du PLU par déclaration de projet, sans DUP, dans le cadre notamment des dispositions des articles L. 300-6, L. 123-14, L. 123-14-2 et R. 123-23-3 du Code de l'Urbanisme.

Par délibération n°11980 du 27 novembre 2013, le Conseil de Communauté de l'Agglomération de Montpellier a approuvé les dossiers en vue de l'enquête publique unique préalable à la déclaration de projet portant sur la ZAC OZ 1 et la mise en compatibilité du PLU de Montpellier et a demandé à Monsieur le Préfet l'ouverture de l'enquête publique unique préalable à la déclaration de projet et à la mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier.

L'autorité environnementale, dans son avis sur l'évaluation environnementale du dossier de mise en compatibilité de PLU en date du 9 décembre 2013 ne formule aucune observation complémentaire à celui, favorable, daté du 4 octobre 2013 relatif à l'étude d'impact du dossier de création de ZAC.

Conformément aux dispositions prévues aux articles L123-14-2 et R.123-3 relatives à la procédure de mise en compatibilité du PLU, une réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées s'est tenue le 2 décembre 2013. Selon le procès-verbal de cet examen conjoint, après rappel des enjeux du projet pour le devenir de l'agglomération, de la démarche engagée, des principales orientations du programme et du parti d'aménagement de la ZAC et des adaptations nécessaires au Plan local d'urbanisme, ont été soulignées :

- l'approche novatrice en matière de stationnement dans le cadre de l'Ecocité ;
- le respect des dispositions relatives à la préservation des espaces naturels et patrimoniaux remarquables ainsi que celles relatives au Plan de Prévention des Risques Inondations ;
- l'offre de logements sociaux ;
- l'enjeu de ce site en termes d'intermodalité et d'infrastructures de transport, de création des articulations nécessaires entre le nouveau quartier et les quartiers environnants et de gestion des flux pendulaires et de transit.

Le 17 décembre 2013, Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a pris un arrêté n°2013-01-2365 en vue de procéder à l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration de projet portant à la fois sur l'intérêt général de l'opération et la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Montpellier avec le projet.

Cette enquête publique s'est déroulée pendant 32 jours consécutifs du mardi 7 janvier au vendredi 7 février 2014 inclus.

Le rapport du commissaire enquêteur, M. Frédéric SZCZOT, établi en date du 6 mars 2014, conclut par un avis favorable sur ce dossier.

Ce rapport du commissaire enquêteur a été transmis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ainsi qu'à la ville de Montpellier par courrier daté du 7 mars 2014 et reçu le 12 mars 2014.

Au vu des résultats de l'enquête publique du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur il n'y a pas eu lieu d'apporter de modification au projet.

Conformément aux dispositions de l'article L. 123-14 code de l'urbanisme, la déclaration de projet doit intervenir au terme de la procédure de mise en compatibilité du PLU prévue par l'article L. 123-14-2 du code de l'urbanisme.

Dans ce cadre, conformément aux dispositions de l'article R123-23-3 du code de l'urbanisme la Communauté d'Agglomération a sollicité Monsieur le Préfet en vue de l'approbation de la mise en compatibilité du PLU de Montpellier, compte tenu du délai de deux mois écoulé depuis la communication de l'avis du commissaire enquêteur.

Par arrêté n°2014-01-1269 du 16 juillet 2014 Monsieur le Préfet a approuvé la mise en compatibilité du PLU avec le projet.

Aussi, conformément aux dispositions de l'article L.123-14 du code de l'urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est amenée à se prononcer sur l'intérêt général de cette opération telle que décrite dans le dossier soumis à enquête (voir annexes à la présente délibération).

Par ailleurs, en application des dispositions prévues par les articles R.123-24 et R. 123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs, elle fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de l'agglomération et en mairie de Montpellier et mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Le dossier peut être consulté au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prononcer par la présente déclaration l'intérêt général du projet d'opération d'aménagement de la ZAC OZ1 en prenant en considération notamment l'objet de cette opération, son étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale de l'Etat sur cette étude, les avis émis sur le dossier, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur,
- dire qu'il n'y a pas lieu de modifier le projet au vu notamment des avis émis sur le dossier, du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur,
- dire que cette délibération fera l'objet des mesures de publicité prévues ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre). Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

Madame JANNIN

Si vous le permettez, je propose d'aborder les quatre délibérations suivantes de manière groupée puisqu'elles traitent du projet de la gare et du projet OZ qui sont liés. Et je me permettrai de faire un historique sur le secteur.

Le secteur de la Mogère situé sur les communes de Montpellier et de Lattes est traversé par les deux grandes infrastructures jumelées que sont l'autoroute A9 déplacée et le contournement ferré Nîmes-Montpellier appelé CNM. Il constitue aussi et surtout le site d'accueil de la future gare Montpellier Sud de France. De ce fait, le SCOT a identifié ce secteur comme un site stratégique en termes d'aménagement du territoire et à ce titre, son aménagement relève bien de la compétence de l'agglomération. Celle-ci est directement impliquée dans la réalisation de ces équipements majeurs puisqu'elle s'est engagée à participer à près de 100 millions d'euros à la réalisation du CNM, des gares nouvelles de Montpellier et de Nîmes, ainsi qu'à la desserte et à la viabilité de la gare Montpellier Sud de France à travers l'aménagement du secteur. Au total, ce sont près de 2 milliards d'euros qu'investissent l'Europe, l'État, la Région Languedoc-Roussillon, le conseil général du Gard et les communautés d'agglomération de Montpellier et Nîmes métropole sur ces deux lignes, CNM et voie ferrée historique et sur les deux gares nouvelles.

Monsieur le Président

Je vous interromps, Madame Jannin. J'avais lu dans un article que je disais des bêtises en prononçant 2 milliards d'euros.

Madame JANNIN

Non, c'est bien ça, je vous le confirme.

Monsieur le Président

C'est-à-dire que si nous étions revenu sur le partenariat public/privé, dans le cadre du financement du CNM, de la gare de la Mogère pour Montpellier et de la gare de Manduel pour Nîmes, cela faisait capoter l'ensemble du dispositif. Et le dispositif coûte 2 milliards d'euros.

Madame JANNIN

Dans ce contexte, la communauté d'agglomération de Montpellier a réalisé, sur le secteur de la Mogère, plusieurs études urbaines destinées à définir sa vocation et à engager des procédures d'urbanisme et d'aménagement dont la création d'une première ZAC dite ZAC OZ 1 et la mise en enquête publique d'un dossier préalable à déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de la ville de Montpellier et a contracté une concession d'aménagement avec la SAAM. Ce projet urbain a toutefois été élaboré dans la perspective d'une mise en service de la gare dès 2017, concomitamment à la mise en exploitation de l'autoroute déplacée et du CNM, sur des hypothèses de fréquentation que RFF a pourtant remis en cause ces derniers mois. La fréquentation de la gare Montpellier Sud de France est en effet étroitement dépendante à la fois de la mise en service de la gare de Nîmes Manduel, mais aussi de la future ligne nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) qui prolongera le CNM vers Barcelone.

Constatant que la réalisation de la LNMP et de la gare de Nîmes Manduel dérapaient dans le temps, le Président d'agglomération s'est étonné auprès de l'État et de RFF des graves incohérences qui pouvaient en résulter au regard de l'importance des investissements engagés sur le CNM et sur la gare Montpellier Sud de France, près de 2 milliards d'euros, pour une fréquentation finalement réduite à quelques trains par jour à sa mise en service en 2017. Depuis, le Ministre chargé des Transports a écrit à Monsieur le Préfet par courrier du 16 juin 2014 en confirmant la position européenne, à savoir, je cite « que la LNMP, achevant l'arc languedocien à grande vitesse entre les lignes nouvelles Perpignan-Figueras à l'Ouest et le contournement de Nîmes et Montpellier à l'Est, constitue le chaînon manquant indispensable aux échelles régionales, nationales et européennes ». Il a également précisé avoir demandé à RFF de lui proposer un tracé définitif de la ligne à la fin de l'année 2015. Une fois ce tracé proposé, il retient l'objectif d'un lancement de l'enquête publique d'ici la fin 2016.

Suite à la demande du Président de la communauté d'agglomération de Montpellier, le Président de RFF a par ailleurs confirmé la possibilité de livrer la gare de Nîmes Manduel à l'horizon 2020. Nous pouvons donc nous féliciter de l'intervention effectuée par notre Président. Malgré tout, le Président de RFF a précisé que la réalisation de la gare de Montpellier ne peut plus être décalée à la même échéance 2020, sauf à générer des surcoûts inacceptables compte tenu des engagements contractuels pris antérieurement pour une livraison de cette gare en 2017, dans le cadre des conventions de cofinancement, de réalisation du CNM, des deux gares nouvelles et du contrat de partenariat que RFF a signé avec Oc'via pour le CNM. Dans ce contexte, l'agglomération n'a d'autre choix que de respecter ses engagements au risque de se voir imputer les 2 milliards d'investissements. Toutefois, ceux-ci doivent être adaptés aux seuls besoins de la gare à livrer en 2017 dans l'attente de la montée en puissance de sa fréquentation. C'est ainsi que la mise en œuvre du projet OZ ne se justifie plus à l'échéance 2017.

En revanche, il convient d'assurer les conditions de desserte et de viabilité de la gare, toutefois sans préjuger des aménagements futurs. Il convient également de s'assurer de la réalisation de mesures conservatoires sans lesquelles les aménagements ultérieurs seraient beaucoup plus coûteux pour notre agglomération en ayant recours à tous les financements disponibles, notamment les mesures d'accompagnement dues par les maîtres d'ouvrage des deux infrastructures et le contrat de plan État/Région 2014-2020. Il s'agit par exemple du franchissement des deux infrastructures suivant des modalités compatibles avec le développement futur, la mise en cohérence des dispositifs hydrauliques, de la mutualisation des aménagements paysagers aux abords du monument historique et site classé de la Mogère, des dispositifs de protection acoustique, etc., comme nous pouvons les voir sur cette image. Notamment les protections acoustiques et hydrauliques des populations de ce secteur comme de ceux qui l'environnent constituent en effet un objectif essentiel à atteindre immédiatement.

La mise en œuvre de ce double objectif, respecter les engagements pris par l'agglomération sur la gare et réaliser les mesures conservatoires nécessaires en optimisant leur cofinancement obligent à finaliser les procédures engagées sur la ZAC OZ 1 pour bénéficier d'un cadre d'intervention juridiquement satisfaisant : déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la ville de Montpellier et approbation du dossier de réalisation de la ZAC OZ 1.

Concernant les constructions. La réalisation du projet urbain initial se limitera à la pièce urbaine formant une enveloppe acoustique autour des deux infrastructures rapprochées afin de juguler leur impact cumulé par la création d'immeubles-écrans accueillant des activités en vitrine sur des grands axes de communication. Nous nous devons en effet de protéger les populations existantes, et ce, dès la mise en service de la gare. Au-delà, le projet OZ sera totalement remis à plat afin de redéfinir le projet d'aménagement du secteur de la Mogère en phase avec la montée en puissance de la gare et en cohérence avec les nécessaires évolutions issues des réflexions à mener sur le projet de territoire dans le cadre de la révision du SCOT de l'agglomération dont les études d'ores et déjà engagées.

C'est donc dans ce contexte ainsi recadré qu'il vous est proposé d'adopter les 4 délibérations suivantes :

- Déclaration de projet sur l'intérêt général de l'opération d'aménagement et mise en comptabilité du PLU
- Délibération d'approbation du dossier de réalisation de la ZAC OZ 1 et de son programme des équipements publics
- Réalisation d'une acquisition foncière sur le secteur
- CRAC sur OZ, Montpellier nature urbaine

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame Jannin, pour l'exposé très complet et très précis sur l'ensemble de ces dossiers. La lettre que j'ai envoyée, et qui a été relayée très largement par le Préfet que je remercie, au Ministre des Transports a porté ses fruits parce que le Ministre a répondu à Monsieur le Préfet que l'ensemble des délais, entre la création de la gare de Manduel, la création de la gare de la Mogère, la réalisation du CNM et la mise en perspective du tronçon Montpellier-Perpignan, allaient se raccourcir dans le temps. Et en se raccourcissant dans le temps, ils rendent viable de façon très importante le projet global. Imaginez que l'on ait construit la gare de la Mogère et qu'il n'y ait eu que trois trains par jour pendant 15 ans. Ce n'était pas viable et il fallait densifier le quartier OZ de façon incroyable pour justifier la gare, parce que les infrastructures de la gare, il faut bien les payer. Le pont de la dalle, c'est une dalle-pont

sur les voies, le pont fait partie de la négociation avec l'État et la Région, mais le reste de la gare, RFF y participe, mais l'agglomération aussi. Il faut donc financer toutes les infrastructures qui vont avec. En raccourcissant les délais de création de la gare de Manduel et de la gare de la Mogère, du CNM et en mettant en perspective le tronçon Montpellier-Perpignan, dont l'enquête publique est prévue pour 2016 alors que certains chiffres faisaient aboutir la fin des travaux en 2035 - je l'ai lu dans des articles - nous n'en sommes plus là aujourd'hui. Nous sommes désormais dans les années 2020-2022. Nous remercions le Ministre des Transports parce qu'il a écouté et répondu au Préfet. Je remercie également le Préfet parce qu'il a relayé très fortement la demande que j'avais formulée.

Donc, je simplifie, le quartier ODE ne bouge pas, on le conserve. Le quartier OZ, on le réduit, on réduit son impact en conservant les zones utiles pour les communes voisines de Montpellier, sur lesquelles il y a des engagements. Et puis, nous allons le changer de nom le quartier OZ, nous allons l'appeler autrement. ODE, on le garde et OZ, on le change. Voilà, pour traiter en termes moins urbanistiques que ceux de Madame Jannin afin d'arriver à l'essentiel. Le débat est ouvert. Qui demande la parole. Monsieur Meunier.

Monsieur MEUNIER

Monsieur le Président et maire de Montpellier. OZ est sur nos deux communes, il est évident que je me dois de donner un avis également. Je remercie de l'excellence du rapport de Stéphanie Jannin qui a bien expliqué dans quelle situation nous avons dû adapter le projet OZ, vis-à-vis de vos engagements électoraux sur Montpellier et tout ce qui se fait au Nord de la gare, c'est sur Montpellier à peu près et tout ce qui est au Sud, c'est sur Lattes. Donc, sur la partie montpelliéraine, vous avez capacité à décider de quelle manière vous voulez traiter l'aménagement entre Odysseum et la gare.

Sur le Sud, ma problématique n'était pas du tout la même parce que nous, nous avons un quartier habité avec, à 275 m, le TGV et l'autoroute qui arrivent. Ça peut paraître une opportunité extraordinaire, mais en matière de bruit, là pour peu, je n'entendais plus la techno.

Nous sommes habitués à Lattes à gérer les contraintes d'intérêts généraux, nous ne sommes pas une commune, nous sommes un territoire d'intérêt général. Donc, merci d'avoir tout de suite enclenché, à ma demande, les réflexions. Puisqu'il est évidemment incontournable de faire l'aménagement des bâtiments de protection, ce que l'on appelle « les baignoires ». Après, dans la discussion, nous allons regarder entre les deux communes sous le travail que nous faisons au sein de l'agglomération et de la métropole demain matin, ce que l'on fait des deux parties. Et à mon avis, nous serons mutuellement intéressés par la vision que l'on peut en avoir pour respecter un maximum les grandes orientations. Je rappelle quand même que l'une des grandes orientations était de laisser la part belle à la nature et de ne pas faire une gare ultra urbaine, mais une gare et un quartier-gare dans lequel on ait la capacité de donner une belle image de Montpellier aux gens qui s'y arrêteront et qui traverseront également. Parce que quand on traverse, on regarde par la vitre du train ce que l'on peut voir. Donc, à nous d'être intelligents pour faire quelque chose de cohérent. Mais je n'ai aucun doute sur la question.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Meunier. Bien sûr, il faut faire une gare qui respecte la nature urbaine, qui respecte l'environnement, qui soit intégrée dans l'environnement, mais il faut aussi faire une gare qui fonctionne, qui ne soit pas en rase campagne. Il faut donc qu'elle soit reliée à tout le dispositif ferroviaire. C'est aussi l'un des axes de discussion avec la Région Languedoc-Roussillon. Tout cela fait partie d'un pack complet que nous sommes en train de discuter avec la Région et son Président. Et je voudrai remercier Madame Jannin pour l'excellence de son travail. Monsieur Moure.

Monsieur MOURE

Quelques précisions supplémentaires ou complémentaires à ce qui a déjà été dit. Vous l'avez évoqué avec ODE, ODE c'est à peu près l'équivalent en timing de ce qu'a représenté Antigone, c'est-à-dire 20 ans de réalisation. OZ, il n'a jamais été dit qu'entre 2017 et 2020, l'ensemble de ce qui était prévu allait être terminé. OZ, c'est à peu près le même timing, entre 10, 15 et peut-être 20 ans. Alors, c'est vrai qu'il y a les éléments de dernières perturbations qui étaient liés à la ligne Montpellier-Perpignan qui se sont arrangés. Les aménagements avec l'État concernant les couvertures de la gare, c'était quand même prévu.

Monsieur le Président

Ils ne se sont pas arrangés tout seuls, Monsieur Moure.

Monsieur MOURE

Oui, mais beaucoup y ont contribué.

Monsieur le Président

Mais la lettre au Préfet et la lettre au ministre des Transports et la réponse du ministre des Transports et du Préfet, c'est moi qui l'ai signé quand même. Et le Préfet a été très correct.

Monsieur MOURE

Monsieur le Préfet est très correct depuis le début dans ce dossier. Mais le point d'accélération, c'est l'avis de la Commission européenne disant qu'elle ne finançait que les liaisons transfrontalières. Cela est intervenu il y a environ deux ans. Mais c'est vrai que vous avez appuyé et c'est bien.

Ensuite, ce que je voulais dire c'est que garder le noyau dur d'OZ, c'est indispensable effectivement. Avec ce qu'appelle Cyril la baignoire, c'est-à-dire la forme un peu architecturale qui permet de contenir les éléments liés au bruit par rapport au positionnement de la gare et le passage des trains. Disons quand même qu'il faut resituer ce dossier en dimension. C'était 350 hectares dont 200 dédiés à la nature, dont seuls 150 hectares concernaient l'aménagement, qu'il soit lié à des bureaux, à des activités commerciales ou des activités de services. Je note donc qu'effectivement, vous gardez le noyau dur, mais n'empêche que le positionnement stratégique de cette gare qui n'est ni une gare betterave, ni une gare vraiment en position très dense au point de vue centralité, nous ne pourrions pas faire l'économie d'avoir une réflexion de moyen terme. C'est-à-dire au-delà de 2017-2020, parce que Manduel a toujours été prévu en 2020, même s'il a un fallu accélérer la réflexion des Gardons par rapport à ça. Mais ensuite, il y a 10 à 15 ans d'aménagements lissés à prévoir, dans le même style que ODE. Ceci est la condition sine qua non pour que des investisseurs amènent un plus sur les services aux citoyens s'implantant sur Montpellier. Le tout en binôme parfait avec la gare Saint-Roch qui à terme accueillera les TER et la gare Sud de France accueillant les TGV.

Monsieur le Président

Pour revenir au nombre d'hectares, nous sommes passés de 150 hectares d'urbanisation, comme vous venez de le dire, à 30 hectares. Donc, vous voyez que la réduction d'OZ est conséquente. C'était d'ailleurs le souhait qu'avait exprimé Max Lévi à plusieurs reprises en conseil d'agglomération l'an passé et que nous avons proposé aux Montpelliérains pendant la campagne, avec d'autres maires favorables à cela et en particulier aux Verts.

Y a-t-il d'autres interventions ? Je mets aux voix l'affaire 110.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre). Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°111 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – SECTEUR DE LA MOGÈRE - DOSSIER DE RÉALISATION DE LA ZAC ET PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Situé sur le territoire des villes de Montpellier et Lattes, entre l'autoroute A9 et le quartier de Boirargues, le site de la Mogère, dénommé « Méjanelle-Pont Trinquat » par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'Agglomération de Montpellier, va accueillir la gare nouvelle dite Montpellier Sud de France, projet lié à la réalisation de la ligne ferroviaire à grande vitesse « Contournement Nîmes Montpellier » (CNM).

Ce site fait partie des onze sites stratégiques d'enjeu communautaire identifiés au SCOT de l'agglomération de Montpellier approuvé par délibération n°6863 du 17 février 2006 ; il est également inclus dans le territoire de l'Ecocité Montpelliéraine, retenu par l'Etat, la Caisse des dépôts et Consignations et l'ADEME, au titre de la démarche nationale Ecocité de développement durable innovant, exemplaire et « duplicable ».

Par délibération n°11823 du 24 septembre 2013, le conseil communautaire a approuvé la réalisation du projet urbain dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble, dénommée « OZ Montpellier Nature Urbaine », son périmètre et son programme et a décidé d'en confier la réalisation à la SAAM dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Pour accompagner la mise en service, dès 2017, de la ligne Grande Vitesse (CNM) et de la gare *Montpellier Sud de France* d'une part, de l'autoroute A9 déplacée d'autre part, la communauté d'agglomération a souhaité la mise en œuvre, dans le cadre du projet urbain d'ensemble, d'une première opération dans un cadre maîtrisé sous forme d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) au sens des dispositions L.311-1 et suivants du code de l'urbanisme autour de la future gare Montpellier Sud de France.

Il s'agit de permettre la desserte (viaire et réseaux) de la gare nouvelle et de son environnement futur en traduisant la volonté de mettre en œuvre les principes du SCoT et du Plan de Déplacement Urbain (PDU) de l'agglomération montpelliéraine, relatifs à la localisation des polarités urbaines majeures de la métropole de demain autour des principaux pôles d'échanges structurant la desserte du territoire.

Par délibération n° 11928 du 29 octobre 2013, à l'issue de la concertation avec le public et de la mise à disposition de l'étude d'impact avec avis de l'autorité environnementale, le Conseil de Communauté a approuvé le dossier de création de la ZAC OZ 1 autour de la future gare TGV.

Cette ZAC est intégralement située sur le territoire de la Commune de Montpellier.

Elle couvre une superficie de 60 ha, dont 30 ha environ en urbanisation nouvelle, selon le périmètre défini par la délibération n°11928 du 29 octobre 2013 créant la ZAC.

Son périmètre recouvre exclusivement des secteurs de la zone AU0 du PLU de la ville de Montpellier, dont l'urbanisation est bloquée, qu'il est donc nécessaire de faire évoluer en compatibilité avec le projet.

Pour procéder à cette évolution, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a engagé la mise en compatibilité du PLU par déclaration de projet, sans Déclaration d'Utilité Publique, dans le cadre notamment des dispositions des articles L. 300-6, L. 123-14, L. 123-14-2 et R. 123-23-3 du Code de l'Urbanisme.

Par délibération de ce même conseil, le conseil de communauté s'est prononcé, par déclaration de projet, sur l'intérêt général de cette opération d'aménagement.

Afin de passer en phase opérationnelle, il convient, conformément à l'article R 311-7 du Code de l'urbanisme, d'approuver le dossier de réalisation de la ZAC.

Le dossier de réalisation porte sur :

- le projet de programme d'équipements publics à réaliser,
- le projet de programme global de constructions à réaliser,
- les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement échelonnées dans le temps.

Le descriptif du programme global de constructions et du programme d'équipements à réaliser avec leurs modalités de financement échelonnées dans le temps sont détaillés dans le dossier de réalisation joint en annexe.

L'ensemble des éléments du projet, notamment le programme, ayant été intégrés à l'étude d'impact telle que figurant au dossier de création de la ZAC approuvé par délibération n°11928 du 29 octobre 2013 et ayant fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale en date du 4 octobre 2013, il n'y a pas eu de compléments apportés à cette étude d'impact

En ce qui concerne le projet de programme des équipements publics :

Les équipements programmés relèvent, dans l'ensemble, de la compétence de la communauté d'agglomération et seront réalisés par l'aménageur dans le cadre de la concession d'aménagement.

Le projet de programme d'équipements publics comprend l'ensemble des voiries et réseaux divers et aménagements permettant d'assurer la desserte et la qualité du nouveau quartier :

- l'ensemble des travaux de viabilisation à réaliser dans le cadre de la ZAC OZ1 : voiries (y compris voiries provisoires), places publiques, stationnements, aménagements cyclables, trottoirs, éclairage public ; les réseaux publics divers, dont eau potable, assainissement des eaux usées, électricité et postes de transformations, réseau de télécommunication et Nœud de Raccordement Optique (NRO) chauffage urbain ; les travaux préparatoires et préalables les travaux spécifiques (raccordement aux réseaux extérieurs) et les travaux de reprise inhérents à ce type d'opération d'aménagement, y compris ceux extérieurs à l'opération mais qui lui sont nécessaires,
- l'ensemble des travaux d'aménagement paysager, espaces verts et plantations dont les aménagements du parc du Nègue Cats Nord,
- l'ensemble des aménagements hydrauliques, destinés à assurer la compensation réglementaire des aménagements réalisés, diminuer le risque inondation sur les zones exposées existantes et réduire la pollution diffuse dans le milieu naturel dont la majorité se situent dans le parc du Nègue-Cats ; pour des raisons gravitaires certains aménagements se situent hors du périmètre de la ZAC OZ1 dont elles en constituent des équipements publics connexes

Le programme des équipements publics comprend des aménagements structurants, réalisés dans une logique opérationnelle d'ensemble pour répondre aux besoins des futurs habitants et usagers de cette opération mais également aux opérations d'aménagements successives qui se réaliseront dans le cadre de la concession d'aménagement de l'opération d'ensemble.

En ce qui concerne le programme global de construction :

- la surface de plancher prévisionnelle est de 400 000 m²

En ce qui concerne les modalités prévisionnelles de financement :

- les modalités prévisionnelles de financement de la ZAC, qui est intégrée dans la concession d'aménagement de l'opération d'ensemble OZ Montpellier Nature Urbaine confiée à la SAAM, prévoient des dépenses et des recettes, échelonnées dans le temps, et qui s'équilibrent.

Le coût prévisionnel global de l'ensemble de la ZAC, toutes indemnités comprises s'élève en recettes et en dépenses à environ 105 209 000 € HT.

Le coût des travaux d'aménagement est estimé à 56 535 000 € HT. Il comprend notamment le coût des voies, des places de stationnements publics, des réseaux publics intérieurs à la zone et des espaces verts correspondant aux besoins des futurs habitants et usagers de la zone.

Une participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux équipements publics dont l'usage et la vocation dépasse les besoins des habitants et usagers futurs de la ZAC OZ 1 est prévue ; elle est estimée à 5 279 000 € HT.

Des participations des opérations d'aménagement futures, réalisées dans le cadre de la concession d'aménagement de l'opération d'ensemble, sont prévues à hauteur de 4 315 000 € HT.

Des fonds de concours pour des équipements nécessaires à la ZAC mais réalisés hors concession d'aménagement sont prévus ; leur montant est estimé 9 032 000 € HT.

La participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) s'appliquera à la ZAC, son montant résiduel sera calculé en déduction du montant des travaux d'assainissement à réaliser à l'intérieur du périmètre de la ZAC.

Il est proposé au Conseil de Communauté d'approuver le dossier de réalisation et le programme des équipements publics de la ZAC OZ 1

Conformément aux dispositions des articles R.311-9 et R.311-5 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité requises.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de réalisation de la ZAC OZ 1,
- approuver le programme des équipements publics susvisé,
- dire que ledit dossier de réalisation sera tenu à la disposition du public à l'hôtel d'Agglomération à Montpellier aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public,
- dire que la présente délibération fera l'objet de l'affichage et des mesures de publicité requises,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre). Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°112 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – COMMUNE DE MONTPELLIER - ZAD PONT TRINQUAT MÉJANELLE - CONSTITUTION D'UNE RÉSERVE FONCIÈRE - ACQUISITION DE LA PROPRIÉTÉ CADASTRÉE SR 14, 16, 17, 18 ET 20 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Par délibération en date du 28 juin 2012, le Conseil de Communauté a autorisé le lancement des procédures de Déclaration d'Utilité Publique et enquête parcellaire pour la constitution d'une réserve foncière sur l'ensemble des parcelles des Communes de Lattes et de Montpellier délimitant le futur quartier gare TGV et représentant une superficie d'environ 50 hectares.

Un arrêté déclarant la constitution de cette réserve foncière d'Utilité Publique (DUP) et rendant ces parcelles cessibles au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été pris par Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault le 14 juin 2013.

Les parcelles cadastrées SR n°14, 16, 17, 18 et 20, d'une surface totale de 23 416 m², situées lieudits Le Tilleul à Montpellier, classées en zones AU0-5 et A au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier et appartenant aux consorts VIEU, ont été déclarées cessibles.

Après négociations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les consorts VIEU ont abouti à un accord qui prévoit les dispositions suivantes :

- l'acquisition par la Communauté d'Agglomération de Montpellier des terrains classés en zone AU0-5 du PLU (zone d'urbanisation future) à la valeur maximale fixée par France Domaine, soit 30 €/m² de terrain
- l'acquisition par la Communauté d'Agglomération de Montpellier des terrains classés en zone A du PLU (agricole) à 12 €/m² de terrain, soit une valeur supérieure à celle estimée par France Domaine, mais conforme aux références des prix des transactions constatées antérieurement sur ce site et sur d'autres secteurs montpelliérains présentant des configurations similaires (zones A bénéficiant d'une situation qualifiée de « privilégiée » par le Juge de l'Expropriation, compte tenu de leur positionnement géographique urbain dans la commune centre de l'agglomération).

Le montant total de l'acquisition est de 411 752,20 €.

Il se décompose comme suit :

- 379 272 € au titre de l'acquisition des terrains (Indemnité principale) ;
- 32 480,20 € d'indemnité de remploi dans le cadre de la DUP.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'acquisition de la propriété de l'Indivision VIEU, cadastrée SR 14, 16, 17, 18, 20 d'une superficie totale de 23 416 m², située lieudit Le Tilleul à Montpellier, aux conditions de la promesse de vente ci-annexée et au prix de 411 752,20 euros toutes indemnités confondues, frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 908 du budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la promesse de vente, l'acte de vente et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°113 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – SECTEUR DE LA MOGÈRE - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT OZ MONTPELLIER NATURE URBAINE - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°2 À LA CONCESSION - CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE - AVENANT N°1 À LA CONVENTION - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Le secteur de la Mogère, situé sur les Communes de Montpellier et de Lattes, est traversé par les deux grandes infrastructures « jumelées » que sont l'autoroute A9 déplacée et le contournement ferré Nîmes-Montpellier (CNM) et constitue aussi et surtout le site d'accueil de la future gare nouvelle *Montpellier Sud de France*.

De ce fait, le SCoT a identifié ce secteur comme un site stratégique en termes d'aménagement du territoire. A ce titre, son aménagement relève de la compétence de l'Agglomération.

Celle-ci est directement impliquée dans la réalisation de ces équipements majeurs, puisqu'elle s'est engagée à participer à près de 100 M€ à la réalisation du CNM, des gares nouvelles de Montpellier et de Nîmes, ainsi qu'à la desserte et à la viabilité de la gare *Montpellier Sud de France* à travers l'aménagement du secteur. Au total, rappelons que se sont près de 2 000 M€ qu'investissent l'Europe, l'Etat, la Région Languedoc-Roussillon, le Conseil général du Gard et les Communautés d'Agglomération de Montpellier et Nîmes-Métropole sur le doublet de lignes (CNM et voie ferrée historique) et sur les deux gares nouvelles.

Dans ce contexte, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé sur le secteur de la Mogère plusieurs études urbaines destinées à définir sa vocation, a engagé des procédures d'urbanisme et d'aménagement, dont la création d'une 1^{ère} ZAC, dite ZAC Oz 1, et la mise en enquête publique d'un dossier préalable à déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier et a contracté une concession d'aménagement avec la SAAM.

Ce projet urbain a toutefois été élaboré dans la perspective d'une mise en service de la gare dès 2017, concomitamment à la mise en exploitation de l'autoroute déplacée et du CNM, sur des hypothèses de fréquentation que RFF a toutefois remis en cause ces derniers mois.

La fréquentation de la gare *Montpellier Sud de France* est en effet étroitement dépendante :

- de la mise en service de la gare de Nîmes-Manduel, qui permettra à une partie des trains voyageurs desservant Nîmes de basculer sur la ligne nouvelle, libérant ainsi 30 % de sillons supplémentaires sur la ligne historique en heure de pointe pour accueillir les trains régionaux (TR),
- et de la future ligne nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP), qui prolongera le CNM vers Barcelone.

Constatant que la réalisation de la LNMP et de la gare de Nîmes-Manduel se décalait dans le temps, le Président de l'Agglomération a interpellé l'Etat et RFF, sur les graves incohérences qui pouvaient en résulter, au regard de l'importance des investissements engagés sur le CNM et sur la gare *Montpellier Sud de France* (près de 2 000 M€), pour une fréquentation réduite à quelques trains par jour à sa mise en service en 2017.

En réponse, Monsieur le Secrétaire d'Etat chargé des Transports a adressé le 16 juin 2014 un courrier à Monsieur le Préfet, qui confirme les engagements de l'Etat en conformité avec la position européenne, à savoir que « *la LNMP, achevant l'arc languedocien à grande vitesse entre les lignes nouvelles Perpignan-Figueras à l'Ouest et le contournement de Nîmes et de Montpellier à l'Est, constitue le chaînon manquant indispensable aux échelles régionale, nationale et européenne* » ; il indique en outre avoir demandé à RFF de lui « *proposer un tracé définitif de la ligne à la fin de l'année 2015. Une fois ce tracé proposé [il retient] l'objectif d'un lancement de l'enquête publique d'ici la fin 2016* ».

À la demande du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Président de RFF a par ailleurs confirmé la possibilité de livrer la gare de Nîmes-Manduel à l'horizon 2020.

Les conditions sont donc réunies pour qu'à cette échéance, le territoire métropolitain de Montpellier dans son ensemble dispose d'une connexion optimum à l'échelle sud européenne et que la gare *Montpellier Sud de France* bénéficie d'une fréquentation à la hauteur des investissements engagés.

Cependant, le Président de RFF a également précisé que la réalisation de la gare de Montpellier ne pouvait plus être décalée à la même échéance (2020), sauf à générer des surcoûts inacceptables, compte tenu des engagements contractuels pris antérieurement pour une livraison de cette gare en 2017, dans le cadre des conventions de cofinancement et de réalisation du CNM et des deux gares nouvelles et surtout du contrat de partenariat que RFF a signé avec Oc'Via pour le CNM.

Dans ce contexte, l'Agglomération n'a d'autres choix que de respecter ses engagements pour assurer la desserte et la viabilité de la gare à livrer en 2017.

Toutefois, ceux-ci doivent être adaptés aux seuls besoins de la gare à cet horizon, dans l'attente de la montée en puissance de sa fréquentation à partir de 2020 sans que ces éléments de desserte ne préjugent des aménagements futurs.

La mise en œuvre du projet Oz ne se justifie donc plus à l'échéance de 2017.

Par ailleurs, il convient également de s'assurer de la réalisation de mesures conservatoires sans lesquelles les aménagements ultérieurs seraient beaucoup plus coûteux pour notre Agglomération (notamment s'il faut les réaliser après la mise en services des deux infrastructures), en ayant recours à tous les financements disponibles, notamment les mesures d'accompagnements dues par les maîtres d'ouvrages des deux infrastructures et le contrat de plan Etat-

Région (CPER) 2014-2020.

Dans cette perspective, le Président de la Communauté d'Agglomération a obtenu que l'Etat participe au financement d'ouvrages indispensables à la sauvegarde des intérêts du territoire, notamment le franchissement du plan de voies du CNM et le franchissement de l'autoroute déplacée au droit de la gare, à hauteur de 50 %, dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région (CPER) 2014-2020.

De même, l'Etat s'est engagé à appuyer les demandes de l'Agglomération vis-à-vis des maîtres d'ouvrages des deux grandes infrastructures, ASF et Oc'Via, pour renforcer les dispositifs de protection acoustique, la mise en cohérence des dispositifs hydrauliques, la mutualisation des aménagements paysagers aux abords du monument historique et site classé de la Mogère...

Il convient notamment de souligner ici que les protections acoustiques et hydrauliques des populations des quartiers environnants, constituent un objectif essentiel auquel la Communauté d'Agglomération de Montpellier est tout particulièrement attachée.

La mise en œuvre de ce double objectif (respecter les engagements pris par l'Agglomération sur la gare et réaliser les mesures conservatoires nécessaires en mobilisant des cofinancements), oblige à finaliser les procédures engagées sur la ZAC Oz 1, pour bénéficier d'un cadre d'intervention juridiquement satisfaisant. Cela nécessite d'approuver :

- ☐ la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier ;
- ☐ et le dossier de réalisation de la ZAC Oz 1.

Concernant les constructions, la réalisation du projet urbain initial se limitera à la « pièce urbaine » formant une « enveloppe acoustique » autour des deux infrastructures rapprochées, afin de juguler leurs impacts cumulés par la création d'immeubles-écran accueillant des activités en vitrine sur les grands axes de communication.

Au-delà, le projet Oz sera remis à plat, afin de redéfinir le projet d'aménagement du secteur de la Mogère, en phase avec la montée en puissance de la gare et en cohérence avec les réflexions à mener sur le projet de territoire dans le cadre de la révision du SCoT de l'Agglomération dont les études sont d'ores et déjà engagées.

Il convient de prendre en considération l'ensemble des évolutions du projet dans le cadre du Compte Rendu Annuel à la Collectivité.

En effet, par délibération du 24 septembre 2013, le Conseil communautaire a confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), la réalisation de l'opération d'aménagement d'ensemble "OZ Montpellier Nature Urbaine" sur les Communes de Montpellier et de Lattes dans le cadre d'une concession d'aménagement d'une durée de 25 ans. Cette concession a fait l'objet d'un avenant n°1, approuvé par délibération du 6 février 2014 du Conseil communautaire, pour intégrer la réalisation d'un hôtel d'entreprises totem du pôle numérique de l'Agglomération.

L'année 2013 a été consacrée à la finalisation des études préalables et l'engagement des études pré-opérationnelles pour un montant de 192 000 €.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération est actualisé pour intégrer la décision de suspendre le projet d'aménagement afin de le revisiter, selon les modalités suivantes :

- limitation des travaux dans un premier temps à la desserte et à la viabilité de la gare *Montpellier Sud de France* et aux mesures conservatoires qui accompagnent la réalisation concomitante pour une livraison en 2017, des grandes infrastructures que sont l'autoroute A9 déplacée et le Contournement ferré Nîmes-Montpellier (CNM) et de la gare à horizon 2017,
- couverture des dépenses d'ingénieries engagées et celles à engager, en lien avec ces travaux,
- réalisation des aménagements et de la commercialisation en phase avec la montée en puissance de la future gare, suivant un projet urbain à revisiter ultérieurement.

Le bilan financier prévisionnel s'établit à 260 643 000 € H.T. en charges et produits.

Les produits proviennent des recettes de ventes des terrains viabilisés et des droits et participations de la Communauté d'Agglomération.

En lien avec le décalage de l'opération, un relais de trésorerie complémentaire, sous forme d'avance remboursable de la Communauté d'Agglomération à l'opération d'un montant de 1 500 000 €, est requis en 2014, et fait donc l'objet d'un avenant n° 1 à la convention d'avance de trésorerie.

Le programme prévisionnel des travaux s'élève à 137 530 000 € H.T. La rémunération totale prévisionnelle de l'aménageur s'élève à 25 240 000 € H.T.

Une participation pour les équipements primaires réalisés par l'aménageur doit être versée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier ; son montant est porté à 6 081 000 € HT, soit une hausse de 3 054 000 € H.T. liée au décalage dans le temps entre les travaux de viabilité de la gare à réaliser à l'échéance 2017 et l'aménagement du secteur à partir de l'horizon 2020, dont :

- 2 083 000 € H.T. en 2015,
- et 492 000 € H.T. en 2016,

pour les travaux liés à la desserte et la viabilité de la gare et aux mesures conservatoires qui accompagnent la réalisation des grandes infrastructures.

Cette évolution fait l'objet d'un avenant au traité de concession.

A contrario, le montant du fonds de concours, à verser par l'aménageur à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour les équipements primaires réalisés par cette dernière, est augmenté pour être porté à

14 920 000 € H.T.

Par ailleurs la SAAM a sollicité fin 2013 un nouvel échancier de la rémunération forfaitaire prévue au titre de la concession, ce nouvel échancier ne modifiant pas le total de la rémunération telle que figurant au traité de concession.

Cette situation doit être régularisée par avenant au traité de concession annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération d'aménagement OZ Montpellier Nature Urbaine, présenté par la SAAM pour l'exercice 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés de l'opération d'aménagement, présenté par la SAAM pour l'exercice 2013,
- approuver l'avenant n°2 à la concession d'aménagement relatif à l'échancier de la rémunération forfaitaire et à la réévaluation de la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- approuver l'avenant n° 1 à la convention d'avance de trésorerie et tout document relatif à cette affaire,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°114 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MANDAT POUR LA RÉALISATION DE L'UNITÉ DE MÉTHANISATION AMÉTYST - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°5729 du 26 février 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a autorisé la signature de la convention de mandat avec la SERM pour l'étude et la réalisation de l'unité de méthanisation de Montpellier. Dans ce cadre, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu annuel détaillant l'avancement de l'opération, le montant des dépenses arrêté au 31 décembre 2013 et le bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Au titre de l'avancement de l'opération, il convient de rappeler que la décision du maître de l'ouvrage relative à la levée des réserves a été établie le 17 octobre 2012 et notifiée au groupement constructeur le 25 octobre 2012. Le Décompte Général notifié au groupement le 25 février 2013 est devenu définitif le 10 septembre 2013 pour un montant de 104 623 610,48 € T.T.C.

Sur le plan financier, l'arrêt des comptes au 31 décembre 2013 fait apparaître 111 409 K€ T.T.C. de remboursement de mandat correspondant pour la plus grosse part (89 482 K€ H.T.) aux frais d'études et de travaux du Groupement titulaire du marché de travaux.

Les recettes sont assurées, d'une part, par le règlement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de la rémunération du mandat et, d'autre part, par le versement d'avances.

En 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a procédé au versement d'une avance de 225 K€ et les remboursements de mandat ont porté sur un montant de 1 425 K€. Ce qui se traduit par une trésorerie de l'opération au 31 décembre 2013 positive de 219 K€.

Le bilan présenté intègre, la réfection de la passerelle des convoyeurs entre la Zone 7 et la Zone 8 pour un montant de 358 K€ HT, la mission de maîtrise d'œuvre pour l'étude et la réalisation des travaux d'amélioration de la défense incendie des installations pour un montant de 88 K€ HT ainsi que les études de diagnostic pour la réalisation d'une unité de pré-traitement des effluents industriels pour un montant de 14 K€ H.T.

Le bilan présenté au CRAC 2013 s'élève à 113 488 € TTC, valeur janvier 2014, en augmentation de 96 K€ par rapport au CRAC 2012 de 113 392 K€ T.T.C., du seul fait de l'augmentation du taux de T.V.A de 19,6 à 20,00%.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2013 de la réalisation de l'unité de méthanisation AMÉTYST,
- approuver le bilan prévisionnel actualisé de l'opération tel que présenté ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°115 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MANDAT COMPLÉMENTAIRE POUR LA RÉALISATION DE L'UNITÉ DE MÉTHANISATION AMÉTYST - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n° 5729 du 26 février 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a autorisé la signature de la convention de mandat avec la SERM pour l'étude et la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST.

Complémentairement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a autorisé par délibération n° 10431 du 29 septembre 2011, la signature d'un marché complémentaire à la convention de mandat conclue avec la SERM pour la réalisation de l'unité AMETYST, conformément à l'article 35-II-5 du Code des marchés publics, ayant notamment pour objet les travaux complémentaires de défense incendie préconisés par les experts de l'assureur dommages aux biens ainsi que la mission de maîtrise d'œuvre et la réalisation des travaux d'amélioration des conditions d'exploitation du réseau biogaz.

Dans ce cadre, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu annuel détaillant l'avancement de l'opération, le montant des dépenses arrêté au 31 décembre 2013 et le bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Le bilan 2013 du mandat complémentaire présenté intègre le suivi technique et administratif de la reconstruction du hall 7, assuré par le constructeur à ses frais, dont le Décompte Général est devenu définitif le 10 septembre 2013, la réalisation des travaux confortatifs en matière de prévention incendie dans l'ensemble de l'usine, pour un montant estimé à 1 325 K€ H.T., ainsi que la mission de maîtrise d'œuvre et la réalisation des travaux d'amélioration des conditions d'exploitation du réseau biogaz dont le montant est estimé à 1 850 000 € H.T..

Le bilan présenté au CRAC 2013 s'élève à 5 168 K€ TTC, valeur janvier 2014, en augmentation de 16 K€ par rapport au CRAC 2012 de 5 152 K€ T.T.C., du seul fait de l'augmentation du taux de T.V.A de 19,6 à 20,00%.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2013 de la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST dans le cadre des travaux complémentaires,
- approuver le bilan prévisionnel actualisé de l'opération tel que présenté ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°116 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY DEUXIÈME LIGNE - CONVENTION DE MANDAT POUR L'ÉTUDE ET LA RÉALISATION - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ POUR L'ANNÉE 2013 - APPROBATION

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°3962 du 12 juillet 2000, le Conseil de District a mandaté TaM pour assurer en son nom et pour son compte, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 2^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

La convention de mandat a fait l'objet de 8 avenants ; aucune modification de la convention n'est intervenue en 2013.

Le montant total de l'enveloppe financière prévisionnelle confiée en mandat à TaM, en valeur février 2000, est fixé à 400 M € H.T. hors opération connexes et à 47,16 M€ H.T. pour ces dernières, incluant une rémunération du mandataire de 21,332 M € H.T.

Pendant l'année 2013, TaM a géré l'opération conformément aux objectifs définis par la convention de mandat notamment en termes de respect du programme, du planning et de l'enveloppe financière prévisionnelle.

AVANCEMENT DE L'OPERATION :

La ligne 2 du tramway a été inaugurée le 16 décembre 2006 et mise en service commercial le même jour.

Cette ligne a connu, dès sa mise en service, un vrai succès commercial. Dès septembre 2009, la fréquence de passage a été augmentée avec un tramway toutes les 5 minutes sur le tronçon central aux heures de pointes, et toutes les 10 minutes sur les tronçons d'extrémité en voie unique.

PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE ÉCOULÉE :

- Administratif

Les procédures foncières menées jusqu'à présent sur les parcelles de l'ancien garage Peugeot à Castelnau-le-Lez n'ayant pas abouties, elles se sont poursuivies en 2013. Un arrêté complémentaire à l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique initial a été pris le 28 novembre 2013 visant à indiquer qu'un arrêté de cessibilité précisera l'emplacement de la ligne divisoire sur la parcelle AR145. L'arrêté de cessibilité a été pris le 30 décembre 2013, il fixe la ligne divisoire et retire la parcelle AR145 de la copropriété initiale permettant ainsi la réalisation de la chaussée et du trottoir suivant le projet d'origine.

- Acquisitions foncières

Parallèlement aux procédures administratives menées sur la parcelle AR145, la procédure d'expropriation s'est engagée. Suite au transport sur les lieux du juge et à l'audience, le jugement fixant les indemnités en 1^{ère} instance a été rendu le 22 janvier 2014. L'ordonnance d'expropriation correspondant au nouvel arrêté de cessibilité a été prise le 20 juin 2014 par le juge de l'expropriation, et notifiée aux expropriés.

Il est envisageable de disposer de la parcelle de terrain au plus tôt fin d'année 2014 – début 2015 afin de réaliser les derniers travaux de la ligne 2.

-Contentieux / Indemnisation des commerçants

2 contentieux sont en cours.

Le premier avec la société ARCADES Automobile qui a formé un pourvoi en Conseil d'Etat suite à l'annulation par la Cour Administrative d'Appel de Marseille de la décision du Tribunal Administratif en sa faveur.

Le second avec la société BUFFET de la GARE qui a obtenu un jugement très favorable de la Cour Administrative d'Appel de Marseille avec un indemnité de 400 000 €, un pourvoi en Conseil d'Etat est engagé.

- Marchés

Sur l'ensemble des marchés passés (162 hors Marchés A Procédure Adaptée), 157 avaient été soldés à fin 2012, 4 marchés supplémentaires ont été soldés en 2013.

Restent à ce jour 4 marchés en cours d'exécution :

- maîtrise d'œuvre (Egis Rail)
- assistance technique à la réalisation d'actes administratifs de vente (SETIS)
- MAPA > 50 000 € HT
- conseil juridique et représentation juridique (SCP Vinsonneau Paliès Noy Gauer & Associés) – MAPA > 50 000 € HT
- prestations diverses de reprographie et numérisation (SUPERPLAN / JAM34 RICHTER COPIE) – MAPA

POINT FINANCIER

Dépenses au 31 décembre 2013

Le rapport présenté par TaM mandataire sur les comptes clos au 31 décembre 2013 fait apparaître une dépense totale constatée de **520 006 715 € courants H.T** (soit 425 371 007 € HT en valeur d'origine février 2000), dont :

- **501 860 026 € H.T.** (soit 408 565 660 € HT en valeur d'origine février 2000) de dépenses réalisées sur l'opération par TaM mandataire, décomposées en :
 - 450 708 956 € H.T. correspondant à l'opération 2^{ème} ligne de tramway,
 - 14 852 792 € H.T. correspondant aux opérations comexes financées par la Communauté d'Agglomération,
 - 7 583 584 € H.T. correspondant à 3 rames supplémentaires,
 - 25 987 234 € H.T. correspondant aux opérations comexes financées par la Ville de Montpellier,
 - 593 899 € H.T. au titre des opérations connexes financées par le SIGC,
 - 685 662 € H.T. au titre des opérations connexes financées par la Commune de Castelnau le Lez,
 - 1 447 899 € H.T. au titre des opérations connexes financées par la SNCF.
- **18 146 689€ H.T.**(soit 16 805 347 € HT en valeur d'origine février 2000) de rémunération du mandataire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération arrêté par TaM mandataire au 31 décembre 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui souhaite des précisions auprès de Madame Gianiel ?

Tout à l'heure, lorsque Monsieur Lévi a parlé du budget et a parlé des financements engagés pour la ligne 5, attention, dans la DUP de la ligne 5, il y a la ligne 4. Il parlait donc des investissements pour la ligne 4 qui font partie de la DUP ligne 5, ligne 4. Il n'y a pas eu d'engagement de financement pour la ligne 5. Je préfère faire cette précision.

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°117 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 « LA CIRCULADE » - MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE N°969T4 POUR L'ÉTUDE ET LA RÉALISATION - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ POUR L'ANNÉE 2013 - APPROBATION

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°5860 du 28 avril 2004, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération de la 3^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier et l'enveloppe financière prévisionnelle.

Par délibération n°6083 du 30 juillet 2004, le Conseil de Communauté a attribué le marché de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée au groupement TaM - TRANSAMO pour assurer en son nom et pour son compte, les missions complètes d'études et de réalisation de l'opération de construction de la 3^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

L'avenant n°1 au mandat, approuvé par délibération n°6289 du Conseil de Communauté du 21 décembre 2004, a transféré à TaM la totalité du marché.

Par délibération n°8414 du Conseil de Communauté du 23 juillet 2008, un avenant n°2 au mandat a été approuvé. Celui-ci a pour objet de prendre en compte les modifications du programme et de l'enveloppe financière de l'opération, d'adapter le montant et l'échéancier de rémunération du mandataire en fonction du nouveau planning de l'opération et de prendre en compte les modifications du code des marchés publics.

Par délibération n°9761 du Conseil de Communauté du 28 septembre 2010, un avenant n°3 au mandat a été approuvé. Celui-ci a pour objet :

- d'intégrer la réalisation de la nouvelle ligne 4 « la Circulade » dans la mission du mandataire TaM,
- de confier au mandataire TaM la conduite des opérations de remplacement des abris sur les stations tramway de la ligne 1, suite à la passation du marché d'abris ligne 3 confié à la société JC DECAUX et qui comprend également cette prestation sur la ligne 1,
- de prendre en compte les opérations connexes convenues avec les communes de Montpellier, Lattes et Pérols, ainsi que pour la Communauté d'Agglomération en ce qui concerne les améliorations demandées sur les réseaux d'Eaux Usées et d'Adduction d'Eau Potable.

Pendant l'année 2013, TaM a géré l'opération conformément aux objectifs définis par le mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée notamment en termes de respect du programme, du planning et de l'enveloppe financière prévisionnelle.

AVANCEMENT DE L'OPERATION

Suite à la mise en service commerciale le 7 avril 2012 de la 3^{ème} ligne de tramway et de la première phase de la ligne 4 « la Circulade », les opérations de finition et de réception des différents marchés se sont poursuivies sur toute l'année 2013.

PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE ÉCOULÉE

- Archéologie préventive

Le rapport scientifique, établi par Oxford Archéologie dans le cadre du marché de fouilles préventives, a été transmis par courrier de la Préfecture le 13 janvier 2013.

- Aménagements et équipements complémentaires

Au-delà des travaux de finition, certains compléments d'aménagement et d'équipement ont été réalisés en 2013 :

- Station Comédie : allongement des quais afin d'accueillir les rames Citadis 402 et mise aux nouvelles normes d'accessibilité (traitement contrasté des pierres et de la bande podotactile). Les travaux ont été terminés en juillet 2013.
- Rue Jules Ferry : suppression de l'ancien quai « Gare » Ligne 2 et aménagement d'un quai de service provisoire réduit pour dégager l'espace devant les commerces. Les travaux ont été terminés en juin 2013.
- Aménagement définitif du parvis de la nouvelle mairie réalisé en conformité avec le plan de circulation puis aménagement définitif sur le Pont Zuccarelli et jusqu'à l'avenue Marie de Montpellier. Les travaux ont été terminés en novembre 2013.
- Réaménagement des rues Pagézy (entre les rue Maguelone et République) et Levat en continuité avec l'aménagement déjà réalisé sur la rue Pagézy (entre les rues République et Durand) et création d'une station taxi. Les travaux ont été terminés en juillet 2013.
- Mise en situation définitive de 3 carrefours périphériques au tramway en juin 2013. Il s'agit des carrefours Moularès/Pirée, Bouchet Bernard/Figuerolles et Grand Saint Jean/Guinier.

- Commandes complémentaires en 2013

Un marché complémentaire de signalisation ferroviaire a été passé le 29 mars 2013 avec l'entreprise Eiffage Energie (ex Forclum Transport) pour compléter les zones de signalisation ferroviaire de manœuvre de Mosson et de Boirargues.

Ces équipements ont été déployés au 2nd trimestre 2013 et mis en service en juillet 2013.

Un avenant n°3 au marché de fourniture de matériel roulant d'Alstom a été conclu et notifié le 1^{er} octobre 2013 pour un montant de 12 094 233 € H.T. pour l'acquisition de 4 rames complémentaires.

Ces 4 rames Citadis 402 supplémentaires proviennent de l'affermissement partiel de la deuxième tranche conditionnelle, qui concernait initialement la fourniture de 9 rames, et sont nécessaires du fait du taux de réserve global trop léger à la mise en service des lignes 3 et 4 partielle.

A noter, qu'avec un total de 87 rames de tramway, le réseau montpellierain sera l'un des réseaux de tramway le plus importants de France.

Un avenant n°1 au marché de Système d'Aide à l'Exploitation a été conclu avec l'entreprise Inéo Systrans afin de compléter le dispositif et de l'adapter à la complexité de gestion du réseau maillé à 4 lignes. Cet avenant signé le 29 mars 2013 a conduit à prolonger le délai global d'exécution du marché au 17 avril 2013 et à convenir de la prolongation de la durée de garantie intervenant après la Vérification de Service Régulier jusqu'au 31 décembre 2014. Le système est, depuis le 17 novembre 2013, entré en phase de garantie.

Enfin, un complément d'installation électrique a été nécessaire au dépôt CEMH pour disposer d'une puissance de traction supplémentaire sur le remisage afin de pouvoir préparer plus de rames en période hivernale. Un marché spécifique a été passé avec Cegelec le 3 octobre 2013. Les travaux ont été réalisés en fin d'année 2013 et mis en service, après des essais concluants, à la fin du mois de janvier 2014.

- Construction du parking Mosson en ouvrage

Par délibération n°11486 du 11 avril 2013, le Conseil de Communauté a attribué le marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un parking d'échange en ouvrage sur le pôle d'échange Mosson au groupement d'entreprises BOYER-PERCHERON-ASSUS / P3G INGENIERIE / TERRELL.

Le maître d'œuvre a effectué les études préliminaires puis les études d'avant projet qui ont été remises en septembre 2013 et approuvées en décembre 2013. La demande de permis de construire a été déposée en mairie le 30 décembre 2013.

- Financement suite à l'appel à projets « Transports Urbains »

Suite à l'appel à projets « Transports Urbains », l'Etat a décidé d'attribuer à la Communauté d'Agglomération une subvention de 82,6 millions d'euros. Le versement de cette subvention est lié à l'avancement des dépenses du projet. Fin 2012, 61,7 millions d'euros ont été versés soit 74% du montant de la subvention. Un versement complémentaire de 4,37 millions d'euros a été effectué en 2013, représentant 80% du montant de la subvention, le solde étant conditionné à l'achèvement total de l'opération.

ETAT DES CONTENTIEUX FIN 2013

- Commission d'Indemnisation à l'Amiable (CIA)

Le Tribunal Administratif (TA) de Montpellier a traité la plupart des procédures engagées antérieurement, de façon générale en confirmant les décisions de la CIA. deux jugements du Tribunal Administratif font l'objet d'un appel en Cour Administrative d'Appel par la partie adverse. Il reste un recours pendant devant le TA et 2 recours indemnitaires engagés seulement en 2014.

- Foncier

Les procédures d'appel contre les jugements de fixation d'indemnité de 1^{ère} instance sont closes à ce jour. Il reste un recours en cassation qui n'a pas encore abouti.

- Dommages aux tiers

9 recours sont en cours pour des demandes indemnitaires de particuliers qui concernent principalement les entreprises chargées des travaux de la ligne 3.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DES ACTIVITES 2014

- Solde des marchés

L'activité de clôture des marchés de travaux touche à sa fin. Il reste quelques marchés à solder ainsi qu'une réclamation d'entreprise à traiter pour le marché des infrastructures du secteur E.

Le suivi de la garantie prolongée du marché SAE doit s'achever fin 2014 et le suivi de la garantie normale du marché matériel roulant doit se poursuivre.

Les 2 marchés espaces verts (sur plateforme et hors plateforme) qui comprenaient une tranche conditionnelle d'entretien des végétaux durant 2 ans arrivent à terme en juin 2014.

Les conventions financières avec la Ville de Montpellier, les concessionnaires de réseaux publics et RFF vont être soldées et le traitement des dossiers contentieux se poursuit devant les juridictions.

- Livraison des 4 rames supplémentaires et des rames « multiligne »

Les 4 rames supplémentaires, objet de la commande complémentaire faite à Alstom, sont en cours d'assemblage et doivent être livrées à partir de septembre 2014 au rythme de 2 rames par mois. Elles seront intégrées au parc en service commercial entre octobre et novembre 2014, après acceptation du dossier de sécurité propre à chaque rame par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) et le Service Technique des Remontées Mécaniques et des Transports Guidés (STRMTG).

La transformation de 2 rames Citadis 302, actuellement en service sur la ligne 2, pour les mettre au design « multilingue » doit intervenir au cours de l'été 2014. Cette opération aura lieu au dépôt du CEMH. Ces 2 rames mises au design « multilingue » seront utilisées dès la fin du mois d'août 2014 sur le réseau de tramway.

BILAN FINANCIER

Le coût prévisionnel de l'opération reste fixé à **450 M € H.T.**(valeur avril 2004).

Le rapport présenté par TaM mandataire sur les comptes clos au 31 décembre 2013 fait apparaître une dépense totale constatée de **512 424 435 € courants H.T** (soit 395 114 188 € H.T. en valeur d'origine avril 2004), dont :

- **494 931 662 € H.T.**(soit 379 247 386 € HT en valeur d'origine avril 2004) de dépenses réalisées sur l'opération par TaM mandataire,
- **17 492 773 € H.T.**de rémunération du mandataire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération arrêté par TaM mandataire au 31 décembre 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°118 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE QUATRIÈME LIGNE - CONVENTION DE MANDAT N°2232 TAM POUR L'ÉTUDE ET LA RÉALISATION - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ POUR L'ANNÉE 2013 - APPROBATION

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5ème ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez, assurant le Bouclage de la Ligne 4.

- Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'étude et de réalisation de cette opération.

Pendant l'année 2013, TaM a géré l'opération conformément aux objectifs définis par le mandat notamment en termes de respect du programme, du planning et de l'enveloppe financière prévisionnelle.

AVANCEMENT DE L'OPERATION :

Les moyens du mandataire ont été mobilisés dans le but d'obtenir la Déclaration d'Utilité Publique et la mise en compatibilité des PLU (Plans Locaux d'Urbanisme).

Suite à l'avis favorable de la Commission d'Enquête, le 28 août 2013 par arrêté préfectoral, le Préfet a déclaré d'Utilité Publique le tracé du tronçon Lavérune/Clapiers de la ligne 5, emportant la mise en compatibilité des PLU des communes concernées.

PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE ÉCOULÉE :

Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 10 avril 2013 au 13 mai 2013. La Commission d'enquête a remis un avis favorable à la demande de Déclaration d'Utilité Publique le 28 juin 2013. Elle a également donné un avis favorable à la mise en compatibilité des Plans Locaux d'Urbanisme.

Puis, par arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013, le tracé du tronçon Lavérune/Clapiers, qui permet le bouclage de la ligne 4, a été déclaré d'Utilité Publique.

Enquête parcellaire et acquisitions foncières

Globalement 160 unités foncières (représentant 360 parcelles) sont impactées sur les communes de Clapiers, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Saint Jean de Védas et Lavérune. On compte parmi ces unités foncières 20 partenaires institutionnels, 5 centres commerciaux, et 20 résidences.

Par ailleurs, 190 ancrages en façade seraient nécessaires, dont 111 sur le seul bouclage de la Ligne 4, pour implanter la ligne aérienne de contact (LAC), l'éclairage public, et les équipements de vidéosurveillance.

L'estimation sommaire et globale des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de la Ligne 5 entre le terminus de Lavérune et la commune de Clapiers s'élève à 13 200 000 € HT.

• **Archéologie préventive**

La Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) a prescrit une nouvelle zone de diagnostic de fouilles préventives sur la terrasse du Palais de Justice à Montpellier, en complément des 4 zones de fouilles prescrites précédemment (place Albert 1^{er} à Montpellier, Pont sur la Mosson et parking Gennevaux à Saint Jean de Védas, et parking de Lavérune).

En mai 2013 l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP) a réalisé l'opération de diagnostic de fouilles préventives sur le secteur de la place Albert 1^{er}.

La DRAC, par arrêté préfectoral du 14 novembre 2013, a ordonné une opération de fouilles archéologiques sur ce secteur. Cette opération est programmée à l'été 2014.

• **Subvention**

Dans le cadre du deuxième appel à projets « transports urbains » lancé le 9 avril 2010, le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie a accordé au projet Ligne 5 une subvention de 31 420 000 €.

Le financement correspondant a été acté par la convention de financement du 20 février 2014 avec l'AFITF (Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France).

Les demandes complémentaires de participation financière à ce projet auprès d'autres collectivités sont restées sans réponse à ce jour.

Pour mémoire un financement de 5,66 M€ a été acté pour le projet de Ligne 4 avec la Caisse des Dépôts le 28 février 2010, dans le cadre de l'appel à projets EcoCité.

• **Etudes – Maitrise d'œuvre**

- Par délibération n°11814 du 24 septembre 2013, le Conseil de Communauté a approuvé l'Avant-Projet (AVP) du tronçon Lavérune / Clapiers de la 5^{ème} ligne de tramway. La notification de la phase projet a eu lieu le 23 avril 2013.

Pour tenir compte des évolutions suite à l'enquête publique, et à l'approbation de l'AVP, un avenant au marché de MOE a été conclu en novembre 2013.

• **Commission d'indemnisation amiable**

La commission d'indemnisation amiable des professionnels riverains concernés par les travaux, notamment ceux du centre-ville de Montpellier pour le bouclage de la Ligne 4, a été instaurée par délibération du 24 septembre 2013. La désignation de ses membres fait l'objet de délibérations ultérieures.

• **Etat des contentieux**

Deux associations ont déposé des recours liés à la Déclaration d'Utilité Publique et plus précisément au tracé au sein du parc Montcalm.

L'un des 2 recours a été retiré en mars 2014 suite à une négociation favorable entre les parties.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL

Le plan de financement de ce projet n'étant pas finalisé et son tracé faisant l'objet de contestations, il n'est pas envisageable, dans ces conditions, d'engager les travaux de la ligne 5.

Toutefois, les travaux du Bouclage de la Ligne 4 peuvent être engagés en 2014 avec un objectif de mise en service au deuxième trimestre 2016.

Les travaux de déplacement des réseaux des concessionnaires ont débuté en mai 2014.

CONVENTION DE MANDAT

Un avenant n° 1 à la Convention de mandat a été notifié à TaM le 10 octobre 2013.

Il modifie l'enveloppe financière prévisionnelle du projet, qui se décompose désormais comme indiqué ci-après :

- Tranche ferme Lavérune – Clapiers : 350 M€ HT (valeur mars 2009)
- TC 1 Extension vers Prades le Lez : 40 M€ HT (valeur mars 2009)

BILAN FINANCIER

Le coût prévisionnel de l'opération ajusté à l'issue des études préliminaires et de la concertation préalable à 350 millions d'euros (valeur mars 2009) a été confirmé à l'issue des études d'avant-projet.

Les opérations connexes (aménagements complémentaires souhaités et financés par les collectivités, mais hors du périmètre du projet tramway) ont été définies, et leur montant évalué à 21,75 M€ HT, dont 3,9 M€ HT (valeur mars 2009) sur le seul bouclage de la ligne 4. Ces opérations feront l'objet de conventions entre la Communauté d'Agglomération et les communes concernées.

Le rapport présenté par TaM mandataire sur les comptes clos au 31 décembre 2013 fait apparaître une dépense totale cumulée constatée sur l'opération de **13 752 331 € courants H.T.** (soit 12 333 399 € H.T. en valeur d'origine mars 2009) dont :

- **10 637 502 € courants H.T.**d'opération (soit 9 334 904 € H.T. en valeur d'origine mars 2009),
- **3 114 829 € courants H.T.**de rémunération du mandataire (soit 2 998 495 € H.T. en valeur d'origine mars 2009).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération arrêté par TaM mandataire, au 31 décembre 2013,
- approuver le bilan financier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°119 : HORS COMMISSION – PROTECTION DES ANIMAUX - MANDAT POUR LA RÉALISATION DU REFUGE ET DE LA FOURRIÈRE POUR ANIMAUX ERRANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ ET QUITUS - APPROBATION

M. J.-F. AUDRIN, Conseiller Communautaire, Conseiller délégué à la Protection des Animaux, rapporte :

- Par délibération n°5865 du 27 mai 2004, le Conseil Communautaire a approuvé le programme de réalisation des locaux servant de lieux de fourrière et de refuge pour animaux errants, ainsi que le principe de recours au mandat, dans le cadre des dispositions des articles 2 et 3 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la Maîtrise d'Ouvrage Publique (loi MOP), pour faire réaliser les études de maîtrise d'œuvre et les travaux relatifs à l'opération. Consécutivement, la décision n°2004-237 autorisait la signature du marché n°1012 confiant ce mandat avec l'Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

L'opération sise sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone a été reconnue d'intérêt général par le Conseil Communautaire par délibération n°8196 du 30 avril 2008.

- La délibération n°8632 du 15 janvier 2009 actait par ailleurs de la participation financière de collectivités voisines intéressées à bénéficier des services d'un complexe d'accueil des animaux errants (Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau, Communauté de Communes du Nord Bassin de Thau, Communes de Palavas-les-Flots et de Mauguio).

- Enfin, par délibération n°8534 du 27 novembre 2008, le Conseil Communautaire intégrait au programme de réalisation la pose de panneaux photovoltaïques sur les toitures du site, dispositif pris en charge en totalité par un tiers investisseur dans le cadre d'une convention d'occupation du domaine public de 20 ans

Les travaux ont été réceptionnés le 23 décembre 2009 et durant l'année 2010 le maître d'œuvre a remis au mandataire du Maître d'Ouvrage les procès-verbaux de levée de réserves.

Le complexe animalier, baptisé Noé, a été mis en service le 20 avril 2010.

Dans ce cadre, l'OPH-ACM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu annuel détaillant l'avancement de l'opération, le montant des dépenses arrêtées au 31 décembre 2013 et le bilan actualisé de l'opération.

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses actualisées s'élève à 5 889 802 € T.T.C. dont 16 133 € T.T.C. pour l'exercice 2013. Ces dernières portent essentiellement sur le solde des dépenses travaux, de rémunérations du maître d'œuvre, des bureaux de contrôle et du paiement des primes d'assurances.

Le bilan financier actualisé se décompose comme suit :

BILAN DEPENSES CADRE MANDAT EN 2013 (€ TTC)

Budget prévisionnel de Travaux (hors révision)	5 116 424,19
Rémunération Maître d'Œuvre - Imagine / Beterem	390 279,11
Rémunération Mandat - ACM	152 009,00
Contrôleur Technique – Qualiconsult	11 375,96
Coordinateur Sécurité - Apave	24 214,48
Assurances	93 065,00
Etudes de sol - CEBTP	3 791,00
Honoraires Géomètres	8 003,03
Honoraires Concours + DDAE Apave	8 767,00
Divers (études, reproduction,)	81 710,80

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'exercice 2013 de la réalisation du refuge et de la fourrière pour animaux errants à Villeneuve-lès-Maguelone présenté par le mandataire OPH-ACM,
- approuver le bilan financier de l'opération et donner le quitus définitif, sans réserve, pour les missions qui lui étaient confiées à OPH-ACM dans le cadre du mandat,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Président

Monsieur Audrin, parlez-nous des animaux errants.

Monsieur AUDRIN

Nous allons juste parler de ce CRAC. On nous demande aujourd'hui d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'exercice 2013, ainsi que le bilan financier de l'opération et donner le quitus définitif. À savoir que cette affaire a commencé en 2004 et le complexe animalier Noé a été mis en service en 2010 et au 31 décembre 2013, les dépenses cumulées s'élèvent à 5 898 802 euros TTC. Pour l'année 2013, sont seulement concernés 16 133 euros TTC ce qui correspond à la fin de l'exercice et notamment le solde des travaux et rémunération du maître d'œuvre.

Monsieur le Président

Monsieur Meissonnier, vous avez demandé la parole.

Monsieur MEISSONNIER

Monsieur le Président, j'aurais aimé avoir un peu plus de précisions en sachant quel genre d'animaux était sujet à ce type de convention. S'agit-il de chats et de chiens ?

Monsieur AUDRIN

Tous les animaux errants sauvages.

Monsieur MEISSONNIER

Sur la partie Est de l'agglomération, il y a des taureaux et des chevaux, est-ce qu'ils peuvent être intégrés dans votre convention ?

Monsieur AUDRIN

Si jamais un taureau est lâché et s'échappe, n'hésitez pas, vous avez mon numéro de portable, je serai là.

Monsieur le Président

Monsieur Meunier, à Lattes, il y a des taureaux ?

Monsieur MEUNIER

Ce n'est pas ça. Moi qui suis parisien, quand je suis arrivé, on m'a dit, « un animal errant dangereux qui se promène s'appelle un Meissonnier en occitan ». Pouvez-vous me confirmer qu'il s'agit vraiment du bon terme ?

Monsieur MEISSONNIER

Monsieur Meunier, je pense que l'animal fétiche de Lattes s'appelle le ragondin.

Monsieur MEUNIER

Pas du tout, Monsieur Meissonnier. Si tu lisais le journal communal que je t'envoie à chaque parution, tu saurais que c'est cigolattes qui est une cigogne. Contrairement à l'image, les cigognes nichent non pas en Alsace, mais sur les tours du Méjean.

Monsieur le Président

Plus personne n'a quelque chose à dire sur sa commune ? À Laverune par exemple, dans le parc des Évêques, il n'y a pas d'animal particulier, Monsieur le Maire ?

Monsieur CAIZERGUES

Il n'y a pas d'animal particulier. Néanmoins, nous avons un problème avec les animaux errants puisque systématiquement ce sont les maires qui en sont responsables. Il faudrait donc effectivement arriver à trouver des solutions parce que nous n'avons pas toujours la possibilité de les apporter à Villeneuve-lès-Maguelone où ils sont parfois refusés. Et là, je dois dire que nous sommes appelés à financer très allègrement toutes ces problématiques d'animaux errants.

Il y a quand même des animaux dans le parc de Laverune, mais pour le moment, ce ne sont pas ces animaux-là qui sont apportés à Villeneuve-lès-Maguelone.

Monsieur AUDRIN

Pour répondre au maire de Laverune. Effectivement, nous avons lancé un audit, puisque vous nous avez demandé de nous pencher sur ce problème. Je pense que nous aurons des solutions intéressantes à apporter à tous les maires de l'agglomération et de la future métropole, et ce, avant la fin de l'année.

Monsieur le Président

Je voudrai dire qu'à Saint-Brès, ils ont résolu le problème. Devant la maire de Saint-Brès, il y a un énorme escargot en béton. Ils sont donc tranquilles. Vous pouvez d'ailleurs le chevaucher allègrement, c'est ce que j'ai fait ce matin en compagnie du maire. C'est l'escargot qui est l'animal totemique de Saint-Brès. En tout cas, cet escargot est très beau, Monsieur Jaoul.

Je mets aux voix l'affaire 119.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°120 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER AU SEIN DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES - DÉSIGNATION COMPLÉMENTAIRE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

A la suite du renouvellement du Conseil de Communauté, les représentants titulaires et suppléants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein des Etablissements scolaires du territoire de l'agglomération ont été désignés en séance du 19 juin dernier. Il convient de compléter ces désignations pour les établissements suivants :

REPRESENTANTS AU SEIN DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES COLLEGES ET LYCEES DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER - complément	
COMMUNES	ETABLISSEMENTS SCOLAIRES
MONTPELLIER	Collège Internat d'Excellence 1 représentant
MONTPELLIER	Lycée Internat d'Excellence 1 représentant

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose la désignation suivante au sein du Conseil d'administration du Collège et du Lycée :

- Madame Michèle DRAY-FITOUSSI.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner en qualité de représentante de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Madame Michèle DRAY-FITOUSSI et l'autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tout document relatif à cette affaire.

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°121 : HORS COMMISSION – COMPOSITION DES COMMISSIONS - DÉSIGNATION COMPLÉMENTAIRE - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :
Par délibération n°12202 du 22 avril dernier, le Conseil de Communauté a approuvé la création de 15 Commissions chargées d'étudier les affaires soumises au Conseil dont le domaine d'intervention a été fixé comme ci-après :

- POLITIQUE DE LA VILLE ;
- FINANCES ;
- AMENAGEMENT ET URBANISME ;
- ENVIRONNEMENT ;
- ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES ;
- PROXIMITE ET RELATION USAGERS ;
- CULTURE ;
- TRANSPORTS ET MOBILITE ;
- ESPACE PUBLIC ;
- SPORTS ET TRADITIONS ;
- EMPLOI-TPE et PME-ARTISANAT ET AGRICULTURE ;
- RESSOURCES HUMAINES ;
- EAU ET MILIEU AQUATIQUES ;
- DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ATTRACTIVITE ;
- LOGEMENT.

Puis, par délibération n°12289 du 19 mai 2014, le Conseil a désigné les membres des 15 Commissions en fonction des vœux des conseillers communautaires titulaires et suppléants et des demandes des maires des communes membres.

A la suite de nouvelles demandes d'inscription d'élus et de désignations de représentants des communes par les maires, il convient d'acter la participation de ces nouveaux membres au sein des différentes commissions, ce par une délibération.

Les tableaux figurant en annexe sont ainsi mis à jour.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que cette délibération annule et remplace la délibération n°12289 prise en séance du Conseil du 19 mai 2014 ;
- désigner les membres des 15 Commissions en fonction des vœux des conseillers communautaires titulaires et suppléants et des demandes des maires des communes membres tels que figurant dans les tableaux ci-annexés ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°122 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - OPH-ACM - OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - MODIFICATION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

A la suite du renouvellement des conseillers communautaires, le Conseil de Communauté réunit en séance du 22 avril 2014 a procédé à l'élection des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de l'OPH ACM (Office Public de l'Habitat – Aménagement et Construction de Montpellier).

En application de l'article R.421-5 II 1° et suivant du Code de la construction et de l'habitation, la Communauté d'Agglomération doit notamment désigner deux représentants au titre des personnalités qualifiées, élus d'une collectivité territoriale ou d'un EPCI autre que la collectivité ou le groupement de rattachement.

Par délibération n°12213 du 22 avril 2014, le Conseil a ainsi désigné Monsieur Claude Arnaud et Monsieur Henry Fricou.

Il est proposé la désignation de Monsieur Daniel Rodriguez en lieu et place de Monsieur Henry Fricou.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation au scrutin secret mais à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Monsieur Daniel Rodriguez en lieu et place de Monsieur Henry Fricou au titre des personnalités qualifiées, élus d'une collectivité territoriale ou d'un EPCI autre que la collectivité ou le groupement de rattachement vi-

sées à l'article R.421-5 - II -1° du Code de la construction et de l'habitation,

- autoriser le représentant de la Communauté d'Agglomération ainsi désigner à exercer toute fonction dans ce cadre,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°123 : HORS COMMISSION – GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET URBAIN DE L'AGGLOMÉRATION (GIP DSUA) DE MONTPELLIER - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

A la suite du renouvellement du Conseil Communautaire, les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont été désignés au sein de l'Assemblée générale du Groupement d'intérêt public, ce par délibération n°12232 du 19 mai 2014.

Il s'agit de :

- Robert COTTE et Chantal LEVY-RAMEAU (en qualité de représentants titulaires) ;
- Sabria BOUALLAGA et Pascale KRZYZANSKI (en qualité de représentants suppléants).

En application de la Convention constitutive du GIP et des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2121-33 et L.5211-1, il convient de compléter cette délibération en procédant à la désignation de deux représentants (un titulaire et un suppléant) au sein du Conseil d'administration du GIP. Ces représentants sont à désigner parmi les représentants désignés au sein de l'Assemblée générale.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

- Madame Chantal LEVY-RAMEAU (en qualité de titulaire) ;
- Monsieur Robert COTTE (en qualité de suppléant).

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner en qualité de représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Madame Chantal LEVY-RAMEAU en qualité de titulaire et Monsieur Robert COTTE en qualité de suppléant et les autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°124 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE BRL - RAPPORT ANNUEL 2013 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°12 219 du Conseil de Communauté en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Madame Isabelle GIANIEL pour la représenter à l'Assemblée Générale et à l'assemblée spéciale de la SAEML BRL en remplacement de Monsieur Louis POUGET représentant de la Communauté d'agglomération de Montpellier au sein de la société pour l'année 2013.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Madame Isabelle GIANIEL présente le compte rendu des activités de la SAEML BRL au cours de l'exercice 2013.

La SAEML BRL est la holding du « groupe BRL », les filiales sont BRL Exploitation (BRLE), BRL Ingénierie (BRLI), BRL Espaces Naturels (BRLN), Predict Services, BRL Madagascar.

Elle a la responsabilité du patrimoine concédé par la Région Languedoc Roussillon (gestion-maintenance) et elle assure la maîtrise d'ouvrage des projets d'extension (Aqua Domitia...).

Le capital de la société, inchangé en 2013, s'élève à 22 588 779 €, soit 10 221 167 actions à 2.21€. Un projet d'augmentation de capital a toutefois été autorisé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 décembre 2013 portant sur une augmentation dans la limite de 7 M€.

La société est majoritairement détenue par la Région Languedoc Roussillon qui a renforcé sa participation à hauteur de 47,07% dans le cadre du désengagement du groupe BRL vis-à-vis de SAUR en 2012; la société est présidée de-

puis le 21 novembre 2011 par Monsieur Damien Alary, représentant de la Région Languedoc Roussillon et vice-présidée par Mr Michel Brousse représentant du Département de l'Aude. La Communauté d'Agglomération de Montpellier est toujours actionnaire à hauteur de 0.11% et dispose d'un représentant à l'assemblée spéciale des actionnaires.

Pour l'année 2013, le Conseil d'Administration s'est réuni cinq fois : le 06 février, le 18 avril, le 25 avril, le 24 octobre et le 18 décembre 2013. L'Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes 2012 s'est tenue le 25 juin 2013 et une Assemblée Générale Extraordinaire a approuvé le 18 décembre 2013 la délégation de compétence au Conseil d'administration en vue de décider une ou plusieurs augmentations de capital dans la limite de 7 M€.

Parmi les faits marquants de 2013, on pourra noter :

- La mise en œuvre des décisions du conseil d'administration en réponse aux diligences des commissaires aux comptes : mise en place du comité d'audit et d'évaluation des risques, du comité des investissements et du comité des sélections et rémunérations, la modification du statut du directeur général et les restructurations de l'organisation des services ;

Le projet d'augmentation de capital avec des intentions de participation affichées à hauteur de 7 M€, cette opération viendra finaliser le financement du rachat par BRL, des parts de BRLE détenues par la SAUR (rappel : montant total 16 M€ financés pour 9 M€ par emprunt et pour 7.5 M€ par une avance en compte courant d'associé rémunérée à 3% par la Région Languedoc Roussillon)

La finalisation du plan stratégique du groupe à 5 ans « BRL Horizon 2017 » ;

- La poursuite des investissements sur le domaine concédé (réseaux du Maillon Sud, Aqua Domitia, création de réseaux d'irrigation financés par le FEADER..) et le rétablissement des réseaux de la concession régionale impactés par le contournement ferroviaire de Nîmes Montpellier (CNM) (avec Oc Via) et par le déplacement de l'A9 (avec ASF) dont les indemnités perçues par BRL et BRLE contribueront favorablement au résultat 2013 et pour partie 2014 ;
- La performance collective des filiales du Groupe BRL : l'activité du concessionnaire BRL pour la Région, l'activité exploitation, l'activité ingénierie, l'activité espaces naturels, l'activité BRL Madagascar, l'activité de PREDICT, la liquidation de la société BJC de droit algérien.

Les perspectives d'avenir sont marquées par trois orientations majeures : la poursuite des travaux d'investissement, le déploiement de la stratégie du Groupe, et le projet d'augmentation de capital de 7 M€.

En 2013, le chiffre d'affaires de la SAEML BRL est en augmentation de 914 K€ (soit +5.5%) par rapport à 2012 et s'établit à 17.5 millions d'euros.

Le résultat d'exploitation de la société ressort toutefois en baisse pour s'afficher à hauteur de 122 K€, et intègre notamment la révision à la hausse de la provision du plan de maintenance 2013/2017, et ce malgré l'allègement des charges de personnel par le Crédit d'impôt Compétitivité Emploi de 45 K€. Le résultat net présente un bénéfice à hauteur de 3 329 K€ en très forte progression de +1.3 M€ par rapport à 2012. Ce bénéfice est principalement dû à l'important résultat financier de 1.4 M€ réalisé sur les dividendes perçus sur la filiale BRLE (Exploitation) suite au rachat des parts de la SAUR (2.2M€ de dividendes) et à l'important résultat exceptionnel de 1.7 M€ correspondant aux indemnités liées aux travaux de rétablissement du réseau.

Le chiffre d'affaires consolidé du « groupe BRL » est toutefois en retrait de 1,8 M€ (soit -2.6%) par rapport à 2012 et s'établit à 67,1 million d'euros. Le résultat d'exploitation du groupe ressort à 2 652 K€ contre 3 720 K€ en 2012. Le résultat net consolidé présente un bénéfice à hauteur de 3 097 K€ en stabilité par rapport à 2012.

La contribution au résultat net consolidé par métier se répartit comme suit : Aménagement régional holding : 757 K€, Exploitation : 1 865 K€, Ingénierie : 570 K€, Espaces naturels : 39 K€, Activités sur Madagascar : 159 K€, Activités sur l'Algérie : 12 K€, et PREDICT : 64 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML BRL Montpellier pour l'exercice 2013,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°125 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE TAM - RAPPORT ANNUEL 2013 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

M. A. EL KANDOUSSI, Conseiller Communautaire Conseiller délégué à la Communication, rapporte :

En application de la délibération n°12214 du Conseil de Communauté en date du 22 avril 2014, et suite aux élections intervenues au sein du Conseil d'Administration, Monsieur Abdi EL KANDOUSSI est président de la société TAM et représentant de notre Etablissement Public de Coopération Intercommunale à l'Assemblée Générale de TAM, en remplacement de Monsieur R.SUBRA, représentant de l'agglomération au sein de la société pour l'année 2013.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonyme d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Mr EL KANDOUSSI présente le compte rendu des activités 2013 de la société TaM.

En 2013, elle s'est attachée à poursuivre et développer ses activités : l'exploitation du réseau de transports en commun, la gestion des horodateurs sur voirie, le stationnement ainsi que les activités en mandats (pour la construction des lignes de tramway).

Aucune modification de capital social n'est intervenue en 2013 et la Communauté d'Agglomération de Montpellier détient toujours 27,79% des actions. Elle occupe 4 sièges sur 12 au Conseil d'Administration, dont le poste de Président.

Le Conseil d'Administration s'est réuni les 20 février, 15 mai, 19 juin et 24 octobre 2013. L'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes de l'exercice 2012 s'est tenue le 19 juin 2013 ; celle approuvant les comptes de l'exercice 2013 s'est tenue le 25 juin 2014 sous la présidence de Mr EL KANDOUSSI.

Le Conseil d'Administration du 20 février 2013 a désigné Mr BONNAL en tant que nouveau représentant de Montpellier Agglomération, en remplacement de Mr CASTET, celui du 15 mai 2013 a désigné les nouveaux membres du Comité de Rémunération.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 juin 2013 a autorisé la modification des statuts afin de prendre en compte les remarques de la Chambre Régionale des Comptes et d'étendre l'objet social à la vente et distribution d'objets promotionnels liés à l'activité de la société.

L'effectif moyen de la SAEML TaM au 31 décembre 2013 s'établit à **1 117** personnes.

Activité Transport

TaM est mandataire du Groupement Momentané d'Entreprise constitué par TaM et Transdev Montpellier, titulaire de la Délégation de Service Public des transports de l'Agglomération de Montpellier du 1^{er} janvier 2010 jusqu'au 31 décembre 2017.

L'année 2013 en constitue le quatrième exercice. Cette quatrième année a été marquée par la mise en place de l'avenant n°5 qui prend en compte l'impact des décalages des programmes d'urbanisation sur l'offre de transport aux titres des années 2013 et 2014.

Le chiffre d'affaires (hors subventions forfaitaires) lié à l'activité transport atteint les 51.3 millions d'euros et se trouve en progression de + 4,58 millions d'euros, soit +9.8% par rapport à 2012.

L'activité transport présente un résultat positif après impôt de 436,61 K€.

Mandats (opérations Tramway) et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO)

TaM réalise les opérations Tramway dans le cadre de mandat de maîtrise d'ouvrage.

Le chiffre d'affaires de l'activité mandats et AMO, pour 2013, s'établit à 2,856 M€ et présente un résultat légèrement positif de 10,48 K.

Stationnement (parkings et gestion des horodateurs)

TaM a remporté en 2013 trois mises en concurrence : le marché du parking du **bassin Jacques Cœur** pour 36 mois et les délégations de service publique des parkings **Comédie** et **Antigone** pour 10 ans.

TaM assure l'exploitation de divers parkings de centre-ville :

- en délégation de service publique avec la ville de Montpellier : parking **des Arceaux** (DSP 2011-2015), parking **Laissac** (DSP 2013-2015), parking **Gambetta** (DSP 1987-2029) et parking **Europa** (DSP 1996-2035).
- en subdélégation avec la SAEML Montpellier Events : parking du **Corum** (2009-2018)

Les deux conventions d'amodiation concernant le Parking Marché aux fleurs, depuis 1994 avec la Ville et 1997 avec l'Agglomération, sont parvenues à terme en février 2013.

Le marché de collecte et maintenance des **horodateurs sur voirie** a été attribué à TaM pour la période du 1^{er} juin 2012 au 31 mai 2013 tacitement reconductible par année jusqu'au 31 mai 2016.

TaM a répondu en 2014 à la consultation de la ville de Montpellier concernant le futur parking de la nouvelle gare Saint-Roch.

Le résultat déficitaire du Stationnement après impôt s'établit en 2013 à -109,83 K€, avec un chiffre d'affaires de 8,37 M€ en baisse de -2% par rapport à 2012. L'activité a été pénalisée par la baisse d'activité du parking Laissac suite à sa fermeture sur plus de 10 semaines.

Autres activités

Le résultat des quatre activités en propre, composé des quatre parkings suivants : Clinique Millénaire, Clinique St Jean, Mer et Glace, et Pénélope, pour un chiffre d'affaires en progression de +0,08 M€, est bénéficiaire à 89,7K€.

Toutes activités confondues, le total des produits d'exploitation s'établit à 99.064 M€ (contre 93.854 K€ en 2012 soit +5.55%). Les charges d'exploitation passent à 99.69 M€ (96.47 M€ en 2012 soit +3.3%).

Le résultat net de l'exercice 2013 s'affiche en bénéfice à hauteur de 1 235 K€, il intègre le produit du Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi (CICE) pour 1 195 K€ au titre de l'exercice 2013. Les capitaux propres de la société s'élevant désormais à 19,63 M€, ils représentent 24% du total du bilan.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la TaM pour l'exercice 2013 ,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°126 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE D'AMÉNAGEMENT LANGUEDOC ROUSSILLON AGENCE DE DÉVELOPPEMENT (LRAD) - RAPPORT ANNUEL 2013 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Mme I. MARSALA, Conseillère Communautaire, rapporte :

Par délibération n°12 221 du Conseil de Communauté en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Madame Isabelle MARSALA pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Publique Locale (SPL). LRAD en remplacement de Monsieur Gilbert PASTOR ancien représentant de la Communauté d'agglomération de Montpellier au sein de la société pour l'année 2013.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, le compte rendu des activités 2013 de la Société Publique Locale Languedoc-Roussillon Agence de Développement est présenté.

La SPL LRAD a été créée, le 22 décembre 2010, à l'initiative de la Région Languedoc Roussillon et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier avec un capital de 37 000€.

Cette société a pour objet de concevoir, étudier et mener à bien des dossiers ou opérations d'ingénierie de projets innovants pour le compte de ses seuls actionnaires (la Région Languedoc Roussillon et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier) sur différentes thématiques telles que la filière des énergies renouvelables, le tourisme, la longévité des seniors, les solutions Tic innovantes et les montages technico-économiques originaux, à forte valeur ajoutée en matière de développement économique et d'emploi.

Aucune modification de capital social n'est intervenue en 2013 et la Communauté d'Agglomération de Montpellier détient toujours 33,24% des actions au côté de la Région Languedoc Roussillon ; elle occupe un siège sur trois au Conseil d'Administration en la personne de Madame Isabelle MARSALA depuis le 22 avril 2014. La Région Languedoc Roussillon est pour sa part représentée par Messieurs Jacques CRESTA et Robert NAVARRO. La société est présidée par Jacques CRESTA.

Un comité de pilotage a été constitué dès la création de la SPL LRAD, afin de conforter le contrôle analogue des actionnaires sur les missions de la société ; celui-ci est composé pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier des représentants permanents suivants depuis le 22 avril 2014: Madame Isabelle MARSALA et Messieurs Jean-Luc COUSQUER et Cyril MEUNIER, en remplacement de Messieurs G.PASTOR, M.ASLNANIAN et A.ZYLBERMAN.

Pour l'année 2013, le Conseil d'Administration s'est réuni deux fois : le 16 mai afin d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012 et de convoquer l'Assemblée Générale Ordinaire, et le 20 septembre afin d'approuver l'adhésion de LRAD au groupement d'employeurs « SCET GE » pour la mise à disposition de personnel relative à l'embauche du directeur de mission par intérim à compter du 01er octobre 2013.

L'Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes 2012 s'est tenue le 14 juin 2013.

Le Comité de pilotage s'est réuni le 3 juin 2013 au titre des missions réalisées en 2012 et le 23 juin 2014 pour évoquer notamment l'ensemble des missions réalisées en 2013.

L'effectif total de la S.P.L. LRAD au 31 décembre 2013 s'établit à cinq personnes, trois postes de chefs de projet, une secrétaire assistante depuis mai 2013, et un poste de Directeur de mission. La société est dirigée par Mr Christophe PEREZ. La société a pourvu au remplacement de la Directrice de mission, suite à son congé maternité à compter du 2 septembre 2013, par le recrutement d'un personnel mis à disposition par la SCET GE.

L'année 2013 a été marquée par les douze opérations qui ont été notifiées par les collectivités actionnaires dont huit contrats de prestations intellectuelles pour la Région Languedoc Roussillon, et quatre contrats de prestations intellectuelles pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Parmi les opérations confiées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, on notera les quatre missions suivantes accomplies par LRAD :

- Mission d'accompagnement à la mise en place d'une plate-forme Open Data mutualisée (Phases 2 et 3) :

La mission, confiée le 11/10/2012 pour la phase 2 a été réalisée sur 7 mois par le prestataire WEA au prix de 123 825 € HT (LRAD 73 950€ HT et Wea 49 875€ HT). La phase 3 a été notifiée le 28 juin 2013 pour une durée de 7 mois avec les prestataires SARL CHRYSALIS et L.U.I. au prix de 69 912,50 € HT (LRAD 54 952,50€ HT, SARL CHRYSALIS 7 920€ HT et L.U.I 7 040€ HT).

L'objet de la mission étant d'étudier un plan d'action en vue d'enrichir l'offre et la qualité des services offerts aux usagers par le développement de services numériques. La mise à disposition de données est destinée à élargir l'accessibilité à l'information utile et favoriser la généralisation de son utilisation. Elle permet le développement d'applications pour des usages particuliers et donc au plus près des attentes, en minimisant le coût d'investissement de la collectivité.

Le projet porte sur 4 axes : la refonte du portail web intégrant une plateforme @services, la plateforme open data, le site web mobile de services, les projets innovants.

Il s'agit de réaliser l'animation communautaire dans un premier temps et l'accompagnement de 10 communes membres dans un second temps. L'objectif de l'accompagnement des communes est de contribuer à la constitution de leur référentiel de données publiques et à la prise en main de la plateforme. L'initiative Open data de Montpellier Agglomération a été reconnue intégrée au sein du collectif Open data France

- Mission d'étude d'opportunité d'un hôtel d'entreprises TIC.:

La mission, confiée le 11/05/2012, s'est réalisée sur 5 mois par le prestataire Katalyse au prix de 48 150 € HT (LRAD 9 625€ HT et Katalyse 38 525€ HT).

L'objet étant d'étudier le positionnement de l'hôtel TIC traduisant une volonté de dynamiser l'attractivité économique du territoire par la création d'un hôtel d'entreprise dédié à la filière TIC susceptible d'apporter une offre immobilière (qualité, prix) et des services adaptés aux besoins des entreprises de la filière. Les étapes de la mission ont été les suivantes : Etude d'opportunité, stratégie de positionnement, pré-programmation, modèle économique.

- Mission d'appui à la définition d'une stratégie locale visant à soutenir l'Eco-construction :

La mission, confiée le 10/07/2013, s'est réalisée sur 10 mois par LRAD et sans prestataire au prix de 50 150 € HT.

L'objet étant de réaliser un rapide diagnostic servant de base à la définition des premiers jalons d'un positionnement stratégique. Cette mission s'inscrit dans le but de consolider et de partager une définition locale de l'éco construction au regard des spécificités du tissu économique de l'agglomération, des atouts et des opportunités du territoire à se positionner sur cette filière.

- Mission d'élaboration d'un référentiel numérique des bâtiments tertiaires :

La mission, confiée le 25/06/2013, s'est réalisée sur 5 mois par LRAD et sans prestataire au prix de 50 150 € HT.

L'objet étant pour l'agglomération de stimuler une offre immobilière de bâtiments intégrant dans sa conception les usages du numérique actuels et futurs. Le référentiel numérique a ainsi pour but d'accompagner les différentes étapes d'un projet de bâtiment d'entreprises du tertiaire intelligent et de guider l'ensemble des acteurs du processus, de la maîtrise d'ouvrage au programmiste et de l'architecte aux entreprises.

Parmi les opérations confiées par la Région Languedoc Roussillon, on notera les six missions suivantes accomplies par LRAD :

- Mission d'accompagnement à la modélisation de l'économie maritime

La mission, confiée le 15 novembre 2013, s'est réalisée sur une durée de 2 mois et sans prestataire au prix de 12 750 € HT.

L'objet étant de caractériser l'image de l'économie maritime régionale sur la base d'éléments quantitatifs et qualitatifs de référence. Cette image devant montrer l'interconnexion entre la mer et le territoire et représenter la chaîne de valeur liée à cette économie.

- Mission de pilotage des dossiers de la Cité de l'excellence sportive Font Romeu

La mission, confiée le 25 septembre 2012, s'est réalisée sur une durée de 22 mois au prix de 183 900 €HT dont 167 900€ pour LRAD et 16 000€ pour le prestataire CY GÜZENEC.

L'objet étant d'assurer un appui dans la coordination des acteurs du site de Font Romeu dans la perspective de la création de la Cité de l'excellence sportive telle que prévue dans le protocole d'accord du 9 décembre 2011 entre le Ministre des Sports et le Président du Conseil Régional et en cohérence avec la politique de la Direction des Sports du Conseil Régional. La dynamique impulsée sur le site a conduit vers un projet de territoire au rayonnement mondial avec l'affirmation d'une réelle stratégie de développement du plateau Cerdan.

-Mission d'évaluation de l'appel à projet Oenotourisme :

La mission, confiée le 05/02/13, a été réalisée sur 15 mois par LRAD et sans prestataire au prix de 34 000 € HT.

L'objet étant de réaliser une mission d'évaluation des 18 projets sélectionnés dont 7 finalisés, afin d'évaluer la pertinence du projet proposé pour la filière oenotouristique régionale. L'évaluation vise à expliciter la mise en œuvre de l'action publique sous différentes formes et les relations entre les objectifs, les moyens et les résultats de cette action.

-Mission d'assistance au positionnement marketing du Pass :

La mission, confiée le 28/08/12, a été réalisée sur 10 mois avec les prestataires ABTEL et LABUI au prix de 100 000 € HT (dont 85 400 € HT pour LRAD, 5700 € HT pour ABTEL et 8 900€ HT pour LABUI).

L'objet étant de réaliser une mission d'accompagnement dans la mise en place et le développement de l'application touristique Mon Sud de France auprès des acteurs du Tourisme.

-Mission d'assistance méthodologique pour la définition d'un référentiel de l'éco-construction et innovation en LR, et sa mise en œuvre :

La mission, confiée le 14/12/11, a été réalisée sur 16 mois avec les prestataires CMN PARTNERS, et le cabinet d'avocat GIL-FOURRIER & CROS, au prix de 218 075 €HT (dont 111 375 € HT pour LRAD, 68 200 € HT pour CMN PARTNERS et 38 500 € HT le cabinet d'avocat GIL-FOURRIER & CROS).

L'objet étant de réaliser un référentiel régional et une cartographie régionale de l'ensemble des acteurs potentiels en termes de compétences et d'innovation dans le domaine de l'éco-construction, de réaliser une expérimentation de ce référentiel sur des bâtiments démonstrateurs déjà identifiés en région, et de réaliser une expertise juridique afin d'intégrer le référentiel éco-construction innovation aux différents dispositifs régionaux (appels d'offres des bâtiments démonstrateurs, appels à projet, concours bâtiments durables...).

-Mission d'étude de filières courtes de l'Eco-construction :

La mission, confiée le 15/01/13, a été réalisée sur 4 mois par LRAD sans prestataire au prix de 35 700 € HT.

L'objet étant de réaliser dans la continuité de l'action régionale « éco-construction et innovation », une étude des 7 principales filières courtes du Languedoc Roussillon, d'en identifier les enjeux et les problématiques, d'en recenser les acteurs et projets clés et de faire état du niveau de structuration de chacune de ces filières.

-Mission d'étude d'accompagnement à la définition d'un positionnement stratégique régional en faveur des projets EnR participatifs :

La mission, confiée le 22/01/13, a été réalisée sur 12 mois par le prestataire BBH au prix de 91 675 € HT dont 75 675 € HT pour LRAD et 16 000 € HT pour BBH.

L'objet étant de déterminer une stratégie régionale en faveur des projets EnR participatifs et d'accompagner la Région sur la définition d'un positionnement stratégique.

-Mission d'étude d'opportunité d'un parc naturel régional (PNR) de Camargue

La mission, confiée le 11/12/12, a été réalisée sur 8 mois par LRAD sans prestataire au prix de 82 875 € HT.

L'objet étant de réaliser une mission d'animation autour du projet de parc naturel régional avec la recherche de l'existence de porteurs de projets potentiel et l'évaluation des caractéristiques du territoire et des enjeux permettant une labellisation « PNR ». Cette mission permet à la Région d'affirmer son intérêt pour le territoire Camargue Gardoise et des Etangs Palavasiens.

Du point de vue financier en 2013, la SPL LRAD enregistre un chiffre d'affaires de 586 K€ (en baisse de 14.6% par rapport à 2012) ; le chiffre d'affaires se répartit à 72.8% pour les opérations confiées par la Région Languedoc Roussillon et pour 27.1% pour les opérations confiées par la Communauté d'agglomération de Montpellier, contre une répartition respective de 72.5% et de 27.5% en 2012.

On note ainsi un total de produits de 586 K€, et un total de charges de 564 K€ en 2013 (en baisse de 12.7% par rapport à 2012).

La société enregistre donc pour son troisième exercice social un bénéfice de 22 K€. Les capitaux propres s'élèvent à 40 K€ avec un capital social de 37 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SPL LRAD pour l'exercice 2013 ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°127 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE D'AMÉNAGEMENT - L'OR AMÉNAGEMENT - RAPPORT ANNUEL 2013 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

M. J.-P. RICO, Conseiller Communautaire, rapporte :

- Par délibération n°12 223 du Conseil de Communauté en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Monsieur Jean-Pierre RICO pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Publique Locale d'Aménagement L'Or Aménagement, en remplacement de M C. Valette, représentant de l'agglomération au sein de la société pour l'année 2013.

- Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales, et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Jean-Pierre RICO présente le rapport annuel 2013 de l'Administrateur de la Société Publique Locale d'Aménagement L'Or Aménagement.

La société a pour objet l'étude et l'aménagement de terrains, mais aussi l'exploitation, la gestion, l'entretien et la mise en valeur des équipements réalisés sur le territoire concerné ainsi que la mise en valeur des patrimoines bâtis ou non bâtis et des espaces naturels.

Au 31 décembre 2013, le capital social de la SPLA L'Or Aménagement composé de 21 000 actions pour un montant de 320 143 €, est inchangé. La Communauté d'Agglomération de Montpellier détient toujours 3,57% du capital de la société. La Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or est actionnaire majoritaire à hauteur de 51%.

La Communauté d'agglomération de Montpellier est représentée par 1 poste sur 18 au Conseil d'Administration de la société.

L'effectif moyen de la société est composé de 6 salariés dont 5 cadres.

Du point de vue de l'activité en 2013, les éléments ci-après sont à souligner.

Concernant les opérations d'aménagement, on note les concessions suivantes : la ZAC des Châtaigniers à Saint-Aunès pour un programme d'habitat diversifié et un total de dépenses cumulées de 5,2 M€ dont 5M€ sur la seule année 2013 ; la ZAC Lou Plan des Aires à Mudaison de 220 logements pour un total de dépenses cumulées de 723 K€ dont 524 K€ sur la seule année 2013 ; la ZAC Font de Mauguio pour 1000 logements et un total de dépenses cumulées de 4.7 M€ en 2013.

Concernant les conventions d'assistance à maîtrise d'ouvrage clôturées sur 2013, on note les conduites d'opérations suivantes : la réhabilitation de la cave coopérative en centre socio culturel pour la commune de Mudaison pour 43 K€, la construction de la piscine intercommunale à Lansargues pour la communauté d'agglomération du Pays de l'Or pour 56 K€, la construction des ateliers municipaux pour la commune de Candillargues pour 15,8 K€, le réaménagement du lido du petit et du grand travers en phase de conception pour la Communauté d'agglomération du Pays de l'Or pour 76 K€, l'extension de la zone d'activité de la Louvade pour la Communauté d'agglomération du Pays de l'Or pour 13 K€.

Concernant les conventions d'assistance à maîtrise d'ouvrage dont l'activité s'est poursuivie en 2014, il est précisé les conduites d'opérations suivantes : l'extension de la mairie pour la commune de Candillargues pour 43 K€, le remplacement des pannes A et B du port de Carnon pour la commune de Mauguio pour 49,5 K€, la requalification de l'avenue de l'Europe pour la commune de la Grande Motte pour 178,6 K€, la construction d'une salle multi-activités et d'un espace jeunes à Candillargues pour la Communauté d'agglomération du Pays de l'Or pour 37,7 K€, la construction d'un groupe scolaire et l'extension de son restaurant sur la commune de Candillargues pour 72,8 K€, la construction d'une unité de production culinaire pour la Communauté d'agglomération du Pays de l'Or pour 46,7 K€, la reconstruction des postes d'amarrage des portons H et G du bassin ouest du port de Carnon pour la commune de Mauguio pour 8,7 K€, le schéma d'aménagement du port pour la commune de la Grande Motte pour 24,5 K€, ainsi que les phases de mise en œuvre, de suivi et de négociation foncière relatives à la ZAC Portes de l'aéroport pour la Communauté d'agglomération du Pays de l'Or pour 797 K€.

Les perspectives d'évolution en 2014 portent notamment sur les études préalables conduites à hauteur de 51.5 K€ pour la commune de Lansargues qui souhaite poursuivre son développement dans le cadre d'une opération d'aménagement, sur la poursuite de l'élaboration du projet de réaménagement du lido du petit et grand travers pour 160 K€, et sur une mission d'assistance à hauteur de 17K€ portant sur l'extension de la zone d'activités de Fréjorgues Est par le développement d'un lotissement à vocation économique sur une surface de 10 hectares.

Du point de vue financier, la SPLA L'Or Aménagement enregistre, pour 2013, un chiffre d'affaires hors taxe de 640 K€ (contre 367 K€ en 2012) et un résultat net bénéficiaire à hauteur de 214 K€ (contre 34 K€ en 2012).

L'ensemble des produits est issu des différentes opérations de concession (dont essentiellement les opérations des ZAC des Châtaigniers, Lou plan des Aires et La Font de Mauguio) et des différentes études menées en 2013.

Les capitaux propres s'établissent à 1 182 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SPLA L'Or Aménagement pour l'exercice 2013,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°128 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE SERM - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE D'AMÉNAGEMENT SAAM - RAPPORTS SPÉCIAUX 2013 SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PRÉROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, la SERM et la SAAM ont remis leurs rapports spéciaux 2013 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui leur ont été confiées.

Par délibération n°12 215 du Conseil de Communauté en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Madame Isabelle GUIRAUD pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SERM, aussi par délibération n°12 216 du Conseil de Communauté en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Monsieur Philippe SAUREL pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SAAM.

Les sociétés SERM et SAAM exercent des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique.

- En 2013, les opérations confiées à la SERM par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et concernées par ces prérogatives sont :
 - ZAC Eureka Extension sur la Commune de Castelnaud-le-Lez ;
 - ZAC Roquefraisie sur la Commune de Saint Jean de Vedas ;
 - ZAC Renouvellement et Développement Urbain Prades le Lez/Coste Rousse et Multisites Prata, sur la Commune de Prades le Lez ;
 - ZAC Cantausse, Aménagement Secteur Est de Saint Brès, sur la Commune de Saint Brès.

Pour la ZAC Eureka, l'enquête parcellaire concernait neuf unités foncières. En 2013 une unité foncière a été acquise à l'amiable sous déclaration d'utilité publique.

Pour la ZAC Roquefraisie, l'enquête parcellaire concernait vingt-trois unités foncières. En 2013, aucune unité foncière n'a été concernée ni par une procédure judiciaire, ni à l'amiable sous déclaration d'utilité publique.

Pour la ZAC Renouvellement et Développement Urbain sur Prades le Lez, l'enquête parcellaire concernait trente-deux unités foncières. En 2013, une unité foncière a été concernée par une procédure judiciaire.

Pour la ZAC Cantausse, Aménagement Secteur Est de Saint Brès, deux unités foncières ont été acquises à l'amiable sous déclaration d'utilité publique.

- En 2013, les opérations confiées à la SAAM par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et concernées par ces prérogatives sont :
 - ZAC Descartes sur la Commune de Laverune ;
 - ZAC des Saurèdes sur la Commune de Castries.

Pour la ZAC Descartes, l'enquête parcellaire concernait dix-sept unités foncières. En 2013, sept unités foncières ont été acquises à l'amiable sous déclaration d'utilité publique.

Pour la ZAC des Saurèdes, quatre unités foncières ont été acquises à l'amiable sous déclaration d'utilité publique et deux ont été soumises à acquisition par voie judiciaire en 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les rapports spéciaux 2013 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SERM et de la SAAM,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

Monsieur le Président

L'affaire 129 est traitée.

AFFAIRE N°130 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE SOMIMON - RAPPORT ANNUEL 2013 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

M. C. COUR, Conseiller Communautaire, rapporte :

En application de la délibération n°12218 en date du 22 avril 2014, et suite aux élections intervenues au sein du Conseil d'Administration, Monsieur Christophe COUR est président de la SOMIMON et représentant de la Communauté d'Agglomération à l'Assemblée Générale en remplacement de Mme Gabrielle DELONCLE, représentante de l'agglomération au sein de la société pour l'année 2013.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Économie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Christophe COUR présente le compte rendu des activités de la société SOMIMON au cours de l'exercice 2013.

La SOMIMON sous la marque MERCADIS assure l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier dont la zone de chalandise s'étend de Béziers à Montpellier jusqu'à Nîmes et Millau. La société permet d'organiser la mise en marché et la distribution des produits alimentaires de grande consommation sur une zone en plein essor démographique.

Au 31 décembre 2013, le capital social de la société est inchangé et la Communauté d'Agglomération de Montpellier détient toujours 42% des parts de la société ; elle occupe 4 sièges sur 10 au conseil d'administration dont le poste de Président.

Le conseil d'administration de la société a pris acte de la modification de certains représentants des actionnaires concernant : la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour lequel Mr Renaud Calvat a été nommé en remplacement de Mr Jean Marcel CASTET le 17 janvier 2013 et la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc représentée par Mr Pierre-Marie Pezet en remplacement de Mr Laurent Brieu le 21 décembre 2012.

Le conseil d'administration de la société s'est réuni le 28 mai et le 12 décembre 2013 ; l'assemblée générale mixte des actionnaires approuvant les comptes de l'exercice 2012 s'est tenue le 25 juin 2013.

La société est actionnaire de la SAEML SERM, elle détient 89 parts soit 0.02% du capital.

L'effectif de la société était de 16 agents au 31 décembre 2013.

En 2013, la société a poursuivi la réflexion et les études sur son programme de modernisation et d'insertion urbaine du MIN. A cette occasion, les questions de logistique urbaine de proximité et de plate-forme multi modale en lien avec le projet de renouvellement urbain du quartier de la Restanque ont été étudiées. Cette réflexion doit conduire à finaliser le plan stratégique d'évolution à moyen terme de la société courant 2014.

Au niveau des concessionnaires implantés au sein du M.I.N, on dénombre pour 2013, vingt-et-une arrivées sur le site et quatre agrandissements pour seulement une réduction de surface et trois départs.

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice 2013 s'établit à 2 770 K€ en hausse par rapport à 2012(soit +157 K€, soit +6 %) dont

- 596 K€ pour la filière agroalimentaire : (en progression de 12%) 668 K€ pour la filière « fruits et légumes » (en hausse de 11%) et 152 K€ pour l'activité horticole (: en légère hausse de 4%) 499 K€ pour l'activité de « plate-forme frigorifique » (en progression de 4%)

Les produits totaux représentent 3 070 K€ (en progression de +106 K€, +4%) pour un total de charges de 3 064 K€ (soit +101K€), le résultat net de l'exercice s'élevant ainsi à +6 K€. Les capitaux propres de la société s'élèvent désormais à 1 070 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SOMIMON pour l'exercice 2013 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

Monsieur le Président

Je vous remercie et je vous souhaite d'excellentes vacances.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

N°D2014-268 - 19/06/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n° 3427DC13 de "Travaux de sécurisation du domaine Bonnier de la Mosson : création d'un mur et d'une clôture périphériques"

Objet : Un marché n° 3427DC13 est passé avec la société Pierres et traditions sise à Poussan (34). Il s'agit du marché de travaux de sécurisation du domaine Bonnier de la Mosson avec la création d'un mur et d'une clôture périphériques (travaux de maçonnerie et clôture).

Il prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Son délai d'exécution est de 47 semaines décomposé comme suit : 25 semaines pour la tranche ferme (+ période de préparation de 4 semaines), 8 semaines pour la tranche conditionnelle n° 1 et 10 semaines pour la tranche conditionnelle n° 2. Le montant global du marché s'élève à 564 361,10 € H.T. soit 677 233,32 € T.T.C. Il se décompose comme suit : 311 547,10 € H.T. soit 373 856,52 € T.T.C. pour la tranche ferme, 156 650 € H.T. soit 187 980 € T.T.C. pour la tranche conditionnelle n° 1, 78 016 € H.T. soit 93 619,20 € T.T.C. pour la tranche conditionnelle n° 2 et 18 148 € H.T. soit 21 777,60 € T.T.C. pour la prestation supplémentaire ou alternative n° 1.

N°D2014-270 - 11/06/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes et d'avances du Conservatoire à Rayonnement Régional

Objet : Les modifications proposées prennent en compte les recommandations du trésorier lors du contrôle de la régie, à savoir : modification de l'objet de la régie (suppression de la location d'espaces pour laquelle aucun tarif n'est voté) ; augmentation de l'encaisse autorisée (de 15 000 à 30 000 €) pour permettre au régisseur d'être au plus près de la réalité compte tenu d'importants encaissements qui ont lieu de façon périodique.

Concernant la régie d'avances, une avance de 4 000 € est consentie pour faciliter le remboursement des inscriptions et éviter les remboursements par mandats administratifs.

N°D2014-273 - 30/06/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un marché 3634MG14 de fourniture de système nomade d'amplification pour boucle inductive ou casque audio via une application pour téléphone mobile

Objet : Considérant la Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, la circulaire n° DGUHC 2007-53 du 30 novembre 2007 indique qu'il est important de prévoir dans les salles de spectacles et de conférences des systèmes de transmission et d'amplification des sons pour les personnes malentendantes (boucles magnétiques, haute fréquence, infrarouge).

Plusieurs salles de réunions, d'assemblée ou de conférence doivent être équipées à l'Hôtel d'agglomération ou dans les bâtiments gérés par Montpellier agglomération : Musées, Théâtres, Médiathèques, Planétarium...

Un marché est passé à cet effet avec l'entreprise E.S.I.I. sise Z.I Sud, 2 rue de la Prade, 34880 LAVERUNE pour un montant de 26 600,00€ HT. Ce marché pourra être reconduit, sauf renonciation du titulaire, 2 fois par période d'un an.

N°D2014-274 - 13/06/14 - Direction de la Culture

Décision relative au marché 3633DC14 de transport aller et retour des œuvres de l'exposition « Claude Viallat, une rétrospective » au musée Fabre de Montpellier

Objet : Dans le cadre de l'exposition « Claude Viallat, une rétrospective » pour les œuvres prêtées au musée Fabre de Montpellier, un marché de prestations de services pour le transport aller et retour des œuvres de l'exposition est passé avec l'entreprise Chenue, 85 avenue du Président Wilson, 93210 LA PLAINE SAINT DENIS. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 7 mois. Le montant du marché s'élève à 47 010 € H.T.

N°D2014-275 - 01/07/14 - Direction de la Culture

Décision relative au marché n° 3626DC14 concernant la Maîtrise d'œuvre pour la scénographie et la signalétique intérieure, avec suivi des travaux de l'exposition "Max Rouquette, ou la liberté de l'imaginaire" présentée à la Médiathèque Centrale d'Agglomération Emile Zola décembre 2014/ mars 2015.

Objet : Dans le cadre de la préparation de l'exposition "Max Rouquette, la liberté de l'imaginaire" qui aura lieu à la médiathèque Centrale d'Agglomération Emile Zola du 1er décembre 2014 au 31 mars 2015, il convient de signer le marché N°3626DC14 relatif à la maîtrise d'œuvre pour la scénographie et la signalétique avec suivi de travaux. Après consultation, le candidat retenu est le groupement solidaire Hervé Mangani et Valérie Julien pour la somme de 16 199,80€ TTC (15 140,00 € H.T.).

N°D2014-276 - 05/06/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au marché de prestations intellectuelles concernant la réalisation d'études pré-opérationnelles pour le réinvestissement urbain de la façade commerciale du parc d'activités du « Salaison » sur les RD613 et RD610 ainsi que pour la requalification de l'interface paysager entre le parc d'activités du « Salaison » et les zones habitées

Objet : Un marché est conclu avec le groupement composé de l'agence d'architecture « BOYER PERCHERON ASSUS » et du « CABINET MERLIN » pour mener des études pré-opérationnelles pour le réinvestissement urbain de la façade commerciale du parc d'activités du « Salaison » sur les RD613 et RD610 ainsi que pour la requalification de l'interface paysager entre le parc d'activités du « Salaison » et les zones habitées. Les études menées par le groupement porteront sur les domaines de l'urbanisme, des réseaux divers, de l'hydraulique et du paysage. Le montant du marché s'élève à 48 265 € HT.

N°D2014-282 - 27/06/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à une convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques

Très Haut Débit entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'opérateur Hérault Télécom

Objet : Une convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques Très Haut Débit est conclue avec l'opérateur Hérault Télécom sise à SAINT-AUNES. Cette convention concerne l'infrastructure numérique Très Haut Débit mise à disposition pour les besoins de développement du réseau Hérault Télécom sur tout le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Cette convention prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. La redevance est calculée en fonction du débit proposé par Hérault Télécom au tarif de 75 € H.T. par mois et par site pour un débit supérieur ou égal à 10 Mbits/s symétriques ou 30 € H.T. par mois et par site pour un débit inférieur. Elle inclut également les frais d'accès au service à hauteur de 100 € H.T. par prise pour le raccordement d'une entreprise dans les zones d'activités économiques sous la compétence de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Sur la base de ces calculs le montant de la recette s'élève à 24 530,00 € H.T.

N°D2014-289 - 11/06/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public - Abords de la plateforme tramway pour l'aménagement de l'éco quartier du "Domaine de Caylus" à Castelnau le Lez

Objet : La Communauté d'Agglomération autorise la ville de Castelnau le Lez à occuper, à titre gratuit pour une durée de 10 ans reconductible, un ensemble de parcelles constituant une réserve foncière acquise à titre conservatoire dans le cadre du projet de la 2ème ligne de tramway dans l'hypothèse d'un doublement à terme de la plateforme tramway. La ville de Castelnau le Lez souhaite occuper et aménager en espace vert ces terrains dans le cadre de l'aménagement de l'éco quartier du « Domaine de Caylus ».

N°D2014-291 - 23/06/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public - Secteur angle rue de la Voie Domitienne et de la rue Jean Jaurès - Commune de Castelnau le Lez

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier doit implanter un poste de refoulement des eaux usées à l'angle de la rue de la Voie Domitienne et de la rue Jean Jaurès sur la commune de Castelnau le Lez, pour les besoins de l'exploitation du réseau public d'assainissement collectif qu'elle gère. Une convention d'occupation temporaire d'occupation du domaine public est consentie par la commune de Castelnau le Lez, propriétaire, au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à titre gratuit.

N°D2014-293 - 11/06/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Parcelle AZ n° 122 - Commune de Montferrier-sur-Lez

Objet : Une convention de servitude de passage de la canalisation d'eaux usées sur la parcelle AZ n° 122, est passée dans le cadre de l'opération dénommée « Mise en œuvre du Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération de Montpellier ». Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité de 825 €.

N°D2014-300 - 11/06/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la 5ème ligne de tramway permettant le bouclage de la 4ème ligne - lots n°1 / 5 / 6 / 7 / 9 et 15 de la parcelle HV328 à Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération acquiert les lots n°1 / 5 / 6 / 7 / 9 et 15 de la parcelle située 23 rue des Balances à MONTPELLIER, cadastrée section HV n°328 appartenant à Monsieur Alain QUEMIN et Madame Isabelle QUEMIN pour un montant de 375 000 € toutes indemnités confondues. Cette acquisition est nécessaire à la réalisation des travaux permettant le bouclage de la quatrième ligne de tramway.

N°D2014-301 - 17/06/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un marché n°3591 bis MG 14 : Maintenance et fournitures de consommables de photocopieurs Multifonctions

Objet : Un marché n°3591 Bis MG 14 "Maintenance et fournitures de consommables de photocopieurs multifonctions" est passé avec l'entreprise RICOH, dont le siège social est situé 7-9 avenue Robert Schuman, 94 150 Rungis. L'offre retenue est d'un montant de base de 7700,70 euros HT soit 9270,84 euros TTC. La date d'exécution est fixée au 1er juillet 2014 pour 6 mois et reconductible 3 fois pour 1 an.

N°D2014-302 - 17/06/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative au marché n° 3562GD14 de création et fourniture d'une exposition itinérante sur le thème de la prévention des déchets sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché n°3562GD14 de fournitures courantes et services est passé avec la société DBGRAPH sise à SAINT GEORGES D'ORQUES. Ce marché concerne la création et la fourniture d'une exposition itinérante sur le thème de la prévention des déchets sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché est conclu pour une durée de 14 mois à compter de sa notification valant démarrage des prestations. Le marché comprend une tranche ferme d'un montant de 19 069,20 €HT et une tranche conditionnelle d'un montant de 6 112,20 €HT. Soit au total 25 181,40 €HT.

N°D2014-303 - 13/06/14 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention d'occupation temporaire à la Compagnie L'Atalante - Théâtre du Hangar

Objet : La Communauté d'Agglomération met gratuitement le Théâtre du Hangar à disposition de la Compagnie L'Atalante du 16 au 27 juin 2014 pour y organiser des répétitions.

N°D2014-305 - 13/06/14 - Direction de la Culture

Site archéologique Lattara-Musée Henri Prades - Décision relative à l'avenant n°3 du marché de nettoyage

n°2797DC11

Objet : Un avenant n° 3 au marché n° 2797DC11 de nettoyage est passé avec la SARL SINER. Cet avenant concerne des prestations spécifiques de nettoyage qui seront engagées lors des manifestations culturelles du Musée Henri Prades que sont la Vème Fête de l'Antiquité à Lattara, les 14 et 15 juin 2014 et les Journées Européennes du Patrimoine, les 20 et 21 septembre 2014. Le présent avenant s'élève à 440 € H.T, soit 528 € TTC.

N°D2014-307 - 16/06/14 - Direction des Finances

Décision relative à des avenants de prolongation des dates de mobilisation des contrats d'emprunt n°FI26.200/FR et FI81.286/FR auprès de la Banque Européenne d'Investissement

Objet : Compte tenu du rythme prévisionnel de réalisation des dépenses, il convient de reporter au 30 juin 2014 la date limite de mobilisation des fonds pour les contrats d'emprunt n°FI26.200/FR et FI81.286/FR passés avec la Banque Européenne d'Investissement.

N°D2014-308 - 11/06/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession de trois véhicules vétustes, immatriculés 335 ADM 34, 176 BHC 34 et 530 ADW 34 à l'Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : Le véhicule Twingo immatriculé 335 ADM 34, le Berlingo immatriculé 530 ADW 34 et la C6 immatriculée 176 BHC 34, à réformer, sont cédés à l'Hôtel des ventes, Chemin de Poutingon à Montpellier pour être vendus aux enchères. Les prix de cession résulteront de la vente aux enchères.

N°D2014-311 - 23/06/14 - Direction des Sports

Décision relative à la passation d'un marché public n° 3598DS14 concernant l'analyse de l'air et des THM dans l'eau pour les piscines de l'Agglomération de Montpellier

Objet : Afin de répondre à la nécessité de procéder à l'analyse de l'air et de la recherche des THM (chloroforme, bromoforme, dibromochlorométhane et dichlorobromométhane) dans l'eau des piscines de l'Agglomération de Montpellier, un marché est passé avec la société Pole Air sise à Prades le lez. Ce marché est conclu pour une durée d'un an reconductible. Son montant est de 5 000 € H.T miniet 15 000 € H.T. maxi.

N°D2014-312 - 13/06/14 - Direction de la Culture

Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Décision relative à un marché de prestation de services de reconstitution historique dans le cadre de la Ve Fête de l'Antiquité passé avec le groupe PAX AUGUSTA

Objet : Un marché de prestation de service est passé avec l'association « Pax Augusta, Groupe gallo-romain de Lugdunum », 9 rue des Ecoles, F-69 580 Sathonay-Camp. Ce marché concerne la présentation d'une reconstitution historique intitulée « la gladiature de la Rome Antique » sur le site archéologique Lattara, dans le cadre de la Vème Fête de l'Antiquité. Le marché prend effet à compter de sa signature et se termine au plus tard le 16 juin 2014. Le montant du marché s'élève à 5 460 € TTC.

N°D2014-314 - 13/06/14 - Direction de la Culture

Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Décision relative à un marché de prestation de services de reconstitution historique de l'association "L'Attelage en Pays d'Arles" dans le cadre de la Ve Fête de l'Antiquité

Objet : Un marché de prestation de service est passé avec l'association « L'Attelage en Pays d'Arles », C108 Mas St Gilles, 2645 Route de Gimeaux, 13 200 ARLES. Ce marché concerne la présentation d'une reconstitution dans le cadre de la Vème Fête de l'Antiquité. Le marché prend effet à compter de sa signature et se termine au plus tard le 16 juin 2014. Le montant du marché s'élève à 3 260 € TTC.

N°D2014-315 - 26/06/14 - Direction du Protocole

Décision relative à l'achat et à la livraison de boissons non alcoolisées pour les besoins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché public est passé avec la société France Boissons sise ZAE de l'Embosque 34770 GIGEAN afin de permettre l'approvisionnement en boissons non alcoolisées des manifestations, cérémonies, et réceptions organisées par la direction du protocole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ce marché est conclu pour une durée de 1 an, reconductible et pour un montant de 5 000 € H.T. mini et 15 000 € H.T. maxi.

N°D2014-316 - 13/06/14 - Direction de la Culture

Marché 3451DC13 - maîtrise d'oeuvre accessibilité et couverture pour l'Opéra Comédie

Objet : Un marché de maîtrise d'oeuvre est conclu pour l'accessibilité et la rénovation de la couverture de l'opéra Comédie de Montpellier pour un montant de 60 110,46€ HT (30 141,09 € H.T pour la tranche ferme et 29 969,37 € H.T pour la tranche conditionnelle) avec Frédéric FIORE, architecte du patrimoine, sis 300 rue Auguste Broussonnet à Montpellier. Sa durée est de 15 mois.

N°D2014-318 - 17/06/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un marché 3421GD13 de distribution de documents en porte à porte aux habitants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et livraison de cartons de sacs en points fixes sur les 31 communes, lots : 1, 2 et 3

Objet : Un marché de services n°3421GD13 doit être signé avec la société CHIRRIPO sise 95 rue Joseph Alois Shumpeter, 34470 PEROLS pour les 3 lots. Ce marché concerne des prestations de livraison de divers documents et matériels fournis par l'Agglomération, sur le territoire des 31 communes. Ce marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 1 an renouvelable 2 fois pour la même durée. Soit 3 ans maximum. Le lot 1(distribution des bons de retrait de sacs de pré-collecte pour le tri sélectif des emballages recyclables aux foyers utilisant ces

fournitures soit environ 23 000 adresses) est conclu pour un montant de 16 140,48 € HT, le lot 2 (distribution des documents d'information sur les actions menées par l'Agglomération pour le tri et la réduction des déchets auprès des habitants de communes ou de quartiers de Montpellier), pour 23 000,40 € HT et le lot 3 (approvisionnement en sacs de pré collecte des points-relais de distribution) pour 8 714,00 € HT. Soit un total de 47 854,88 € HT pour la durée maximum du marché.

N°D2014-320 - 12/06/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un avenant n° 1 au marché n° 3287RI13 de prestations d'assistance à l'exploitation du système d'information de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un avenant n° 1 au marché n° 3287RI13 concernant des prestations d'assistance à l'exploitation du système d'information de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est conclu avec la société PROSERVIA sise à BLAGNAC. Cet avenant prolonge le marché n°3287RI13 d'une durée de 3 mois, soit du 17 juin 2014 au 16 septembre 2014. Le montant maximum du présent avenant s'élève à 9 600,00 € H.T. Le nouveau montant maximum du marché s'élève à 199 600,00 € H.T.

N°D2014-321 - 05/06/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat n° 1053146 de maintenance et de support technique des logiciels de Système d'Information Géographique ESRI

Objet : Un contrat de maintenance et de support technique informatiques est conclu avec la société ESRI FRANCE sise à MEUDON. Ce contrat concerne les logiciels de Système d'Information Géographique (SIG) ESRI de la gamme ArcGIS installés à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat, la Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets, la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel et la Direction des Transports et de la Voirie. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 12 mois, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2016. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 24 266,40 € T.T.C.

N°D2014-322 - 11/06/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention d'occupation précaire conclue entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur Nicolas Vernhet, organisateur de promenades équestres

Objet : Une convention d'occupation précaire est conclue entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur Nicolas Vernhet, organisateur de promenades équestres, domicilié route de Saussan au lieu-dit Les Combes à Fabrègues. La convention porte sur les parcelles cadastrées section BM 66, BM 68, BM20 et BM 21, situées sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone. La convention est consentie pour une durée de 1 an, à compter de sa signature, moyennant une redevance annuelle de 150 euros.

N°D2014-323 - 26/06/14 - Direction des Sports

Décision relative à un avenant n°2 au marché n°2641T12 relatif à la maintenance des centrales du traitement de l'eau des piscines

Objet : Suite à l'intégration de la piscine les Néréides à Lattes au sein de la Régie et de la nécessité d'effectuer des contrôles supplémentaires il est nécessaire de passer un 2ème avenant. L'économie du marché et son objet ne sont pas remis en cause. L'avenant s'élève à 1 940 € H.T. Le montant du marché est de 15 527,03 € H.T.

N°D2014-329 - 12/06/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat de maintenance informatique du progiciel de gestion de parc de véhicules PARCK sous ORACLE

Objet : Un contrat de maintenance informatique est conclu avec la société INFORMAKIT S.A.R.L sise à BEZONS. Ce contrat concerne le progiciel de gestion de parc de véhicules PARCK sous la base de données ORACLE, installé à la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 12 mois du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2016. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 2 438,80 € T.T.C.

N°D2014-330 - 11/06/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle SP 13 - 2892 Route de Vauguières - Commune de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire de la parcelle SP n° 13 - Commune de Montpellier.

L'ancien propriétaire doit libérer les lieux au 1er janvier 2015. Il conviendra alors de procéder à la démolition de l'ensemble des bâtiments avant toute occupation illégale.

N°D2014-331 - 11/06/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel.

Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelles SO 5 et 6 - 1521 rue Fontaine de la Banquière - Commune de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire des parcelles SO n° 5 et 6 - Commune de Montpellier.

L'ancien propriétaire doit libérer les lieux au 30 octobre 2014. Il conviendra alors de procéder à la démolition de l'ensemble des bâtiments avant toute occupation illégale.

N°D2014-332 - 11/06/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle SR 3 - 2921 bis route de Vauguières - Commune de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire de la parcelle SR n° 3 - Commune de Montpellier.

L'ancien propriétaire doit libérer les lieux au 10 décembre 2014. Il conviendra alors de procéder à la démolition des bâtis afin d'éviter toute occupation illégale.

N°D2014-333 - 17/06/14 - Direction de la Communication

Décision relative au marché n°3648CO14 "Prestations de captation, de production, de réalisation et de diffusion vidéo en direct et en différé d'événements publics sur les sites internet de la collectivité"

Objet : Il a été décidé de retenir la société VIDELIO, domiciliée à SAINT AUNES (34130), pour ce marché qui débute à la date de sa notification jusqu'au 31/12/2014 pour un montant minimum de 20 000 € HT et un montant maximum de 80 000 € HT.

N°D2014-334 - 12/06/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un avenant n° 1 au contrat n° IM2012/1001 d'abonnement annuel d'assistance téléphonique, de maintenance et d'hébergement de l'application de gestion administrative des conservatoires et des écoles de musique, de danse et d'art dramatique iMUSE

Objet : Un avenant n° 1 au contrat n° IM2012/1001 d'abonnement annuel à l'assistance téléphonique, de maintenance et d'hébergement de l'application de gestion administrative des conservatoires et des écoles de musique, de danse et d'art dramatique iMUSE est conclu avec la société SAIGA INFORMATIQUE sise à ORLEANS. Cet avenant concerne l'application iMUSE hébergée sur un serveur dédié dans les locaux de la société SAIGA INFORMATIQUE, utilisée par le Conservatoire à Rayonnement Régional. Cet avenant prend effet à la date de notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an, sans pouvoir excéder 1 renouvellement, soit jusqu'au 31 décembre 2015, le contrat initial arrivant à terme à cette même date. Le montant annuel du présent avenant s'élève à 576,00 € T.T.C. (480,00 € H.T) Le nouveau montant annuel du contrat s'élève donc à 5 292,00 € T.T.C. (4 410,00 € H.T)

N°D2014-338 - 26/06/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à l'établissement d'un avenant de transfert au marché n°2.632 des équipements Haute Tension / Basse Tension / Traction de la 2ème ligne de tramway suite à des réorganisations internes au sein du groupe CEGELEC

Objet : La Communauté d'Agglomération prend acte des réorganisations internes du groupe Cegelec, par l'établissement d'un avenant de transfert au marché n°2.632.074 portant sur les équipements HT/BT/Traction de la deuxième ligne de tramway et dont la tranche conditionnelle de maintenance est toujours en cours d'exécution.

N°D2014-339 - 17/06/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un marché n°2127S14.02 de préventeur sécurité-santé dans le cadre de la réalisation des travaux confortatifs en matière de prévention incendie des équipements de l'unité de méthanisation AME-TYST

Objet : Un marché de services n°2127S14.02 doit être signé avec la société CV SECURITE sise 342 bis chemin des horts, 34400 LUNEL-VIEL. Ce marché concerne l'exercice du rôle de Préventeur sécurité-santé ayant pour objet l'exécution de missions d'assistance à l'exploitant de l'unité de méthanisation dans le cadre des de la réalisation des travaux confortatifs en matière de prévention. Il débutera à l'ordre de service précisant la date de démarrage des prestations et pour une durée de 6 mois, hors période de garantie de parfait achèvement des travaux d'une durée de 12 mois. Le montant de ce contrat est de 21 910,00 € H.T

N°D2014-340 - 17/06/14 - Direction des Finances

Décision relative au marché n° 3543DF13 sur les garanties financières de l'Unité de Méthanisation de déchets ménagers et assimilés Ametyst

Objet : Un marché portant acte de cautionnement solidaire en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement, est passé avec la Société étrangère Zurich Insurance Plc, Succursale pour la France, ayant son siège social à Zurich House Ballsbridge Park Dublin 4 (Irlande) et son siège pour la France, 112 avenue de Wagram, 75 808 Paris cedex 17, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris au n°484 373 295, ci-après dénommée «Zurich Insurance», représentée par la société Euro Caution Courtage (ayant son siège situé 14 Allée de Cruye, 78870 Bailly). Cet acte de cautionnement porte sur l'Unité de Méthanisation de déchets ménagers et assimilés Ametyst à Montpellier. Le montant maximum du cautionnement s'élève à 432 639€ TTC la 1ère année, 847 278 € TTC la 2ème année, 1 270 917 € TTC la 3ème année, 1 694 556 € TTC la 4ème année, 2 118 195 € TTC (1 771 066 € H.T) la 5ème année établi à la date de valeur de mai 2012 (valeur TP 01 = 698.2), conformément à l'arrêté préfectoral.

N°D2014-341 - 17/06/14 - Direction des Finances

Décision relative au marché n° 3544DF13 sur les garanties financières du Centre de Tri des déchets ménagers recyclables Demeter

Objet : Un marché portant acte de cautionnement solidaire en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement, est passé avec la Société étrangère Zurich Insurance Plc, Succursale pour la France, ayant son siège social à Zurich House Ballsbridge Park Dublin 4 (Irlande) et son siège pour la France, 112 avenue de Wagram,

75 808 Paris cedex 17, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris au n°484 373 295, ci-après dénommée «Zurich Insurance», représentée par la société Euro Caution Courtage (ayant son siège situé 14 Allée de Cruye, 78870 Bailly). Cet acte de cautionnement porte sur le Centre de Tri des déchets ménagers recyclables Deme-ter à Montpellier. Le montant maximum du cautionnement s'élève à 29 700,2€ TTC la 1ère année, 59 400,4€ TTC la 2ème année, 89 100,6€ TTC la 3ème année, 118 600,6 € TTC la 4ème année, 148 501€ TTC la 5ème année établi à la date de valeur de mai 2012 (valeur TP 01 = 698.2), conformément à l'arrêté préfectoral.

N°D2014-343 - 04/07/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative au marché n°2127T14 de travaux confortatifs en matière de prévention incendie des équipements de l'unité de méthanisation de Montpellier

Objet : Une décision modificative doit être prise pour abroger la décision D2014-203 entachée d'une erreur matérielle pour confirmer l'autorisation de signature des marchés de travaux n°2127T14, lot 1 avec la société COFELY AXIMA sise 1 rond-point du général EISENHOWER- BP1061-31035 TOULOUSE cedex 1 (Sprinklage/RIA/ ca- non à mousse) pour un montant de 1 054 200,00 € H.T et lot 3 (Serrurerie et vitrage coupe-feu) à la société CFM sise 410 avenue Ampère 34170 Castelnau le Lez pour un montant de 34 645,00 € H.T.

Le lot 2 (Détection incendie) est déclaré infructueux, la seule offre reçue, supérieure de + de 192% à l'estimation, étant inacceptable au sens de l'article 35.1 1° du Code des marchés publics.

N°D2014-344 - 24/06/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3682EA14 (marché subséquent à l'accord cadre n° 2946EA12) - Mission 7 : Analyse des offres et assistance aux négociations des contrats de délégation de service public

Objet : Un marché n°3682EA14 d'analyse des offres et assistance aux négociations des contrats de délégation de service public est passé avec SERVICE PUBLIC 2000/KFH Communication/LISODE. Ce marché concerne l'ana- lyse des offres et assistance aux négociations des contrats de délégation de service public. Sa durée est de 5 mois maximum. Le montant du marché s'élève à 89 250 € HT.

N°D2014-347 - 30/06/14 - Direction des Sports

Décision relative à la passation d'un marché de maintenance des centrales de traitement "Syclope" de l'eau des piscines de l'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché à bons de commande n°3606 de prestations de service est passé avec la société RESONET SERVICES, sise ZA de la Fourcade à GIMONT (32200). Ce marché concerne la maintenance des centrales de trai- tement de l'eau "Syclope" des piscines de l'Agglomération de Montpellier à raison de 2 interventions annuelles sur 9 piscines pour un total de 14 centrales de traitement.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de un an reconductible trois fois. Le montant annuel du marché à bons de commande est assorti d'un minimum de 3 000 € H.T. et d'un maximum de 10 000 € H.T.

N°D2014-348 - 03/07/14 - Direction des Sports

Décision relative à l'organisation de stages sportifs dans les piscines Caron et Néréides durant les vacances d'été 2014

Objet : L'Agglomération de Montpellier souhaite reconduire par convention, en partenariat avec des clubs de proximité, durant la période estivale dans les piscines Neptune, Caron et Néréides, des stages sportifs organisés à la semaine à destination des jeunes de 6 à 16 ans, visant à promouvoir l'apprentissage de la natation ainsi que les bien- faits d'activités sportives complémentaires. Le montant global des prestations, calculé sur la base du nombre d'heures effectuées, du personnel qualifié et du matériel spécifique mis à disposition respectivement par les clubs concernés, fixé à 5000 € T.T.C., est réparti comme suit :

- MPN : 1 120 € T.T.C. pour 42h d'intervention,
- MAPUC : 750 € T.T.C. pour 16h d'intervention,
- SLACKLINE : 1 530 € T.T.C. pour 22h30 d'intervention.
- ZEPETRA ECOLE DE CIRQUE : 1 600 € T.T.C. pour 48hd'intervention

N°D2014-349 - 26/06/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3367EA13 - Elaboration des dossiers de déclaration des stations d'épuration Murviel les Montpellier, Saint Georges d'Orques, Elaboration de porter à connaissance pour la station d'épuration de Lavérune

Objet : Un marché n°3367EA13 est passé avec ALIZE ENVIRONNEMENT sise 2, Rue Simone VEIL 34920 Le Crès pour réaliser les procédures réglementaires des stations d'épuration de Murviel les Montpellier, Saint Georges d'Orques et Lavérune au titre de la loi sur l'eau. La durée du marché est de 28 mois à compter de la date de notification. Le marché s'élève à 19 800 € H.T.

N°D2014-351 - 23/06/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3557CO14, diffusion, distribution et affichage d'affiches et autres supports de communication pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société CART'COM à Montpellier pour le lot 1 et la société CA.C.FAIT.COM à Montpellier pour le lot 2. Ce marché concerne la diffusion, distribution et affi- chage d'affiches et autres supports de communication pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Lot 1 : diffusion et affichage d'affiches et autres supports. Lot 2 : distribution de supports de communication en marketing de rue. Le marché est conclu de sa notification au 31 décembre 2014. Il peut être renouvelé pour une période de 1 an. Pour le lot 1, le seuil minimum du marché s'élève à 20 000 € H.T et le seuil maximum à 60 000€ H.T. Pour le lot

2, le seuil minimum du marché s'élève à 10 000 € HT et le seuil maximum à 40 000 € H.T.

N°D2014-355 - 04/07/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un avenant n°1 de prolongation de la durée du marché 3189GD12 relatif à l'animation du Comité de riverains de suivi des odeurs de l'ISDnD de CASTRIES

Objet : Un avenant au marché n°3189GD12 doit être signé pour prolonger la durée du contrat de 4 mois. Celui-ci prendra fin le 31 décembre 2014.

Conformément aux prescriptions réglementaires de l'autorisation d'exploiter, le réseau de nez mis en place pendant l'exploitation du casier 1 doit être maintenu. Le prolongement du marché actuel jusqu'en décembre 2014 permet de mettre en œuvre la procédure de consultation pour engager un nouveau marché à partir du 1er janvier 2015

Le montant du marché reste inchangé dans la mesure où certains mois n'ayant recueilli aucune observation de la part des riverains, le prestataire n'a pas émis de facture.

N°D2014-356 - 27/06/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention d'occupation temporaire entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société Transports Saltel concernant un terrain sur la commune de Vendargues

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier conclut avec la société "Transports Saltel" une convention d'occupation temporaire concernant la parcelle BD0301 sur la commune de Vendargues. La convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2015 pour une redevance mensuelle de 1500 euros TTC.

N°D2014-359 - 02/07/14 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Regards en biais - ESAT La Bulle Bleue

Objet : La Communauté d'Agglomération participe pour un montant de 1 500 € à l'achat du spectacle Regards en Biais diffusé le 7 juin 2014 à l'Esat La Bulle Bleue par la Compagnie La Hurlante.

N°D2014-360 - 05/06/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice " SA ARCADES AUTOMOBILES n°1402027-4"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1402027-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 18 avril 2014 par la SA ARCADES AUTOMOBILES contre le titre exécutoire n°93 du 17 décembre 2013 d'un montant de 561 913,68 euros émis à son encontre par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et ce, en remboursement des indemnités accordées par la Commission d'indemnisation à l'amiable de la ligne n°2 du tramway.

N°D2014-361 - 05/06/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une prise de possession anticipée de la parcelle cadastrée section SM n° 47 - Commune de Montpellier

Objet : Dans le cadre du projet de création de la réserve foncière, déclarée d'utilité publique, du secteur Méjanelle - Pont Trinquat - Quartier Gare TGV, et afin de permettre la réalisation de diagnostics archéologiques et des études de sol, il y a lieu de prendre possession de la parcelle cadastrée SM n° 47 située lieudit Mas de Brousse à Montpellier. Une convention portant prise de possession est passée pour un montant d'indemnité de 4 320,00 €

N°D2014-363 - 26/06/14 - Direction des Sports

Décision relative à la passation d'un marché n°3654DS14 en vue de la création d'une gazonnière au stade de la Mosson "Mondial 98"

Objet : Ce marché est passé avec la société Sport Environnement, sise à Montpellier, dans le cadre d'une procédure adaptée conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics pour un montant de 38 705,80 € H.T pour une durée d'un mois. Il a pour objet la création d'une gazonnière au stade de la Mosson "Mondial 98".

N°D2014-366 - 27/06/14 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à la Compagnie Motifs d'Evasion - théâtre du Hangar

Objet : Le Théâtre du Hangar est gratuitement mis à disposition de la Compagnie Motifs d'Evasion pour y organiser des répétitions. Une convention fixe les modalités d'occupation.

N°D2014-367 - 03/07/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Autorisation de signer le marché n°3646GD14 conclu avec la société LMS pour la mise à disposition d'une aire de lavage pour les véhicules du site d'exploitation de la collecte des déchets ménagers de Castries

Objet : Le site d'exploitation de Castries n'est pas équipé d'une aire de lavage. Il est donc nécessaire d'avoir recours à un prestataire qui met à notre disposition une aire de lavage. Il s'agit de la société LMS sise à Baillargues. Le marché est conclu pour une période d'un reconductible et pour un montant maximum annuel de 19,604 € H.T.

N°D2014-368 - 23/06/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de la candidature de la SCI GRABELS RANCHIN dans le parc Euromédecine II à Grabels

Objet : La candidature de la SCI GRABELS RANCHIN est agréée en vue de l'acquisition d'un terrain dans la ZAC Euromédecine II pour la réalisation d'un programme de 49 logements.

N°D2014-369 - 05/06/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "MOUSSA Ismael - Requête 1401480-5 TA"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n° 1401480-5 près le Tribunal Administratif de

Montpellier le 27 mars 2014 par Monsieur Moussa Ismaël contre l'arrêté préfectoral n°2013-1-2100 du 29 octobre 2013 portant cessibilité des immeubles bâtis et non bâtis nécessaires à l'opération d'aménagement de la ZAC Descartes à Lavérune.

N°D2014-371 - 02/07/14 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Signa Tolere - Musée Henri Prades

Objet : Le Musée Henri Prades achète le spectacle Signa Tolere de la Compagnie Singulier Pluriel dans le cadre de la Nuit des Musées 2014 pour un montant de 4 000 €TTC

N°D2014-373 - 11/06/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au paiement de l'indemnité de remploi relative à l'acquisition des parcelles cadastrées SP n° 39p, SV n° 9, SV n° 10p et SP n° 48p - Secteur Méjanelle - Pont Trinquat - Quartier Gare TGV - Commune de Montpellier

Objet : Les parcelles cadastrées section SP n°39p, 48p, SV 9 et 10p d'une superficie totale 13 293 m², situées lieux-dits Font de la Banquière et La Mogère à Montpellier sont comprises dans le périmètre de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) portant création d'une réserve foncière DUP au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. La convention cadre entre la Communauté d'Agglomération et l'Etablissement Foncier Public (l'EPF-LR) portant sur le secteur Quartier Gare TGV prévoit notamment le portage foncier et financier par l'EPF-LR. De par ses statuts, l'EPF-LR ne peut payer les indemnités de remploi que lorsqu'il est bénéficiaire de la DUP. Le prix d'acquisition se décompose en deux parties, le principal qui est financé par l'EPF et l'indemnité de remploi qui reste à la charge de la CAM. La CAM doit procéder au paiement d'une somme de 40 879 € au titre de l'indemnité de remploi.

N°D2014-374 - 11/06/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées SP n° 39 p , SP n° 45, SP n° 48p, SP n° 49 et SV n° 10p - Secteur Méjanelle - Pont Trinquat - Quartier Gare TGV - Commune de Montpellier

Objet : Dans le cadre du projet d'aménagement du quartier gare TGV à Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur auprès de l'Indivision DE SAPORTA des parcelles cadastrées SP n° 39p d'une superficie de 5 961 m², SP n° 45 d'une superficie totale de 13 073 m², SP n° 48p d'une superficie de 2 910 m², SP n° 49 d'une superficie totale de 33 m² et SV n° 10p d'une superficie totale de 526 m² situées aux lieux-dits Font de la Banquière et La Mogère à Montpellier. Le prix d'acquisition est d'un montant de 675 090 euros toutes indemnités confondues.

N°D2014-377 - 26/06/14 - Direction du Protocole

Décision relative à l'achat et la livraison de gobelets, verres et nappes jetables pour les besoins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Le marché n°3610SP14 est passé avec la société FIRST DIPAL pour le lot 1 afin de permettre l'approvisionnement en gobelets, verres et nappes jetables et la société France Collectivité Hygiène pour le lot 2 (achat et livraison de nappes papier) utilisés à l'occasion des manifestations, cérémonies et réceptions organisées par la Direction du Protocole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ce marché est conclu pour une durée de 1 an, reconductible et pour un montant mini de 4 000 € HT (soit 2 000€ H.T. par lot) et maxi de 16 000 € HT. (soit 6 000 € H.T. pour le lot 1 et 10 000 € H.T. pour le lot 2).

N°D2014-380 - 02/07/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché de nettoyage de bâtiments culturels et des services funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - n°3611DC14 - Lot n°10 : services funéraires

Objet : Un marché n°3611DC14 (lot n°10) est passé avec l'entreprise SUD SERVICE sise 3, avenue des compagnons- ZA Garrigues- 34170-Castelnau le concernant le nettoyage des services funéraires, pour un montant de 27 801,85 € HT pour la durée du marché.

N°D2014-381 - 01/07/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3470EA13 de maîtrise d'œuvre pour les travaux de raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration Maéra

Objet : Un marché n°3470EA13 est passé avec le bureau d'études IRH INGENIEUR CONSEIL – 13592 AIX EN PROVENCE CEDEX 3. Ce marché confie au titulaire la maîtrise d'œuvre pour le raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration Maéra sur des missions de maîtrise d'œuvre normalisées. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 mois en phase d'études et de 7 mois en phase travaux. Le montant du marché s'élève à 43 300 € H.T.

N°D2014-382 - 05/06/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "Rosine MATHIEU épouse VINCENT"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1402482-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 20 mai 2014 par Madame Rosine MATHIEU épouse VINCENT contre la décision implicite de rejet de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier acquise le 28 mars 2014 de faire droit à la demande des consorts VINCENT d'autoriser le raccordement de leur propriété sise sur le territoire de Juvignac au réseau d'eau public.

N°D2014-385 - 26/06/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à l'attribution du marché n°8.262 portant sur les travaux d'accompagnement des fouilles

archéologiques pour le bouclage de la ligne 4 de tramway

Objet : Un marché n°8.262 des travaux d'accompagnement des fouilles archéologiques est attribué pour le bouclage de la ligne 4 au groupement d'entreprises EIFFAGE / SOLATRAG, mandataire EIFFAGE de Saint Jean de Vedas (34), après avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) du 27 mai 2014. Il s'agit d'un marché à bons de commande, avec un montant minimum de 120 000 € HT. et un montant maximum de 500 000 € H.T., d'une durée prévisionnelle de 48 mois.

N°D2014-386 - 26/06/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à l'attribution du marché n°8.482 portant sur les travaux d'accompagnement de chantier pour le bouclage de la ligne 4

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°8.482 des travaux d'accompagnement d'environnement de chantier au groupement d'entreprises AXIMUM / COLAS, mandataire AXIMUM de Rognac (13), après information sur le choix donnée à la Commission d'Appel d'Offres (CAO) du 27 mai 2014. C'est un marché à bons de commande, avec un montant minimum de 250 000 € HT et un montant maximum de 800 000 € HT, conclu pour une durée prévisionnelle de 60 mois.

N°D2014-389 - 30/06/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°2988 TV 12, Élaboration du Schéma Directeur des Transports - diagnostic du réseau de bus et proposition de scénarios de desserte de l'Agglomération de Montpellier - Avenant n°1

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2988 TV 12 est passé avec la société CITEC à Lyon. Cet avenant concerne l'intégration de la multimodalité au Schéma Directeur des Transports, lequel jusqu'alors se concentrait principalement sur le réseau bus. Ces modifications portent sur :

1. L'adaptation des prestations initiales relatives au réseau bus et aux démarches d'information-concertation,
2. L'adaptation du nombre de réunions avec le Comité technique et le Comité de pilotage,
3. L'intégration d'autres modes que le bus dans le cadre du Schéma Directeur des transports :
 - a. Vélos en libre-service,
 - b. Autopartage,
 - c. Covoiturage,
4. La Modification du planning de l'étude,
5. L'Impact de ces prestations sur le budget initial de l'étude.

Le présent avenant s'élève à 25 880 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 204 180 € H.T.

N°D2014-391 - 04/07/14 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Antidote - Festival Théâtre en Liberté de Montferrier-sur-Lez

Objet : La Communauté d'Agglomération participe à l'achat du spectacle Antidote, pour un montant de 2 500 €, diffusé le 9 août 2014 dans le cadre du Festival Théâtre en Liberté de Montferrier sur Lez.

N°D2014-392 - 23/06/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par l'association NOVAE LR au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec l'association NOVAE LR pour une période de 6 mois. Aucune redevance d'occupation n'est due pour l'occupation de la surface mise à disposition compte tenu des services que l'occupant apporte aux entreprises hébergées dans Cap Omega. Cependant, la redevance théorique qui devrait être payée sera valorisée en complément de la subvention apportée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à NOVAE LR, laquelle sera votée lors d'un prochain Conseil d'Agglomération. Son montant est valorisé sur la base du tarif applicable, approuvé par délibération n° 12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013. (1 129,14 euros HT euros mensuels soit 12,56 euros le m²/mois).

N°D2014-393 - 27/06/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à la signature d'une déclaration de travaux sur le site de l'ISDnD de CASTRIES

Objet : Une déclaration préalable à la construction de 2 locaux de protection contre les intempéries des surpresseurs et armoire électrique sur le site de l'ISDnD de CASTRIES doit être signée pour autoriser le lancement de ces travaux. Ces travaux auront une durée maximum de 15 jours et leur montant est compris dans le montant total du marché 3362GD13 lot 1.

N°D2014-394 - 23/06/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée SR n° 19 - Commune de Montpellier

Objet : Dans le cadre du projet de création de la réserve foncière Méjanelle - Pont Trinquat - Gare TGV sur les communes de Lattes et Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de l'Indivision VIEU, la parcelle située Commune de Montpellier, cadastrée section SR n° 19 pour une contenance totale de 768 m², supportant une maison à usage d'habitation, occupée par un membre âgé de l'Indivision Vieu. La prise de possession interviendra au plus tard au décès de Mme Odette VIEU. Un commodat de trois ans renouvelable sera signé concomitamment à l'acte de vente. Le prix d'acquisition est de 260 000 € toutes indemnités confondues, dont 24 545,45 € d'indemnité de remploi.

N°D2014-395 - 27/06/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n° 3695RI14 de mission d'accompagnement à la mise en place d'une plateforme Open Data mutualisée pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier - 2014

Objet : Un marché n° 3695RI14 de mission d'accompagnement à la mise en place d'une plateforme Open Data mutualisée pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier - 2014 est conclu avec la société publique locale LANGUEDOC-ROUSSILLON AGENCE DE DEVELOPPEMENT (LRAD) sise à MONTPELLIER.

Cette prestation aura pour objectif les opérations suivantes :

- Mission I : Accompagnement des communes

Cette partie se subdivise en 3 niveaux d'accompagnement :

- . Niveau 1 pour les 15 communes déjà engagées

- . Niveau 2 pour les 15 nouvelles communes

- . Niveau 3 pour l'animation du club communal

- Mission II : Animation de la plateforme

Cette mission regroupe les prestations suivantes :

- . Alimentation de l'espace « actualités open data » par des articles de veille (5 toutes les 2 semaines sur l'année 2014)

- . La normalisation, la correction et le formatage des fichiers de données produits par les communes, déposées sur extranet avant que les référents communaux puissent eux-mêmes les déposer sur leurs espaces dédiés sur la plateforme Open Data

- . Un rapport du web analytique pour le suivi de fréquentation de la plateforme, soit 4 rapports (avec migration sur la nouvelle version de Google analytics)

- . Pour le bon fonctionnement du projet, en plus de la gestion du forum et des API, la Direction des Ressources Informatiques ou la Direction de la Communication de Montpellier Agglomération auront à charge l'animation open data sur les réseaux sociaux et les animations publiques. Ce marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 10 mois. Le montant de ce marché s'élève à 86 190,00 € T.T.C. (soit 71 825,00 € H.T.)

N°D2014-398 - 23/06/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage d'une canalisation d'eaux usées en tréfonds de la parcelle cadastrée section AR n° 197 - Commune de Pignan

Objet : Une convention de servitude de tréfonds pour le passage d'une canalisation d'eaux usées sur la parcelle appartenant à la commune de Pignan, cadastrée section AR N° 197 - Commune de Pignan. Convention consentie et acceptée à titre gratuit au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

N°D2014-399 - 23/06/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au paiement de l'indemnité de remploi relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée SM n° 48 - Secteur Méjanelle - Pont Trinquat - Quartier Gare TGV - commune de Montpellier

Objet : La parcelle cadastrée section SM n° 48 d'une superficie totale de 5 220 m², située lieudit 1 950 Route de Vauguières à Montpellier est comprise dans le périmètre de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP), portant création d'une réserve foncière DUP au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. La convention cadre entre la Communauté d'Agglomération et l'Etablissement Public Foncier (EPF-LR) portant sur le secteur Quartier Gare TGV prévoit notamment le portage foncier et financier par l'EPF-LR. De par ses statuts, l'EPF-LR ne peut payer les indemnités de remploi que lorsqu'il est bénéficiaire de la DUP. Le prix d'acquisition se décompose en deux parties, le principal qui est financé par l'EPF et l'indemnité pour une somme de 71 818 € qui reste à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

N°D2014-400 - 17/06/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "Référé Expertise carrefour Agropolis"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" afin d'introduire une requête en référé expertise, au titre de l'article R.532.1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal Administratif de Montpellier. Le Conseil Général de l'Hérault construit actuellement un ouvrage d'art dans le carrefour Agropolis afin de donner de la continuité au RD65, et ce, afin d'enjambrer le giratoire actuel sur un tracé Est/Ouest. Perpendiculairement à cet ouvrage, il existe actuellement deux canalisations souterraines majeures de la Communauté d'Agglomération dont un collecteur DN 1400 pour lequel il convient de s'assurer de la pérennité lors de cette phase de travaux.

N°D2014-401 - 23/06/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'avenant n° 8 à la convention de mise à disposition avec la SAFER

Exploitation de l'ilot viticole au lieu-dit « Valedéau » - Commune de Montpellier

Objet : Un avenant n° 8 à la convention cadre d'intermédiation locative est signé avec la SAFER LR ayant pour objet l'exploitation de l'ilot viticole du Domaine de Valedéau à Montpellier. Il porte sur une durée d'une année supplémentaire, du 1er octobre 2013 au 30 septembre 2014 moyennant une indemnité forfaitaire de 6 000 € TTC.

N°D2014-404 - 27/06/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché 3586DS14 de "Rénovation et étanchéité des toitures du Palais des sports René Bougnol et de la piscine Alfred Nakache à Montpellier"

Objet : Un marché n° 3586DS14 est passé, pour les lots n° 1 "Etanchéité toiture René Bougnol" et n° 2 "Etanchéité toiture piscine Nakache" avec la société ETI, 80, impasse des Millepertuis, 34 740 VENDARGUES, pour un montant de lot n° 1, : 45 050, 04 € H.T., lot n° 2 : 67 308,95 € H.T soit 80 770 74 € T.T.C. la durée d'exécution est de deux mois.

N°D2014-405 - 23/06/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la SAS DIGI-HEALTH dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels

Objet : La candidature de la SAS DIGI-HEALTH est agréée en vue de la location, dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels, du lot n° C.G. 2.4 d'une surface totale de 171.44 m² pour une période de 12 mois. Son activité est la santé humaine.

N°D2014-406 - 25/06/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à la signature du marché n°3582GD14 de contrôle technique concernant les travaux d'extension et de réaménagement du point propre de Castelnau le Lez

Objet : Un marché n°3582GD14 de prestations intellectuelles doit être signé, ayant pour objet le contrôle technique concrétisée par les dispositions législatives et réglementaires concernant les travaux d'extension et de réaménagement du point propre de Castelnau le Lez. Ce marché est conclu avec la société APAVE Sudeurope sise R.D 58 34970 LATTES. Le montant de ce marché est de 3 670,00 €HT. Sa durée prévisionnelle est de six mois et sera adaptée en fonction de l'avancement des travaux.

N°D2014-409 - 23/06/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession à titre gratuit d'un photocopieur vétuste de marque Canon

Objet : Le photocopieur vétuste de marque Canon n° GP215SBL01294 est cédé gratuitement à l'association "Les amis et Compagnons d' Emmaüs", ZAC Saint-Antoine, 34130 Saint-Aunès.

N°D2014-410 - 27/06/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à la cession de matériel informatique réformé à la société Emmaüs

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier cède à titre gratuit un ensemble de micro-ordinateurs obsolètes à la société EMMAÛS, ZAC Saint Antoine, 34130 SAINT-AUNES. Ce matériel acquis entre 2004 et 2008 ne rentre pas dans l'inventaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Du fait de l'évolution rapide du matériel informatique, sa valeur vénale est nulle.

N°D2014-411 - 23/06/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée SM n° 47 - Commune de Montpellier

Objet : Dans le cadre du projet de création de la réserve foncière Méjanelle -Pont Trinquat- Gare TGV sur les communes de Lattes et Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de l'Indivision TARRAL - ARCHIMBEAU, la parcelle située Commune de Montpellier, cadastrée section SM n° 47 pour une contenance totale de 1 440 m², à usage de terrain nu. Le prix d'acquisition est de 48 520 € toutes indemnités confondues, dont 5 320 € d'indemnité de remploi.

N°D2014-414 - 02/07/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la réforme d'un scooter électrique immatriculé BS265JV

Objet : Le scooter électrique immatriculé BS 265 JV, de marque Electric C, à réformer, est cédé à l'Hôtel des ventes, chemin de Poutingon à Montpellier pour être vendu aux enchères. Le prix de la vente résultera de la vente aux enchères.

N°D2014-416 - 04/07/14 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Res Publica - Commune de Lattes

Objet : La Communauté d'Agglomération participe à l'achat du spectacle Res Publica diffusé le 25 septembre 2014 à Lattes pour un montant de 3 973,00 € T.T.C. (soit 3 973,00 € H.T).

N°D2014-418 - 23/06/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "Recel de bien du 14 septembre 2012 au 3 novembre 2013"

Objet : La défense de la Communauté d'agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Juge d'Instruction dans le cadre de la procédure d'instruction, près le Tribunal Correctionnel de Montpellier dans le cadre du jugement et près la Cour d'Appel de Montpellier en cas de recours éventuel et ce, consécutivement à un recel de bien provenant d'un vol à Montpellier avec destruction ou dégradation ayant eu lieu du 14 septembre 2012 au 3 novembre 2013 dont a été victime la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

N°D2014-420 - 27/06/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "SA ARCADES AUTOMOBILES"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" à la suite du dépôt de la requête n°1402027-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 18 avril 2014 par la SA ARCADES AUTOMOBILES contre le titre exécutoire n°93 du 17 décembre 2013 portant annulation du titre exécutoire n°1113 du 3 juillet 2013.

N°D2014-421 - 27/06/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "SA ARCADES AUTOMOBILES"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés"

N°D2014-422 - 18/06/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD - ZAD Pont Trinquat Méjanelle - SCI Kenza - Parcelles SH n°38, 39 et 40 commune de Montpellier

Objet : Les parcelles cadastrées SH n°38, 39 et 40, commune de Montpellier, d'une contenance totale de 9 983 m², ont fait l'objet d'une adjudication en date du 19/05/2014 pour un montant de 270 000€ plus 7 112,38€ de frais an-

nexes. La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur par voie de préemption en se substituant à l'adjudicataire.

N°D2014-423 - 27/06/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de la candidature de la société SECURISK dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Parc 2000 à Montpellier

Objet : La candidature de la société SECURISK est agréée en vue de la location dans le VEAS Parc 2000. Son activité est le contrôle technique des constructions. Actuellement locataire du lot B06 d'une surface totale de 73,13 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une période de 3 mois.

N°D2014-424 - 27/06/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de la candidature de la société LEO DEVELOPPEMENT - COLLECTO'LEO dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Hannibal à Cournonsec

Objet : La candidature de la société LEO DEVELOPPEMENT - COLLECTO'LEO est agréée en vue du renouvellement du bail, pour une période de 24 mois, des lots A08-A09 d'une surface totale de 246 m dans le VEAS Hannibal. Son activité est la collecte et la valorisation des huiles alimentaires.

N°D2014-426 - 27/06/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un avenant n° 1 au marché n° 3218RI13 de fourniture d'un service de liaisons permanentes entre différents sites de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, lot n° 1 "Réseau Privé Virtuel"

Objet : Un avenant n° 1 au marché n° 3218RI13 de fourniture d'un service de liaisons permanentes entre différents sites de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, lot n° 1 « Réseau Privé Virtuel », est conclu avec la société HERAULT NETWORKS sise à BÉZIERS. Cet avenant concerne la substitution du titulaire du marché, la société HERAULT NETWORKS, par le nouveau titulaire du marché, la société NETIWAN. Cet avenant n'a aucune incidence sur le montant initial du marché. Les clauses du marché initial, et notamment l'ensemble des engagements pris par le titulaire, demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

N°D2014-428 - 01/07/14 - Direction de la Communication

Décision relative au marché n°3691CO14 - Création d'un jeu interactif, location matériel et maintenance pour le stand de la Communauté d'Agglomération de Montpellier lors de la foire internationale d'octobre 2014

Objet : Un marché n°3691CO14 est passé avec la société NEXT PRODUCTIONS domiciliée à Montpellier. Ce marché concerne la prestation de création d'un jeu interactif, location matériel et maintenance pour le stand de la Communauté d'Agglomération de Montpellier lors de la foire internationale d'octobre 2014. Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'à la fin de la foire internationale de Montpellier (mi-octobre 2014). Le montant du marché s'élève à 35 850,00 € HT.

N°D2014-429 - 04/07/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un avenant n°1 du marché de travaux n°257 T 14.01 de réalisation d'une couverture métallique sur machines climatiques à l'aquarium Mare Nostrum

Objet : Un avenant n°1 au marché de travaux n°257 T 14.01 de réalisation d'une couverture métallique sur machines climatiques à l'aquarium Mare Nostrum est conclu avec l'entreprise ATOLE, pour un montant de 8 450 € H.T., portant le nouveau montant du marché à +15,1% par rapport au montant initial.

Cet avenant concerne la modification du type de lames de serrurerie utilisées pour la couverture métallique.

N°D2014-430 - 02/07/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société DIASYS TECHNOLOGIES au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 23 janvier 2006 est conclu avec la société DIASYS TECHNOLOGIES pour une période de trois mois à compter du 22 juillet 2014 soit jusqu'au 22 octobre 2014. La redevance à payer par la société DIASYS TECHNOLOGIES pour la surface de 176,30 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 2 099,84 € euros H.T. et hors charges.

N°D2014-434 - 23/06/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la 3ème ligne de tramway -ASL Etang de l'Or

Objet : La Communauté d'Agglomération acquiert le terrain situé au lieu-dit Le Ginestier à PEROLS, cadastré section AT n°544 appartenant à l'ASL Etang de l'Or, d'une surface de 395 m² nécessaire à la réalisation de la troisième ligne de tramway pour un montant de 2 370€.